

L'ONU quand même

Les Nations unies célèbrent ce 26 juin le quarantième anniversaire de la signature à San Francisco, de la Charte qui les a fondées. C'est l'occasion de s'interroger sur le rôle qu'elles ont joué et qu'elles jouent effectivement.

L'état présent des affaires de la planète pourrait inciter, à la sévérité : les Nations unies ont été fondées avec moins de naïf optimisme que la défunte Société des Nations, mais ne participent-elles pas de la même illusion ? N'ont-elles pas été frappées de la même impuissance à empêcher les conflits.

Il y aurait pourtant quelque injustice à ne considérer toujours que le passif du bilan. L'actif est, par définition, beaucoup plus difficile à établir dans le détail : comment dresser, par exemple, la liste des guerres qui n'ont pas eu lieu grâce à l'ONU ?

La grande maison de verre des bords de l'East River a été, plus d'une fois, dénoncée comme la « talking shop » (boutique à paroles) par ses détracteurs. Elle ne s'en est pas moins affirmée, au fil des années, comme un incomparable forum où des hommes de toutes nationalités, de toutes idéologies, de toutes races et de toutes croyances ont pris l'habitude de se parler. Vaillants comme elle l'est gardée, y compris dans les périodes de tension extrême : blocus de Berlin, guerre de Corée, affaire des fusées de Cuba, guerre du Vietnam, guerre du Kippour...

Les réunions du Conseil de sécurité, quelle que soit la violence des débats, ont souvent eu un effet de soupape. Et les « casques bleus » ont plus d'une fois séparé les combattants. Un nouveau style de diplomatie est né et a fait école. Encore faut-il se garder de prendre l'ONU pour ce qu'elle n'est pas, c'est-à-dire une sorte de gouvernement mondial, disposant pour se faire entendre - et imposer raison aux récalcitrants - des attributs ordinaires du pouvoir d'Etat. L'existence du droit de veto, dont les Grands ont usé et abusé, suffit à l'empêcher de jouer ce rôle dont a rêvé un temps Dag Hammarskjöld.

Dans plusieurs domaines « techniques », mais où la politique avait inévitablement sa part, les Nations unies ont su également conduire les pays les plus opposés à coopérer au sein des organisations spécialisées appartenant à son système. Avec, certes, des périodes d'incertitude, et parfois des revers : les déboires de l'OIT en 1975 et la crise actuelle de l'UNESCO en témoignent. Mais, là aussi, ce qu'il faut défendre, c'est justement le principe d'universalité qui fonde l'entreprise lancée il y a quarante ans par cinquante et un pays, devenus, la décolonisation aidant, cent soixante.

Convergence significative : M. Gromyko a rendu mardi soir, dans un message au secrétaire général, M. Perez de Cuellar, un très chaleureux hommage aux Nations unies, au moment même où huit pays qui ne se situaient pas précisément dans l'orbite soviétique (Argentine, Autriche, Canada, Jordanie, Malaisie, Sénégal, Suède et Tanzanie) déclaraient au reste du monde un effort en faveur du renforcement de l'Organisation internationale.

Même les opinions publiques de différents pays occidentaux semblent assez largement conscientes du caractère positif de leur bilan. A en croire le sondage publié ce mercredi par l'« International Herald Tribune », 47 % des Français, contre 25 % pensent que l'ONU a fait du bon ou du très bon travail ; et une majorité absolue (51 %) des personnes interrogées à ce sujet outre-Atlantique partageait ce jugement favorable.

Le dix-neuvième siècle a été celui des nationalités. Le vingtième sera-t-il celui des organisations internationales.

ACCORD AVANT LE SOMMET DES DIX

Les quatre grands de l'électronique européenne s'engagent dans Euréka

Les quatre principales sociétés européennes d'électronique, Siemens (RFA), Philips (Pays-Bas), General Electric (Grande-Bretagne) et Thomson (France), se sont mises d'accord pour collaborer à différents projets dans le cadre d'Euréka, notamment en matière de composants stratégiques. Dans une déclaration commune, ces quatre firmes considèrent que « le programme Euréka peut devenir un élément essentiel permettant à l'Europe de relever le défi technologique ». Après la signature d'un accord entre Matra et la société norvégienne Norsk Data, cette collaboration apporte un sérieux renfort industriel au projet, à la veille du conseil européen de Milan.

Il y a quelques semaines à Paris comme dans les autres capitales, on s'apprêtait à fêter, lors du sommet qui s'ouvrira vendredi 28 juin à Milan, la naissance d'une nouvelle ère de la construction européenne ! Le rapport présenté par M. Maurice Faure, pour modéré qu'il fût, incitait à l'espérer.

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Dix, auxquels se joindront les premiers ministres portugais et espagnols, à titre d'observateurs, vont pourtant se retrouver dans la grande cité lombarde avec un enthousiasme sensiblement tempéré par les dernières difficultés communautaires, mais aussi par les réticences manifestées de certains. Et si, parmi eux, on se risquerait à formuler un pronostic en forme de titre de film, ce ne serait sans doute pas encore *« Douze hommes en colère »*, mais certainement *« Miracle à Milan »*. Cette volonté, quasi superstitieuse, de ne laisser attendre aucune grande nouvelle de l'Europe lors du conseil, et de reporter par avance tout espoir d'un « saut qualitatif » de la CEE vers l'union européenne, est particulièrement patente du côté français.

Pourtant, Paris attend de ce sommet au moins une chose importante,

une onction communautaire au projet Euréka. Après des débuts décevants, en particulier lors du sommet des pays les plus industrialisés, du 2 au 4 mai dernier à Bonn, l'opération ne semble pas si mal engagée aujourd'hui. Le chancelier Kohl vient encore, devant les députés chrétiens démocrates, de confirmer son intérêt pour le projet européen, tout autant que pour l'IDS américain. Il est vrai que M. Dumas s'y est attelé avec cette efficacité discrète, voire secrète, qui est probablement son registre de prédilection. M. Claude Arnaud, conseiller diplomatique du gouvernement, a été envoyé en tournée auprès des Douze, et à la Commission de Bruxelles. D'utiles contacts ont également été noués hors de la CEE, en particulier chez les Scandinaves. Des réunions ministérielles ont eu lieu, d'autres sont prévues juste avant le début du sommet.

Mais la France souhaite que le projet ne soit pas seulement présenté comme une mise en commun, à l'intérieur et parfois à l'extérieur de la CEE, de certaines ressources technico-industrielles européennes.

BERNARD BRIGOULEUX.

(Lire la suite page 8.)

LE PROJET DE BUDGET POUR 1986

M. Bérégovoy propose une contraction sans précédent des dépenses publiques

C'est probablement au conseil des ministres du 3 juillet que M. Bérégovoy présentera aux membres du gouvernement les dépenses publiques prévues dans le projet de budget pour 1986.

Pour l'heure, le projet du ministère de l'économie et des finances qui doit encore être validé par l'hôtel Matignon est basé sur une contraction sans précédent des dépenses publiques : une progression de + 5 % en valeur soit un pourcentage inférieur à la croissance du produit intérieur brut (+ 5,9 %). Trois secteurs échappent à l'austérité : la recherche, la sécurité et la formation.

Il est bien loin le temps où l'Etat se donnait pour tâche prioritaire de relancer l'activité économique en ouvrant toutes grandes les vannes des dépenses publiques. Ce temps, c'était 1982, année où M. Fabius, alors ministre Rue de Rivoli, avait préparé - avec l'assentiment quasi général des membres du gouvernement - un budget en augmentation de 27,2 % par rapport à 1981.

Nous sommes à l'été 1985, et M. Bérégovoy vient de transmettre au premier ministre un projet de budget pour 1986 extrêmement rigoureux. L'année prochaine, les dépenses ne s'accroîtront que de 5 % environ. Comme les prix augmenteraient de 3,9 %, les charges de l'Etat en valeur réelle resteraient pratiquement stables (1).

Sans doute s'apercevra-t-on à l'automne, quand le projet gouvernemental sera soumis dans tous ses détails aux députés et aux sénateurs, que certaines dépenses ont été sous-estimées ou débudgétisées. Mais, outre que ces pratiques sont devenues courantes depuis que M. Mitterrand a donné pour consigne en novembre 1982 d'endiguer le déficit budgétaire, la tendance est plutôt à

l'avantage de vérité dans les comptes. Quoiqu'il en soit des habiletés de présentation budgétaire que la Cour des comptes décrit en détail dans le rapport qu'elle va remettre au président de la République, le gouvernement comprime fortement les dépenses publiques. C'est cela l'essentiel, et c'est ce qui explique des décisions aussi spectaculaires que l'arrêt des subventions d'Etat aux Ateliers roannais de construction textile ou les hésitations gouvernementales - la mot est faible - à continuer de subventionner à grands frais des prises de commandes étrangères par les chantiers navals.

Au niveau de la dépense publique, la rigueur n'est plus une chose abstraite se traduisant, sur le papier, par des annulations de crédits : elle est maintenant à l'origine de décisions politiques importantes, aussi sensibles que visibles.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 32.)

(1) Il s'agit de l'augmentation de prix du produit intérieur brut. La hausse des prix de détail retenue est de 3,4 % en moyenne annuelle.

M. Mitterrand amorce la cohabitation

M. Mitterrand a achevé mardi 25 juin un voyage officiel de quarante-huit heures en Languedoc-Roussillon en prononçant sur la place Carnot à Carcassonne un discours au cours duquel il a très vigoureusement dénoncé l'attitude des dirigeants communistes. D'une voix enrouée, sur un ton de tribun, le président de la République leur a reproché de s'être « enfuis » à la première difficulté, alors que « la politique suivie aujourd'hui est le fruit de décisions prises avec eux ».

Le chef de l'Etat a d'autre part appelé les Français à « se rassembler » autour du projet qu'il leur propose, celui de la modernisation du pays. Il s'est montré convaincu qu'à son appel « les Français se rassembleront pour défendre leur juste cause autour d'une politique de modernisation, de courage, d'invention et de création ». Sans prononcer le mot de cohabitation, M. Mitterrand a, à plusieurs reprises, rappelé qu'il entend poursuivre son mandat jusqu'à son terme, avant de souligner que, dans l'intérêt du pays, les forces politiques peuvent trouver un terrain d'entente sur l'essentiel, à savoir les libertés, la modernisation et l'Europe. Il a donc paru préparer les conditions d'une cohabitation avec l'opposition si la gauche devait être battue aux élections législatives de 1986.

Selon M. Valéry Giscard d'Estaing, ce discours de Carcassonne montre que le chef de l'Etat reconnaît que « le socialisme a échoué ». Selon M. Georges Marchais, il indique que le président de la République « a perdu son sang-froid ».

(Lire page 10 l'article de JEAN-YVES LHOMEAU : « L'arbitre équilibré ».)

UN CONCILE EN DISCUSSION

Vatican II entre ses pères et ses fils

par ROBERT SOLÉ

Un nouveau slogan vient de fleurir dans l'Eglise de France : « Non à l'enterrement de Vatican II ». Si les fossiles présumés n'étaient que les disciples de Mgr Lefebvre, adversaires irréductibles du dernier concile, nul n'y aurait prêté attention. Mais c'est la curie romaine elle-même qui est dans le collimateur, soupçonnée de ce mauvais coup.

L'un de ses membres les plus éminents, le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, ne vient-il pas de dresser un bilan bien sombre de l'après-concile dans un livre - interview, allant même jusqu'à parler de « décadence » ? (1). Du coup, le synode extraordinaire de novembre prochain, convoqué par le pape pour examiner vingt années d'application

de Vatican II, fait figure de « synode de restauration ».

La nécessité d'un bilan n'est niée par personne. Trop de choses ont changé en vingt ans, dans l'Eglise et dans le monde, pour que les catholiques puissent se dispenser d'un tel exercice. L'un des plus ardents défenseurs de Vatican II, Mgr Jean Vilnet, président de la conférence épiscopale de France, remarquant, le 12 juin dernier : « Quelque temps après le lancement, il faut procéder à une légère correction de trajectoire de façon que le satellite garde son orbite initiale ».

Ce satellite avait été lancé en 1959 - l'époque des spoutniks - par

un jeune homme de soixante-dix-huit ans. En annonçant un concile universel, Jean XXIII avait parlé d'aggiornamento. Il ne croyait pas si bien dire : Vatican II, réuni à Rome du 11 octobre 1962 au 8 décembre 1965, allait être une révolution. Cette Eglise catholique, drapée depuis des siècles dans ses dogmes, ses rites et ses hiérarchies, acceptait soudain de jeter un autre regard sur elle-même et sur le monde. Elle faisait sauter des verrous, ouvrait portes et fenêtres et, dans une belle euphorie, se permettait l'humilité.

L'objectif du concile était triple : renouveler l'Eglise, redéfinir ses rapports avec le monde et rapprocher les différentes confessions chré-

tiennes. Un programme autrement ambitieux que Vatican I, qui, en 1870, avait défini l'infaillibilité pontificale. Les évêques du monde entier ont dû débattre quatre automnes d'affilée, avec l'aide de nombreux experts, pour produire seize documents. Avec Vatican II, l'Eglise n'était plus une pyramide à l'envers, reposant sur le sommet : elle se définissait comme un peuple. « le peuple de Dieu ». Les évêques étaient invités à la collégialité et les laïcs à la participation. Le catholicisme redécouvrait la Bible, ne l'opposait plus à la tradition et se rapprochait ainsi des protestants...

(Lire la suite page 14.)

(1) Voir le Monde du 19 juin 1985.

AU JOUR LE JOUR

Courrier

Trop de postiers se la coule douce. Résultat, le courrier à deux vitesses donne plutôt lieu à une course de lenteur. Telle est la conclusion d'un rapport sénatorial sur le service des postes, accusé, en somme, d'acheminer lettres et colis à un train... de sénateur.

C'est une affaire grave. Les retards peuvent avoir des conséquences pénibles, voire dramatiques. Imaginons ce qui se produirait, par exemple, dans la tête d'un homme de gauche qui recevrait seulement aujourd'hui un exemplaire du « Programme commun - posté en 1972 ».

BRUNO FRAPPAT.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Spécial Avignon

XXXIX^e FESTIVAL

- La « Mahabharata » de Peter Brook et Jean-Claude Carrière.
- Le kathakali, par Gérard Condé.
- Les acteurs, les auteurs.
- Travailler en province.
- La collection Maeght chez les pages.

(Pages 17 à 20)

Dunod

INACCEPTABLE CHÔMAGE

Pierre de CALAN

Préface de Michel ALBERT

Collection : « L'œil économique » 74 F

une synthèse pour comprendre !



LIRE

3. LIBAN

Les menaces de M. Reagan...

6. AFRIQUE

Paris et Alger vont intensifier leur concertation politique.

11. POLITIQUE

La démocratie dérégulée, par Olivier Duhamel.

14. POLICE

Les objectifs du plan de modernisation.

33. RAPPORT DE L'INED

De 1950 à 1982, les décès par cancer ont augmenté de 70 %.

débats

Révisions politiques

Les dissensions entre responsables politiques, à droite comme à gauche, les dogmes et les langues de bois indisposent de plus en plus les jeunes, nous disent quatre d'entre eux : Olivier Nordon, Eric Lombard, Alain Rauscher et Bernard Lamotte. De même, selon Monique Pelletier, la querelle sur le cumul des mandats est d'un autre âge.

Cumul des mandats et emploi du temps

Limiter les charges politiques pour mieux partager les responsabilités

par Monique PELLETIER (*)

VOICI que la limitation du cumul des mandats est à nouveau à l'ordre du jour. Les tenants du cumul estiment à juste titre que leurs mandats sont complémentaires et que cette synergie leur permet une meilleure efficacité. Les problèmes de la ville, du département, de la région et du Parlement ne sont-ils pas connexes ? Le législateur qui a la pratique du terrain est en général plus réaliste que le parlementaire qui n'exerce aucune fonction locale. Cela est exact, mais pour être tout à fait honnête les partisans du cumul devraient ajouter que plus la liste des mandats est longue, plus le pouvoir personnel déteint est important. Dès lors, demander aux « cumulards » de voter un texte qui nécessairement réduira leur pouvoir personnel relève naturellement de la provocation. A eux donc de simplement reconnaître que ce texte, qui au surplus sera une loi organique, leur demande un véritable sacrifice en proposant une amputation de leur propre pouvoir. Nouvelle évidence : il n'y a certes pas de partage sans sacrifice.

A mon sens, le débat doit être placé sur le seul terrain du « temps ». Du temps contraint, du temps qui est le même pour tous et qui n'est pas infiniment extensible. Pourquoi les politiques auraient-ils le don d'ubiquité ? Certes, beaucoup d'entre eux acceptent de se tuer au travail. Cela ne me semble ni sain ni souhaitable.

La garantie de l'indépendance financière

Il ne me semble pas juste d'évoquer ce problème en termes de rémunération. Il est souhaitable que les responsables gagnent bien leur vie, et ce n'est pas toujours le cas, loin s'en faut. L'indépendance financière est garante de la liberté du politique.

Impropre également me paraît être l'argument du renouvellement de la classe politique. Les élections sont là, libre à chacun de s'y présenter, et que le meilleur gagne !

En revanche, qu'il faille revoir le problème des investitures, des blocages au niveau des états-majors de partis, cela est certain.

(*) Ancien ministre, présidente de Dialogue des villes de France.

Certains ont délibérément choisi, pour cette raison, de n'exercer qu'un seul mandat. Une proposition de loi, émanant de plusieurs députés UDF, ne se veut pas contraignante. Raisonnable, elle préserve le libre arbitre. Chaque fonction électorale se voit attribuer un coefficient lié à la charge de travail qu'elle représente. Au-delà d'un certain seuil, la charge n'est plus humainement supportable. La seule limite devra être fixée à la limite. Cette évaluation conduirait à un meilleur partage des responsabilités politiques, mais surtout à un meilleur exercice de celles-ci.

Une telle limitation existe ailleurs que chez nous. Il s'agit là du type même d'un problème qui n'est ni de droite ni de gauche. Toute querelle à ce propos est donc déplacée. Si querelle il y a, c'est que les politiques n'ont pas le sens de la mesure, qui n'est rien d'autre que le bon sens ou sens commun, c'est-à-dire le sens de la communauté : le sens politique.

Or, les ordinateurs ne sont pas de gauche, pas plus que les exportations ne sont de droite. Ce qui importe, c'est de définir les problèmes et d'adopter les meilleures solutions, en conciliant justice et efficacité, et non pas de se référer à la pensée lumineuse du président, au petit livre d'untel ou à une fumée théorique à vocation globalisante. C'est aussi de réaliser que les élus le sont pour gérer notre vie civique et non pour aller se battre entre eux comme des gladiateurs en une arène qui ne touche plus notre sol depuis longtemps.

Il y a cinq ans, nous ne faisons que pressentir cette exigence. Aujourd'hui, nous ne pouvons qu'en constater l'urgence. Au moment où toute la nation aurait dû être mobilisée par une politique économique saine mais imaginative, on a ressenti les vieilles recettes : nationalisations, nationalisme, il en restera toujours quelque chose. Puis, en dépit de quelques avancées effectuées au prix de combien d'incohérences, le pays a perdu son temps et usé ses forces sur des querelles aussi anachroniques que la loi sur l'enseignement. La France de 1984 dans la rue pour la question de l'école privée : il a fallu renoncer à expliquer cette absurdité à nos amis étrangers. Et comme si cela ne suffisait pas, en attendant de nous ériger sur le bicentenaire de la Révolution française, nous avons lancé de nouvelles bagarres autour d'une réforme électorale opportuniste, dont l'un des résultats notables, il est vrai, sera d'augmenter le nombre des députés : vision typiquement archaïque de la politique vue comme un fromage qu'on distribue aux plus méritants.

D'un côté, un président qui prétend connaître l'Histoire, mais qui n'hésite pas à faire rentrer en force Le Pen au Parlement, quitte à parer le racisme de l'écharpe tricolore ; de l'autre, un premier ministre plus soucieux de plaire que de gouverner, qui en est réduit à appliquer une politique qu'il critique la veille. Ce qui s'appelle la gauche a décidément de lourdes responsabilités dans le gaspillage des capacités du pays.

Quant à Lionel Stoléru, que ce soit sur les immigrés ou les conditions de travail, il a l'avenir derrière lui. Il lui faut opérer plus d'un demi-tour sur lui-même, mais une véritable révolution (au sens spatial, sinon politique, ce qui le regarde). Car la vision qu'il a défendue, quand il était aux affaires, est incompatible avec une France ouverte sur l'avenir où le potentiel humain puisse participer à la modernisation de la nation (...).

Marie Paule de PINA (Clamart).

Pour en finir avec l'archaïsme

Des jeunes disent ce qui les insupporte dans la conduite des partis

par OLIVIER NORDON, ERIC LOMBARD, ALAIN RAUSCHER et BERNARD LAMOTTE (*)

A U moment où, de toutes parts, se peaufinent armes et alliances en vue des prochaines échéances électorales, il reste encore, dans la vie politique française, quelques individualités qui font passer les idées avant l'idéologie, la tolérance avant le dogme et les principes avant la cuisine politicienne.

De Michel Rocard à Simone Veil, de Robert Badinter à Bernard Stasi, de Philippe Seguin à Alain Carignon, de Raymond Barre à Marcel Rigout, ils sont ainsi nombreux à incarner les aspirations des adolescents que nous étions il y a cinq ans. A l'époque, entre l'arrogance de la droite et la doctrine du programme commun, nous aspirions déjà à un autre choix que la France des pantoufles ou celle des godillots.

Ce qui nous animait, ce qui nous motive aujourd'hui, c'est bien le rejet de ce jeu à somme nulle dont se délectent la plupart de nos dirigeants. Certains d'entre nous travaillent, d'autres sont encore étudiants. Aucun n'a jamais été membre d'un quelconque parti politique, parce qu'aucun d'entre nous ne voit l'intérêt de perdre son temps dans des structures dont le message ne correspond pas à plus de 5 % de ses convictions.

Chacun comprend bien, devant l'ampleur des problèmes que le pays doit aujourd'hui résoudre, des adaptations qu'il doit accepter, que le battage idéologique est dépassé.

Le dogme, la langue de bois, les idées simplistes, les compromissions calculées, l'explication de ses propres échecs par un complot tramé ou ne sait où, c'est tout cela l'archaïsme. C'est cette incapacité à admettre que les solutions recherchées ne figurent pas dans le manuel du parfait apparatchik.

Concilier justice et efficacité

C'est pour de Gaulle le temps de la désespérance, mais pas celui de la démission. Il se consacre pour l'essentiel à la rédaction de ses Mémoires de guerre, dont le premier volume sortira en 1954, à son opération de la cataracte (en 1955), à des voyages privés en France et outre-mer et aux relations familiales. A chaque occasion il rappelle toutefois que lui-même et la gaullisme n'ont aucune responsabilité dans ce qui se passe. Désabusé, il écrit par exemple en janvier 1954 à un de ses vœux missionnaires en Haute-Volta : « Notre pays se traîne dans un état de dépression atroce et inquiétant », mais il ajoute : « Je garde les ailes de l'espérance. » En effet, dès le 5 janvier 1957, dans une lettre à M. Pierra Lefranc, il note : « Il semble que quelque chose commence à bouger. »

A d'autres qui le pressent de s'exprimer il répond : « C'est aux Français d'abord de manifester leur dégoût du régime et leur

qu'elle partage bien avec ce qui s'appelle la droite. A oser au Goulag pour n'importe quoi, à faire preuve d'une mauvaise foi absolue dans l'oubli de ses propres échecs, celle-ci n'a provoqué un climat d'agressivité, de démagogie et de violence qui a fait le lit du Front national.

1974 : Giscard-Mitterrand. 1981 : Mitterrand-Giscard. Et, depuis notre naissance, Lecomte à la tête

après chaque élection : assez ! Il nous reste à nous, jeunes, à tout faire pour qu'à l'avenir le pays puisse se prononcer librement. C'est pour quoi nous désirons agir. C'est pour quoi nous sommes prêts, avec tous ceux qui partagent le même sentiment, à faire avancer le discours politique dans le bon sens, au-delà de tout clivage partisan et contre tout a priori idéologique.

Pour qu'après le combat des chefs nous ayons droit à celui des justes, et qu'on en finisse enfin avec l'archaïsme.

(*) Respectivement : médecin, cadre et étudiants.

« LETTRES, NOTES ET CARNETS », DE CHARLES DE GAULLE

Le désert traversé

A VEC la septième volume de Lettres, notes et carnets de Charles de Gaulle, comme l'appelle souvent son père, une époque s'achève. La période 1951-1958 englobe en effet tout à la fois l'échec politique du RPF qui avait été fondé en 1947 et la traversée du désert qui ne devait s'achever qu'avec le retour au pouvoir après la révolte d'Alger le 13 mai 1958.

C'est pour de Gaulle le temps de la désespérance, mais pas celui de la démission. Il se consacre pour l'essentiel à la rédaction de ses Mémoires de guerre, dont le premier volume sortira en 1954, à son opération de la cataracte (en 1955), à des voyages privés en France et outre-mer et aux relations familiales. A chaque occasion il rappelle toutefois que lui-même et la gaullisme n'ont aucune responsabilité dans ce qui se passe. Désabusé, il écrit par exemple en janvier 1954 à un de ses vœux missionnaires en Haute-Volta : « Notre pays se traîne dans un état de dépression atroce et inquiétant », mais il ajoute : « Je garde les ailes de l'espérance. » En effet, dès le 5 janvier 1957, dans une lettre à M. Pierra Lefranc, il note : « Il semble que quelque chose commence à bouger. »

volonté de le changer » (19 mars 1958 au colonel Sautou).

Tandis que les événements se précipitent à Alger et à Paris, de Gaulle, tout au moins dans la correspondance privée ici publiée, ne donne pas l'impression de jouer un rôle moteur. Il constate simplement que les événements lui donnent enfin raison. Ainsi à Georges Bidault, le 20 mai 1958, il écrit : « La chance suprême de la France en Algérie se présente en ce moment même », et le même jour, au maréchal Juin : « Je crois aussi que les hommes en place ne sauront pas saisir cette chance parce qu'ils se préparent à l'intérêt national. »

Avant de quitter définitivement Colombey, le 25 mai 1958, et au moment même où à Paris René Coty annonçait qu'il avait fait appel « au plus illustre des Français », il avait écrit à son fils : « D'après mes informations, l'action serait imminente du sud vers le nord. » Toujours le souci de distinction, mais aussi une réelle détermination : « Il est infiniment probable que rien ne se fera plus dans le régime qui ne peut même plus vouloir qu'on ce soit. » Réformer les institutions est donc pour de Gaulle en 1958 l'objectif essentiel pour la réalisation duquel la guerre d'Algérie n'est qu'un obstacle circonstanciel.

ANDRÉ PASSERON.

(*) Charles de Gaulle, Lettres, notes et carnets, juif 1951-mai 1958. Plon, 419 p. 110 F.

Ça suffit !

Jospin, Fabius, Rocard, et aussi Poperen, les courants A, B, C, D, E... ou 1, 2, 3, 4, 5... du Parti socialiste, sont en train de démolir le socialisme français (...).

Non. Non. Et non. Il faut que la gauche gagne les élections de 1986. Pour la présidentielle de 1988, on a le temps de voir. Peu m'importe le nom du candidat socialiste, il aura ma voix (...). Que le PS fasse 24 ou 28 % en 1986, là n'est pas le problème. La vraie question est : gardera-t-il le pouvoir en 1986 ? Il ne le peut que si, sur sa droite, il s'élargit aux radicaux de gauche, ou même, au-delà, à des centristes comme Olivier Stirn, qui ne veulent pas voir revenir au pouvoir les « réactionnaires » au sens fort du terme. Il faut aussi ne pas exclure un retour du PC qui s'enferme aujourd'hui dans l'opposition en pensant à de lointains lendemains (...).

On me dit que le spectacle actuel est une preuve de démocratie dans le parti. Allons donc ! Il s'agit d'une querelle de chefs, et le peuple n'a pas grand-chose à dire. Démocratie oui, mais pour enrichir les perspec-

tives de demain. Mes amis, mes camarades, sachez-vous aller à une bataille - qui n'est pas perdue - dans un consensus en profondeur ? Peut-être alors y a-t-il encore de l'espoir.

PAUL FRAISSE.

(Professeur émérite à la Sorbonne. Ex-responsable au RDR, à l'UGS, au PSU, candidat sur la liste PS aux élections municipales de 1984).

Fête et défilé

Je me permets de vous faire part de mon indignation à la lecture de votre article : « Concorde » du Monde du 18 juin. Vous n'avez pas le droit de comparer les spectateurs de ce samedi avec les manifestants de l'école libre de l'an passé.

Eux et leurs organisations ont payé de leur personne pour défilé durant des heures derrière drapeaux et pancartes. Ils n'ont pour cela (et à l'inverse de ceux de samedi dernier) bénéficié d'aucune aide du gouvernement.

Vous pouvez par contre comparer les spectateurs de samedi, jour où l'on se défoule, à ceux de l'Huma-

nité lors de sa fête annuelle. C'est le goût de la fête, plus que le motif politique, qui y justifie la présence des jeunes (surtout si c'est gratuit, à l'inverse de l'Humanité).

Si vous voulez nous faire croire à leur bons sentiments, généreux et ouverts à tous les vents du large, faites donc une manifestation comme les gens partisans de l'école libre l'ont faite. Maintenant si vous voulez nous faire croire que les jeunes des pays d'origine des immigrants sont dignes des élans du cœur des nôtres, alors organisez des manifestations de sympathie entre chérites et Palestiniens, juifs et Palestiniens, Nigériens et Ghanciens, Indiens et Tamouls, sikhs et Indiens, etc.

CLAUDE ROLLIER (Paris).

De demi-tour en révolution

La tribune de Lionel Stoléru concernant la CFDT (Le Monde du 11 juin) amène plusieurs remarques (...).

S'il est vrai que l'on peut considérer que le secrétaire général a une intuition de l'avenir, que Lionel Stoléru qualifie de « capacité visionnaire », il sait aussi être le coordinateur, l'homme de synthèse, qui prend en compte les aspirations, les revendications d'une organisation pluraliste et vivante. Et comme elle est vivante, les militants et les adhérents ont aussi le droit aux doutes, aux incertitudes, dans une société perturbante du fait de la crise économique. (...) Une constance cependant : la nécessité de construire une société plus juste, plus égalitaire, que la CFDT définit autogestionnaire. En fonction d'une telle analyse, alors que la société est en pleine évolution et mutation, il faut parfois savoir faire demi-tour (...).

Quant à Lionel Stoléru, que ce soit sur les immigrés ou les conditions de travail, il a l'avenir derrière lui. Il lui faut opérer plus d'un demi-tour sur lui-même, mais une véritable révolution (au sens spatial, sinon politique, ce qui le regarde). Car la vision qu'il a défendue, quand il était aux affaires, est incompatible avec une France ouverte sur l'avenir où le potentiel humain puisse participer à la modernisation de la nation (...).

MARIE PAULE DE PINA (Clamart).

LE PC SE DÉMOCRATISE.

(voir page « Vie économique »)

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur : Bernard Wous.
Rédacteur en chef : Daniel Veruet.
Correspondant en chef : Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans les sept jours) : pas de frais. Les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PROX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,20 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.U., 1 \$; G.B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Hongrie, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 800 P. ; Libye, 3 200 DA ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 110 wd.

PROCHE-ORIENT

M. Berri va...

son plan de...

...

Le désert traversé

...

Le désert traversé

...

Le désert traversé

...

Le désert traversé

...

Le désert traversé

...

Le désert traversé

...

Le désert traversé

...

étranger

PROCHE-ORIENT

LA DÉTENTION DES OTAGES A BEYROUTH

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, a demandé mardi à Israël la libération rapide de tous les Libanais détenus à la prison d'Aïlat, tout en prenant soin de ne pas lier ce problème à celui des quarante otages américains détenus depuis douze jours au Liban. Le secrétaire général était arrivé mardi en fin de matinée à San Francisco après une visite officielle de trois jours au Japon, mais son appel a été lancé depuis New-York dans une déclaration citée par le porte-parole de l'ONU.

● A BEYROUTH, des représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont rendu visite, dans la nuit de mardi à mercredi, aux otages du Boeing. Notre correspondant à Genève nous indique qu'un délégué et un médecin ont pu s'entretenir - sans témoins comme l'exigent les principes de l'Organisation, neutre et humanitaire - avec la « totalité » des otages détenus en ville, ainsi qu'avec les trois membres de l'équipage prisonniers dans leur avion. Cette précision implique que le

CICR a rencontré aussi les détenus qui avaient été séparés des autres en raison de leur patronyme « à consonance présumée juive ». Le CICR a informé directement les familles de l'état des détenus.

● A TEL-AVIV, M. Itzhak Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, a annoncé mardi qu'Israël soutiendra un blocus américain au Liban si les efforts diplomatiques actuellement entrepris n'aboutissent pas à la libération des otages. « Israël, a-t-il dit, envisagera de manière positive une coopé-

ration avec Washington sur toute action liée à un blocus de l'aéroport de Beyrouth. »

● A MOSCOU, l'agence Tass accuse les Etats-Unis de vouloir « imposer un blocus économique au Liban en y associant leurs alliés de l'OTAN ».

Le Danemark a décidé, pour des raisons de sécurité, de fermer son ambassade à Beyrouth. Le chef de poste, M. Niels Christian Tilihsch, qui était également accrédité à Chypre, en Syrie et en Jordanie, s'installera à Damas. - (AFP, UPI)

M. Berri va révéler son plan de règlement

De notre correspondant

Beyrouth. - Malgré le durcissement apparent des positions des différents protagonistes, les négociations secrètes vont bon train, et Damas est entrée activement, bien que très discrètement, en ligne. Selon les indications disponibles à Beyrouth, contrairement aux apparences, les chances d'un règlement se seraient améliorées depuis deux ou trois jours.

Les menaces lancées mardi par la Maison Blanche - fermeture imposée à l'aéroport et « blocus » de Beyrouth - relevaient d'une escalade, marquée précédemment par la nouvelle exigence du chef d'Amal, M. Berri, sur le retrait de la flotte américaine du large de Beyrouth. Une mise en garde européenne avait en outre été transmise par les ambassadeurs d'Italie et de Grande-Bretagne, l'Europe se solidarisant avec les Etats-Unis.

Au nom de la CEE, le diplomate italien, M. Mancini, est venu réité-

rer « la condamnation très ferme de chaque opération mettant en jeu des prisonniers ». Mais il a aussi déclaré : « La question des prisonniers libanais du camp d'Aïlat est claire au regard du droit international. (...) Ils méritent d'être libérés sur d'autres bases : il ne s'agit pas de leur échange. »

A cette occasion, M. Berri a fait savoir qu'il rendrait public, ce mercredi, un plan de règlement et indiqua que le CICR avait été admis à rendre visite aux quarante détenus. Cela met un terme aux incertitudes sur le sort de six à dix d'entre eux, dont on craignait qu'ils n'aient été transférés par les ravisseurs dans la Bekaa, où ils échapperaient à Amal.

Regards tournés vers la Syrie

La Maison Blanche ayant indiqué que les nouveaux efforts diplomatiques impliquaient des « pays voisins » du Liban, les regards se sont aussi tournés vers la Syrie.

On apprend à Beyrouth que le président Assad est effectivement intervenu, et si M. Berri doit se rendre incessamment à Damas pour y parler de la crise des otages, ainsi que des questions de la sécurité à Beyrouth-Ouest, où la prépondérance de ses combattants - Amal et 66 brigade - est contestée par les sunnites.

Un règlement éventuel de l'affaire des otages pourrait trainer en longueur. Il faut compter, en effet, avec la lenteur des interventions syriennes, qui s'est tout récemment encore manifestée à l'occasion de la « guerre des camps ». Aujourd'hui, les hostilités sont arrêtées, et quelques gendarmes libanais - quatre-vingt-six - se sont installés dans les camps palestiniens de Beyrouth, dont ils avaient été chassés en 1968-1969. Mais il aura fallu un mois pour que Damas parvienne à suspendre une guerre n'opposant, après tout, que ses alliés.

LUCIEN GEORGE.

La menace d'un « blocus » américain témoigne surtout du désarroi de M. Reagan

De notre correspondant

Washington. - Après avoir annulé, lundi, les vacances qu'il aurait dû prendre en Californie à la fin de cette semaine, M. Reagan a fait annoncer, mardi 25 juin, qu'il envisagerait « dans les prochains jours » des mesures menant à la fermeture de l'aéroport de Beyrouth et à un blocus du Liban si les efforts diplomatiques en vue de la libération des otages américains n'avaient pas abouti d'ici là.

En l'espace de vingt-quatre heures, M. Reagan aura ainsi totalement renoncé à l'attitude qu'il avait eue de prendre au début de la crise : il avait initialement décidé de ne pas laisser cette affaire modifier son emploi du temps et exclu tout recours à la force « aussi longtemps que [les otages] sont là-bas, sous la menace et en vie ». Annoncée à mots couverts dimanche dernier par M. Shultz (le Monde du 25 juin), cette volte-face de la Maison Blanche tient de la difficulté qu'il y a pour elle à choisir entre des maux équivalents en termes d'image et d'opinion publique.

En ne modifiant pas, dans un premier temps, M. Reagan voulait éviter de paraître vivre au rythme d'un chantage dont il avait tout intérêt à vouloir minimiser l'importance. S'il avait, toutefois, continué à faire campagne pour son projet de réforme fiscale et s'il était surtout parti se reposer dans son ranch, il aurait inévitablement semblé insensible à un drame humain, dont les réactions accrues ont encore l'impact et interviennent sans répit les familles des otages et, à l'occasion, les otages eux-mêmes que leurs gardiens savent avoir avoué à laisser parler à l'opinion américaine.

Lorsqu'il déclarait qu'il n'aurait pas recours à la force car cela serait « condamner à mort » les prisonniers de Beyrouth, M. Reagan rejoignait le sentiment populaire majoritaire qui est, pour l'instant, très hostile à ce que soit mise en péril la vie des otages. S'en tenant à l'inaction, il risquait néanmoins

d'être accusé de faiblesse alors que la clé de voûte de sa popularité et du regain de prestige enregistré depuis 1982 par les Etats-Unis tient à la fermeté affichée par leur président.

Boycotter la MEA ?

Cette absence de bonnes solutions explique que la Maison Blanche ait, pour la première fois, laissé voir mardi les désaccords et la confusion que suscite cette affaire au sein de l'administration. Dans la matinée, le porte-parole de la présidence, M. Larry Speakes avait ainsi laissé penser que des mesures de rétorsion seraient lancées, si ce n'est rendues publiques, dans la journée même. En fin d'après-midi, et après que l'hôtel - briefing qu'on attendait - eût été retardé de près de quatre heures, il apparaissait qu'il restait une marge de plusieurs jours au moins entre le verbe et l'action, dont les modalités pratiques sont loin d'être claires.

S'il semble que les Etats-Unis pensent à « fermer » l'aéroport de

Beyrouth en organisant un boycottage international de Middle East Airlines (MEA), la compagnie nationale libanaise et la seule qui continue à le desservir régulièrement, on voit mal, en revanche, comment le « blocus » du Liban pourrait être organisé alors que la flotte américaine aura du mal à contrôler ses côtes et rigoureusement aucun moyen de contrôler la frontière avec la Syrie.

Pressés de questions dubitatives, les porte-parole officiels ont évoqué l'existence d'autres options présentées, elles aussi, à M. Reagan lundi après-midi, mais sans en préciser la nature. Ils n'ont nullement su expliquer surtout en quoi la fermeture de l'aéroport de Beyrouth et un blocus des côtes libanaises gêneraient particulièrement les deux mouvements chiites impliqués dans la détention des otages, alors que le seul effet concret de ces mesures serait de faire de la Syrie le seul pommou du Liban.

Tout ce flot laisse penser qu'un nouveau retournement de M. Reagan est possible, mais le fait est qu'il vient là de largement se

BERNARD GUETTA.

En Espagne

DEUX TERRORISTES CHITES CONdamnÉS A VINGT-TROIS ANS DE PRISON

Madrid (AFP). - Les deux membres du mouvement chite Amal accusés en Espagne de tentative d'assassinat et dont la libération avait été exigée par les pirates de l'air du Boeing de la TWA, ont été condamnés, ce mardi 25 juin à Madrid, à vingt-trois ans de prison chacun.

Le tribunal a frappé de cette peine Mohammed Kabir Abbas Rahal, vingt ans, et Mustafa Ali Jalil, vingt-deux ans, pour avoir commis le 12 septembre dernier un attentat contre un fonctionnaire de l'ambassade de Libye à Madrid, M. Mohammed Idris, qui avait été blessé de deux balles au bras. Le ministère public avait requis trente-six ans de prison pour chacun des détenus.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● M. GISCARD D'ESTAING NE TÊMOIGNERA PAS AU PROCÈS DES MILITAIRES ARGENTINS. - Le procureur, M. Julio Strassera, a fait savoir mardi 25 juin au tribunal de Buenos-Aires, qui juge les anciens commandants en chef des forces militaires au pouvoir de 1976 à 1982, qu'il ne solliciterait pas le témoignage de M. Giscard d'Estaing. La chambre d'appel de Buenos-Aires avait décidé, le 25 avril, d'appeler à témoigner l'ancien président, après qu'un juriste français, M. Louis Joinet, eût évoqué devant le tribunal une rencontre survenue à Paris en 1978 entre l'un des inculpés, l'amiral argentin Emilio Massera, alors membre de la junte, et M. Giscard d'Estaing. Le procureur Strassera a également réclamé l'annulation de trente autres citations à comparution. - (AFP.)

El Salvador

● LES INSURGÉS DU FMLN MENACENT DIRECTEMENT LE PRÉSIDENT DUARTE. - Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a annoncé, mardi 25 juin, son intention d'« intensifier ses actions » et a désigné le président salvadorien et tous les chefs de l'armée « comme des objectifs militaires ». Dans un communiqué, le Front affirme vouloir continuer la guérilla « le temps qu'il faudra pour aboutir à une paix juste et durable ». Les pourparlers engagés en octobre 1984 entre les insurgés et le gouvernement de M. Duarte sont actuellement dans une impasse totale. - (AFP.)

Espagne

● LE ROI JUAN CARLOS EN VISITE OFFICIELLE EN

GRANDE-BRETAGNE AU PRINTEMPS 1986. - Un porte-parole du ministère espagnol des affaires étrangères a annoncé, le mardi 25 juin, que le roi Juan Carlos et la reine Sophie se rendraient en visite officielle en Grande-Bretagne au printemps 1986, à l'invitation de la reine Elisabeth. Ce sera la première visite officielle d'un souverain espagnol en Grande-Bretagne depuis 1905. - (UPI.)

Maroc

● VISITE DU GÉNÉRAL LA-CAZE. Le chef d'état-major des armées françaises, le général Jeannou Lacaze, est arrivé, mardi 25 juin à Rabat, pour une visite officielle de quatre jours. Il a été reçu, dès son arrivée, par le premier ministre marocain, M. Karim Lamrani, avec lequel il a fait le point de la coopération militaire entre les deux pays, a annoncé l'agence marocaine de presse MAP. - (AFP, Reuters, AP.)

● RÉTABLISSEMENT DES RELATIONS AVEC L'ANGOLA. - Les deux pays ont décidé de rétablir leurs relations diplomatiques rompues, il y a neuf ans, quand Luanda avait reconnu la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Le gouvernement marocain a précisé, mardi 25 juin, que cette décision a été prise afin de « promouvoir les relations bilatérales sur la base des principes de la législation internationale de non-ingérence dans les affaires intérieures, du respect mutuel et des avantages réciproques ». (AFP, Reuters.)

Mozambique

● DISPARITION DE DEUX PRÊTRES PORTUGAIS. - Le Père Domingos Da Silva et le Frère Adelino Rodrigues ont disparu, jeudi 20 juin, à Domue,

dans la province de Tete (nord-ouest du pays), non loin de l'enclavé où cinq religieux ont été enlevés il y a trois semaines par la RNM (Résistance nationale du Mozambique). Selon l'agence de presse portugaise, mardi 25 juin, à Maputo. D'autre part, le dixième anniversaire de l'indépendance du Mozambique a été célébré, dans la capitale, par un gigantesque défilé militaire et civil, auquel plus de cent mille personnes ont participé. Le chef de l'Etat, le président Samora Machel, était entouré de plusieurs chefs d'Etat africains, MM. Julius Nyerere (Tanzanie), Kenneth Kaunda (Zambie), Dos Santos (Angola), Quett Masire (Botswana), Aristides Pereira (Cap-Vert), ainsi que du premier ministre du Zimbabwe, M. Robert Mugabe. - (AFP, Reuters.)

Pologne


● CONdamnATION D'UN FONDATEUR DE COMITÉ DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME. - M. Jan Kosciński, cinquante-neuf ans, un des principaux animateurs du Comité de défense des droits de l'homme (KOP) de Szczecin (nord-ouest de la Pologne), a été condamné mardi à deux ans de prison par le tribunal régional de la cité. M. Kosciński, retraité, a été laissé en liberté, le verdict étant susceptible d'appel. Le procureur avait demandé trois ans de prison. Le cas de M. Edmund Baluka, syndicaliste de la première heure, emprisonné pendant plusieurs années, qui était accusé au même titre que M. Kosciński, a été reporté sine die. L'accusé ne s'étant pas présenté à l'audience, le tribunal a ordonné le versement au Trésor public de la caution de 100 000 zlotys (16 500 F) qu'il avait versée avant de se rendre en France, où il séjourne depuis son départ de Pologne, fin avril (M. Baluka est marié à une Française). - (AFP.)

LE NUMERO SPECIAL DE

L'histoire

RESISTANTS ET COLLABORATEURS

Les Français dans les années noires



- LES HOMMES ET LES FEMMES DE LA RESISTANCE par J.-P. Azéma
- LA TRAHISON DES INTELLECTUELS par P. Assolène
- LA VIE QUOTIDIENNE SOUS L'OCCUPATION par J.-P. Rioux
- LES APPELS DU GENERAL par J. Lacouture
- LA VÉRITÉ SUR LE STO par D. Veillon
- TOUS COLLABOS! par H. Reussio
- LA TRAGÉDIE DES "MALGRE NOUS" par P. Barrot
- LYON, CAPITALE DE LA RESISTANCE par R. Bédaride
- LA BANDE BONNY-LAFONT par J. Delarue

EN VENTE PARTOUT EN JUILLET/AOÛT N° 80/30 F

(Publicité)

Conseil national de la résistance pour l'indépendance et la liberté de la République démocratique islamique d'Iran

MISE AU POINT

Une fois de plus, une ligne aujourd'hui démasquée qui se révèle farouchement opposée à la paix et à la fin de la guerre irano-irakienne et se trouve dépourvue du moindre sentiment humain ou de responsabilité à l'égard des milliers de nos compatriotes iraniens qui ont perdu leur vie durant les bombardements des villes de notre pays - comme si cette ligne est autant opposée qu'Khomeini aux initiatives de paix de la résistance iranienne et du président du Conseil national de la résistance, M. Massoud Radjavi, - elle a commenté dans le Monde du dimanche 16 juin 1985 la nouvelle de l'arrêt des bombardements de villes iraniennes à la demande de M. Radjavi comme une « tentative maladroite de radorer le blason de M. Massoud Radjavi » par l'Irak.

La résistance iranienne exprime ainsi son profond regret vis-à-vis de ces commentaires malintentionnés et, tout en condamnant les bombardements des villes et des habitants des villes et des villages sans défense dans les deux pays, d'où qu'ils proviennent, informe et insiste auprès des lecteurs du Monde qu'elle continuera à persister à l'avenir, comme par le passé, dans tous les efforts humanitaires et politiques pour faire cesser les attaques contre les villes et la population innocente de sa patrie.

Paris, le 17 juin 1985.

SECRÉTARIAT
DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE
BP 18, 96430 AUVENS-SUR-ORSE (FRANCE)
Tél. : (333) 036-80-42 et 036-83-34.

BIBLIOTHÈQUES DISCOTHÈQUES DE LA VILLE DE PARIS
Adultes - Jeunesse
LIVRES • DISQUES • CASSETTES
Ouvertes du mardi au samedi
Renseignements : MAIRIE DE PARIS, direction des affaires culturelles
37, rue des Francs-Bourgeois, Paris (4) - tél. : 274.22.62

(Publicité)

POUR LA LIBÉRATION DE J.P. KAUFFMANN ET MICHEL SEURAT

UN APPEL DE RESPONSABLES D'ASSOCIATIONS MUSULMANES,
IMMIGRÉES, DE JEUNES, ET DE PERSONNALITÉS ISSUES DU
MONDE ARABO-MUSULMAN VIVANT EN FRANCE

Le mardi 18 juin 1985.

C'est à partir de considérations humanitaires que nous, musulmans de France et personnes d'origine musulmane (Français et immigrés) lançons un appel à tous ceux qui sont impliqués dans l'enlèvement du journaliste Jean-Paul Kauffmann et du chercheur Michel Seurat, afin de faire un geste à l'occasion de « l'Aïd El Fitr » en les libérant sans condition.

C'est partir de notre situation de musulmans vivant en France, communauté victime du racisme, et sans porter un quelconque jugement sur les actes émanant d'organisations qui se réfèrent à l'Islam, que nous nous sentons en droit d'intervenir sur l'enlèvement du chercheur et du journaliste, qui ne sont pas, de plus, acteurs dans le conflit du Proche et du Moyen Orient et que nous insistons pour que soient rendus à leurs familles sans plus attendre : Jean-Paul Kauffmann et Michel Seurat.

Nabil ABDEFATAH, écrivain - Lazhar ABAB, étudiant - Nourredine ABDI, journaliste - Larbi ABSSI LARBI, retraité - Farid AICHOUNE, journaliste - Melika AICHOUNE, éducatrice - Rachid AIT KACI, dessinateur - Hocine AIT AHMED, ancien dirigeant de l'U.N. - Driss ANWAR, avocat - Salima AMARA, enseignante - ANGI - Ahmed ABIDINE, ingénieur - Abes AMEUR, militant associatif - Hadj Ali ALILI, ancien imam mosquée de Marseille - Nidham ABDI, monteur - Hamid AOUAMEUR, enseignant - Mania AOURI, sociologue - Mohamed ARKOUN, universitaire - Djamel ATTALLAH, étudiant - Rachida AZZUG, éducatrice - Kheira BENZERGHA, sociologue - Abdelatif BEN SALEM, journaliste - Farouk BELKHEDDAR, formateur, collecteur des droits civiques - Fatima BELHADI, journaliste à SF - Farida BELGHOUAL, cinéaste - Djelloul BEGHOURA, comédien - Mohamed BENANI, universitaire - Manouf BEN OTHMAN, chargé de mission - Nadia BEN JELLOUN, écrivain - Tahar BEN JELLOUN, écrivain - Tahar BERRI, écrivain - Hamza BOUBAKER, ancien recteur de la mosquée de Paris - Smail BOUHAL, enseignant, conseiller municipal - Hadj Ali BERKA, mosquée de Mantes-La-Jolie - Adrarzak BOUHAZIZI, militant associatif - Faouzia BOUZIRI, programmatrice - Said BOUZIRI, administrateur - Hamza BOUZIRI, gérant quotidien Libération - Youssef BOUSSAA, psychologue - Mehdi CHAREF, écrivain-cinéaste - Latifa CHAREF - Mohamed CHANFIDU, étudiant - Ahmed CHEIKH KHATTAB, imam mosquée Asnières - Moulay CHALAH, Radio Beur - Mohamedine CHERBIB, militant associatif, UTIT secrétaire général - Mejjid-Amar DABDOUSI, journaliste - Boudjinn DAHMANE, enseignant - Zuhair DHADUADI, écrivain - Amar Ben DHAB, artiste - Mustapha DIOP, sociologue - Meggide DIOP, photographe - Fayçal DJELLOUL, journaliste - El Yom Assaba - DJURJURA, artistes - Mahsen DRIDI, militant associatif - Brahim CHANCHABI, photographe - Ahmed FOUATIH, universitaire - A. Ravan FARHADI, universitaire - Serigne Mair FAME, assureur - Khaled GHORBAL, animateur - Sif GHADAR, formateur-CLAP - Ghazi AKKA, syndicaliste - Mohamed HADDOUCHE, comptable - Confédération des Français musulmans rapatriés - Assia HAIF, formatrice - Mohamed HARBI, historien - Fatouma HANICHE, secrétaire - Sefid IDIR, formateur - Mohamed JABBAR, éducatrice ANGI - Mokhtar JABALLAH, pharmacien (groupement islamique de France) - Hamid JABALLAH, chercheur (groupement islamique de France) - Adnane JAZOULI, chercheur - Adil JAZDULI, sociologue-collecteur des droits civiques - Salem KACET, cardiologue - Khadija KHALI, présidente Union des Femmes Musulmanes - Aziz KHARDOUNI, syndicaliste - Faouzi KARDOUS, éducatrice - Nacer KETTAN, écrivain, médecin, Radio Beur - Mamedou KONTE, producteur - Raouf MAHFOUDH, cinéaste - Larbi MECHKDUR, dessinateur - Mohamed Said MERABTI, magasinier - Samia MESSAOUDI, attachée de presse, Radio Beur - Hamid Abdallah MOGNISS, Agence Im'média - Habib MDKINI, journaliste - Mohamed MRINI - Ali M'SSILI, avocat - Macoudou N'DIAYE, universitaire - El Hadj Lamine N'DIAYE, religieux - Chaker NDURI, journaliste - Tahar RAHMANI - Dr. RAHMATULLAH, enseignant, chercheur, Société Etudes Islamiques - Raouf RAISSI, éditeur - SALADIN, illustrateur de presse - Elmane SALL, journaliste - Sami NAIR, universitaire - Leila SEBBAR, écrivain - Hocine SEDDIKI, libraire - Ali Seddiqi, employé - Sadek SELLAM, membre de « Connaitre l'Islam » - Farida SOUFI, sociologue - Hocine TANDJAOUI, sociologue - Nadia TAZI, journaliste - Dodou THIAM, publiciste - Hassan TOUABI, enseignant - Mohamed ZEMMOURI, cinéaste - Latifa HAMED, animatrice - Louisa BEUDECHE, animatrice - Latifa CHAMBANI, animatrice - Mounir AHMED, comédien - Mohamed KHOUALED, étudiant - Mohamed CHOUCHA, médecin - Abdelkader CHOUCHA, cadre - Djellali CHOUCHA, professeur - Farid KARDOUZ, informaticien - Abdallah KHOUALED, responsable de chantier - Ghadi ELOUMI, formateur - Driss EL YAZAMI, journaliste - Abdalhamid ZBENTOUT, unité de l'Islam Pratique - Abdallah BOUHAMIDI, psychologue - Mohamed DHAB.

CET ENCART COUTE CHER ENVOYEZ VOS SIGNATURES ET CONTRIBUTIONS A SANS-FRONTIÈRE
33 BLD ST MARTIN 75003 PARIS CCP 420900 F PARIS MENTION « PETITON KAUFFMANN ET SEURAT »

PROCHE-ORIENT

Israël

Les jeunes semblent de plus en plus attirés par les idées extrémistes du rabbin Kahane

De notre correspondant

Jérusalem. - Tristement célèbre en Israël pour ses propos racistes et fascisants, le rabbin et député Meir Kahane semble étendre son audience, particulièrement auprès des adolescents. Une enquête et un sondage publiés séparément le lundi 24 juin attirent l'attention sur la montée du « kahanisme », du moins dans les esprits.

Conduite par l'Institut Van Leer de Jérusalem, réputé pour son sérieux, l'enquête est axée sur les opinions politiques des lycéens âgés de quinze à dix-huit ans. On leur a posé deux questions : « Êtes-vous d'accord avec les vues de Kahane et de son mouvement (Kach) ? » ; « Si les élections avaient lieu aujourd'hui, voteriez-vous pour le Kach ? ». A la première question, 42 % des jeunes interrogés ont répondu oui ; la proportion des « oui » étant de 11,3 % pour la deuxième.

Selon cette étude, quatre jeunes Israéliens sur dix partagent donc, à des degrés divers, l'idéologie du rabbin Kahane, et plus d'un sur dix - le noyau dur - s'identifie avec son mouvement au point de vouloir voter pour ses candidats. Ces pourcentages sont encore plus forts chez certaines catégories d'adolescents :

59 % des jeunes religieux et 50 % des jeunes sépharades (d'origine orientale) affirment soutenir les idées du rabbin Kahane.

De tels chiffres doivent être, bien sûr, maniés avec prudence. Toute extrapolation à partir des résultats d'une enquête, si bonne soit-elle, demeure hasardeuse. Il n'empêche : l'attraction croissante des jeunes pour les idées extrêmes et simplistes de Meir Kahane est un phénomène indéniable. C'est d'ailleurs parce qu'elle avait frappé certains groupes d'enseignants désireux d'en avoir le cœur net que l'Institut Van Leer entreprit son enquête.

L'attrait que l'extrême droite exerce sur les jeunes ne veut pas dire que ceux-ci ont envie de vivre dans une société semblable à celle dont rêve le rabbin Kahane autoritaire et régé dans le moindre détail par les lois religieuses juives. « Ce qui les séduit chez Kahane, nous dit M. Akouph Hareven, l'un des directeurs de l'Institut Van Leer, c'est surtout son intransigeance politique envers les Arabes ».

Sur ce chapitre, le rabbin a déposé à la Knesset plusieurs projets de loi, restés bien sûr sans suite, qui résument son « idéologie » : déportation de force de tous les non-juifs qui auront refusé le statut de « résident étranger » (de seconde classe), interdiction aux non-juifs de vivre dans la région de Jérusalem ; condamnation à cinquante ans de prison pour tout non-juif ayant des relations sexuelles avec une juive ; instauration de « plages séparées » pour juifs et non-juifs. En décembre dernier, la Knesset décida de restreindre la liberté de mouvement du rabbin pour limiter les risques d'incidents (le Monde du 27 décembre 1984).

L'effet modérateur de l'armée

L'étude de l'Institut Van Leer recoupe les résultats d'enquêtes précédentes. Exemple : selon un sondage réalisé en septembre 1984, 42 % des jeunes souhaitent voir réduire les droits des Israéliens non-juifs, tandis que 47 % d'entre eux déclarent priver les musulmans et les chrétiens d'Israël de l'accès aux écoles supérieures de la fonction publique. L'enquête publiée lundi fut réalisée plusieurs semaines avant l'échange de prisonniers, si controversé, entre Jérusalem et le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général d'Ahmad Djibril. Ses résultats ne peuvent donc être attribués à un simple mouvement d'humeur lié à cette opération, dont la dénouement est un des chevaux de bataille du mouvement Kach.

Le rabbin Kahane, qui tient à bon droit l'adolescence pour le meilleur terrain de son idéologie, intensifie sa propagande en milieu lycéen et

envoie de lancer une organisation de jeunesse. Toutes les études montrent d'ailleurs un « recentrage » des opinions des jeunes Israéliens après leur service militaire et leur entrée dans la vie active. Les trois ans passés dans l'armée ont un effet « modérateur » qui participe sans doute de la socialisation politique des jeunes.

La tentation de l'extrême droite, symptôme d'une radicalisation de la vie politique, ne se limite pas à la jeunesse. Selon un sondage du quotidien Haaretz, les deux partis qui se réclament de ce courant de pensée (Kach et Tehiya) recueillent maintenant 10 % des intentions de vote (contre 5,2 % des suffrages aux élections de juillet 1984). Ils progressent pour l'essentiel au détriment du Likoud, lequel perd 6 points (26 % contre 32 %). La volonté de protester contre les circonstances de l'échange de prisonniers n'est, cette fois, sans doute pas étrangère au bon score de l'extrême droite.

Quoi qu'il en soit, le Likoud s'empare de cette évolution qui joue à ses dépens. Il devrait donc, en bonne logique, favoriser l'adoption d'une réforme électorale, toujours remise aux calendes, et dont le principal effet serait de relever le seuil électoral que tout parti doit franchir pour pouvoir entrer à la Knesset. Ce seuil, jugé trop faible par les grandes formations, est fixé à 1 % des suffrages. Les travaillistes proposent de le porter à 2,5 %. Il serait cependant illusoire de croire que de tels artifices de procédure suffiraient à combattre efficacement le « kahanisme ».

JEAN-PIERRE LANGELE.

Egypte

M. MOUBARAK ATTAQUE VIVEMENT LES ISLAMISTES

(Correspondance.)

Le Caire. - Le président Mubarak a menacé, mardi 25 juin, de prendre des mesures à l'égard des islamistes s'ils poursuivent leurs activités. Dans une sévère mise en garde - la première depuis son accession au pouvoir - il les a accusés de « tenir des propos qui insultent le vent sous des apparences de moralité » et de « porter atteinte à la sécurité et à la stabilité du pays ».

Le chef de l'Etat égyptien s'adressait notamment à « ceux qui, guidés par leur ignorance et leur vanité, s'imaginent pouvoir imposer leurs idéologies ou leurs ambitions au peuple ». Il a, à plusieurs reprises, rappelé sa responsabilité dans la sauvegarde de la sécurité nationale et son droit à « fermement contraindre toute tentative de mépris aux intérêts du pays, qui passent avant tout ». « Il n'existe point de lois qui accordent des privilèges à une communauté ou à une autre, et nous n'accepterons jamais que l'on puisse ébranler la confiance en l'autorité », a-t-il ajouté.

Le président a laissé entendre que les islamistes pouvaient un appui financier de l'étranger et a assuré que « certaines forces étrangères » les utilisent pour déstabiliser le pays. L'avertissement du président intervient un mois après l'appel lancé par les intégristes musulmans qui veulent organiser une « marche verte » sur le palais présidentiel, afin d'amener les autorités à appliquer la charia (législation islamique). Cette marche, prévue pour le 14 juin, avait été annulée à la suite de l'interdiction par le ministère de l'Intérieur de toute manifestation ; conformément à la loi sur l'état d'urgence en vigueur en Egypte depuis l'assassinat du président Sadate, en 1981, par un commando d'islamistes. - (Interim.)

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR AUX :

GRAND CONCOURS ADMINISTRATIFS

• ENA - ENM

• Banque de France :

Adjoint de Direction

Janvier et Mai - Août

ANTENNE 1 6 rue Léon-Henry 75016 Paris Tél. 234.10.72-1

FIRST TIME

SOLDES

20% à 50% sur canapés, tables, luminaires, tapis.

27, RUE MAZARINE PARIS 6^e TEL. : 325.55.00. PARKING.

LE MONDE diplomatique

JUIN 1985

BIOTECHNOLOGIES

UNE NOUVELLE RÉVOLUTION INDUSTRIELLE ?

LE TRIANGLE ALLEMAND

par CLAUDE JULIEN

En vente chez votre marchand de journaux.

SECON A
Les forces indom
à la torture sys

Pour

REDACTEURS
SECRÉTAIRE
BUREAU
COMPTABLE
REDACTEUR
COMPTABLE

سنة ١٤٠٦ من الهجرة

plus en plus attirés
par le rabbin Kahane

Timor-Oriental

SELON AMNESTY INTERNATIONAL

Les forces indonésiennes continuent de se livrer «à la torture systématique et à des assassinats»

Près de dix ans après l'invasion militaire, par Djakarta, de l'ancien territoire portugais de Timor-Oriental, Amnesty internationale accuse, de nouveau, les forces indonésiennes de s'y livrer «à la torture systématique et à des assassinats». Dans un rapport diffusé ce mardi 25 juin, l'organisation humanitaire affirme que, depuis la «dernière vague de répression» connue — l'opération «coup de balai» menée, en 1983, contre les indépendantistes du Fretilin (Front pour l'indépendance du Timor-Oriental) et qui «a abouti à des centaines de «disparitions» et de morts en détention», — «les violences n'ont jamais cessé».

Le rapport affirme : «Des prisonniers qui s'étaient rendus à la suite d'une promesse d'amnistie ont été mis à mort; des personnes simplement soupçonnées de n'être pas loyales envers l'administration indonésienne ont été emprisonnées et torturées. Des personnes de toutes conditions — petits paysans, étudiants, enseignants, ouvriers, fonctionnaires — seraient victimes de sévices tels que coups, décharges électriques, brûlure de cigarettes et agressions sexuelles». Le rapport fait également état de «conditions inhumaines de détention, sans juge-

ment, que connaissent les prisonniers il y a quelques années». «Depuis deux ans, précise-t-il, les autorités ont commencé à traduire en justice des prisonniers politiques, mais n'ont pas autorisé des observateurs étrangers à assister aux procès».

Timor, une île située à l'extrémité orientale de l'archipel de la Sonde, est divisée en deux. La moitié occidentale de l'île est indonésienne depuis 1949. L'autre moitié, Timor-Oriental, a été occupée de 1970 à août 1975 par les Portugais, qui s'en sont retirés à la suite de troubles consécutifs à la «révolution des lillets», les successeurs de Caetano s'étant engagés à laisser leurs colonies exercer leur droit à l'autodétermination. Timor-Oriental, dont la population serait d'un peu plus d'un demi-million d'habitants, a été envahie par l'armée indonésienne en décembre 1975 et «intégrée» au sein de la République indonésienne l'année suivante. Le Fretilin y a organisé une résistance armée qui a été combattue — et continue apparemment de l'être — avec brutalité par Djakarta.

Les dénonciations des exactions indonésiennes ne sont pas nouvelles. En dépit du black-out quasi permanent imposé par Djakarta, de nombreux témoignages ont pu néanmoins filtrer. Le dernier rapport d'Amnesty internationale, qui n'a jamais obtenu l'autorisation d'enquêter sur le terrain, rappelle qu'«après l'invasion de 1975, des témoins oculaires ont rapporté des exécutions massives et l'usage systématique de la torture»; que «fin 1978 et début 1979, on a signalé des centaines d'exécutions et de «disparitions» lors de l'opération nettoyage»; qu'«en 1980, de nombreuses personnes ont «disparu» ou ont été tuées, et certaines d'entre elles battues à mort en représailles d'une attaque du Fretilin»; et qu'en 1981, «au cours d'une opération militaire, les troupes indonésiennes ont utilisé dans leur avance une «barrière humaine» composée de mil-

liers de civils» et que «ceux qui refusaient de s'y prêter auraient été arrêtés et torturés».

La répression aurait fait, selon certaines sources, pas moins de deux cent mille victimes, un chiffre invérifiable. Dès 1983, Amnesty internationale a fait état de manuels militaires indonésiens autorisant la pratique de la torture à Timor-Oriental (le Monde du 21 juillet 1983). «Bien que les autorités indonésiennes, affirme aujourd'hui l'organisation humanitaire, aient à plusieurs reprises tenté de jeter le doute sur l'authenticité de ces documents, ni elles ni personne d'autre n'a jamais apporté la preuve qu'il s'agit de faux».

Les opérations

Sur le terrain, après cinq mois de cessez-le-feu en 1983, les opérations ont repris de plus belle, sept mille soldats indonésiens, selon Djakarta, faisant la chasse à quelques centaines de partisans du Fretilin qui se sont apparemment réorganisés après avoir été réduits à l'état de bandes errantes en 1978-1979. Le général Murdam, commandant en chef des forces armées indonésiennes a toutefois affirmé la semaine dernière, à l'occasion d'une inspection sur place, que l'armée avait réduit ses opérations car les actions de guérilla avaient virtuellement cessé.

Sur le plan international, l'Assemblée générale de l'ONU a dénoncé «la loi d'intégration» indonésienne de 1976. Mais l'opposition à l'occupation indonésienne de Timor-Oriental a faibli ces dernières années. En novembre 1982, le vote la dénonçant n'a été acquis que par 48 voix contre 42 et 54 abstentions, dont la France. La même année, l'Assemblée générale a demandé au secrétaire général des Nations unies d'engager des consultations avec toutes les parties directement concernées dans le but d'aboutir à une solution globale. Depuis, Djakarta a obtenu l'ajournement des discussions sur Timor-Oriental.

SELON CERTAINES HYPOTHÈSES DES ENQUÊTEURS CANADIENS

Un autre avion d'Air India aurait pu exploser en vol

La compagnie Air India a décidé de suspendre ses vols à destination du Canada, après l'explosion en vol au large de l'Irlande d'un de ses Boeing-747, le dimanche 23 juin, et la mort de ses 329 passagers et membres d'équipage. Selon une première explication, cette décision s'expliquerait par l'impossibilité matérielle où se trouverait la compagnie de transférer sur les liaisons avec le Canada ses autres appareils affectés à la desserte de l'Asie, de l'Afrique et des Etats-Unis. Selon une autre version, les responsables d'Air India auraient déclaré qu'ils ne reprendraient pas leurs vols tant que la sécurité laisserait à désirer au départ des aéroports canadiens.

Selon les experts, les débris du Boeing recueillis en mer tendent à prouver que l'avion s'est désintégré en vol, car les fuselages et les morceaux de carlingue examinés sont pratiquement intacts alors qu'ils seraient très déformés si le Boeing avait percuté la mer de plein fouet. L'autopsie des corps retrouvés se poursuit à l'hôpital général de Cork (Irlande) où sept équipes médicales se relaient pour examiner les 31 victimes qui y ont été apportées.

D'autre part, le Gardline Locater, navire britannique équipé d'un sonar sophistiqué, se rend sur les lieux de la catastrophe pour localiser la «boîte noire» du Boeing, qui n'a pas été repérée, contrairement aux premières déclarations officielles. La boîte noire de la «boîte noire», qui enregistre les mouvements d'un avion et les conversations de l'équipage, peut émettre pendant une trentaine de jours.

La Fédération indienne des étudiants sikhs a nié avoir la moindre part de responsabilité dans la catastrophe. Un correspondant avait, le 23 juin, revendiqué cet acte de terrorisme en se réclamant d'un «dixième régiment de la fédération des étudiants sikhs». La police canadienne continue à rechercher MM. Lal Singh et Ammand Singh, déjà soupçonnés par le FBI d'avoir tenté d'assassiner le premier ministre indien lors de son récent voyage aux Etats-Unis. Selon certaines explications avancées par les officiels canadiens, ces deux sikhs auraient

effectué plusieurs allées et venues entre Vancouver et Toronto, et l'un d'eux aurait même reçu en Alabama un entraînement au maniement des explosifs.

Le scénario aurait été le suivant : M. Ammand Singh aurait enregistré ses bagages sur le vol Toronto-Bombay, via Londres, qui a explosé, mais ne serait pas monté à bord. M. Lal Singh aurait effectué les mêmes opérations au départ de Vancouver sur le vol Canadian Pacific à destination de Tokyo. La valise, descendue de ce vol, qui a explosé, le 23 juin dans l'aérogare de Narita, faisant deux morts parmi les bagagistes, aurait dû prendre place dans la soute d'un avion d'Air India Tokyo-Bombay et sauter en vol à peu près à la même heure que celle contenue dans les soutes du Boeing en provenance de Toronto.

Les alertes à la bombe se sont multipliées, le 25 juin, sur l'aéroport

de Toronto, où quatre avions en partance ont dû être passés au peigne fin à la suite d'appels téléphoniques. Les mesures de sécurité se renforcent dans les aéroports du monde entier, notamment en Inde, où les autorités ont décidé de retarder systématiquement de vingt-quatre heures le chargement du fret à bord des avions et de contrôler deux fois les contenus des plateaux-repas destinés aux passagers.

Après l'Association du transport aérien international (IATA), c'est au tour de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) de réunir à Montréal, le 27 juin, un conseil extraordinaire consacré à la sécurité du transport aérien sérieusement mise en cause, ces derniers jours, par les détournements d'avions et l'usage d'explosifs par des groupements politiques et des individus difficilement contrôlables.

Les Occidentaux s'efforcent de mieux coordonner la lutte contre le terrorisme

M. George Bush, vice-président des Etats-Unis, qui était à Bonn mardi 25 juin à l'occasion de sa tournée européenne (le Monde du 26 juin), a eu, avant de gagner La Haye, un long entretien avec le chancelier Kohl à propos du terrorisme.

Les nations occidentales doivent opposer un front commun au défi que représente le terrorisme international pour les sociétés libres et démocratiques», a-t-il notamment déclaré. M. Bush a remis à son hôte une lettre de M. Reagan contenant «des réflexions détaillées» sur ce sujet, et Washington va s'efforcer de mieux coordonner la lutte contre le terrorisme avec la République fédérale.

Le porte-parole adjoint du gouvernement ouest-allemand a par ailleurs annoncé mardi soir que des experts américains, français, italiens, anglais, canadiens et japonais se réuniraient en juillet prochain à Bonn, avec leurs collègues de RFA. Cette rencontre s'inscrit dans une série de contacts dont le principe avait été

arrêté lors du sommet des pays industrialisés de 1978. Mais elle revêt cette fois-ci une importance particulière, après la prise en otages des passagers du Boeing de la TWA et l'explosion de l'avion d'Air India.

A San Francisco, où les cérémonies célébrant le quarantième anniversaire de la signature de la charte des Nations unies réunissent actuellement la plupart des délégués des Etats membres de l'ONU, le problème du terrorisme, bien qu'il ne figure pas au programme officiel des débats organisés à cette occasion, a également été évoqué avec insistance. Plusieurs ambassadeurs, dont celui du Canada, M. Stephen Lewis, ont suggéré que la prochaine session de l'assemblée générale (qui, en raison de cet anniversaire, rassemblera des dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement en septembre à New York) soit l'occasion de charger les Nations unies d'un nouveau mandat : celui de lutter contre le terrorisme international. — (AFP, AP.)

isth

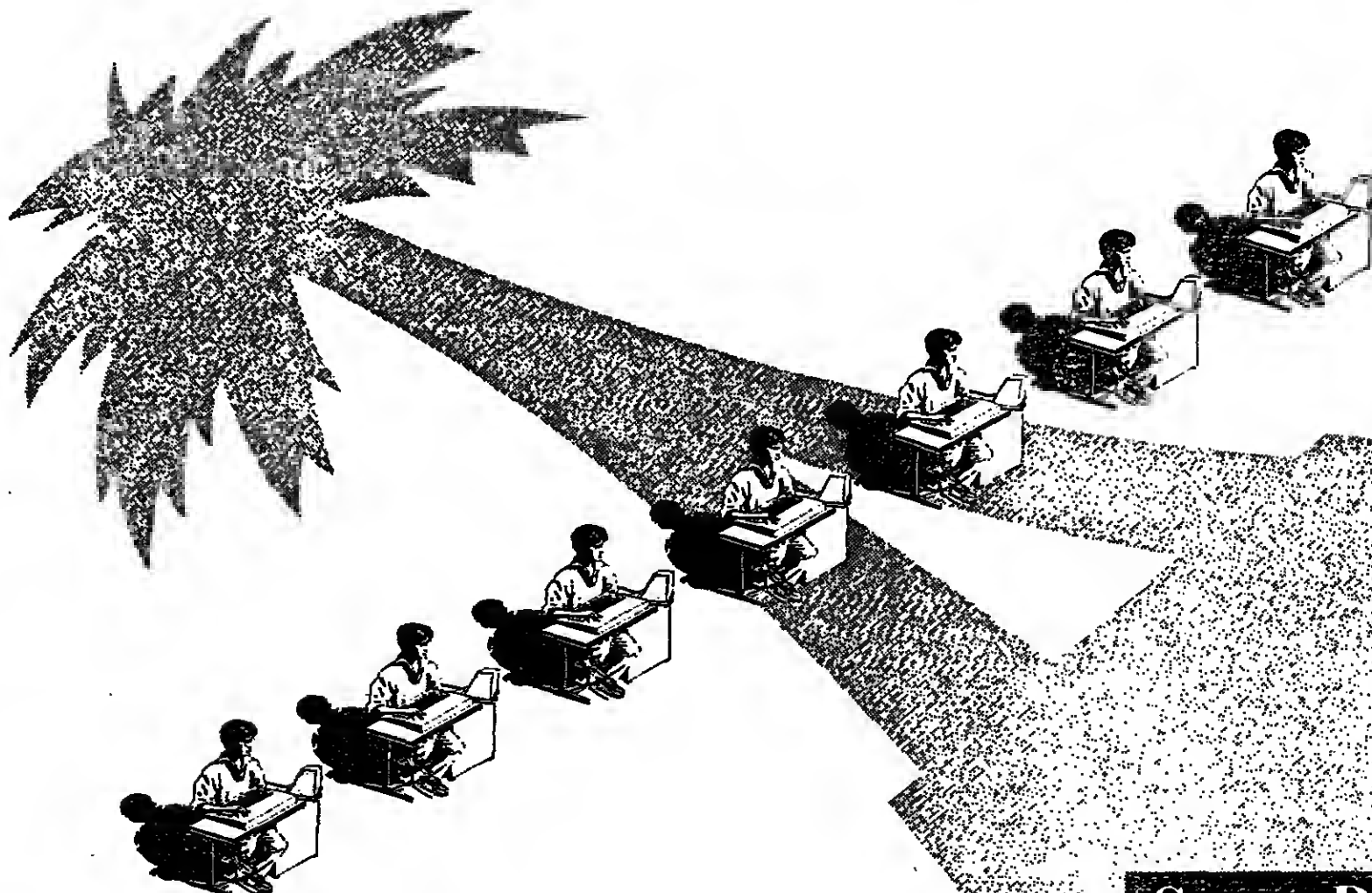
LAO CONCOURS AMMONT
• ENA - ENM
• Banque de France

FIRST
TIME
SOLDES

BIOTECHNOLOGIE

LE TRAVAIL

Pour vous, nos intérimaires passent l'été à Paris.



Bientôt les vacances. Pour vous, chef d'entreprise, l'éternel problème de l'intérim d'été va se poser. Comme d'habitude, en juillet et août, les bons intérimaires se feront rares. Alors, comme tous les ans, au Groupe Parisien de Services, nous avons demandé à nos meilleurs intérimaires de rester à Paris pour cette période. En tout, 2.500 personnes immédiatement opérationnelles. Pas n'importe lesquelles : elles travaillent toutes avec nous depuis plusieurs années. Nous les connaissons bien. Pour les avoir assistés et encouragés, nous savons que pour vous, les employer sera non seulement un succès mais aussi un plaisir. Alors, dès maintenant, prévoyez votre planning d'été. Appelez-nous au **742.63.28**. Le travail temporaire remarquable vous y attend.

GROUPE PARISIEN DE SERVICES
LE TRAVAIL TEMPORAIRE REMARQUABLE

35, rue des Mathurins, 75009 Paris

ADMINISTRATIF
SECRÉTAIRE
BUREAUTIQUE
COMPTABILITÉ
ACCUEIL - STANDARD
COURSIERS

EUROPE

URSS

M. GORBATCHEV EN UKRAINE Une « spontanéité » bien réglée

De notre correspondant

Moscou. — M. Gorbatchev est depuis le mardi 25 juin à Kiev pour dialoguer, comme il l'a fait à la mi-mai à Leningrad, avec la population et les travailleurs. Le style des déplacements en province du secrétaire général est désormais bien rodé. Accompagné de son épouse Raïssa, qu'on a vue à plusieurs reprises mardi soir à la télévision dans une élégante robe d'été, M. Gorbatchev visite des usines, écoute des explications techniques, donne des conseils et surtout « improvise » des rencontres à bâtons rompus avec des habitants, « dans les rues et sur les places de la ville ». La quantité de décorations portées par certains de ses interlocuteurs et leur allure générale révèlent cependant qu'il ne s'agit pas des premiers venus.

« Quelle belle ville ! vivre ici, c'est comme être en vacances. Mais, bien sûr, il faut travailler ! », s'est ainsi exclamé M. Gorbatchev devant un petit groupe de Kievins. Dans l'assistance, une femme lui a demandé : « Et la guerre des étoiles ? ». Le secrétaire général a répondu en souriant : « Ne vous inquiétez pas, nous ne nous laisserons pas tromper par les Américains ».

L'absence de pompe, qui contraste avec celle dont s'entourait Leonid Brejnev en pareille circonstance, et le caractère enfantin de propos plus ou moins improvisés retiennent l'attention. Mais la curiosité des Soviétiques s'émousse vite. Le voyage à Leningrad, premier du genre, avait créé un effet de surprise. L'intérêt n'est plus aussi vif et ces tournées en province tendent déjà à se banaliser.

M. Gorbatchev a visité à Kiev l'Institut Paton, une entreprise de soudure électrique, et une usine d'aviation qui construit notamment l'Antonov 124, « l'appareil le plus grand et le plus économique du monde », récemment exposé au Salon du Bourget. Par ailleurs, le secrétaire général a insisté sur la grande idée qu'il avait déjà développée le 11 juin dernier devant les principaux responsables économiques du pays : il faut supprimer les goulets d'étranglement dans la mise en application pratique des progrès scientifiques et techniques, assurer une plus grande coordination entre la recherche et la production. La Pravda de ce mercredi indique que « c'est précisément à Kiev, à l'académie des

sciences d'Ukraine [donc l'Institut Paton] qu'est apparue et s'est développée une meilleure forme de relations entre les différentes branches scientifiques et la production ».

Ventriloquie

Conformément à la tradition soviétique, c'est dans la bouche des ouvriers eux-mêmes qu'ont été mis les propos illustrant la ligne actuelle. Les travailleurs de Kiev ont donc fait part à M. Gorbatchev de la nécessité « d'une appréciation autocritique de ce qui a été réalisé, d'une plus grande discipline, du développement de l'esprit d'initiative », ils ont, en outre, en pleine conformité avec ce qui a déjà été dit à satiété au plus haut niveau, affirmé leur volonté « de lutter contre ceux qui ne veulent rien changer, les tire-au-flanc, les responsables de malversations et les ivrognes ». Ces exercices de ventriloquie sont une nécessité ou système puisque les initiatives sont censées émaner de la base.

M. Gorbatchev, qui était accompagné de M. Tchertchik, premier secrétaire du parti pour l'Ukraine, n'a pas fait directement allusion à la réunion du COMECON qui se tient actuellement à Varsovie. Mais il s'est intéressé à l'Antonov 28, un « avion léger » à usage régional qui est construit à Kiev en coproduction avec la Pologne et présenté comme un exemple de l'intégration économique avec les « pays frères ».

Le secrétaire général a enfin annoncé son intention de se rendre à Dniepropetrovsk, un grand centre industriel ukrainien qui vit les débuts de la carrière de Leonid Brejnev inventeur et où ce dernier recruta un grand nombre de ses collaborateurs. Les tournées de M. Gorbatchev en province ne sont donc pas entièrement dépourvues d'arrière-pensées politiques. De même qu'à Leningrad il avait oublié de prononcer le nom de son principal rival pour la course au pouvoir, M. Romanov, longtemps premier secrétaire de cette ville et qui n'a plus été vu en public depuis le 10 mai, de même à Dniepropetrovsk, enterrera-t-il un plus Leonid Brejnev, qu'il tient pour responsable des « difficultés » économiques apparues selon lui, depuis 1970.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Deux députés français ont rendu visite aux familles de dissidents emprisonnés

De notre correspondant

Moscou. — Deux députés français sont venus à Moscou avec de simples visas de touristes poster des lettres destinées à des dissidents emprisonnés et rendu visite aux familles de certains d'entre eux. MM. Jacques Godfrain, député RPR de l'Aveyron, et Alain Madelin, député UDF d'Ille-et-Vilaine, étaient porteurs de soixante-dix lettres rédigées en russe et signées ébauchées par un parlementaire français qui a décidé de « parrainer » un dissident. Ces missions, à l'initiative de l'Assemblée nationale, assurent leurs destinataires que leur « lutte pour la conquête de leurs libertés et la protection des nôtres » n'est pas ignorée et que, « malgré les centaines de kilomètres et plusieurs frontières », leur destin « ne laisse pas indifférents » les Français.

Les signataires appartiennent tous à l'opposition, mais l'Association pour la Russie libre, créée en 1979 et qui a organisé cette opération, est ouverte aux personnalités de la majorité. Arrivés dimanche 23 juin à Moscou, MM. Godfrain et Madelin ont regagné Paris mardi. Au cours de leur séjour, ils ont rendu visite à une dizaine de familles de dissidents emprisonnés.

Ils sont allés, en outre, sans avoir pris rendez-vous, au ministère de la justice et au Conseil pour les affaires religieuses. Ils ont fait remettre au ministre de la justice une lettre appelant au respect des accords d'Helsinki en matière de droits de l'homme. Au Conseil pour les affaires religieuses, ils se sont enquis du sort de Gleb Yakounine, un prêtre orthodoxe arrêté en août 1980 et condamné à cinq ans de camp suivis de cinq ans d'assignation à résidence. Il devra normalement avoir purgé le mois prochain la première partie de sa peine, mais la pratique soviétique consiste souvent, pour ceux qui refusent de se « repentir », à prolonger arbitrairement la peine prononcée.

Un « attaché de presse » du Conseil pour les affaires religieuses leur a affirmé que le cas de M. Yakounine ne relevait pas du Conseil puisque ce dernier n'avait pas été condamné pour ses activités religieuses, celles-ci étant, selon lui, « entièrement libres » en URSS, mais pour « calomnies anti-soviétiques ».

Les deux parlementaires français ont constaté la situation matérielle extrêmement précaire des familles de dissidents détenus, dont les parents sont parfois chassés de leur travail. Depuis environ un an, d'autre part, les colis provenant de l'étranger sont soumis à des taxes très élevées que les familles ne peuvent acquitter. Auparavant, ces droits pouvaient être payés directement par l'expéditeur étranger.

D. Dh.

[Deux autres députés français de l'opposition, MM. François Leotard (PR) et Michel Noir (RPR), s'étaient rendus à Moscou dans des conditions similaires en mars 1984. Ils avaient notamment pu rencontrer brièvement l'épouse d'Andrei Sakharov, M^{me} Elena Bonner, qui à l'époque n'avait pas encore été assignée à résidence à Gorki.]

ISTH
CENTRE AUTOUR DEPUIS 1953 TOLBIAC
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
SCIENCES PO
PRÉPARATIONS INTENSIVES
de VACANCES
Entrée en A.P.
Entrée directe en 2^e année
AUTOUR, 6, Av. Louis Havé
75013 Paris Tél. 224.10.72
TOLBIAC, 53, Av. de la République 75013 Paris
Tél. 224.10.72

Irlande du Nord

L'IRA renforce son influence au sein du Mouvement républicain

De notre correspondant

Londres. — Les projets d'attentats de l'IRA que la police britannique vient de découvrir et de déjouer tendent à confirmer une évolution ou un malaise au sein de l'organisation clandestine, en tout cas un changement qui s'annonçait déjà, le mois dernier, à la veille des élections locales en Irlande du Nord (le Monde du 16 mai).

Le Sinn Féin, la branche politique de l'IRA provisoire, a remporté dans ce scrutin un certain succès qui lui a permis, pour la première fois, d'installer des représentants dans les conseils de district, ce qui correspondait à la stratégie définie il y a cinq ans par le mouvement républicain. « Le fusil dans une main, le bulletin de vote dans l'autre », au cours des dernières années, il est devenu évident que les « politiques » ont progressivement pris le pas sur les « militaires » en cherchant à gagner un électoral catholique modéré. Les opérations de l'IRA ont été, dans l'ensemble, plus sélectives, essentiellement limitées à des attentats contre les forces de l'ordre, les « traîtres » ou les membres des organisations paramilitaires unionistes. Ainsi l'attentat commis en 1983 contre le magasin Harrod's à Londres avait-il été dénoncé comme une erreur.

Mais cela a causé quelques frustrations dans les rangs de l'IRA. La « vieille garde » a fait valoir que les résultats politiques du Sinn Féin, malgré des débuts encourageants, étaient insuffisants et que le parti n'avait pas réussi à réaliser son ambition : supplanter dans la communauté catholique le SDLP (Parti social-démocrate et travailliste), qui condamne tout recours à la violence et prône avec le gouvernement de Dublin une solution négociée.

En avril et en mai, des rumeurs persistantes ont indiqué que plusieurs des chefs « militaires » de l'IRA étaient prêts à faire sécession. Le projet d'une vague d'attentats à Londres et dans une douzaine de stations balnéaires d'Angleterre —

c'est-à-dire visant des objectifs « civils » — paraît montrer que cette tendance « dure » a obtenu gain de cause ou du moins qu'elle n'a pas été démentie par ceux-ci ont fait des concessions pour éviter l'éclatement du mouvement.

A Londres, au cours d'un débat à la Chambre des communes, mardi 25 juin, M^{re} Thatcher et le leader de l'opposition travailliste, M. Neil Kinnock, ont, pour une fois, exprimé la même opinion en félicitant les services de police dont l'action a permis de « sauver des dizaines de victimes innocentes ». Les policiers, cependant, invitent la population à rester vigilante, en soulignant qu'une « revanche » spectaculaire de l'IRA est à craindre au cours des prochains semaines.

FRANCIS CORNU.

RFA

Les « interdictions professionnelles » sont supprimées en Sarre

Le gouvernement régional de Sarre a annoncé, le mardi 25 juin, que le principe des « interdictions professionnelles » n'était plus en vigueur dans ce Land. Il s'agit d'un texte adopté en janvier 1972 par le chancelier Willy Brandt et les ministres-présidents des Länder pour interdire l'entrée du service public aux personnes « ne faisant pas preuve de loyauté envers l'ordre démocratique défini par la Loi fondamentale » (la Constitution de la République fédérale).

Ce texte, qui visait les extrémistes à une époque où le terrorisme se développait en RFA, avait suscité de multiples controverses dans ce pays et à l'étranger. Il avait donné lieu à des abus, au cours des années 70, surtout dans certains Länder dirigés par des chrétiens-démocrates, qui l'avaient utilisé à l'encontre de militants ou de sympathisants communistes.

M. Oskar Lafontaine, représentant de l'aile gauche du Parti social-démocrate, devenu ministre-président de Sarre en mars dernier, est le premier à abolir formellement les « interdictions professionnelles ». Son ministre de l'Intérieur, M. Lappe, a souligné « les dommages que cette pratique avait causés au prestige de la République fédérale à l'étranger ».

● M. Mitterrand à Berlin-Ouest cet automne. — A l'invitation du bourgmestre de la ville, M. Diepgen, M. François Mitterrand fera une visite à Berlin-Ouest à l'automne prochain. La date précise de cette visite n'a pas encore été fixée. Le dernier voyage d'un chef de l'Etat français à Berlin-Ouest remonte à octobre 1979, date à laquelle M. Valéry Giscard d'Estaing s'y était rendu. — (AFP.)

Portugal

APRÈS LA DÉMISSION DE M. SOARÈS Des élections législatives anticipées auraient lieu en octobre

De notre correspondant

Lisbonne. — Le président de la République portugaise devait s'adresser au pays ce mercredi 26 juin pour annoncer la dissolution de l'Assemblée et la convocation d'élections législatives anticipées. Cette décision, considérée comme inévitable après quinze jours de conversations avec les principaux partis politiques, fait suite à la démission du premier ministre, M. Soarès, formellement présentée le 25.

Dans les prochains mois, le Portugal aura ainsi trois rendez-vous électoraux : les législatives, probablement au début d'octobre, suivies d'élections locales à l'automne et de

l'élection présidentielle, celle-ci étant prévue en janvier 1986.

Dès le début de la crise provoquée par la rupture de la coalition PS-FSD, deux positions se sont affirmées. Les sociaux-démocrates, les démocrates-chrétiens et les communistes préconisaient la dissolution immédiate de la Chambre; les socialistes insistaient, eux, sur la nécessité d'épuiser toutes les hypothèses constitutionnelles prévues avant la dissolution — solution qui, à leurs yeux, aurait, pour le pays, « un coût excessivement élevé ».

Dans un premier temps, le président Banes a semblé appuyer cette dernière position. Ainsi, dans un message adressé le 13 juin au Parlement, le général Banes avait demandé aux députés d'approuver la formation d'un « gouvernement de compromis » reposant sur un « programme minimum ». Puis, il avait réuni le Conseil d'Etat, où les quatre grands partis politiques portugais sont représentés, pour constater que, en dépit de son appel, les positions des uns et des autres n'avaient guère évolué. Face à l'insistance du PS, le général Banes s'est donné un dernier délai avant de prendre sa décision. Il était entendu que, pendant ce temps, les socialistes cherchaient, par des contacts bilatéraux avec les autres partis, une solution dans le cadre parlementaire actuel. Mais ces contacts n'ont donné aucun résultat.

Un juriste de l'université de Coimbra, M. Figueiredo Dias, considéré comme très proche du président de la République, pourrait être appelé à diriger un « cabinet de gestion », formé de personnalités indépendantes, chargé de préparer les élections.

JOSÉ REBELO.

AFRIQUE

AU TERME DU VOYAGE DE M. FABIUS

La France et l'Algérie décident d'intensifier leur concertation politique

De notre envoyé spécial

Alger. — Ce type de voyage permet de faire le point sur son nombre de dossiers, et j'avais dit, d'entrée de jeu, qu'il n'y aurait rien de spectaculaire », a reconnu M. Fabius, à l'issue d'un entretien de trois quarts d'heure avec le président algérien, M. Chadli Bendjedid, avant de regagner Paris le mardi 25 juin. Le souci de ne pas susciter d'espérances excessives transparait déjà dans le ton de la presse algérienne, étonnamment discrète sur le voyage du premier ministre français, alors qu'elle donnait une place importante à la visite de M. Oluf Palme, arrivé mardi matin à Alger.

Dans un article publié en première page du Moudjahid, sous le titre « Convergences », le premier ministre algérien est présenté, avec d'évidentes arrière-pensées, comme le dirigeant d'un « rare pays européen dont l'humanisme ne relève pas d'une simple coquetterie de nantis qui s'avère, dans la politique, beaucoup plus difficile à assumer ». La conclusion est tout aussi allusive : « Comme on le constate, les axes des discussions algéro-séoudaises, nombreuses, n'épousent pas ceux du désaccord. Loin de là ».

En ce qui concerne la « douloureuse question des enfants des couples mixtes », illustrée par l'occupation de l'ambassade de France, depuis le 17 juin, par cinq mètres séparés de leurs enfants, les deux gouvernements sont convenus d'organiser une réunion, où début du mois de juillet, Elle permettrait d'écarter le processus de mise au point d'une convention bilatérale, susceptible, selon M. Fabius, de « vraiment résoudre le problème de fond ».

En attendant la signature de cet accord, pour que les dossiers ne restent pas en souffrance, une commission va être créée. Elle aura pour maîtres-d'œuvre deux personnalités des deux pays que M. Dumas a qualifiées d'« inébranlables » et devra régler au cas par cas les situations les plus dramatiques. Il s'agit, du côté français, de M^{re} Paul Bouchet, conseiller technique au cabinet de M^{re} Georgina Dufoix, ministre de la solidarité nationale et porte-parole du gouvernement. Le nom de son partenaire algérien n'est pas encore connu.

M. Fabius a annoncé que l'Algérie et la France avaient décidé d'intensifier leur concertation politique, précisant que ces consultations se traduiraient par des rencontres bi-mensuelles des ministres des affaires étrangères. Cette décision répond à l'une des priorités posées par l'Algérie, qui entend placer ses relations avec la France d'abord sur un plan politique et lui fait grief de mettre trop l'accent sur ses problèmes de balance commerciale.

FREDERIC FRITSCHER.

LA VISITE DU PRÉSIDENT DU BOPHUTHATSWANA A PARIS

« Nous ne sommes pas une créature de l'apartheid »

« Dites-moi, monsieur le président », du « Botswana », préférez-vous que l'on vous appelle le banche, le fétiche ou la potiche à la solde du gouvernement de Pretoria ? La « question », décochée par M. Jean-Pierre Richard, président du mouvement anti-apartheid, avec son jeu de mots sur le nom du chef de l'Etat tswana, demeurera sans réponse, déclenchent seulement un concert de protestations de l'« entourage ».

M. Lucas Mangope, président du bantoustan sud-africain du Bophuthatswana, qui donnait mardi 25 juin, dans les salons du Parlement européen, une conférence de presse, ne semble guère prendre ombrage de la façon dont on l'interroge, et qui, selon l'un de ses « parrains », M. André Bettencourt, est plus ou moins correcte. Il y a pourtant quelque chose d'un peu pitoyable dans le spectacle de ce président tout à fait responsable et de qualité, toujours selon M. Bettencourt, qui, en dépit de ses efforts, n'est reconnu par personne.

« Non, s'évertue à expliquer M. Mangope, nous ne sommes pas une créature de l'apartheid, c'est complètement erroné ! » La loi du Bophuthatswana, que Pretoria a créée de toutes pièces en 1977 sous la forme de sept « confettis » au cœur de son territoire, a bien du mal à faire la preuve de son indépendance. « Nous ne comprenons pas pourquoi nous ne sommes pas reconnus internationalement ; nous sommes en train d'être punis pour l'Afrique du Sud et non pour nos méfaits propres », dit M. Mangope avec une apparente conviction.

● L'ANC n'épargnera plus les civils. — M. Oliver Tambo, président du Congrès national africain (ANC, mouvement anti-apartheid), a annoncé, mardi 25 juin, à Lusaka, que dans la lutte armée que mène son mouvement contre le gouvernement de Pretoria, les civils innocents ne seront désormais plus épargnés. « La distinction entre les personnes et les biens disparaîtra », a-t-il pré-

Interrogé sur le récent raid sud-africain au Botswana, il fera pourtant preuve d'une « indépendance » d'esprit vis-à-vis de son tuteur : « Je ne pense pas que ce soit une bonne chose d'effectuer des raids sur un pays quelconque ; je suppose que c'est contraire à la loi internationale... » De même, il ne suit pas « sur quelles bases les [les Sud-Africains] ont décidé de placer un gouvernement intérimaire » en Namibie, mais ajoute que, de toute façon, c'est « leur décision à eux ».

Etonnant spectacle...

Etonnant spectacle aussi que celui de ce « président » africain entouré de deux anciens ministres du général de Gaulle, MM. André Bettencourt et Jacques Soustelle, qui se bousculent presque pour répondre à sa place, le justifier, le défendre, expliquer que leur protégé dispose d'un « passeport bophuthatswanais », qui n'est en réalité reconnu par aucun Etat.

Venu en France en « visite privée » grâce à une autorisation d'entrée délivrée par le consulat de France à Johannesburg, il n'a rencontré « aucun » membre du gouvernement, n'a demandé d'audience à « personne », mais a eu de très nombreux contacts avec des hommes d'affaires français. En effet, le Bophuthatswana, comme le souligne son président, est « complètement engagé dans le système de la libre entreprise ». Ne devons-nous pas l'aider ? demande M. Bettencourt. Ne devons-nous pas cesser de parler de cette vieille idée de l'apartheid ? Mais cette trahison une si vieille lune ?

LAURENT ZECCHINI.

cisé. Cette décision a été prise en cours du congrès de neuf jours que l'ANC vient de tenir en Zambie. D'autre part, l'organisation anti-apartheid a décidé de se transformer intégralement en mouvement multiracial en admettant des représentants blancs, indiens et métis au sein de ses organes dirigeants, a ajouté M. Tambo. — (AFP, Reuters.)

Paris par l



Pan Am
Charles de Gaulle
A Washington
Pour en savoir p

1550 من الأصل

EUROPE

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
PICARD
+ d'autres marques
Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10
+
4 goudrons d'acier
anti-dégondage
+
1 cornière en acier
sur bâti bois
+
3 cornières
anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3.600 F TTC
Pose et dépt. comp.
PARIS-SEINE-VAL-DE-SEINE
Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
554.58.08
554.41.95
FACILITES DE PAIEMENT

12 mois sur 12
COURS
HUBERT LE FÉAL :
**DÉPASSER
LE TRAC,
S'AFFIRMER
DANS LA
PAROLE.**
*
documentation
sans engagement
387 25 00

Turquie

L'augmentation de 49 % du prix du papier journal est une censure indirecte estimant les milieux de la presse

De notre correspondant

Ankara. — « Prime à l'ignorance », écrit le grand quotidien *Hürriyet*. « Le gouvernement veut contrôler la presse », lance pour l'édition, ajoutent les autres : la majoration de 49 % du prix du papier journal la semaine dernière a jeté la consternation dans les milieux de la presse et de l'édition, déjà en proie à de multiples difficultés.

Du côté de l'opposition, M. Calp, du Parti populiste, et M. Inonu, du Parti de la social-démocratie, estiment que le premier ministre, en donnant le feu vert à cette majoration spectaculaire, a démontré qu'il souhaite « une société muette ». Selon M. Kurtbake, président du Syndicat des journalistes de Turquie, il s'agit d'un coup « assené par le pouvoir au droit des citoyens de s'informer et de s'instruire ». Il estime que cette hausse met la presse à la merci du pouvoir, tandis que M. Demirkent, président de l'Association des journalistes d'Istanbul, rappelle au premier ministre que « la démocratie est un régime de tolérance dont la presse est une des pierres angulaires ». De même, M. Alpaslan, président de l'Association des imprimeurs d'Istanbul, juge que cette majoration sonnera le glas de la profession. L'août dernier, après la précédente augmentation décrétée par l'entreprise d'Etat qui détient le monopole de la production du papier, la SEKA, cinquante-six imprimeries ont fermé leurs portes, et cinquante-cinq autres au cours du premier semestre de cette année.

Les journaux turcs, qui se vendent actuellement à des prix variant entre 30 et 70 livres turques (1 F = 50 livres environ), se verront donc bientôt obligés de majorer leur prix. L'inflation continue fait perdre des lecteurs à la plupart des journaux. Cependant, ces derniers mois, les

principaux quotidiens avaient réussi à accroître leurs ventes grâce à différents jeux et loteries, ainsi qu'à la distribution de livres gratuits. Le tirage total de la presse turque avait atteint quelque 3,5 millions d'exemplaires contre 2,5 millions l'année dernière, chiffre encore très insuffisant pour cinquante millions d'habitants.

La vente des livres

Le premier ministre, M. Ozal, champion du libéralisme et de la privatisation progressive des entreprises publiques, est-il en train de démontrer que la SEKA doit être réorganisée ? Ou bien veut-il rappeler à la raison une presse à laquelle il reproche d'être « uniquement à la recherche de grosses manchettes » ? Le président de l'Association des journalistes d'Istanbul souligne en tout cas la coïncidence entre la majoration du prix du papier et les positions très critiques adoptées par la presse lors de l'adoption récente de la loi renforçant les pouvoirs de la police. Pour le quotidien *Cumhuriyet*, M. Ozal « s'est vengé ». De son côté, l'éditeur du quotidien *Cunes*, M. Civaoglu, fait remarquer que la hausse des prix en Turquie a été de l'ordre de 738 % ces cinq dernières années, tandis que le prix du papier journal a augmenté de 1738 %.

Quant à la vente de livres, elle a diminué de 40 à 50 % l'an dernier. Un ouvrage de 300 pages est en effet vendu environ 1 500 livres, soit un dixième du salaire minimum mensuel. On estime ainsi généralement que le gouvernement, par cette nouvelle majoration du prix du papier, contribue, volontairement ou non, à une sorte de « censure indirecte ».

ARTUN UNSAL

Grande-Bretagne

Robert Maxwell, l'homme qui fait perdre son sang-froid au « Times »

Londres. — Le vénérable *Times* de Londres se laisse rarement aller à des règlements de comptes ou à des attaques personnelles, mais quand il s'agit de M. Robert Maxwell, PDG du *Daily Mirror*, l'exception est de règle.

Selon le *Times*, M. Maxwell, au cours d'un récent voyage d'affaires à Varsovie, aurait déclaré devant des représentants du gouvernement polonais son admiration pour le général Jaruzelski — qu'il devait rencontrer peu après — et ajouté que son journal ne devrait désormais plus avoir de raison de mettre, comme par le passé — ou comme ses concurrents, l'accent sur le mouvement Solidarnosc. Evidemment, une telle prise de position est pour le moins surprenante de la part du propriétaire du *Mirror*, seul journal à grand tirage de tendance travailliste de la presse britannique, qui n'a cessé, durant la grève des houillères, de fustiger le « stalinisme » de M. Arthur Scargill, le leader du syndicat des mineurs, lui-même auteur d'une fameuse condamnation de Solidarnosc pour « anti-socialisme ».

L'anecdote, en soi, ne mériterait peut-être pas le traitement remarquable que lui a réservé le *Times*. Mais le quotidien bicentenaire s'acharne sur M. Maxwell, qui, depuis un an, est devenu l'une des stars de l'actualité britannique et l'un des personnages les plus controversés qui soient.

L'une des explications de cet acharnement tient sans doute au fait que le *Times* est devenu depuis 1981 le prestigieux fleuron de l'empire (d'origine australienne) de M. Rupert Murdoch. Dans un pays où la presse est clairement divisée entre journaux dits « de qualité » et journaux dits « populaires », le *Times*, qui appartient à la première catégorie,

De notre correspondant

rie, et le *Mirror*, à la seconde, ne sont pas du tout rivaux. Mais voilà : M. Maxwell veut rendre au *Mirror* (actuellement trois millions et demi d'exemplaires) la diffusion record qui était la sienne dans les années 60 (plus de quatre millions) et qui est maintenant celle du *Sun*, que possède aussi M. Murdoch...

Un encombrant touche-à-tout

Avec ses 100 kilos, M. Maxwell dérange beaucoup. Ce fils de paysans slovaques est arrivé en Angleterre à l'âge de dix-sept ans, au début de la deuxième guerre mondiale, après s'être engagé dans la clandestinité contre les nazis. Il n'a pas été éduqué à Eton, il n'a pas ramé pour Cambridge, il préfère être président du club de football d'Oxford. Ce parvenu qui a fait fortune après des débuts douteux en affaires n'a pas les manières de ses partenaires ou adversaires de la City.

Il parle haut et fort. Il ne cache pas ses opinions. Il prétend rester fidèle au Parti travailliste (il en a été député aux Communes) mais ne craint pas d'avouer parfois son admiration pour M^{me} Thatcher et se sert des nouvelles lois « scélérates » du gouvernement pour ramener à la raison les irréductibles syndicats de la presse. A la buvette, en marge du dernier congrès de son parti, où seul M. Scargill pouvait lui disputer la vedette, il refait le monde travailliste en rêvant de le débarrasser de l'extrême gauche dont il est, bien sûr, le « bête noire », au risque de gêner ses amis de l'aile droite.

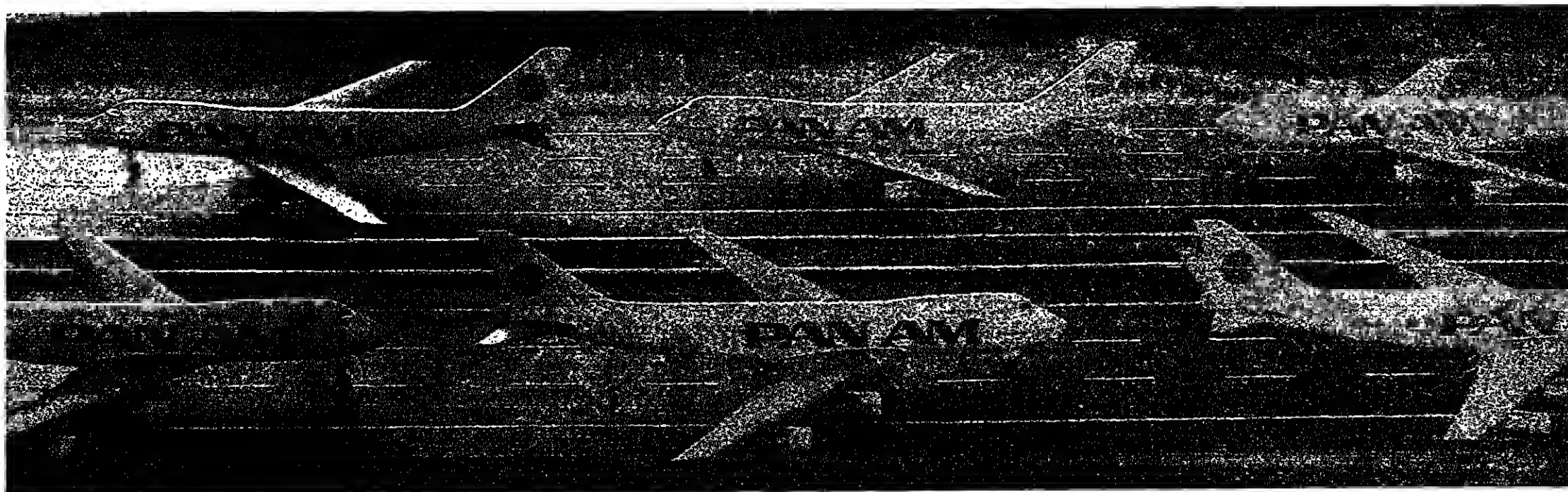
Ce poids lourd touche-à-tout est aussi un spécialiste de la reprise des sociétés en difficulté. C'est ainsi qu'il détient un quasi-monopole dans l'imprimerie qui lui a ouvert les portes du *Mirror* (avec une demi-douzaine de titres annexes) et l'a fait entrer dans le club de Fleet Street, le quartier de la presse. Après des tentatives spectaculaires et déroutantes pour s'emparer du conservateur *Daily Express* et du libéral *Observer*, le rachat du *Mirror*, en juillet 1984, a été pour lui la conquête d'une tribune. Il faisait déjà du bruit en coulisse, mais maintenant on compte les jours où le patron du *Mirror* ne fait pas parler de lui.

La semaine dernière, encore un coup d'éclat : M. Maxwell, par un habile montage de capitaux, « sauve » Sinclair, une autre figure légendaire de l'Angleterre. Sir Clive Sinclair a fait la fierté de son pays pour l'invention de la calculatrice de poche et la création plus récente d'une industrie nationale de l'ordinateur domestique. Mais ce marché s'est soudain effondré et l'inventeur, qui a vraisemblablement surestimé ses dons en matière de gestion, s'est fourvoyé dans la construction d'une curieuse voiture électrique qui est un fiasco. Heureusement, l'indispensable M. Maxwell était là !

M. Maxwell aime la publicité et accepte avec une relative bonhomie qu'elle puisse être fréquemment mauvaise, voire méchante. Même s'il est plus discret et secret, M. Murdoch possède une envergure autrement plus vaste — de Sydney à Los Angeles — que celle de son rival. Mais M. Maxwell a, lui aussi, l'ambition de devenir un géant des médias, en tout genre. On n'a donc pas fini de parler de lui.

FRANCIS CORNU.

Paris-Washington. Plus rapide par l'autoroute céleste Pan Am.



Pan Am vous offre le seul vol sans escale en B747 entre Paris et Washington, 4 fois par semaine au départ de Roissy Charles de Gaulle.

A Washington, vous trouverez des correspondances immédiates pour Miami, Orlando, Tampa, Houston, Mexico. Pour en savoir plus, appelez votre Agent de Voyages ou Pan Am au 266.45.45.



Pan Am

Rien ne remplacera jamais l'expérience.

DIPLOMATIE

LE CONSEIL EUROPÉEN DE MILAN

Avant la réunion des Dix

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand compte mettre l'accent sur la nécessité, pour le Vieux Continent, de coordonner beaucoup mieux qu'il ne l'a fait jusqu'à présent la recherche théorique et appliquée. Il doit notamment proposer à ses partenaires la création d'une université de l'Europe et d'une académie européenne des sciences et de la technologie, cependant que l'harmonisation des enseignements et des diplômes pourrait être étudiée. Il insistera sur le fait que le défi à relever, pour les Européens, par rapport aux Américains et aux Japonais, n'est pas seulement économique en la matière, mais intellectuel, voire spirituel.

Une telle entreprise peut-elle se développer avec quelque chance de succès si elle n'est pas, également, politique ? On ne le pense pas du côté français. C'est bien pourquoi la soudaine modestie des ambitions institutionnelles affichées juste avant le sommet de Milan ne doit pas être prise pour un abandon de l'analyse présidentielle, selon laquelle l'Union européenne reste plus nécessaire que jamais. Un mémorandum, qui vient d'être élaboré à l'Elysée dans la perspective du conseil européen, énumère d'ailleurs ainsi, en guise de têtes de chapeaux, les quatre champs d'action des mois à venir :

« Une Europe de la technologie à bâtir, une Europe des citoyens à habiter, une Europe économique et sociale à parfaire, et l'Union européenne à fonder, comme première étape d'une entité politique majeure. »

C'est en fait la multiplication des réserves, grecques et danoises sans doute, mais avant tout britanniques, avant et depuis la conclusion du comité Dooze institué l'an dernier, qui

a conduit Paris à considérer que le processus devant permettre d'y parvenir serait certainement plus long et plus délicat qu'on ne l'avait tout d'abord estimé à l'Elysée, comme à Rome ou à Bonn. L'attitude de Londres, telle que l'a exprimée avec beaucoup d'habileté Sir Geoffrey Howe durant ces derniers mois, est jugée paradoxalement préoccupante par les « européistes » les plus fervents. Paradoxalement : le secrétaire au Foreign Office va répétant que la Grande-Bretagne souhaite avant tout — comme M. Delors : peut-on rêver d'un plus indubitablement communautaire ? — la complète réalisation du marché intérieur. Et qu'elle est toute prête, en prime, sur d'autres questions pendantes, comme la technologie ou la réforme des institutions, à participer à une commission, de préférence nombreuse, qui se consacrerait tout le temps nécessaire pour travailler utilement.

On redoute, à Paris, qu'il ne s'agisse en fait de renvoyer à plusieurs années les réformes espérées, avec un excellent motif (car la France n'est nullement bésille, elle non plus, à l'achèvement du marché intérieur, bien au contraire) et avec le concours involontaire d'une de ces « commissions-enterrées » dont parlait déjà Clemenceau. Mais d'autres partenaires de la Grande-Bretagne peuvent être tentés de se dire qu'après tout, prendre M. Thatcher et son ministre au mot pourrait permettre d'obtenir plus rapidement un progrès communautaire qui, pour ne pas s'exprimer en termes institutionnels, n'en serait pas moins une avancée décisive des Dix devenue Douze... La « main » des Britanniques, en la circonstance, n'est donc pas dépourvue d'atouts.

C'est pour en tenir compte que les Français, à la réflexion, ne comptent pas « monter au créneau » en faveur de la tenue immédiate d'une conférence intergouvernementale sur le sujet, dotée d'un mandat précis, contreirement aux Italiens, et contreirement à ce qu'espérait M. Maurice Faure. Paris estime en effet que certains membres de la Communauté risquent de ne pas souhaiter y prendre part dans l'immédiat, ce qui augurerait mal de l'union « recherchée ». Qui à la conférence, dit-on en substance, à l'Elysée, mais seulement lorsqu'un accord aura pu être obtenu sur les points principaux.

Les projets de Bonn

Pour y parvenir, on va mettre l'accent, à Milan et dans les semaines qui suivront, sur le « multilatéral » (plutôt que sur le « multilatéral » suggéré par les Britanniques), selon une formule assez parlante qui a cours ces jours-ci au Quai d'Orsay. Les Allemands de l'Ouest s'apprêtent, eux, à soumettre à leurs partenaires une formule moins solennelle qu'une conférence intergouvernementale, mais qui permettrait de débayer largement le terrain avant le conseil européen suivant, convoqué début décembre 1985 à Luxembourg. Il s'agirait de constituer, avant le 15 juillet, un comité composé d'un représentant personnel de chaque chef d'Etat ou de gouverneur des Dix, auxquels se joindraient, en observateurs, ceux des premiers ministres espagnol et portugais, pour examiner et discuter un certain nombre de projets que la coopération européenne pourrait accomplir rapidement dans différents domaines : normes et standards, planification, coopération interentreprises, libération des services, formation professionnelle, etc. Un premier point de leurs travaux devrait être fait à la mi-août.

Cette proposition de Bonn, encore secrète, mais qui devrait être formulée à Milan, sans difficultés de dernière minute, ne répond évidemment pas entièrement aux préoccupations de ceux pour qui aucun progrès substantiel, au stade actuel de développement de la Communauté, ne peut être espéré sans passage à l'union européenne : à commencer par la majorité du Parlement européen et son président, M. Pierre Pflimlin, qui sera présent à Milan (lire d'autre part l'appel qu'il lance aux Dix). Mais elle aurait le mérite d'éviter que leur déception ne fût trop forte et devrait recevoir l'accord de la France.

Celle-ci met aujourd'hui l'accent sur la nécessité d'améliorer les mécanismes institutionnels existants, en attendant mieux. Soit en modifiant un peu le traité de Rome, soit au moins en faisant prendre un certain nombre de décisions au conseil européen, de préférence avec la bénédiction du Parlement de Strasbourg. En particulier, selon le mémorandum de l'Elysée, on pourrait « s'efforcer de recourir plus souvent » au vote à la majorité, et inclure les récalcitrants à s'abstenir plutôt qu'à voter contre.

Accord des Dix sur l'aide aux pays méditerranéens

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Les ministres des Affaires étrangères de la CEE ont abouti, dans la nuit du 25 au 26 juin, à un accord définitif sur les aides communautaires à la Grèce et aux régions méditerranéennes de France et d'Italie pour faire face à l'impact de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

Le dernier conseil européen de Bruxelles (mars 1985) avait permis aux chefs d'Etat et de gouvernement de dégager, après des discussions laborieuses, un accord général sur les programmes intégrés méditerranéens (PIM). Le volume global des crédits avait été arrêté : 4,1 milliards d'ECU (28 milliards de francs) sous forme de subventions et 2,5 milliards d'ECU (17 milliards de francs) de prêts aux taux du marché pour les sept ans à venir, à quoi s'ajoutait la part de dons revenant à la Grèce (2 milliards d'ECU, soit 13,7 milliards de francs).

Mais d'autres difficultés subsistaient. La principale question concernait la répartition entre la France et l'Italie des subventions

tôt que d'émettre un vote négatif. Les abstentionnistes pourraient être, dans certains cas, dispensés de certaines obligations (en perdant, il est vrai, certains droits). On souhaiterait également, à Paris, que le conseil prit le titre de « conseil de l'union européenne », avant même que celle-ci ne voie ses contours juridiques précisés, et qu'il fût assisté d'un secrétaire général qui assurerait la continuité.

Quant à l'« Europe des citoyens », elle doit aussi faire l'objet, à Milan, d'un examen prospectif, sur la base du rapport présenté aux ministres des affaires étrangères des Dix à Luxembourg le 19 juin dernier par l'autre comité institué l'an dernier à Fontainebleau. Ce rapport énumère un certain nombre de mesures possibles pour développer la conscience européenne chez les populations concernées et faire davantage entrer la Communauté dans leur vie quotidienne (le Monde du 25 juin). La France compte particulièrement mettre l'accent sur le problème des langues et des échanges de jeunes. Il n'est pas exclu qu'elle préconise la création d'un office européen de la jeunesse, qui organiserait les échanges en un peu à la manière de l'Office franco-allemand ou de l'Office franco-québécois.

Le conseil européen de Milan est le premier depuis longtemps qui ne soit pas dominé par la recherche impérieuse de la solution d'un problème technique immédiat, comme jadis la question budgétaire ou le démantèlement des montants compensatoires monétaires, et qu'il ne soit pas dominé par la recherche impérieuse de la solution d'un problème technique immédiat, comme jadis la question budgétaire ou le démantèlement des montants compensatoires monétaires, et qu'il ne soit pas dominé par la recherche impérieuse de la solution d'un problème technique immédiat, comme jadis la question budgétaire ou le démantèlement des montants compensatoires monétaires.

BERNARD BRIGOLEUX.

Les quatre principaux groupes européens d'électronique favorables à Eurêka

Eurêka commence à intéresser très vivement les industriels. Après Mats et la firme norvégienne Norsk Data, qui ont noué en fin de semaine passée une coopération dans le domaine des ordinateurs vectoriels (le Monde du 22 juin), les quatre plus grands groupes européens de l'électronique viennent de publier une déclaration commune d'intention favorable à l'initiative lancée par M. Mitterrand il y a deux mois pour l'Europe des technologies.

Le néerlandais Philips, l'allemand Siemens, le français Thomson et le britannique General Electric (GEC) « considèrent que le programme Eurêka doit mobiliser le potentiel de recherche européen sur un petit nombre de projets destinés à favoriser le développement d'équipements et de systèmes susceptibles de trouver des débouchés commerciaux et des applications à la fois civiles et militaires ». Ils examinent différents aspects de la coopération envisagée et s'engagent « dans les six mois qui suivront une décision des gouvernements de lancer Eurêka ».

Pour ces sociétés, les marchés de l'avenir dépendent de « composants stratégiques » où il faut faire porter l'effort et qui sont les microprocesseurs avancés (appelés Europrocesseurs), les circuits intégrés rapides et l'arsénium de gallium, les composants micro-onde, les mémoires à haute densité, les écrans plats et les « senseurs » de toute nature.

A la veille du sommet de Milan, les 29 et 30 juin, le renfort apporté par ces « quatre grands » est de taille. Philips, Siemens, Thomson et GEC représentant dans l'électronique un chiffre d'affaires cumulé de près de 35 milliards de dollars, une part de 12 % du marché mondial de l'électronique, de 9,6 % dans celui des composants et de plus de 14 % pour l'ensemble des biens de consommation (TV, hi-fi...).

Ces sociétés ne sont d'ailleurs pas les seules à s'intéresser à Eurêka. A Milan, M. Mitterrand devrait discuter avec ses collègues un Livre blanc sur le programme préparé à Paris par le CESTA (Centre d'études des systèmes et des technologies avancées), qui comprendra une liste des projets existant de collaboration interindustriels. Ce projet est

Ambition pour un sommet

par PIERRE PFLIMLIN (*)

Le conseil de Milan représente, pour le Parlement européen, à la fois un point d'aboutissement et un espoir. C'est, en effet, au développement d'un processus engagé par le Parlement — qui a adopté, le 14 février 1984, un projet de traité instituant l'union européenne — que devrait aboutir les conclusions du conseil européen. Celui-ci, réuni à Fontainebleau sous la présidence de la France, en juin 1984, s'est fixé une œuvre pour déterminer les objectifs et les modalités d'une importante relance de la construction européenne.

Depuis quelques semaines, la volonté de certains hommes d'Etat d'élaborer des propositions sérieuses. Des propositions pessimistes circulent dans les milieux dits informés. Or l'espoir placé dans la suite de Milan ne peut être maintenant déçue sans que soient gravement mises en cause la crédibilité du Conseil européen, et, bien au-delà, l'image que se font les peuples de l'idéal communautaire. La renonciation aux objectifs d'une union capable d'adapter les Communautés européennes aux exigences du monde actuel, en particulier aux défis technologiques et commerciaux de nos grands partenaires industriels, serait ressentie comme l'échec de l'Europe dans ses chances de demeurer un continent libre, respecté et prospère.

Dans son état actuel, la Communauté européenne est incapable d'affronter les problèmes majeurs de notre temps. Elle est paralysée par une extension abusive du prétendu compromis de Luxembourg de janvier 1986, qui exige l'unanimité toutes les fois qu'un « intérêt vital » est invoqué par un Etat membre. On nous dit qu'au sein du conseil des ministres ce veto n'a été exercé que onze fois jusqu'à présent. Mais, en fait, l'effet paralysant du veto s'exerce dans la plupart des cas avant même qu'une proposition soit soumise au conseil des ministres. La menace du veto est brandie au cours des réunions préparatoires de fonctionnaires et de diplomates. Le résultat est que 80 % des propositions de la Commission, revêtues d'un avis favorable du Parlement européen, ne font l'objet d'aucune décision. Des centaines de propositions dorment dans l'antichambre du conseil des ministres.

Après tant d'années révolutionnaires du pouvoir destructeur d'un système et d'une pratique décisionnelle inadaptee, on ne pourrait comprendre qu'à Milan la problématique institutionnelle soit escamotée au profit de la discussion de « projets concrets », tant dans le secteur des nouvelles technologies que dans celui de l'achèvement du Marché commun. C'est précisément parce que le Parlement européen est attaché à ces domaines qui touchent la vie quotidienne des citoyens de la Communauté une importance centrale qu'il se préoccupe de donner aux organes communautaires les moyens de décider et d'agir. Faisant sien, la proposition, présentée par le comité Dooze, d'une conférence intergouvernementale disposant d'un mandat précis en vue de rédiger un nouveau traité, l'Assemblée de Strasbourg estime que, sans réforme institutionnelle significative, la concrétisation des nouvelles politiques communes sera illusoire.

Elle veut mettre en garde certains Etats membres devant la dangereuse tentation de recourir à des formules d'Europe « à la carte », qui, en se multipliant, ne tarderaient pas à conduire la Communauté à la dislocation.

Peut-on d'ailleurs raisonnablement envisager qu'à Milan puisse naître une communauté technologique, qu'elle porte le nom d'Eurêka ou un autre, ou bien que des décisions contraignantes concernant l'achèvement du marché intérieur en 1992, comme le propose M. Delors, président de la Commission de Bruxelles, soient prises sans que, dans le même temps, le cadre institutionnel des Communautés fasse l'objet d'un processus de révision visant à le renforcer ?

Donnée d'institutions efficaces et légitimes, et de ressources propres suffisantes, l'union européenne est la seule chance des Européens dans l'immense effort qu'ils ont à fournir pour aborder le cap du vingt et unième siècle. Un rendez-vous marqué de Milan engagerait grandement la responsabilité de ceux qui auraient causé cet échec.

(*) Président du Parlement européen.

Les certitudes modestes d'Edward Teller

A soixante-dix-sept ans, Edward Teller s'est encore un peu plus tassé sur lui-même. Massif et bourru, le visage barré de sourcils broussaillés paraît assoupi quand le savant écoute, aussi bien en français qu'en anglais ou en allemand, les questions de ses interlocuteurs. Il prend son temps pour répondre, mais, lorsqu'il est parti, on ne peut plus l'arrêter. Bien abrité derrière les certitudes logiques et la modestie apparente du physicien (« je suis être complétement dans l'erreur, mais il se trouve que je crois que... »), son esprit n'a rien perdu de sa verve ni de son mordant.

Soucieux de ne pas apparaître comme le « fauteur de guerre » qu'on a parfois décrit, il tient à rappeler qu'il a déconseillé l'emploi contre Hiroshima, en 1945, de la bombe à laquelle il avait travaillé (il souhaitait, au moins dans un premier temps, un tir de démonstration seulement) et que la bombe H dont il est le père, tout comme l'initiative de défense stratégique, dont il est aujourd'hui le plus ardent avocat, n'ont d'être but que de maintenir la paix. Mais il reste farouche contre la presse américaine et, surtout, le New York Times, qu'il accuse d'avoir « violé de manière flagrante les intérêts de sécurité des Etats-Unis » (au Vietnam entra autres) ou encore d'avoir baptisé « guerre des étoiles » un projet qui ne vise à rien d'autre qu'à « répondre » au programme enano-logique poursuivi depuis longtemps par Moscou (d'où son désir de substituer au sigle anglais SDI celui de SDR pour « réponse de défense stratégique »).

Avocat de l'IDS

Invité à Paris par la Fondation du futur, qui préside le député RPR Jacques Baumel, à l'occasion d'un colloque sur « l'IDS, l'Europe et la France », dont il a été le vedette, Edward Teller a présenté avec une grande conviction, mais aussi de manière parfois non orthodoxe, le projet du président Reagan. Selon lui, l'IDS doit se concentrer en priorité sur le développement de systèmes de défense basés à terre, de préférence eux sys-

tèmes spatiaux plus vulnérables et plus coûteux. Contrairement à certains autres avocats du programme, qui font valoir l'intérêt d'armements « propres » et non nucléaires, il estime que ces systèmes de défense terminale peuvent et doivent recourir à des explosions nucléaires de faible puissance pour détruire les engins ennemis.

C'est d'ailleurs l'un des domaines où, à son avis, la France pourrait se distinguer : dans la mesure où l'interception d'engins à moyenne ou courte portée lui paraît plus facile que celle des missiles intercontinentaux, l'Europe devrait se charger de cet aspect de sa défense, tout particulièrement la France qui e acquis une bonne maîtrise de la miniaturisation nucléaire.

C'est également à la France qu'il pense lorsqu'il affirme que l'Allemagne de l'Ouest, dont il est impensable politiquement qu'elle puisse disposer d'un droit d'emploi exclusif de l'arme atomique, devrait au moins avoir un droit de veto sur cet emploi (le Personne ne peut s'insurger contre un droit allemand de ne pas tirer), ce qui permettrait d'associer davantage Bonn aux responsabilités par un système de double clef.

Edward Teller ne cache pas que l'IDS — et tout ce qu'elle implique — va se heurter à de formidables obstacles dus à l'hostilité soviétique, à la réserve des opinions publiques à des gouvernements européens, à la guérite du Congrès et aussi aux perspectives d'entente à la Maison Blanche. Mais c'est une raison de plus de mettre les bouches doubles : « il faut faire le maximum en trois ans pour que l'idée s'impose au prochain président, même si celui-ci est moins bon que Reagan ». C'est pour cela qu'il voudrait aussi mobiliser les alliés des Etats-Unis : contrairement à M. Weinberger, ministre américain de la défense, qui cherche surtout la coopération des firmes européennes, Edward Teller voudrait aussi celle des gouvernements. C'est évidemment une autre histoire...

MICHEL TATU.

CONSULTATION NATIONALE

1. Les membres du Parlement européen ont-ils le droit de voter ?

2. Les membres du Parlement européen ont-ils le droit de voter ?

3. Les membres du Parlement européen ont-ils le droit de voter ?

4. Les membres du Parlement européen ont-ils le droit de voter ?

5. Les membres du Parlement européen ont-ils le droit de voter ?

6. Les membres du Parlement européen ont-ils le droit de voter ?

7. Les membres du Parlement européen ont-ils le droit de voter ?

8. Les membres du Parlement européen ont-ils le droit de voter ?

9. Les membres du Parlement européen ont-ils le droit de voter ?

10. Les membres du Parlement européen ont-ils le droit de voter ?

British Caledonian:
Paris-Londres plus vite

42 vols par semaine à destination de Gatwick, l'aéroport qui vous permet de rejoindre plus rapidement le centre de Londres (Victoria Station en 30 minutes par Train Spécial, tous les quarts d'heure). Et le légendaire service British Caledonian.

British Caledonian
Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

150 من الأمل

Ambition pour un 3^e

Cette chute des naissances (760.000 en 1984 contre 900.000 en 1960) nous concerne tous : Elle diminue la consommation, donc l'activité économique. Elle augmente ainsi le chômage. Elle entraînera la diminution du nombre de travailleurs qui, dans une vingtaine d'années, cotiseront pour nos futures retraites. Elle constitue par conséquent une menace pour le montant de ces retraites. Elle entraînera une diminution du nombre des Français, donc de l'influence française dans le monde.

Le 3^e enfant et vous.

Nous vous disons ce que nous en pensons.

La chute actuelle des naissances (760.000 en 1984 contre 900.000 en 1960) nous concerne tous :

Elle diminue la consommation, donc l'activité économique. Elle augmente ainsi le chômage.

Elle entraînera la diminution du nombre de travailleurs qui, dans une vingtaine d'années, cotiseront pour nos futures retraites. Elle constitue par conséquent une menace pour le montant de ces retraites.

Elle entraînera une diminution du nombre des Français, donc de l'influence française dans le monde.

Cette chute des naissances provient essentiellement de la diminution du nombre des foyers ayant 3 enfants (et plus). En effet, les foyers ayant 1 ou même 2 enfants sont aussi nombreux qu'avant.

Et pour redresser la courbe démographique, il suffirait qu'un petit pourcentage de parents désireux d'avoir un troisième enfant, mais qui hésitent pour une raison ou une autre, réalisent leur projet.

Cette chute des naissances, il est possible de l'arrêter par un certain nombre de mesures d'aide aux couples disposés à avoir un 3^e enfant, par exemple :

Attribuer pendant 3 ans aux mères au foyer une allocation mensuelle équivalant à un salaire (d'ailleurs amplement mérité).

Développer pour eux le travail à temps partiel permettant à la mère, voire au père, de travailler à la fois dans le foyer et dans une entreprise.

Leur apporter des avantages fiscaux substantiels.

Les aider pour le logement : priorité pour la location, prêts spéciaux pour l'achat.

Leur assurer de bonnes conditions matérielles et morales : crèche, mais aussi des services d'aide ménagère et de garde (pas seulement le jour, mais aussi, ne serait-ce qu'occasionnellement, le soir, en fin de semaine, pendant les petites vacances).

Ce déclin démographique doit et peut être arrêté en prenant un certain nombre de dispositions, sur le plan national mais aussi sur le plan régional et communal. Et vous pouvez agir, immédiatement et concrètement, en intervenant auprès des élus comme auprès des candidats des futures élections : communales, cantonales, régionales et nationales.

ALLIANCE NATIONALE POPULATION ET AVENIR

association reconnue d'utilité publique
35, rue Marbeuf 75008 PARIS

Dites-nous ce que vous en pensez.

CONSULTATION NATIONALE SUR LE 3^e ENFANT

Soyez très nombreux à nous répondre. Ensemble, nous pourrons agir plus efficacement.

1 Pensez-vous que la chute du nombre des naissances constitue un handicap et une menace :

- pour l'activité économique (accroissement du chômage)
- pour le paiement des retraites dans 20 ans (par la diminution du nombre des cotisants)
- pour le maintien d'une présence active de la langue française dans le monde

	tout à fait	assez	pas du tout	sans opinion
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

2 Êtes-vous d'accord avec l'Alliance Nationale Population et Avenir dans sa volonté d'agir pour aider les familles disposées à avoir un 3^e enfant.

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------

3 Quel est à votre avis le degré d'efficacité des mesures suivantes, envisagées pour aider les familles disposées à avoir un 3^e enfant.

- attribuer un salaire aux mères au foyer ayant un 3^e enfant
- développer le temps partiel pour les couples ayant un 3^e enfant
- attribuer des avantages fiscaux substantiels aux foyers ayant un 3^e enfant
- accroître le nombre de crèches
- aider les foyers ayant un 3^e enfant à mieux se loger
- développer les services d'aide-ménagère et de garde (permanente et occasionnelle)

	très efficace	efficace	peu efficace	inefficace
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

cocher les cases correspondant à votre opinion

4 Trouvez-vous que dans les dernières années, les gouvernements se sont suffisamment occupés de la famille?

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------

Voulez-vous nous aider dans notre combat auprès des hommes politiques pour le 3^e enfant?

Vous le pouvez,

• en nous faisant part de vos idées sur le problème de la natalité et du 3^e enfant.

• en devenant membre de notre Association (merci de cocher la case correspondant à votre option et de nous envoyer le mandat ou le chèque bancaire ou postal correspondant). CCP PARIS 152-17 W.

soutien : 50 F ☐

membre actif : 100 F ☐

membre bienfaiteur : 150 F et plus ☐

Votre nom : _____ Prénom : _____

Adresse complète : _____

N de tél. : _____

Profession : _____

Situation de famille : _____

Nombre d'enfants : _____

ALLIANCE NATIONALE POPULATION ET AVENIR

association reconnue d'utilité publique
35, rue Marbeuf 75008 PARIS

politique

LA FIN DU VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

M. Mitterrand appelle les Français à se rassembler «autour de la modernisation du pays»

Le Parti communiste a voulu, à l'occasion du voyage du président de la République en Languedoc-Roussillon, faire apparaître, dans cette vieille région de gauche, un rejet «populaire» dirigé contre M. Mitterrand lui-même. Cette politique de la provocation avait déjà été appliquée, au début du mois, à Ivry-sur-Seine. Elle a mobilisé les responsables du parti et de la CGT en Languedoc, pour tenter de montrer que la direction communiste n'est pas seule lorsqu'elle affirme, comme l'a fait M. Georges Marchais le mardi 25 juin, au cours de l'émission «Découvertes», sur Europe 1, que l'«ennemi numéro un, c'est la politique actuellement mise en œuvre» sous l'autorité du chef de l'Etat.

«Si violences il y a, elles sont liées, d'une part, à la politique de crise et, d'autre part, au recours, par le gouvernement lui-même, à des mesures violentes à l'égard des travailleurs», avait déclaré le secrétaire

général du PCF, le même jour, au cours d'une conférence de presse, à propos de l'accueil fait à M. Mitterrand par les communistes, lundi, à Alès.

Le président de la République avait déjà esquissé sa réponse, mardi matin, à Sète, en dénonçant «ceux qui, ayant été associés» à la démarche de la gauche, «se sont enfuis», et en affirmant : «C'est tromper les travailleurs, c'est les conduire, ainsi que leurs familles, au désespoir de ne pas pouvoir continuer à travailler, au désespoir de ne pas pouvoir continuer à vivre. Il n'y a qu'un choix, celui que nous avons pris. (nos dernières éditions datées 26 juin). Les militants socialistes, qui s'étaient, eux aussi, mobilisés, ont applaudi à ce langage, notamment à Narbonne, où le maire, M. Hubert Mouly (opp.), irrité par la présence massive de ces militants dans sa ville, a fait un bras d'honneur à la foule avant l'arrivée du chef de l'Etat.

A Carcassonne, mardi après-midi, M. Mitterrand est allé au bout de son argumentation, en expliquant que la politique aujourd'hui dénoncée par le PCF est «le fait des décisions prises en commun» et que les communistes se sont dérobés lorsqu'il a fallu assumer ces choix devant «le peuple de France».

Ainsi accusé de lâcheté, le PC a répondu, mardi, par la voix de M. Marchais, qui a déclaré que le chef de l'Etat «perd son sang-froid», et, mercredi, dans l'Humanité, dont le rédacteur en chef, M. Claude Cabanes, membre du comité central du PCF, affirme que «non seulement le président de la République (...) a oublié le sens de l'Etat, mais il a menti».

Les communistes mettent en avant les critiques qu'ils avaient formulées, dès juin 1982, contre la politique gouvernementale, mais ils ne peuvent effacer le fait qu'ils n'ont quitté le gouvernement qu'en jui-

let 1984 et que, par conséquent, toutes les décisions prises jusqu'à cette date sont attribuables à l'ensemble des forces politiques qui étaient représentées au conseil des ministres (sans compter les votes des groupes à l'Assemblée nationale).

Le PC veut jouer le rôle d'une borne témoin du tournant pris par les socialistes depuis 1981. Il rend service, à ce titre, à l'opposition, et M. Valéry Giscard d'Estaing a pu, mercredi matin, sur Europe 1, réaffirmer que le discours actuel du président de la République signifie la reconnaissance par lui que «le socialisme a échoué». «C'est très important pour les Français de penser que celui qu'ils ont élu au nom du socialisme vient leur dire maintenant : je reconnais que le socialisme a échoué», a déclaré M. Giscard d'Estaing. — P.J.

Carcassonne. — Devant trois mille personnes rassemblées sur la place Carnot, M. Mitterrand a prononcé, le mardi 25 juin, en fin de journée, le dernier discours de sa visite officielle de deux jours dans la région Languedoc-Roussillon. Des militants de la CGT et du PC contents au fond de la place, derrière les sympathisants socialistes, se sont efforcés de perturber cette réunion en couvrant les propos du chef de l'Etat à grand renfort de sifflets à roulette, de trompettes et de slogans tels que «Cho-cho-cho, chômage ras-le-bol!».

M. Mitterrand, qui avait dû forcer le ton, au risque de casser peu à peu sa voix, a choisi rapidement de répondre «à ceux qui se sont associés au gouvernement d'union de la gauche et n'ont rien dit tout le temps où les décisions étaient prises». «Ils n'ont pas rien dit, a-t-il précisé aussitôt. Ils ont parlé pour approuver».

Choisir le parti de l'Europe

Selon lui, «la politique qui continue aujourd'hui est le fruit de décisions prises en commun. A cela près que les uns ont assumé leurs responsabilités jusqu'au bout et que les autres se sont enfuis dès qu'il s'est agi d'affronter le peuple de France pour dire nos raisons, notre vérité. Le parti du courage est finalement le service des travailleurs, ouvriers et paysans. On ne peut pas dire qu'on les sert lorsqu'on leur raconte tout et n'importe quoi plutôt que de s'attaquer à la modernisation de l'instrument qui seul sera en mesure de créer des entreprises et donc des emplois. On les trompe lorsque l'on dit que la lutte principale n'est pas celle qui doit nous conduire à vaincre l'inflation. C'est contre ce refus d'aborder avec courage l'avenir de la France que je me dressais et me dresserai partout, sans précaution».

Le chef de l'Etat a consacré la première partie de son discours à

l'élargissement de la Communauté et à la construction de l'Europe. De l'élargissement, il revendique l'«entière responsabilité». «Je n'ai pas agi comme ceux qui, avant moi, ont dit que c'était nécessaire et qui ont reculé devant l'abstention, car ils avaient peur de perdre quelques suffrages», a-t-il dit.

M. Mitterrand a longuement développé les garanties et mesures transitoires obtenues pour l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté. «Nous avons créé les conditions de la loyauté avec l'Espagne et le Portugal», a-t-il dit.

«Il y en a qui ont des doutes, qui ne croient pas en la France car ils ne croient pas en eux-mêmes», a-t-il ajouté. Il en est qui manquent à leur devoir élémentaire, s'acharnant à retarder l'heure du renouveau. Ceux-là, je ne demande pas qu'on les rejette. Je demande qu'on ne les écoute pas. Je demande que lorsque le peuple aura à s'affirmer par le suffrage universel, vous sachiez vous rassembler pour donner au pouvoir politique les moyens renouvelés de gagner la bataille de l'économie. Il a appelé les Français à se rassembler autour de la modernisation du pays, autour d'une poli-

tique de courage, autour de l'esprit d'invention et de création et de la défense de notre place au sein de l'Europe.

Son action est seule susceptible, selon lui, de donner à l'Europe, au-delà de son unité économique naissante, l'unité technologique que nous allons bâtir à Milan, l'unité politique indispensable qui grandira chacun de nos peuples et permettra à ce continent d'affronter la concurrence internationale, sur le plan du pouvoir politique, de la défense et de la sécurité, et sur le plan de nos intérêts les plus légitimes. Cette action, a-t-il dit, consiste à «choisir le parti de l'Europe».

L'orgueil de ce qui a été accompli

Le président de la République a consacré la seconde partie de son discours à la manière dont il conçoit la période politique qui s'ouvre jusqu'aux élections législatives et au-delà. Il l'aborde «avec la volonté de s'adresser aux Français, de les

faire juges». «Où, a-t-il dit, j'ai l'orgueil de ce qui a été accompli depuis quatre ans. Je n'en réclame. Je ne mets rien derrière mon dos. Je ne cache rien. C'est à visage découvert que ceux qui croient dans les mêmes vérités doivent désormais porter l'explication. Ils communiqueront leurs convictions. Nous avons voulu servir le pays et son peuple. Et nous avons le sentiment d'avoir réalisé plus encore que nous l'avait fait la grande époque du Front populaire».

Après avoir évoqué la situation dans laquelle la gauche avait trouvé certaines grandes industries traditionnelles — sidérurgie et textile notamment —, le chef de l'Etat a affirmé : «Ceux qui souffrent de la misère savent bien que ceux qui sont capables de les défendre sont les forces de progrès». Il a souligné que la richesse en France n'est «pas assez justement répartie».

Il s'est efforcé de rassurer les Français sur la relation entre le progrès technique et le chômage : «Regardez les pays les plus avancés (Japon, Etats-Unis, Corée, Taiwan), ce sont ceux qui sont à la

tête du progrès et qui ont fait reculer le chômage, ou ne l'ont pas connu. La route nous est tracée. Il ne faut pas avoir peur. Tant que nous n'aurons pas réuni les moyens économiques — victoire sur l'inflation, commerce extérieur, instrument industriel renoué, agriculture conquérante, filles et garçons formés aux métiers qu'ils feront, — les souffrances n'auront pas cessé. Il a réaffirmé qu'un gouvernement «qui représente les forces populaires» doit «compenser le manque à gagner par la solidarité nationale».

Ne rejeter personne

M. Mitterrand s'est ensuite adressé à ceux qui ne le «suivent pas», à ceux qui le «combattent». «Ils se tromperaient beaucoup, a-t-il dit, s'ils croyaient que nous sommes leurs ennemis. Moi je vous dis que ce qui nous oppose politiquement est ce qui nous oppose politiquement. Ce qui nous oppose de belles équipes sportives. Ça va avec l'énergie (...). Quelqu'un même on se demande comment ça tourne. Et puis on se retrouve après. On se tape sur l'épaule. On se serre la main. On dit : «Mon vieux, excuse-moi, je t'ai peut-être fait un peu mal, mais je suis comme toi». Soyons sportifs.

«Je voudrais, au plan politique, qu'il y ait davantage de cet esprit sportif et que lorsque le suffrage universel s'est exprimé on renvoie devant les mauvais humeurs, les rancunes, que l'on cesse de se réfugier dans le refus de la légitimité du suffrage universel dont je suis porteur, que j'incarne, dont je suis le garant, pour que les institutions soient strictement respectées, quelle que soit la décision des citoyens. A ceux-là qui se croient nos ennemis parce qu'ils nous croient leurs ennemis je dis : Comme vous vous trompez ! Il ne faut rejeter personne. Il faut savoir dominer le combat de la démocratie. Le président de la République est là pour servir les Français —

l'opposition comme la majorité. A tous je dis que je ne refuse à personne la main que je leur tends».

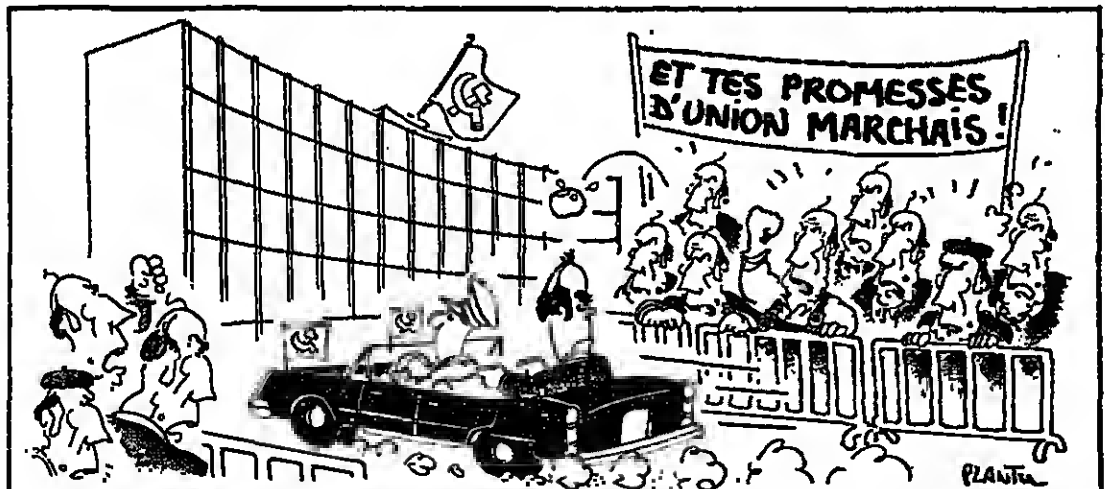
M. Mitterrand a souligné qu'il reste «fidèle» à ses convictions. «Je n'ai pas seulement rêvé d'une société plus juste, plus généreuse, plus fraternelle (...). Je n'ai pas simplement imaginé un irreal avenir. J'ai adhéré profondément à l'explication de la société qui permettrait à tous de vivre mieux dans l'égalité des chances et des moyens (...). C'est ce que la République, que je ne l'ai pas simplement rêvée cette société, mais que j'ai vue, mes forces dans l'action (...). Chaque jour j'entends des critiques insensées. Cela ne me fera pas changer de route».

«Je crois en vous !»

«J'ai défendu naguère une conception de la société, le socialisme démocratique, a-t-il ajouté. J'y reste fidèle. Mais mon devoir est désormais de prendre en compte les autres, toutes les nuances des forces populaires, tous les groupes socio-économiques, professionnels de l'opposition d'aujourd'hui».

«Je sens la charge de l'histoire, d'une grande histoire», a-t-il dit avant d'évoquer un souvenir personnel, celui des feux de la Saint-Jean, auxquels il participait chaque 24 juin dans sa jeunesse. «Ce soir-là on avait le cœur épanoui. On ne demandait pas aux autres ce qu'ils pensaient, comment ils avaient voté. On se sentait à l'aise, entre nous. Rien ne me fera changer de cette voie. Jusqu'à mon dernier souffle, je dirai que la France, pour moi, c'est cela. Si je suis décidé à mener le combat dont j'ai été chargé pour la France mais aussi pour un certain nombre de conquêtes de libertés et de justice, je n'en appelle pas moins toutes et tous à s'associer à l'entreprise». M. Mitterrand a terminé son discours en lançant à son auditoire : «Je crois en vous !»

J.-Y. L.



L'arbitre équilibré

On ne juge pas une partie à la mi-temps : M. Mitterrand l'a dit souvent, naguère. Maintenant que la saison du championnat législatif s'achève, le chef de l'Etat recommande qu'à l'heure du verdict on soit «sport». Sage précaution qui, généralement, hante les esprits de l'arbitre et de ceux qui se savent perdants. Tout à la victoire qu'ils supportent, les gagnants supposés, malheureusement, n'en ont cure.

C'est là toute la difficulté qu'affronte, celui qui, «premier responsable» de la politique qui sera jugée par les Français aux élections législatives de 1986, défend une qualité de jeu, un bilan qu'il juge meilleur — pour parler comme M. Georges Marchais avant l'été 1984 — que celui du Front populaire. M. Mitterrand, président de la République, souhaite que les vainqueurs — si la droite l'emporte comme on s'y attend — respectent les règles du jeu institutionnel et lui permettent d'arbitrer les prolongations.

Il prépare ainsi l'opinion à l'idée de la «cohabitation» après 1986. Bien que le chef de l'Etat, tout au long de son voyage dans le Languedoc-Roussillon — et singulièrement à Carcassonne, dernière étape de sa visite — n'ait jamais prononcé ce terme maudit, son propos paraît indiquer qu'il s'est installé dans cette perspective. «Je voudrais, a-t-il dit, que lorsque le suffrage universel s'est exprimé, on remette davantage les mauvaises humeurs, les rancunes, que l'on cesse de se réfugier dans la réfutation de la légitimité du suffrage universel dont je suis porteur (...), dont je suis garant, pour que les institutions soient strictement respectées quelle

que soit la décision des citoyens».

D'allocutions en discours publics, M. Mitterrand a été beaucoup plus sévère envers la direction du Parti communiste — de ceux qui «se sont enfuis» à l'été 1984 — qu'envers une opposition qui lui est réservée, globalement, un accueil courtois et modéré pendant que la CGT donnait de la voix — «Mitterrand, trahison», — et parfois, du poing. «Comme vous vous trompez !», a-t-il lancé à ceux qui le combattent, «qui se croient nos ennemis parce qu'ils nous croient leurs ennemis».

Une action commune

S'il leur «tend la main», c'est que la France est, au fond, plus unie qu'il n'y paraît. Du moins le pense-t-il. Dès lors, si on l'en croit, il y aurait moyen de se mettre d'accord sur les objectifs d'une action commune : modernisation de l'appareil productif français, solidarité envers ceux qui sont frappés par la crise, construction d'une Europe forte, selon lui, adhérent. M. Mitterrand a «besoin de tout le monde».

A ce programme ambitieux mais libre de toute idéologie, une large partie des Français pourrions, selon lui, adhérer. M. Mitterrand a «besoin de tout le monde».

C'est pourquoi il explique obstinément aux militants socialistes mobilisés sur son passage qu'il reste «fidèle» à ce «socialisme démocratique» qu'il a «défendu naguère» en tant que «citoyen». Mais il est d'un devoir «de prendre en compte les autres, toutes les nuances des forces populaires, tous les

groupes sociaux, économiques, professionnels, de l'opposition d'aujourd'hui».

Peut-être les militants socialistes y trouvent-ils leur compte. Les communistes et la CGT, en tout cas, ne paraissent pas combies : à Carcassonne, après avoir clamé plus fort que les haut-parleurs, un «ras le bol» d'ancien du chômage, ils ont quitté le place, au beau milieu des appels présidentiels au rassemblement, comme s'ils avaient un train à prendre d'urgence. «Les autres», ceux qui se croient «ennemis» et ne le sont pas, n'étaient pas là. M. Mitterrand devra encore les convaincre que «l'explication de la société qui permettrait à tous de vivre mieux dans l'égalité des chances et des moyens» — explication à laquelle il a «profondément adhéré» — ce n'est, au bout du compte, que «la République».

M. Mitterrand tient ainsi les deux bouts de la campagne des élections législatives que MM. Lionel Jospin et Laurent Fabius ne parviennent pas à nouer. Il en appelle aux «forces populaires» et, dans le même temps, au rassemblement républicain. Il tente de ramener à lui une gauche défilante, et de convaincre au-delà de cette gauche : difficile exercice d'équilibriste. Il mène de front ses deux missions historiques : l'ancrage en France d'une force socialiste, et la démonstration que cette force est apte à gouverner. Mais on aperçoit vite la contradiction. Les uns disent : quel dommage que sa fonction lui interdise de mener, avec la vigueur qu'il faudrait, la bataille électorale. Les autres disent : quel dommage qu'il soit socialiste.

JEAN-YVES LHOMEAU.

M. Marchais : le chef de l'Etat perd son sang-froid

M. Georges Marchais, invité du journal d'Europe 1, le mardi 25 juin au début de soirée, a répondu aux déclarations de M. François Mitterrand à Carcassonne. «Je crois que le président de la République perd son sang-froid, y compris dans l'argumentation, a-t-il déclaré. Le chef de l'Etat a dit que les communistes ont approuvé sa politique industrielle et l'ensemble de sa politique, je demande que l'on publie les documents du conseil des ministres sur ces questions, et, si le président de la République ne le fait pas, je demande à mes camarades de parti qu'ils montrent partout ce que nous avons écrit dans l'Humanité depuis le mois de juin 1982».

M. Marchais a ajouté : «Quand Pierre Mauroy s'est engagé dans la politique de rigueur, nous l'avons caractérisé comme une politique d'austérité, qui ne pourrait que conduire le pays dans la crise, dans l'approfondissement de la crise. Par conséquent, nous n'avons pas approuvé cette politique-là, nous l'avons toujours critiquée. Nous

avons approuvé la première année, où une série de mesures sociales avaient été prises. Nous avons approuvé les nationalisations, mais maintenant on dénationalise !»

«Nous avions approuvé les droits nouveaux pour les travailleurs. Maintenant, on envoie les CRS contre les travailleurs qui luttent pour défendre leur emploi. Nous avions approuvé la décentralisation, mais elle ne peut être mise en œuvre parce que les communes, les collectivités, n'ont pas les moyens financiers de le faire. A partir du moment où le gouvernement s'est engagé dans une autre voie, le PCF, avec l'honnêteté qui le caractérise, a dit ce qu'il pensait. Il a exprimé son désaccord et il a dit qu'il fallait faire autre chose».

Le secrétaire général a encore déclaré que le Parti communiste «n'a pas l'habitude de se cacher» et que, «de ce point de vue, on pourrait examiner l'histoire du Parti socialiste et l'histoire du Parti communiste».

PRÉCISION. — Le coût du projet de Centre national d'art contemporain, évoqué dans l'article de Patrick Jarreau, «Nîmes, un laboratoire du libéralisme» (le Monde daté 25 juin), est de 200 millions de francs (20 milliards d'anciens francs).

Les présidents de conseils généraux RPR : la décentralisation est au milieu du gué. — Les vingt-quatre présidents de conseils généraux RPR réunis sous la présidence de M. Barnier (Savoie) estiment que «la décentralisation est au milieu du gué. Bien qu'irréversible, elle n'a pas encore produit d'effets décisifs favorables à la conduite dans la clarté et la continuité». Ils protestent contre le refus du gouver-

nement d'accorder aux régions les moyens financiers et en personnel nécessaires.

M. Chirac et la décentralisation des DOM. — M. Jacques Chirac, inaugurant la Maison des Antilles-Guyane-Réunion de Paris, a déclaré qu'il fallait «combattre avec la plus grande vigueur toutes les manifestations du racisme, qu'elles proviennent soit des conséquences de la crise économique, soit d'idéologies perverses». Le président du RPR a affirmé qu'en cas de changement de majorité «les départements et territoires d'outre-mer seront maintenus dans la France sans aucune espèce d'ambiguïté, de détours intellectuels ou de faux semblants mais avec une réelle et large décentralisation».

Selon la SOFRES LE GOUVERNEMENT PLUS SÉVÈREMENT JUGÉ QUE LES MINISTRES

Le gouvernement n'explique pas bien sa politique selon 65 % des Français, dans un sondage de la SOFRES, réalisé du 7 au 11 juin auprès d'un échantillon de mille personnes publié par un groupe de journaux de province. Pour 61 % des personnes interrogées le gouvernement agit en jour le jour, pour 53 % il n'est «pas très compétent». Selon 42 % des réponses le gouvernement représente un peu plus du tiers du pays et 58 % estiment qu'il incarne une minorité : 33 % pensent que le gouvernement Fabius représente «à peu près la moitié des Français».

En revanche, les personnes interrogées ont plutôt une image positive des ministres pris individuellement notamment par M. Jack Lang (58 %), Chevènement (50 %), M. Roudy (47 %), M. Hénau (46 %), M. Dufoy (43 %). Mais leur opinion est plutôt négative pour MM. Defferre (53 %), Badier et Delebarre (44 %), Bérégovoy (39 %), M. Cresson (36 %) et Pierre Joxe (31 %). Ceux pour lesquels les «sans opinion» sont les plus nombreux sont MM. Curien (63 %) et Nallet (62 %).

TRANSIT INTERNATIONAL AUTOMOBILES-BAGAGES

U.S.A. - CANADA - ALGERIE - TUNISIE MAROC - AFRIQUE - DOM-TOM MOYEN ORIENT etc.

TOUTES DESTINATIONS

CARSHIP SARL • (11500-03-04) 20, rue Le Sueur • 75116 Paris

1550 من الأصل

le
 QUE EN LANGUEDOC
 pour de la modernisation

Le projet de loi relatif aux transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé, projet déposé depuis octobre 1982.

Le projet de loi relatif aux transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé, projet déposé depuis octobre 1982.

Le projet de loi relatif aux transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé, projet déposé depuis octobre 1982.

Le projet de loi relatif aux transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé, projet déposé depuis octobre 1982.

Le projet de loi relatif aux transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé, projet déposé depuis octobre 1982.

Le projet de loi relatif aux transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé, projet déposé depuis octobre 1982.

Le projet de loi relatif aux transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé, projet déposé depuis octobre 1982.

Le projet de loi relatif aux transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé, projet déposé depuis octobre 1982.

Le projet de loi relatif aux transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé, projet déposé depuis octobre 1982.

1985

La démocratie dérégulée

par OLIVIER DUHAMEL (*)

Depuis vingt ans, à l'approche de chaque élection législative, nous nous interrogeons sur les bonnes règles de l'alternance. Si l'opposition gagne, le président devra-t-il se soumettre ou se démettre ? Si l'opposition perd, qui devra-t-il appeler à Malignon ? Un dirigeant de la nouvelle majorité devrait-il accepter ou refuser de devenir premier ministre ? Comment composer le gouvernement ? Quel pouvoir laisser au président ? Comment se passeront les conseils des ministres ? Qui représentera la France dans les sommets européens internationaux ? Et combien de temps tout cela peut-il durer ? Autant de questions qui ne manquent pas d'intérêt, mais tendent cependant à transformer la réflexion sur les choix politiques fondamentaux en jeu de l'oeil constitutionnel. La V^e République approche de la trentaine, presque tous se félicitent que la France soit enfin pourvue d'une démocratie stable, légitime, incontestée, mais nous ne sommes toujours pas d'accord sur l'attribution du pouvoir...

Le temps haché

Personne ne répondra, parce que la réponse est trop compliquée. Le rythme électoral théorique varie, dans la V^e République, de un à cinq ans, suivant un cycle de trente-cinq ans (1). C'est-à-dire que si chaque pouvoir accomplir son mandat jusqu'à son terme, le pouvoir est confié pour cinq ans, puis pour deux ans, puis trois, puis quatre, puis un, puis cinq ans à nouveau, mais cette fois-ci suivis d'un an, puis quatre, puis trois, puis deux, puis cinq, avant que le cycle ne recommence pour trente-cinq ans : 5,2,3,4,1,5,1,4,3,2,5. Illustrons ces rythmes avec un tableau (ci-dessous), construit à partir de la situation actuelle, puisque l'alternance totale de 1981 a remis les pendules à zéro.

LE CYCLE THÉORIQUE DES ÉLECTIONS DANS LA V^e RÉPUBLIQUE

PRÉSIDENTIELLE	1981	1986	1991	1996	2001	2006	2011
1981	1	2	3	4	5	1	2
1986	2	1	3	4	5	1	2
1991	3	2	1	4	5	1	2
1996	4	3	2	1	5	1	2
2001	5	4	3	2	1	4	5
2006	1	5	4	3	2	1	4
2011	2	1	5	4	3	2	1

Cette fragilité du système français a une cause, elle-même fruit d'un curieux hasard. La difficulté vient de ce que le contrôle du gouvernement de la France repose sur deux élections, présidentielle et législative, là où les grandes démocraties occidentales n'en connaissent qu'une, et que, de surcroît, ces deux élections sont dissociées.

De cette dissociation entre mandat présidentiel et législature découle l'instabilité électorale de la France. Si vous demandez à un Américain pour combien de temps les gouvernés attribuent le pouvoir aux États-Unis, il n'aura pas de mal à répondre « quatre ans ». Le Britannique ou l'Allemand n'hésiteront guère pour dire « cinq ans », les spécialistes ajoutant que la dissolution réduit parfois le délai. Mais posez la question à un Français, même expert en matière politique : quelle durée la Constitution française prévoit-elle entre deux élections générales ? Précisez bien l'interrogation : quel est le rythme électoral théorique en France ? Autrement dit, à supposer qu'il n'y ait ni démission ou décès du président, ni disso-

On le voit, il faudra, sans accident, attendre 1996 pour que le pouvoir bénéficie à nouveau de cinq années pour agir, et 2016 avant de retrouver la simultanéité des élections, et le début d'un nouveau cycle. Entre-temps, le pouvoir aura été accordé pour des durées variables, et à quatre reprises pour seulement un ou deux ans.

Les défenseurs du *status quo* objecteront qu'il s'agit là de délais théoriques. Mais la dissolution ou la démission présidentielle ne font que raccourcir le temps donné pour gouverner, le haïchant tout autant, et le rendant un peu plus imprévisible. De 1958 à 1981, des élections générales ont eu lieu, en moyenne, tous les deux ans et demi. Si le système a fonctionné, c'est principalement parce qu'il ne connaissait pas l'alternance. Mais si l'on pense qu'il est souhaitable de changer relativement régulièrement la coalition au pouvoir, ou tout simplement si les électeurs français manifestent un goût prononcé pour l'alternance, on admettra que la Constitution complique singulièrement les choses. Pour les gouvernés, qu'elle oblige à

proclamer par deux fois et à deux niveaux leur désir de changement. Pour les gouvernants, qu'elle place dans une insécurité qui n'encourage pas l'investissement à long terme, la constance politique. Pour la clarté démocratique, qu'elle altère avec ces rythmes bismarckiens et les querelles institutionnelles qui en découlent.

La V^e République s'est ainsi arrêtée en route sur le chemin de la modernité constitutionnelle. Comme les États-Unis, la Grande-Bretagne ou la République fédérale d'Allemagne, elle nous offre une démocratie majoritaire, complétée par un État de droit sophistiqué. Mais, comme dans le parlementarisme italien ou le semi-présidentialisme portugais, elle attribue le pouvoir pour des périodes incertaines à des autorités variables. C'est en attaquant à ce problème, et non à ses effets secondaires, que l'on parachevera la modernisation institutionnelle de la France.

Un alignement aussi total sur le régime américain ne serait pas sans inconvénients dans un pays centralisé et divisé comme la France.

On peut lui préférer notre dyarchie qui, si inégalitaire soit-elle, répartit le pouvoir suprême entre président et premier ministre, limitant d'autant le pouvoir du monarque. Rien n'interdit de maintenir la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée et le droit de dissolution, utiles en France. Et pour assurer la permanence de la démocratie quinquennale, il suffirait de coupler dissolution et démission présidentielle. Les deux pouvoirs, élus en même temps et pour la même durée, seraient encore plus incités à agir de concert puisque le renvoi de l'un impliquerait le renvoi de l'autre. Quant au cas où le président décéderait en cours de mandat, l'Assemblée s'en trouverait *ipso facto* dissoute pour maintenir la simultanéité des élections. Bref, le plus souvent, les pouvoirs, présidentiel et législatif, seraient renouvelés tous les cinq ans ; en cas d'accident, tout le monde retournerait devant les électeurs.

Avec les quinquennats simultanés et le couplage dissolution-démission, la V^e République conserverait l'originalité de son régime, mi-parlementaire et mi-présidentiel. Mais elle se déferait de ses inconvénients actuels, qui tendent à ne laisser aux citoyens que le triste choix entre le renouvellement permanent du parti au pouvoir et la crise institutionnelle. Elire ensemble députés et président, ce serait désigner une seule majorité, parlementaire et présidentielle. Notre démocratie bénéficierait enfin d'un rythme régulier et accepté, obligerait les prétendants au pouvoir à se disputer un peu moins sur les modalités de sa conquête pour débattre un peu plus sur l'usage qu'ils nous proposent d'en faire.

(*) La découverte de cette « règle non écrite de la V^e République » revient à Jean-Luc Parodi (*Revue politique et parlementaire*, mai 1981).

M. Jean-Charles Lignel quitte le Parti radical

Huit mois après avoir adhéré à la fédération du Rhône du Parti radical et en avoir, dans la foulée, pris la présidence, M. Jean-Charles Lignel a décidé de quitter ce parti. Le PDG du Progrès de Lyon a annoncé sa décision, mardi 25 juin dans un éditorial publié à la une de son journal sous le titre « Le Parti radical est-il encore républicain ? ». La démission de M. Lignel, dont l'ambition affichée est de devenir maire de Lyon, est intervenue le matin même de l'assemblée générale de la fédération du Rhône, qui, selon toute vraisemblance, l'aurait mis en minorité.

M. Jean-Person, quarante-huit ans, responsable d'une importante agence de publicité lyonnaise, a été élu, à l'unanimité moins une abstention, à la présidence de la fédération, qui a d'autre part transmis « à l'unanimité » le nom de M. Robert Betailly, maire du huitième arrondissement de Lyon, aux instances nationales pour l'investiture sur une liste UDF aux prochaines élections législatives.

EN BREF

● M. Labbé (RPR) : M. Mitterrand trompe tout le monde. — M. Claude Labbé, président du groupe RPR, estime qu'avec « la querelle entre M. Fubius et M. Jospin », « le Parti socialiste vient de démontrer qu'il ne respecte en rien les principes institutionnels qu'il invoque pourtant quand ils servent à maintenir au pouvoir une majorité largement dévouée et un président déstabilisé. Le PS entend, ainsi qu'il l'a montré à diverses occasions, subordonner les décisions d'Etat aux décisions du Parti. M. Jospin se trompe de République, M. Fubius se trompe de parti, M. Mitterrand trompe tout le monde. »

● M. Jean-Claude Gaudin : la querelle Jospin-Fubius est une opération publicitaire. — « Il ne faut pas se laisser abuser par un véritable numéro de fausse querelle qui cache une vraie manœuvre, un petit peu de chicanerie et une grosse part de comédie », a déclaré mardi 25 juin M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, à propos du débat entre le premier ministre et le premier secrétaire du Parti socialiste. Pour M. Gaudin, la part de la « chicanerie » tient aux difficultés dans la constitution des listes électorales, « mais nous avons tous les mêmes », a-t-il reconnu ; pour lui, il y a « comédie », car il pense qu'il y a « un accord complet entre MM. Fubius et Jospin sur la stratégie ; ils se sont partagé les rôles afin de rattrapper plus large ».

● M. Noir (RPR) demande un débat sur les transferts d'entreprises au secteur privé. — M. Michel Noir, député RPR du Rhône, demande dans une lettre au premier ministre, « d'engager dès les mois de

juillet le débat parlementaire sur le projet de loi relatif aux transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé, projet déposé depuis octobre 1982 ». M. Noir estime que faute d'adoption de ce projet dit de « respirant », du secteur public, il ne restera d'autre issue que d'attaquer par l'illégalité devant le Conseil d'Etat toutes les décisions des groupes nationaux de céder le contrôle d'une filiale ou d'un département ou encore d'émettre des titres participatifs. Le député du Rhône estime dans sa lettre : « Sans contester le besoin qu'ont ces groupes de respirer ou de collecter des capitaux permanents, je suis bien obligé de constater que ces opérations, soit conduites à renier le principe de la nationalisation de 100 % du capital, vous ne pouvez pas laisser altérer le patrimoine public par des décisions prises dans le secret des bureaux. »

AU SÉNAT

L'opposition a voulu « prendre date » sur la réforme électorale

La demande visant à soumettre à référendum le projet de loi instituant la proportionnelle pour l'élection des députés, formulée par l'opposition, majoritaire au Sénat (le Monde du 21 juin), a été repoussée par l'Assemblée nationale le 20 juin. Le Sénat a examiné une ultime fois, mardi 25 juin, le projet de loi simple définissant le nouveau système électoral et le projet de loi organique augmentant le nombre des députés. Comme en première lecture (le Monde du 1^{er} juin), elle a adopté la question préalable par 208 voix contre 93, rejetant ainsi les textes, sans en examiner les articles.

Pour M. Jacques Larehé (RI, Seine-et-Marne), président de la commission des lois, dont il était le rapporteur pour le projet de loi simple, la majorité sénatoriale n'a fait, sur les textes gouvernementaux de réforme électorale, qu'user de son « droit » et de son « devoir » d'opposition. Distinguant les lois « techniques » pour lesquelles le droit d'amendement du Sénat n'a pu s'exercer, de celles posant une question de principe sur lesquelles le compromis n'était « ni possible ni souhaitable », il a explicité que la majorité du Sénat a entoué « prendre date » en refusant ce qui lui était proposé et en indiquant ce qui lui paraissait souhaitable.

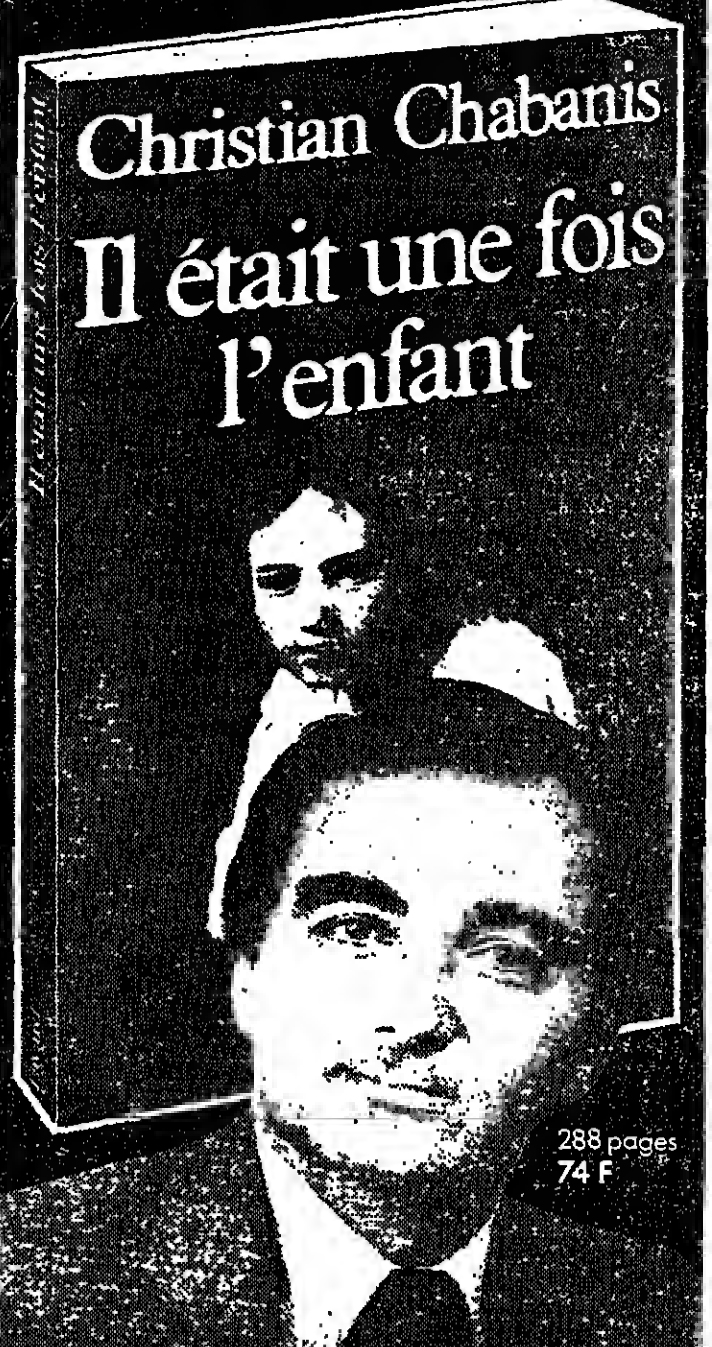
D'autre part, le Sénat a examiné, mardi 25 juin, les textes suivants : ● ÉCONOMIE SOCIALE Le projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (le Monde du 6 juin), dont l'examen avait commencé la veille, a été adopté, après avoir été modifié, par la majorité sénatoriale et le groupe communiste, les socialistes s'abstenant. Sur proposition de M. Etienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des lois, saisi pour avis, et de M^{me} Monique Midy (PC, Hauts-de-Seine), à laquelle ne s'est pas opposé le rapporteur de la commission des affaires économiques, saisie au fond, M. Paul Masson (RPR, Loiret), le Sénat a supprimé les dispositions introduites à l'Assemblée nationale d'autoriser les associés non employés à détenir plus de 50 % du capital dans une SCOP (société coopérative ouvrière de production) et à leur reconnaître un nombre de voix

proportionnel au capital qu'ils détiennent dans la limite de 50 % du nombre total des voix. Il a préféré s'en tenir à la législation actuelle plutôt que de risquer un afflux de capitaux privés dans les SCOP et de remettre en cause le principe du mouvement coopératif : « Un homme égale une voix. » ● MAÎTRISE D'OUVRAGE PUBLIC Le Sénat, qui en première lecture avait refusé totalement la maîtrise d'ouvrage, s'est contenté en seconde lecture de la limiter, bien que le groupe RPR y soit resté hostile. Après avoir rétabli l'essentiel des dispositions votées lors du premier examen (le Monde du 23 mai), le Sénat a rejeté celles introduites à l'Assemblée nationale à la demande de M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, et qui modifiaient la loi de 1977 sur l'exercice de la profession d'architecte et portaient sur l'enseignement de l'architecture (le Monde du 13 juin).

Ainsi modifié, l'ensemble du texte a été voté par une partie de la majorité sénatoriale, le RPR et le PC s'abstenant et les socialistes votant contre.

● EURL et EARL La « panoplie juridique » offerte aux exploitants agricoles, selon la formule de M. Jean Arthuis (Un. cent., Mayenne), rapporteur de la commission des lois, s'est enrichie d'une nouvelle forme de société civile à responsabilité limitée : l'EARL (exploitation agricole à responsabilité limitée). L'initiative prise par le Sénat de l'instituer (le Monde du 25 mai) avait été approuvée par l'Assemblée nationale (le Monde du 20 juin). En seconde lecture, le Sénat n'a pas remis en cause le dispositif juridique décidé par les députés. Toutefois il a supprimé la limitation de l'EARL aux seules personnes physiques. Pour l'EURL (entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée), le Sénat a rétabli la possibilité faite à une personne physique d'être associée unique de plus d'une seule société unipersonnelle.

GRAND PRIX CATHOLIQUE DE LITTÉRATURE 1985



Christian Chabanis
 Il était une fois l'enfant

CHRISTIAN CHABANIS
 VIENT DE PARAITRE à ceux qui ne croient plus en rien ni en personne

Du même auteur chez Fayard :
 • Dieu existe-t-il ? Non, répondent... 414 pages, 95 F
 • Entretiens avec Gustave Thibon... 142 pages, 55 F
 • Dieu existe-t-il ? Oui, répondent... 540 pages, 110 F
 • La Mort, un terme ou un commencement... 444 pages, 92 F

FAYARD

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le groupe socialiste manifeste son mécontentement devant les méthodes du gouvernement

Les relations commencent à se détériorer entre le gouvernement et le groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Depuis l'arrivée de M. Laurent Fabius à l'hôtel Matignon, les rapports entre l'exécutif et ses amis du législatif étaient bons et n'avaient pas connu la tension qui régnait parfois entre M. Pierre Mauroy et M. Pierre Joxe, alors président du groupe des députés du PS.

Le conflit entre le premier ministre et le premier secrétaire du Parti socialiste n'est pour rien dans cette nouvelle situation. C'est la stratégie choisie par M. Fabius pour la présente session parlementaire qui est à l'origine des difficultés. Avoir privilégié, au début de la session, le vote de la réforme électorale et du statut provisoire de la Nouvelle-Calédonie entraîne, maintenant, une certaine bousculade. Le groupe a fait savoir qu'il souhaite que la session extraordinaire, nécessaire puisque le Sénat n'a pas encore examiné le dossier calédonien, n'ait à son ordre du jour que des sujets ou des projets « extrêmement importants et urgents », a expliqué son porte-parole, M. Véronique Neiertz. Seule devrait être débattue, en juillet, outre la Nouvelle-Calédonie, la loi-programme pour la police; celle-ci ne sera même discutée qu'une seule fois par l'Assemblée nationale, probablement vers le 10 juillet ou, au plus tard, vers le 17.

Seulement, les ministres ont tous, dans leurs tiroirs, des projets qu'ils aimeraient voir débattus dès maintenant, sachant que la session d'automne sera chargée. Et comme sont discutés, actuellement, des projets portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ou d'ordre social, plusieurs ministres souhaitent y « accrocher » des dispositions auxquelles ils tiennent particulièrement: d'ol, parois, des amendements déposés par le gouvernement tardivement et que les commissions compétentes et le groupe socialiste n'ont pas le temps d'examiner.

Les ordres professionnels

Le dispositif pour aider la production d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles a provoqué la mauvaise humeur des députés lors de la réunion du groupe socialiste, le mardi 25 juin. M. Paul-Louis Delamar (Val-de-Marne) s'est vivement étonné qu'un tel amendement ait pu être adopté la veille par les représentants du groupe en séance sans que celui-ci en ait débattu précédemment. Elle s'est montrée scandalisée, surtout, par l'absence d'un plafond aux possibilités de réduction du revenu imposable. De nombreux autres députés, notamment MM. Alain Richard (Val-d'Oise) et Christian Pichet, rapporteur général du budget, ont, eux aussi, contesté l'absence d'olafond.

Comme il est techniquement difficile de revenir sur ces dispositions pour 1985, il a été décidé, a indiqué M. Neiertz, que cette question serait revue lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1986. Dès maintenant, des contacts seront pris avec le gouvernement pour voir comment il serait possible de réviser les parties contestées du dispositif. « Dans le respect du cadre général défini par le premier ministre », lorsqu'il avait annoncé cette mesure à la télévision, a précisé M. André Billardon, le président du groupe.

M. Lionel Jospin, qui participait à cette réunion, a lui-même fait état de sa surprise, car cette affaire n'a pas été abordée lors des rencontres hebdomadaires qu'ont la direction la direction du parti et celle du groupe avec le premier ministre. Il a annoncé son intention de s'en entretenir avec M. Fabius.

Profitant de ce débat, plusieurs députés ont sévèrement critiqué la pratique des amendements de dernière minute. M. Claude Evin, président de la commission des affaires sociales, a exprimé l'inquiétude que la même méthode ne soit employée pour le texte portant diverses dispositions d'ordre social. Aussi, a expliqué M. Neiertz, M. Billardon a-t-il demandé qu'il soit mis fin à cette façon de travailler, et a annoncé que les députés socialistes n'accepteront plus d'amendements « à la sauvette ».

Néanmoins, s'agissant du texte social, quelques exceptions devront être consenties, ne serait-ce que pour certains contrats de formation-recherche d'emploi (CFR), pour la sidérurgie par exemple, même si les députés n'entendent pas que soit ré-

glé par voie législative un dossier sur lequel n'ont pu se mettre d'accord les partenaires sociaux.

Les élus socialistes ont décidé de faire, à l'occasion de ce texte un pas vers le règlement du dossier de l'adhésion obligatoire aux ordres professionnels. Faute de pouvoir aller jusqu'à la suppression ou jusqu'à supprimer l'obligation d'adhésion à ces ordres, les députés du PS veulent interdire toute commission disciplinaire ou professionnelle pour non-paiement de cotisations, et lever les sanctions qui ont pu être prises, dans le passé, pour ce motif. Ainsi les ordres professionnels, en cas de non-paiement des cotisations, ne pourront plus interdire l'exercice de la profession, mais seulement saisir la justice pour obtenir le paiement de ce qui leur sera dû.

La bousculade de fin de session ne permet pas toujours aux députés d'étudier autant qu'ils le souhaitent les textes que leur soumet le gouvernement. Ainsi, M. Louis Bes-

son (Savoie), rapporteur du projet sur la réforme du calcul de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales, s'est plaint de n'avoir pas encore obtenu toutes les simulations qu'il avait demandées au ministère de l'Intérieur. Aussi n'est-il pas sûr que ce texte vienne en discussion le 28 juin, comme prévu.

De même, les députés socialistes n'ont pas accepté que le projet sur les règles de la concurrence soit débattu le 29 juin, dans des conditions qui ne permettraient pas de donner à la discussion tout le relief souhaité. Au cours de leur réunion, ils ont demandé au gouvernement d'obtenir que ce débat soit renvoyé à l'automne. Cela peut, en fait, arranger M. Pierre Bérégovoy, car le rapporteur du projet, M. Robert Malgras (Moselle), compte profiter de l'été pour étudier la possibilité d'autoriser la publicité comparative, à laquelle le ministre de l'Economie est favorable, mais dont n'avait pas voulu le conseil des ministres.

THIERRY BRÉHER.

Le travail d'intérêt général pour la petite délinquance est bien accueilli par les députés

Par 330 voix pour (PS, PC, et 154 voix contre (RPR, UDF), l'Assemblée nationale a adopté, mardi 25 juin en première lecture, un projet de loi défendu par le garde des sceaux, M. Robert Badinter, qui vise essentiellement à simplifier les procédures pénales et à réduire le nombre des détenus dans les prisons françaises surpeuplées (le Monde des 23 et 24 mai).

« Rendre la justice pénale meilleure, plus rapide, plus efficace, plus humaine », tels sont les objectifs poursuivis par M. Badinter à travers ce texte. Il s'agit aussi, a ajouté le ministre de la Justice, de répondre aux vœux des députés et de « réduire les détentions provisoires et d'éviter les effets néfastes des courtes peines privatives de liberté ». Ce projet, a-t-il souligné, « est le fruit d'un long travail et d'une large concertation. Il ne s'agit pas, comme certains l'ont prétendu avec une évidente mauvaise foi, d'instituer une « amnistie rampante » et immédiate en faveur

d'une dizaine de milliers de détenus ».

Si l'intervention du garde des sceaux fut, à l'image du texte, très technique, la politique n'était pas absente de ses propos. Une semaine après l'adoption du projet en conseil des ministres, M. Jacques Godfrain (RPR, Aveyron) ne s'était-il pas fait l'écho d'une certaine presse en accusant violemment, le 29 mai dernier à l'Assemblée nationale, M. Badinter de vouloir ainsi libérer « 8 000 à 10 000 petits délinquants et prisonniers » ?

Lors du débat de ce mardi 25 juin, M. Godfrain n'était pas dans l'hémicycle. Le RPR était représenté par M. Emmanuel Aubert (Alpes-Maritimes), plus modéré sur les questions de justice et de sécurité. Certes, le député des Alpes-Maritimes n'a pas été tendre pour le projet. Il en a dénoncé le caractère « périlleux », notamment la « limitation du recours aux peines d'emprisonnement ». M. Aubert n'a cependant pas rejeté le texte en bloc, même s'il a voté contre. Ainsi, la possibilité de

recours au travail d'intérêt général (TIG) plutôt qu'à l'emprisonnement pour les petits délinquants lui a paru intéressante.

L'opposition, une fois n'est pas coutume, n'a pas enfonché le cheval de l'idéologie sécuritaire. Pour sa part, M. Pascal Clément (Loire), porte-parole de l'UDF, s'est lui aussi déclaré favorable au TIG « à condition qu'on n'y recoure pas systématiquement et qu'on n'y vote pas la seule solution à la surpopulation carcérale ». Tout en comprenant les nécessités de la rigueur budgétaire, M. Clément a cependant souhaité une politique vigoureuse de construction de prisons: « 200 places » étaient construites annuellement avant 1981, « 500 entre 1981 et 1984 », a répondu M. Badinter.

La grande peur de l'extrême droite

Si le débat fut calme et court, cela n'a pas empêché M. Clément de se faire l'écho d'une « chose » qu'il a « entendue » à propos de ce texte. « On prétendait dit-il, que le gouvernement ne pourrait s'en sortir aux législatives (de 1986) qu'en exaspérant les électeurs et en les poussant vers les extrémistes. Le meilleur moyen serait alors de lâcher quelques milliers de délinquants, ce qui ferait porter des voix vers qui vous savez, empêchant ainsi le RPR et l'UDF d'avoir la majorité ».

Après avoir précisé que le projet en discussion avait été annoncé en 1983, mis au point l'année suivante et soumis au Conseil d'Etat cette année, le ministre de la Justice a répondu: « Par un mécanisme formidable, vous dites que nous préparons un déluge massif des prisons, pour des raisons évidemment politiques, en vue de faire renvoyer la grande peur de l'extrême droite, sécuritaire, pour enlever des voix à la droite simplement sécuritaire par moments. Non (...) A la fin de 1983 (...), il n'y avait rien de tel dans mon propos. Je ne crois pas, par expérience, et il l'a ajouté, que l'ouverture des prisons soit le plus sûr moyen pour un parti au pouvoir de gagner les élections ».

La semi-liberté

M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), rapporteur de la commission des lois, soutenu par les députés socialistes et communistes, a approuvé l'esprit du texte en y apportant quelques amendements techniques.

Malgré les réserves du gouvernement, les députés socialistes — ceux de l'opposition aussi — ont cependant adopté un amendement important: seuls les détenus purgeant des peines de moins de six mois de prison pourront bénéficier d'un régime de semi-liberté. Le texte initial étendait cette mesure aux personnes condamnées à moins d'un an de prison.

Parmi les dispositions diverses, le gouvernement a fait voter un amendement permettant l'indemnisation des victimes de viol, même si elles ne souffrent pas d'incapacité. Le trouble psychique est ainsi reconnu, et la législation française sera conforme à une convention du Conseil de l'Europe, qui doit être prochainement ratifiée par le Parlement.

Enfin, à l'initiative de M. Michel, les députés ont approuvé une disposition de la loi du 30 juin 1923 qui venait à interdire l'entrée des femmes dans les cercles de jeux.

R. Sa.

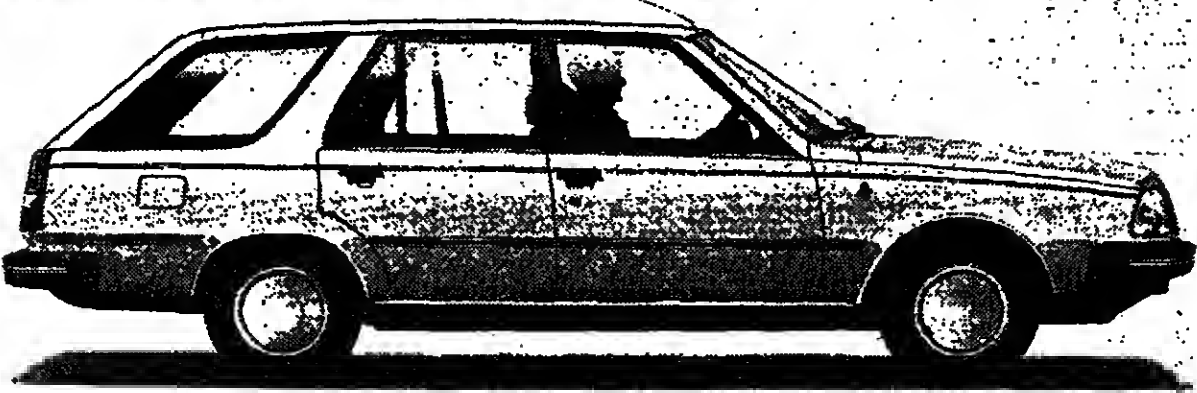
● **Endémisme des victimes d'accidents de la circulation.** — L'Assemblée nationale a adopté, le mardi 25 juin, le projet de loi qui permet, sous certaines conditions, aux piétons, cyclistes et passagers d'automobile, victimes d'accidents de la circulation, d'être indemnisés sans qu'on puisse leur opposer la force majeure, le fait d'un tiers ou leur propre faute (le Monde du 19 décembre 1984, daté 14-15 avril et du 24 mai 1985). Au cours de la réunion de la commission mixte paritaire, les députés et les sénateurs s'étaient mis d'accord sur les pénalités imposées aux assureurs qui tardaient à verser ce qu'ils doivent.

● **Publicité pour armes à feu.** — L'Assemblée nationale a adopté le mardi 25 juin, en troisième lecture, le projet de loi limitant la publicité en faveur des armes à feu et de leurs munitions. Lors de la réunion de la commission mixte paritaire, les députés et les sénateurs n'avaient pu réduire leurs divergences (le Monde des 11 avril, 4 mai, 6 juin et 21 juin). Les députés ont donc rétabli le texte qu'ils avaient voté en première lecture, notamment en réintégrant les armes de chasse à canon lisse dans le champ d'application de la loi.

NOUVELLES RENAULT 18: TENUE DE GALA



La RENAULT 18 GTL en tenue de Gala, c'est une ligne pure et sobre: décorations latérales, enjoliveurs de passage de roues chromés, becquet arrière teinte carrosserie (sauf bordeaux et blanc), peinture métallisée deux tons en option. Ce sont aussi tous les plaisirs d'une grande berline: 5 vraies places c'est l'espace. Tout le confort: compte-tours, rétroviseur extérieur réglable de l'intérieur, montre à quartz, portières habillées de velours.



La RENAULT 18 GTL GALA, c'est une voiture de conception moderne. Train avant à déport négatif, freins à disques assistés à l'avant, allumage électronique intégral. Et c'est aussi 12 versions:

Modèles	Cylindres en cm ³	Puissance CH DIN (KW ISO)	Boîte de vitesses	Vitesse max km/h	à 90 km/h	à 120 km/h	en cycle urbain
Berline							
Renault 18 TL essence	1397	64 (46)	4	156	5,5 L	7,4 L	8,5 L
Renault 18 GTL essence	1647	73 (53)	5	162	4,9 L	8,7 L	8,7 L
Renault 18 GTD diesel	2068	67 (49)	5	160	4,7 L	6,7 L	7,4 L
Renault 18 Turbo diesel	2068	88 (65)	5	175	4,8 L	6,5 L	8,1 L
Break							
Renault 18 essence	1397	64 (46)	4	154	5,7 L	7,7 L	8,5 L
Renault 18 GTL essence	1647	73 (53)	5	159	5,1 L	7,1 L	8,7 L
Renault 18 TX 4x4 essence	1995	104 (75)	5	172	6,8 L	8,0 L	11,4 L
Renault 18 diesel	2058	67 (49)	4	148	5,8 L	8,1 L	7,4 L
Renault 18 GTD	2068	67 (49)	5	156	4,7 L	6,3 L	7,4 L
Renault 18 4x4 diesel	2068	67 (49)	5	148	6,5 L	7,4 L	8,5 L
Break Société TVA 18,6 %							
Renault 18 essence	1397	64 (46)	4	154	5,5 L	7,5 L	8,5 L
Renault 18 diesel	2058	67 (49)	5	156	4,7 L	7,4 L	7,4 L

Venez les découvrir chez votre concessionnaire RENAULT.

RENAULT 18 Gala

Modèles présentés Renault 18 GTL Gala berline et break. Prix clés en main au 1/07/85: 66.900 F et 70.900 F. Millésime 85. DIAC votre financement.

RENAULT elf

LE PROJET DE

Des

Sept

Le GROUPE ACILOR

501 من الأول

société

LE PROJET DE LOI SUR LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Des crédits pour l'industrie

Fin juin 1982, le Parlement adoptait une loi de programmation et d'orientation pour la recherche et le développement technologique de la France. Cette loi était établie pour trois ans, M. Laurent Fabius présente, jeudi 27 juin, devant l'Assemblée nationale, un nouveau texte préparé par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie. Le nouveau projet est moins ambitieux et moins vaste que la loi de 1982, dont le volet « orientation » prévoyait un ensemble de réformes structurelles qui ont, pour la plupart, été réalisées. En revanche, l'effort financier en faveur de la recherche doit être prolongé — et c'est un des desseins du nouveau texte, qui est un plan triennal couvrant les années 1986-1988. Ce plan vise, d'autre part, à dynamiser la recherche industrielle et à réguler à long terme l'emploi scientifique.

Le plan triennal se donne deux objectifs financiers. Les dépenses publiques et privées de recherche-développement doivent atteindre en 1990 3 % du produit intérieur brut (PIB). Ce ratio est actuellement évalué à 2,25 % — alors que la loi de 1982 prévoyait 2,5 %. D'autre part, en 1988, la part de la recherche fi-

nancée par les entreprises devra représenter 1,2 % du PIB. Ces chiffres permettront à la recherche française d'avoir un poids comparable à ce qu'il est chez nos principaux partenaires européens.

Il n'est pas du ressort d'une loi de fixer le niveau des dépenses privées. L'engagement financier précis est donc de faire progresser le budget civil de recherche — 40 milliards de francs en 1985 — « à un rythme moyen annuel de 4 % en volume ». On est loin du taux de 17,8 % que fixait la loi de 1982, mais ce chiffre, annoncé pendant l'état de grâce, était déjà irréaliste à l'époque du vote de la loi et le serait probablement resté même si la croissance économique avait été ce que le gouvernement espérait à l'époque. En fait, le budget civil de recherche n'a crû en trois ans que de 7 % — une fois l'inflation déduite. Mais ce précédent — outre les perspectives des changements politiques qui pourraient se produire d'ici à 1988 — rend hypothétique l'engagement qui figure dans le nouveau texte. D'autant plus que le ministère des finances a montré dans le passé qu'il ne se sentait guère lié par le vote des parlementaires.

Le taux de croissance indiqué passe de 4 % à 4,5 % si l'on y inclut l'effet attendu d'un autre article du projet de loi : le doublement, dès 1986, du crédit d'impôt-recherche, qui passe de 25 % à 50 %. Les entreprises pourront ainsi déduire de leurs impôts la moitié de leurs dépenses de recherches, avec une limite qui passe de 3 à 5 millions de francs. Cette mesure devrait équivaloir à quelque 700 millions de francs d'aides publiques supplémentaires.

Assainir la pyramide des âges

En ce qui concerne l'emploi, le projet de loi entend assainir la pyramide des âges, et contient dans ses annexes un tableau donnant sur quinze ans les créations de postes souhaitables. Pour la période de trois ans qu'il couvre, il fixe la création annuelle de 1 400 emplois (725 chercheurs et ingénieurs, 675 techniciens et administratifs). En effet, quand on trace une pyramide des âges du personnel de recherche du secteur public, on y constate aisément les à-coups des recrutements des vingt dernières années, consé-

quence de l'absence d'une politique cohérente.

Ces crédits et ces emplois iront principalement à la recherche fondamentale, à l'équipement « moyen et mi-lourd » des laboratoires, au développement de la recherche technologique dans les universités, au soutien de la recherche industrielle.

Sur ce dernier point, la mesure principale est le doublement du crédit d'impôt recherche — forme d'aide qui a été bien accueillie et qui a conduit à faire de la recherche quelque 900 PMI qui n'en faisaient pas. Le projet prévoit également, en direction des personnels du privé, la transformation du congé d'enseignement, inscrit dans le code du travail, en congé d'enseignement et de recherche. Ces personnels pourront aussi, par dérogation au statut de la fonction publique, être détachés à temps partiel ou complet, pour une durée déterminée, dans des laboratoires publics. Cette mesure améliorera la formation par la recherche des acteurs du secteur productif, et, par une interpénétration de deux mondes qui se connaissent encore mal, elle peut augmenter la mobilité des chercheurs. Enfin, les contrats de plan signés entre l'Etat et entreprises devront comporter un volet « recherche ».

Ces mesures suffiront-elles à relancer une recherche industrielle insuffisante en France (43 milliards de francs par an). M. Yves Farge, directeur scientifique de Pechiney et ancien chef de la mission scientifique et technique au ministère de la recherche et de la technologie, a estimé, lors du débat en commission, qu'il s'en faut de 18 milliards de francs pour que l'industrie française soit à parité avec celles de ses principaux partenaires. Mais il a aussi fait remarquer qu'il est difficile pour les entreprises de, « simultanément, se désendetter, investir et accroître leur effort de recherche ».

MAURICE ARVONNY.

DEVANT LE TRIBUNAL DE PARIS

Règlement de comptes au commissariat

Trois gardiens de la paix ont été condamnés, le mardi 25 juin, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, à des peines de quatre à six mois de prison avec sursis pour avoir prélevé la loi du talion aux règles du code de procédure pénale.

Les frères Bertolino ont donc déposé une plainte pour coups et blessures volontaires par agents de la force publique à laquelle les policiers ont répondu par une procédure pour outrages à agents, rébellion, violences at-

travaux, contusions sévères pour son frère Yves, auquel les experts ont accordé une incapacité temporaire de travail d'un mois et seize jours.

Pas de punition collective

Le tribunal, présidé par M^{me} Jacqueline Clavery, a sanctionné en répressant à la tentation de la punition collective : Yves Bertolino a été condamné à deux mois de prison avec sursis et son frère Daniel à quatre mois de la même peine. Ils devront en outre verser un total de 9 000 francs de dommages et intérêts aux policiers.

Pour les gardiens de la paix, les magistrats ont estimé que « la riposte des policiers ne peut être considérée comme proportionnelle à l'attaque dont ils affirment avoir été l'objet » : Jean-Jacques Diaz a été condamné à six mois de prison avec sursis et ses collègues Daniel Laurent et Dominique Camugliano ont été condamnés à quatre mois de prison avec sursis.

M.P.

Septième ciel

Pour l'heure, la question ne se pose pas. Mais n'en sera-t-il pas tout autrement lorsque, à partir de 1992, les astronautes devront séjourner plusieurs mois dans la station spatiale américaine ? Une équipe de recherche de la NASA s'est très sérieusement préoccupée de leur activité sexuelle qui, estime-t-elle, doit être facilitée. « Il paraît évident qu'un groupe de professionnels normaux et en pleine santé possède un appétit sexuel normal et sain », explique M^{me} Yvonne Clearwater, une psychologue qui

dirige, à l'Agence spatiale américaine, une équipe chargée de rendre la station spatiale aussi confortable que possible. Ces propos peuvent en choquer certains. M^{me} Clearwater le sait, mais, dit-elle, ce n'est pas à la NASA de « s'ériger en juge moral ».

Plusieurs solutions sont à l'étude. On envisage par exemple de construire dans la station des compartiments insonores, d'émuler des « chambres » pour les couples mariés, ou de prévoir des

peris amovibles, car l'équipage ne comptera pas toujours la même proportion d'hommes et de femmes.

Les missions de longues durées dans l'espace soulèvent d'autres questions psychologiques et comportementales. Si des voyages vers Mars — qui pourraient durer jusqu'à deux ans — étaient entrepris, la NASA estime que les équipages devraient être composés d'un moins trente personnes — femmes et hommes — afin d'éviter les affrontements entre astronautes.

C onvaincre des avantages de grands vins d'aujourd'hui n'est pas facile. Et avant de triompher avec leurs maîtres de chais, il nous en faut d'autres. Aujourd'hui la force de conviction commerciale est un principe moteur dans la démarche du groupe SACLOR. Une force de conviction qui a permis à l'EGNEAUEYRON, filiale du groupe SACLOR, d'être l'initiateur de la vente de vins à vin en l'hoix à des propriétaires de grands crus. Oh, ils ne donnaient pas des vertus magiques de l'hoix. Mais au-delà des preuves scientifiques, il fallait surtout cette force de conviction commerciale pour dépasser les tabous. L'exemple de la cave à vin est typique de la volonté de SACLOR dans sa position de nouveaux marchés. Et dans la vente de ses produits sur ces marchés, aussi récents que ceux de vins hauts de la silhouette. Il illustre aussi l'esprit de SACLOR en son avenir. Et une source santé.

GRUPE SACLOR



CONVICTION. SANTÉ SACLOR!

L'ESPRIT D'INDUSTRIE EN MARCHÉ

RELIGION

Vatican II entre ses pères et ses fils

Sur le fond, le projet de loi renvoie au rapport annexé qui détaille les objectifs de la modernisation, à l'exception, toutefois, d'un engagement non sans signification politique : l'article 5 assure que « le gouvernement édictera un code de déontologie de la police nationale ».

et une pratique dominicale qui n'exède plus guère 12 %. Baisse quantitative, perte d'identité chrétienne, mais plus grande authenticité... Et comment évaluer le *réforme* liturgique qui s'est traduite par une baisse de qualité, mais une participation plus active et bien plus réfléchie des fidèles ?

extensive des services de police d'une croissance intensive : l'augmentation des effectifs cède la place à des gains de productivité internes à l'institution. Nul doute que sa mise en œuvre dérangera des habitants des idées reçues. Un pronostic que confirme, après ce préambule, la lecture de la première partie du rapport qui constitue un véritable réquisitoire sur l'état actuel de la police française.

Un réquisitoire

La sécurité « constitue un devoir pour l'Etat ; depuis une vingtaine d'années, ce devoir est inégalement rempli ». Le ton est donné et le liote s'élève rien à la sévérité du constat : le délinquance de tous les ordres ne répond « adéquate » ; « d'importants retards » ont été accumulés qui se comptent en « dizaines d'années » ; des retards « tels qu'ils affectent l'efficacité de la police et nuisent au moral des policiers ». Le rapport s'attache donc à « reformuler des priorités » après avoir fait le tri et classé les « bien assurés » et des autres.

Vatican II n'est pas une « messe de Jean XXIII. C'était l'aboutissement d'une série de recherches menées ici ou là, avec l'appui de la hiérarchie ou en dehors d'elle. Un point d'arrivée, en somme. Mais aussi un point de départ, et ce fut toute l'ambiguïté des années d'après-concile : fallait-il s'en tenir à ces textes ? Tout, ou rien ? Si, dans la pratique, on s'en tint pour aller plus loin ? Une certaine dynamique était en cours. Vatican II a donné naissance à plusieurs rencontres régionales (Medellin pour l'Amérique latine, Kampala pour l'Afrique, Manille pour l'Asie), qui, chacune, devait imprimer de nouvelles impressions, de nouvelles rencontres. Quand Rome a voulu freiner ensuite, il était un peu tard.

Les défenseurs du pape font valoir que si Jean XXIII et Paul VI avaient été « les pères » de Vatican II, il en est, lui, « le fils ». Ses nombreuses interventions au concile, ses fréquentes références aux documents adoptés, soulignent-ils, sont la meilleure preuve de son attachement. Et en organisant un synode — plutôt que de laisser chaque congrégation romaine faire son propre bilan — il empêcherait les conservateurs de la Curie, très sensibles aux arguments des intégristes, de prendre l'affaire en malle.

Jean-Paul II avait-il besoin d'un synode pour opérer la « légère correction de trajectoire » dont parle le cardinal Ratzinger, le « léger recentrage » de l'Eglise en cours depuis le début de son pontificat. Et rien ne l'empêche de puiser ses justifications dans des textes conciliaires qui, par certains aspects, sont assez contradictoires. *Lumen Gentium* par exemple, qualifie l'Eglise de « peuple de Dieu », mais aussi de « sacrement de salut ».

Après avoir mis en valeur le premier terme, aujourd'hui Rome insiste sur le second. Jean-Paul II et le cardinal Ratzinger préfèrent avoir les évêques en ligne directe plutôt que de traiter avec des conférences épiscopales très structurées. L'ancien modèle — une autorité centrale et un évêque maître dans son diocèse — leur convient sans doute moins.

Le synode de novembre prochain n'a aucune possibilité « d'enterrer Vatican II ». Ce n'est pas en quinze jours, après quelques mois de préparation hâtive, qu'on défait une œuvre aussi monumentale. Œuvre irréversible, au demeurant, même si l'œcuménisme, par exemple, est en perte de vitesse depuis quelque temps. Seuls quelques nostalgiques, coupés des réalités, peuvent imaginer une réédification de l'Eglise des années 40.

M. Jean-Michel Bérégov, député socialiste, en 1982. Jamais sans doute la police n'aura obtenu cet éditif sur elle-même.

Cette quinzaine de modernité préexistait donc à l'arrivée de M. Joxe au ministère, en juillet 1984. Mais le successeur de M. Gaston Defferre y ajoute son engagement personnel. L'homme a une sensibilité élevée de l'Etat, et sa tradition familiale n'y est pas étrangère, l'énarque qu'il fut, puis le haut fonctionnaire en administration. » Et son intérêt pour la police est ancien. En témoigne un article publié en décembre 1969 dans une revue socialisante, *Dire*, au titre symbolique : « La police, service public ». Son fil conducteur : dissocier police et politique. « La police et politique n'est pas un service public, écrivait-il, elle n'est pas au service du public, elle est au service de la différence. Cette différence est importante : c'est celle qui existe entre un Etat et police » et un Etat et policier. »

police un des rares services publics ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Puis les atteintes criminelles contre les personnes, les vols, les coups et blessures volontaires, enlèvements — qui, depuis 1972, progressent deux fois moins vite que l'ensemble de la délinquance.

Ensuite, la lutte contre le grand banditisme et le maintien de l'ordre : deux domaines où la police s'en tire actuellement correctement.

Enfin, la sécurité routière dont le bilan est toutefois plus ambigu : les routes françaises sont parmi les plus meurtrières du monde — mais où des résultats ont été obtenus, avec un recul de 2,2 % du nombre de victimes en 1984.

elles doivent évoluer. » Le rapport insiste ainsi sur l'«lissage», l'information et l'accueil du public, la définition de « politiques locales de sécurité » avec tous les partenaires (élus, associations, conseils de prévention...), la révision des limites géographiques des SGAP (secrétariats généraux pour l'administration de la police) qui ne se décalqueront plus sur les zones de défense, le déclassement des corps et l'harmonisation des déroulements de carrière, et aussi une politique systématique d'«évaluation de l'activité policière».

L'après-concile a été marqué par un double éclatement du catholicisme. Eclatement au niveau individuel, d'abord : depuis que certains verrous sont sautés, chaque croyant est tenté d'aménager sa propre religion. Il en prend et il en laisse dans l'enseignement officiel de l'Eglise, que ce soit pour la morale — privée ou sociale — les rites ou la doctrine. Et c'est vrai « à droite » comme « à

« Si l'on n'y avait pas eu le concile, nous serions aujourd'hui dans une douce parodie », souligne un évêque français. On oublie trop souvent, en effet, que les difficultés du catholicisme — comme la baisse des vocations — avaient commencé bien avant Vatican II. Mais les difficultés actuelles sont moites dues aux changements — ou aux non — changements — intervenus dans l'Eglise qu'à la profonde transformation de la société. Le théologien Claude Giffert haitait récemment dans *La Croix* : « Il est impossible que les nouvelles représentations que l'homme n. du monde et de lui-même (et en particulier de sa sexualité, de sa culpabilité et de sa mort) n'aient entraîné une telle crise de nos représentations de Dieu ». Ces changements-là ne s'annulent pas eux-mêmes.

ROBERT SOLÉ

Les gauchistes gouvernèrent ne cachent pas, à l'origine, sa méfiance pour la police au point de multiplier les dérapages, du favoritisme élyséen pour certains gendarmes à la démolition d'un éphémère secrétariat d'Etat à la sécurité publique. Voici qu'à la veille d'échéances électorales difficiles elle couronne son action politique d'un plan qui fait l'unanimité des personnels: C'est le troisième paradoxe. Au bout du compte, la police sera peut-être l'institution qu'elle sera la plus transformée, modernisée et développée.

Un homme l'y a sans doute forcée: M. Gilbert Bonnemaison, vice-président du Conseil national de la police, l'un des délégués, rassemblant des idées et toutes les tendances, qui obligea ses amis socialistes à affronter le débat sur l'insécurité, à ne pas rester sur la défensive dans un domaine devenu argument électoral et à ne pas par ailleurs céder par opportunisme devant l'exploitation des peurs. Le plan de M. Joxe lui est donc également redevable, ses premières et successives versions lui furent soumises et il est pour quelque chose dans son insistance sur la

capacité opérationnelle et au taux d'élucidation des affaires - (ce taux est tombé de 50 % au début des années 70 à moins de 40 % depuis 1975, et si l'on écarte les chèques sans provision il plafonne à 29 %). Ce cercle vicieux, où l'effet de dissuasion est en retrait et décroît, l'impunité des auteurs de délits cause un fort préjudice économique : les quelque cinquante mille véhicules volés et non retrouvés représentent un préjudice de 3 milliards de francs, soit 1/6 du budget de la police nationale.

Un laboratoire : la direction de la formation, avec, à sa tête, M. Jean-Marc Erbes, créée en janvier 1982. Un coordonnateur : M. Pierre Verbrughe, directeur général de la police nationale depuis juin 1983, dont le regard critique sur l'état de cette administration fut formé à de hauts postes au ministère de l'intérieur avant mai 1981. Des dizaines de rapports, d'enquêtes, de recherches, d'inspections dans la foulée de l'étude de

Car cette police nouvelle que l'on nous promet et qui se manifesterait symboliquement en septembre par de nouveaux uniformes — fini le képi et la vareuse, vive la casquette et le blouson — devrait aussi avoir une âme : savoir que l'ordre public qu'elle garantit doit rester celui d'une société de liberté et de responsabilité, individuelle et collective.

Pour le ministère, la cause est entendue : les retards dans la modernisation expliquent cette régression de l'efficacité policière. Dans deux domaines, ils sont les plus importants. En 1981 : les effectifs (neuf mille cinq cents recrutements nouveaux en trois ans, sur des critères plus sélectifs - et la formation - la direction de la formation, créée en janvier 1982, a allongé la scolarité (de cinq à sept mois pour les gardiens), mis sur pied corps de formateurs (mille cinq cents personnes) et développé la formation permanente (un policier sur six a suivi un stage en 1984). Restent les autres retards jugés « préoccupants ».

● **Un restaurateur tué par deux inconnus à Bastia.** — Un restaurateur de Bastia (Haute-Corse), M. Etienne Filippi, trente-cinq ans, a été tué à coups de feu par deux inconnus dans son établissement pendant la nuit du jeudi 24 au vendredi 25 juin. Les deux meurtriers, le visage dissimulé par des casques et armés de revolvers de gros calibre, ont fait irruption dans le restaurant, se sont immédiatement dirigés vers M. Filippi et ont tiré sur lui à bout portant avant de l'achever. L'hypothèse d'un règlement de compte, sans caractère politique est retenue pour l'instant par les enquêteurs.

● **Suicide d'un détenu à Montpellier.** — Un détenu, Claude Oniente, vingt-deux ans, s'est pendu dans sa cellule à la maison d'arrêt de Montpellier pendant la nuit du lundi 24 au mardi 25 juin. Le corps de Claude Oniente, incarcéré depuis le 23 mars dernier, après avoir été inculpé de plusieurs vols, a été découvert à 15 h 15, mardi, par son compagnon de cellule. Le prévenu s'était fabriqué une ceinture avec de la toile et s'était pendu aux barreaux d'un des deux lits encastrés.

● **TENNIS** - *« Wimbledon sous le plaid »*. — Pour le deuxième jour consécutif, les Championnats internationaux de tennis de Grande-Bretagne ont été perturbés par la pluie, mardi 25 juin à Wimbledon. Après quelques heures échangées en début d'après-midi, les joueurs ont dû attendre cinq heures avant de revenir sur les courts. Quatre matches du simple messieurs et trois de simple dames ont pu se terminer avant la nuit. Ferli Benhabib, l'un des cinq Français engagés dans le tableau masculin, a été éliminé d'entrée par le Chilien Ricardo Acuña (151^e) au classement de l'ATP, qui avait dû passer par les

« L'« échec » du garde des sceaux dans les prisons. — La peine pénale instituée par M. Badier pour les « échecs », déclare dans un communiqué la Fédération nationale des personnels pénitentiaires du ministère de la justice, dont le président est M. Aimé Pastre.

La Fédération met en cause « le record obsolu de la population pénale actuellement détenue, l'indigence des moyens d'érigés en système » et « un équipement pénitentiaire notoirement insuffisant ». « Compte tenu des dernières mutineries et des mesures nouvelles prêtées au garde des sceaux, la Fédération considère comme décisives les prochaines semaines qui nous ouvriront aux grâces présidentielles ».

RÉSULTATS DU 25 JUIN
SIMPLES HOMMES
McEnroe (EU, 1) b. McNamee
(Aust., 636), 4-6, 6-3, 6-4; Hooper
(EU, 96) b. Taroccy (Hong., 52), 7-5,
7-6, 6-3; Accura (Chili, 151), b. Benha-
bi (Fr., 62), 6-3, 4-6, 6-4, 6-2; Sadri
(EU, 37) b. Motz (Brésil, 119), 6-3,
6-2, 6-3.

SIMPLES DAMES
V. Ruzici (Roum., 28) b. A. Holton
(EU, 104), 4-6, 6-4, 7-5; G. Sabatini
(Arg., 15) b. A. Brown (GB, 99), 3-6,
6-3, 6-3; M. Navratilova (EU, 1) b.
L. Bender (EU, 23), 6-0, 6-2.

Entre parenthèses figurent les classe-
ments ATP des joueurs ou WTA des

[illegible]

RELIGION

de loi
1901
Vatican II
entre ses pères

ÉDUCATION

A PARTIR DE 1986

Une heure hebdomadaire d'éducation civique dans les collèges

Deux arrêtés publiés au Journal officiel du 25 juin modifient les horaires des collèges de façon à y introduire le nouvel enseignement d'éducation civique. De la sixième à la troisième, les élèves bénéficieront d'une heure hebdomadaire dans cette discipline, jusqu'à la fin de l'année scolaire. L'enseignement d'histoire, géographie et économie, dont l'horaire global (trois heures par semaine) sera en conséquence diminué d'une demi-heure. L'autre demi-heure sera consacrée à l'éducation civique, qui passera de cinq heures à quatre heures hebdomadaires.

Ces textes, ainsi qu'un décret les accompagnant, fixent d'autre part un nouveau mode de calcul pour l'attribution des moyens à chaque collège, déjà décrit par les circulaires de rentrée (le Monde du 15 janvier). Désormais le nombre d'heures d'enseignement (et donc de professeurs) attribuées à chaque collège sera calculé sur la base de l'effectif total de l'établissement de l'horaire annuel réservé à chaque discipline. C'est la fin du seuil retenu par la réforme Haby concernant les effectifs par classe. Au-delà de vingt-quatre élèves par classe, et jusqu'à trente maximum, le collège bénéficiera d'une heure supplémentaire d'enseignement par élève supplémentaire.

Dès la rentrée prochaine, les moyens seront attribués globale-

ment, et c'est au chef d'établissement qu'il appartiendra de les affecter et de déterminer les effectifs de chaque classe. Il en sera de même pour les trois heures hebdomadaires jusqu'alors consacrées au soutien des élèves en difficulté, qui ne sont pas supprimées mais incluses dans l'horaire global. Pour ces élèves, précisent les textes, « les collèges organisent des actions de pédagogie différenciée », dont les groupes de niveau par matière ne sont, de l'avis du ministère, qu'un exemple parmi d'autres.

Publication des nouveaux programmes de l'école élémentaire. Les nouveaux programmes et instructions pour l'école élémentaire viennent d'être publiés en édition de poche par le Centre national de documentation pédagogique et le Livre de poche. Un exemplaire de ces nouveaux programmes et objectifs - qui s'appliquent à partir de la rentrée 1985 - a été envoyé à chaque instituteur. Ce texte s'accompagne d'une lettre personnelle de M. Chevènement dans laquelle il rappelle que « si les programmes et objectifs nationaux s'imposent à tous les partenaires de l'école, le choix des méthodes et démarches pédagogiques relève d'abord de l'initiative et de la responsabilité des maîtres ».

Ces programmes sont disponibles à la librairie du CNDP (13, rue du Four, Paris-6) dans les CRDP et CDDP, ainsi que dans toutes les librairies, au prix de 10,50 F.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

DES GESTIONNAIRES POUR L'AUDIOVISUEL ?

C'EST AUJOURD'HUI



ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE D'ÉTUDES CINÉMATOGRAPHIQUES
• Management des productions cinématographiques et audiovisuelles :
- Management financier ;
- Planification et gestion des moyens ;
- Diffusion ;
• Structures et économie du cinéma et de l'audiovisuel ;
• Aspects juridiques ;
• Études de cas professionnelles.
Début du programme : janvier 1986 - Niveau bac + 2 - Documentation : ESEC (DS)
40, rue François-I^{er}, 75008 Paris - Tél. : 723-64-28.

Jeune ou adulte
éloigné, malade, engagé dans la vie professionnelle,
Vous pouvez suivre
— ou reprendre — des études !

LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)

Établissement Public
du Ministère de l'Éducation Nationale
(7 centres d'enseignement - 230 000 élèves)

Propose des formations de tous niveaux

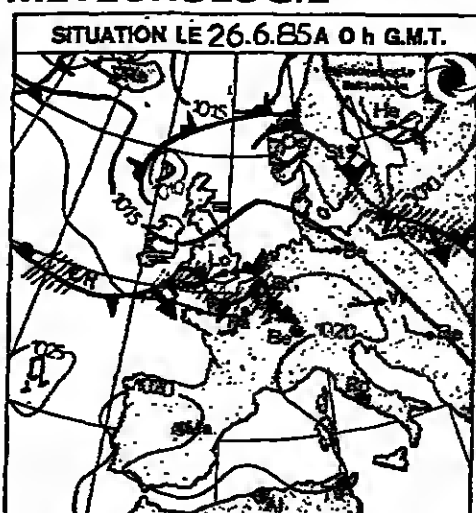
- Formations scolaires (du cours préparatoire à la terminale).
- Enseignements technologiques et professionnels.
- Certaines formations universitaires conduisant au DEUG, à la capacité en droit, à l'expertise comptable, etc.
- Préparations aux concours de recrutement relevant du Ministère de l'Éducation Nationale (loisirs administratifs et de l'enseignement).
- Concours administratifs et techniques d'autres départements ministériels et Collectivités territoriales : police, SNCF, métiers sportifs, secteur paramédical et social, administration départementale et communale, etc.
- Formation dans le domaine de l'informatique.
- Actions de formation continue et de promotion sociale, dans le cadre de conventions avec des organismes publics ou privés (loi du 16 juillet 1971).

Scolarité : Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine : de 241 F à 600 F
POUR OBTENIR TOUTS RENSEIGNEMENTS : ÉCRIRE A

CNEC - Ministère de l'Éducation Nationale
Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Bercy
75585 PARIS CEDEX 12



MÉTÉOROLOGIE

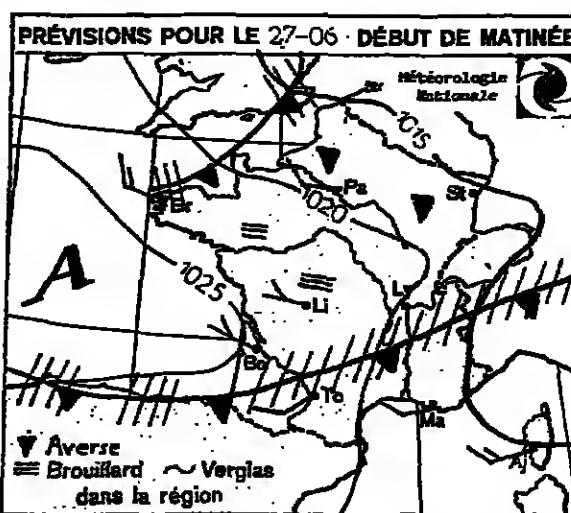


Évolution probable du temps en France entre le mercredi 26 juin à 06 heures et le jeudi 27 juin 1985 à minuit.

Toutefois un régime de nord-ouest qui maintient un temps faiblement perturbé sur les régions de la moitié nord.

Jusqu'à un passage nuageux au cours de la nuit sur les régions du Sud, lié à une perturbation sans activité pluvieuse, le beau temps ensoleillé régnera sur une grande moitié sud.

Les températures seront sans grand changement. Toutefois, avec le régime de nord-ouest, les maximales baisseront légèrement de 1 à 2 degrés. Sur les autres régions, le ciel sera variable avec alternance de nuages et de belles éclaircies, celles-ci étant moins fréquentes sur les régions des côtes de la Manche au Nord-Est, où l'on verra se produire quelques averses. Là encore, les températures resteront du même ordre, avec



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 26 juin à 06 heures et le jeudi 27 juin 1985 à minuit.

Toutefois un régime de nord-ouest qui maintient un temps faiblement perturbé sur les régions de la moitié nord.

Jusqu'à un passage nuageux au cours de la nuit sur les régions du Sud, lié à une perturbation sans activité pluvieuse, le beau temps ensoleillé régnera sur une grande moitié sud.

Les températures seront sans grand changement. Toutefois, avec le régime de nord-ouest, les maximales baisseront légèrement de 1 à 2 degrés. Sur les autres régions, le ciel sera variable avec alternance de nuages et de belles éclaircies, celles-ci étant moins fréquentes sur les régions des côtes de la Manche au Nord-Est, où l'on verra se produire quelques averses. Là encore, les températures resteront du même ordre, avec

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3996

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
1. Purgé avant d'envoyer au « pot ». - II. Second, est toujours un peu triste. Belle-mère mais pas bonne mère. - III. Livre de collections. - IV. Mesure. Font des points doux. - V. Producteur de pommes. Se tire de la nappe pour se mettre sur la table. - VI. Font prendre des rêves pour des réalités. - VII. Champ de courses. Pronom. - VIII. Bonne bête ou bon élève. Enfant de Tanneguy. - IX. Un peu de monde avec beaucoup de gens. - X. Passée à l'ombre. Préfixe. - XI. Promesses de grains. A toujours foi en son étoile.

VERTICALEMENT
1. Prétention qui s'accorde mal avec la « vanité ». - 2. Retarde une chute. Manière d'aller. Symbole chimique. - 3. Vœut de concert avec Beethoven et Schumann. Étude donc ou instruit. - 4. Évoque donc une boîte. - 5. On y passe et on y repasse. - 6. Ancien animateur de jeux. - 7. Fait faire une drôle de figure. Château d'eau. - 8. Période durant laquelle la « pêche » est autorisée. Lac. Symbole. - 9. A la base d'une liqueur de prune.

Solution de problème n° 3995
Horizontalement
I. Baignoire. - II. Nuance. - III. Note. Dime. - IV. Lutte. El. - V. Nérède. - VI. Est. Isle. - VII. Uille. - VIII. Soir. TVA. - IX. Anne. Oter. - X. Roselière. - XI. Sieste.

Verticalement
1. Banlieusard. - 2. Ou. Siéno. - 3. Intentions. - 4. Guêpe. Une chapelle des Anges et quelques inconnus. - 5. Beurre. - 6. Nal. Trier. Lid. - 7. On. - 8. Remède. Vert. - 9. Été. Toré.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du lundi 24 juin :
DES ARRÊTÉS
• Modifiant l'arrêté du 28 juin 1984 relatif aux concours d'admission à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr.
• Portant agrément de l'accord du 30 avril 1985 modifiant l'accord national interprofessionnel du 21 février 1968 sur l'indemnisation du chômage partiel.
UN DÉCRET
• Portant modification du décret du 28 décembre 1976 relatif à l'organisation de la formation et de l'orientation dans les collèges.

Sont parus au Journal officiel du mercredi 26 juin :

DES DÉCRETS
• Érigeant le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) en établissement public national à caractère administratif.
• Relatif à l'organisation et au fonctionnement des écoles nationales de la marine marchande.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 28 JUIN

- L'hôtel de Lauzun : de la Grande Mademoiselle à Baudelaire. 15 heures, métro Pont-Marie (P.-Y. Jassé).
- Le parc Monceau. 14 h 30, métro Monceau (M^{me} Leblanc).
- De saint Merry à la rue Quincampoix. 14 h 30, métro Rambuteau.
- Joints traditionnels en Chine et au Japon. 14 heures, 41, rue des Francs-Bourgeois.
- Chez M. de Balzac dans sa villa de Passy. 15 heures, 47, rue Raynouard.
- Une chapelle des Anges et quelques inconnus. 15 heures, angle rue Jean-Ferrandi et rue de Valenciennes.
- La maison de santé du docteur Belhomme. 15 heures, métro Ledru-Rollin, devant Monoprix (C.-A. Messer).
- Le quartier du Temple et le temple. 15 heures, métro Temple.
- Le Marais : de l'hôtel de Sens à l'hôtel de Marie-Touchet, jardins et jeux de lumière. 15 heures, métro Saint-Paul (I. Hauller).
- Le Marais (sud) la place des Vosges. 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Louba (G. Bouteau).
- Les hôtels de l'Île Saint-Louis. 14 h 30, métro Saint-Louis.
- Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
- La crypte archéologique de Notre-Dame. 15 heures, devant l'entrée.
- Promenade dans l'Île Saint-Louis. 15 h 30, métro Pont-Marie.

CONFÉRENCES

- 6, place des Vosges, 16 heures : • Maison de Victor-Hugo (M. Brumfeld).
- 26, rue Bergère, 20 heures : • Comment retrouver un équilibre nerveux par une gymnastique visuelle.
- 11 bis, rue Keppler, 20 h 15 : • Faut-il croire à la réincarnation ?

BREF

AFGHANISTAN

VENTE ET EXPOSITION. - Dans le dessein de secourir les populations civiles d'Afghanistan, l'AFRANE organise jusqu'au 30 juin inclus, tous les jours de 10 heures à 20 heures, 8, rue Christine, une vente de tapis et objets artisanaux.

ARCHITECTURE

PORTES OUVERTES. - A l'occasion du cent vingtième anniversaire de sa création, l'École spéciale d'architecture, 254, bd Raspail, à Paris, ouvre ses portes pendant deux jours, mercredi 26 et jeudi 27 juin, de 10 heures à 18 heures. Les maîtres projets de l'école et des projets étrangers venus de New-York et de Tokyo sont exposés.

COLLOQUES

LES FINANCES COMMUNALES A L'HEURE DE LA DÉCENTRALISATION. - Ce colloque est organisé par la Revue française des finances publiques et la Caisse des dépôts et consignations les jeudi 26 et 27 septembre à Paris au Palais du Luxembourg. Les débats qui seront ouverts par M. Georges Vedel porteront notamment sur

l'autonomie de gestion des communes et ses limites, la fiscalité, les transferts et les emprunts, le contrôle des finances communales. Ils mettront en présence des élus de grandes, moyennes et petites communes, des hauts fonctionnaires, des universitaires français et étrangers, des dirigeants de banques et d'entreprises. M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation interviendra au cours des débats.

PUBLICATIONS

DÉCENTRALISATION. - Correspondance municipale, revue de l'Association pour la démocratie à l'éducation locale et sociale (ADELS), consacre son numéro de juin à la décentralisation en Europe. Trois thèmes : le changement des institutions territoriales en Europe, urbanisme et concertation, le développement local. Est étudiée aussi la situation des élus minoritaires dans les communes. Le numéro de 58 pages : 27 F. * ADELS, 27, rue du Faubourg Saint-Antoine, 75011 Paris. Tél. : (1) 347-21-10.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/296-41-12/55 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

No!



**Apprenez
comment
THORN EMI
Computer
Software
est devenu
le leader
du marche
Europeen**

Où que vous soyez dans le monde, THORN EMI Computer Software vous fournira des produits de haute qualité entièrement compatibles avec les normes internationales, ainsi qu'un service et un support local du plus haut niveau.

Ce sont là les objectifs stratégiques clés retenus lorsque la société fit son entrée sur le marché en 1983.

Aujourd'hui, selon les organismes d'étude spécialisés, THORN EMI Computer Software est le premier fournisseur indépendant de logiciels hors Etats Unis et l'un des quinze plus importants dans le monde. Nous sommes un des principaux exportateurs de logiciels européens: 50% de notre chiffre d'affaires est réalisé hors Europe. Nous couvrons les cinq continents par l'intermédiaire de quarante bureaux dans le monde entier. La croissance exceptionnelle de nos ventes internationales est due en grande partie à la très haute qualité et à la grande variété de notre gamme de produits.

Ce n'est là qu'une des raisons de notre succès; nous devons y ajouter la qualité de notre personnel, la variété de ses compétences, et notre attitude sans compromis dans le domaine vital du support et du service au client.

D'autre part, grâce à l'appui financier de l'une des plus grosses entreprises Européennes dans le domaine des technologies de pointe, nous sommes idéalement placés pour continuer notre expansion dans tous les secteurs du marché des logiciels. Quels que soient vos besoins, du jeu original pour enfants au logiciel professionnel complexe, THORN EMI Computer Software vous fournira non seulement une solution sûre, mais également toute l'innovation que vous êtes en droit d'attendre du numéro un en Europe.

THORN EMI Computer Software

Altargo Producción
Altargo Producción développe et distribue une gamme de logiciels de simulation internationale. Altargo est devenu l'un des principaux fournisseurs de logiciels commerciaux de haute qualité pour des constructeurs tels que Compaq, IBM et compatibles. Cette université dispose des cabinets d'architectes, d'ingénieurs, et compte l'Amérique du Nord.

La gamme de produits comprend des logiciels systèmes, des logiciels de développement, des logiciels de gestion de la chaîne de production, des logiciels de gestion des ventes, des logiciels bancaires. Le moniteur de Maintenance Shadow II d'Altargo est aujourd'hui installé sur plus de 100 000 ordinateurs dans le monde, tandis que le logiciel de gestion des ventes de l'IBM est utilisé par plus de 100 000 entreprises.

Quint Systems est le système complet de l'ordinateur d'intégration et offre des centaines d'utilisateurs dans de nombreux pays.

EPS est partout
EPS est l'un des 15 plus grands fournisseurs mondiaux de logiciels d'aide à la décision. Se des sept plus grandes entreprises industrielles mondiales utilisent le système GRS-EPS pour faciliter leur planification. Ce système est installé dans plus de 100 pays, dans plus de 100 entreprises, sous plus de cinquante versions couvrant les matériels et les systèmes d'exploitation de tous les principaux constructeurs de gros et minip ordinateurs. Les capacités de GRS-EPS dans le domaine de l'automatisme repartent de la planification par lots, nombreuses versions macros installées. La version micro est capable non seulement d'opérer indépendamment, mais également de communiquer et d'échanger des informations avec les systèmes existants de planification à long terme comme entièrement compatibles.

THORN est Computer Software Publishers.
C'est pourquoi d'édition est responsable de la mise au point, de la commercialisation et du support d'une gamme complète de logiciels pour ordinateurs individuels. Fondée en 1983, elle opère dans tous les pays à l'exception de l'Amérique du Nord. L'accent a été mis au départ sur le marché européen, où la division a développé une croissance importante liée à une forte demande de logiciels en langage local de logiciels pour micro-ordinateurs. Ces produits, destinés aux marchés nationaux spécialisés, comprennent des logiciels commerciaux, éducatifs, de productivité personnelle et des jeux.

THORN EIR Computer Software Distributors

Formés en 1984, cette division sélectionne et distribue dans le monde entier une gamme de logiciels : commerciaux, éducatifs et domestiques, provenant des principaux concepteurs européens et américains.

La division assure également un service de maintenance pour les chaînes de magasins sous licence.

Grâce à un réseau couvrant toute la Grande-Bretagne, cette division est aujourd'hui le second distributeur de ce pays. La division opère également en Scandinavie et Allemagne.

L'ouverture d'usines d'assemblage européennes est prévue avant 1985. Suite les produits ayant reçu une évaluation et une certification rigoureuse inscrite dans la liste des logiciels agréés, cette division, qui comprend des marques commerciales bien connues, telles que Perfect, Expert, Essé, Samira et Ashton Tate.

THORN Inc. Computer Software Inc.
Cette division basée en Californie et fondée en 1983, est totalement placée pour atteindre l'un des plus importants marchés mondiaux des États-Unis. Elle met au point et accorde des licences pour des logiciels de gestion de la main d'œuvre, commerciale ou éducative, ainsi que pour les jeux. Plusieurs nouveaux produits ont récemment été lancés, ceux de caractéristiques interactives, portables, intelligents, graphiques, adaptés à l'apprentissage nous le confirmons, par exemple, à annoncer la distribution de la version CPW de ses produits de productivité intégrés. Plusieurs logiciels de la division avec son nouveau ordinateur de gestion 128.

THORNIEMI *Emi Computer Software*
 (Nord America)
 Breveté à Boston (Massachusetts), cette division d'Amendul du Nord représente à son tour l'Allemagne. Produits et EPs Consequents sur le plus vaste marché d'ordinateurs, les logiciels de gestion et de marketing et le support local des logiciels développés en Europe. A partir de son siège européen, elle couvre les USA, le Canada, et a également des agents en Amérique Centrale et en Amérique du Sud. Grâce à ses succès dans plusieurs de ces zones, on peut en conclure, cette filiale permet à THORNIEMI Computer Software d'asseoir solidement sa position de principal exportateur européen de logiciels exotiques.

THOMSON **IBM** Computer Software
Quantar General
 Ceux-qui-studient à Parisborough en Angleterre leur idéal par sa présence de l'aéroport international de Londres-Hatfield. Ce centre d'enseignement est considéré comme l'un des meilleurs pour l'acquisition continue de nos connaissances, à l'étranger comme centre de discussion internationale pour les aspects de financement, de planification, d'acquisition, d'analyse, d'administration et de gestion des ressources humaines, des différences des cultures organisationnelles.

Pour de plus amples renseignements sur les contacts et ses nombreux produits, veuillez contacter le directeur du groupe marketing THOMSON, 238 Parkway Drive, Thompsonville, Ohio 45386. Pour les renseignements sur les programmes, contactez le directeur des programmes, 238 Parkway Drive, Thompsonville, Ohio 45386.

Le XXXIX^e Festival d'Avignon

ALAIN CROMBECQUE PROVOQUE L'AVENIR

Le XXXIX^e Festival d'Avignon est le premier sous la direction d'Alain Crombecque. La nomination puis la démission de son prédécesseur, Bernard Faivre d'Arcier, avaient provoqué des remous. L'arrivée d'Alain Crombecque s'est passée dans le calme. Et dans le silence voulu par cet homme taciturne, qui n'a pas besoin de se répandre en paroles. Gens de pouvoir, de presse et de théâtre, tous le connaissent, connaissent son efficacité tranquille. Elle lui vient de son expérience unique qui englobe la marginalité, l'institution et même le privé.

Après avoir milité à l'UNEF, travaillé à Jeune Afrique, Alain Crombecque a gravité dans le mouvement Penique d'Arrabal-Todor-Jodorowski, a « administré » Victor Garcia, Jérôme Savary aux premiers temps du Megic Circus, a été relation publique de Georges Wilson à Chaillot, responsable du théâtre puis directeur du Festival d'automne, avant de refuser celui de Nancy,

d'accepter de travailler avec Petrice Chéreau à Nenterre.

Sa conception du Festival d'Avignon est claire : la création. « Plutôt que de sillonner la France à la recherche d'un programme, dit-il, je préfère être à l'origine d'un certain nombre de projets. Je ne peux pas produire des spectacles qui auront juste un épisode avignonnais, mais ils partiront de là. Les acteurs viendront travailler là. Ils seront là, avant et pendant, comme à la grande époque. Mais je n'ai pas de théorie. J'ai seulement des idées fixes et des coups de cœur ».

Les coups de cœur d'Alain Crombecque émanent de ses idées fixes. Il est fidèle à une famille qui s'agrandit : Casarès-Copi-Lavelli depuis longtemps, Michèle Guignon depuis l'an dernier. Il s'est battu pour trouver les moyens de faire venir Tadeusz Kantor avec son dernier spectacle. Le programme musi-

cal est dû à l'année de l'Inde et à son goût pour les cultures extra-européennes. « En plus, dit-il, j'ai la chance d'avoir le Mahabharata de Peter Brook. »

Alain Crombecque accueille les gens qu'il estime. Jean-Pierre Vincent, Antoine Vitez, Jacques Lasalle, plus que les institutions qu'ils représentent. De la même façon, il invite Philippe Adrien, le Groupe Alertes de Grenoble, le Théâtre du Point aveugle de Marseille, Alain Cuny... Merce Cunningham, Karole Armitege, et aussi Denial Larrieu, Kerine Saporte, Odile Duboc. Il déplace les débats dans la cour de l'Oratoire pour laisser le Verger à Francis Ponge, sous la responsabilité de Christian Rist et Jean-Marie Villégier. Il renoue avec le Théâtre Ouvert de Lucien Attoun et toute une bande de comédiens qui prennent en charge leurs propres spectacles. Avec Jacques Robert, qui rassemble les films rares de la naissance du cinéma.

Alain Crombecque souhaite intégrer les arts plastiques au Festival. Il y a cette année les dessins de Kantor et ceux de Roger Blin, la grande exposition de la Fondation Maeght. L'an prochain, en collaboration avec un musée de Francfort, seront réunies des œuvres sur le thème Théâtre et peinture.

Pes de précision sur les autres projets. On peut prévoir l'ouverture sur l'Afrique, des participations évidentes... « Je suis arrivé, dit Alain Crombecque, dans une entreprise indépendante grâce aux aménagements de Bernard Faivre d'Arcier, et qui marche bien. Je bénéficie d'une paix royale. Les subventions ne pourront pas augmenter. Nous cherchons à organiser le mécénat. Les programmes, je les établis tout seul, mais je me mets à l'écoute, j'interroge, je voyage... Le reste est affaire de temps et de moyens, de disponibilités. »

C. G.

Le "Mahabharata"

TOUT EST ILLUSION, HORMIS LA PENSÉE

Depuis dix ans, Peter Brook et Jean-Claude Carrière préparent leur spectacle événement, le Mahabharata légende très ancienne qui raconte la longue histoire de l'homme, et qui sera créé dans un lieu nouveau, la Carrière Callet à Boulbon.

Cela fait dix ans que Peter Brook, le magicien sans abracadabras, et son complice Jean-Claude Carrière, le transpositeur, sont entrés dans le Mahabharata. Dix années qu'ils y songent, et y travaillent. Ça leur était devenu comme une présence continue, tantôt légère, tantôt lancinante, affaire énorme jamais encore osée au théâtre.

Tout remonte à un dîner chez Philippe Lavastine, en 1975, Brook et Carrière allaient quitter ce conteur magnifique, ils étaient dans l'escalier, ravis sûrement, leur bête - authentique esprit libre - avait parlé et parlé. Paroles d'or. Et voilà que, en guise d'au revoir, Lavastine leur fit encore le cadeau d'une histoire inouïe, sortie tout droit du Mahabharata, cette légende parille aux boîtes chinoises qui contiennent des boîtes, contenant elles-mêmes des boîtes, qui renferment des boîtes... autant de digressions, de branches.

Carrière et Brook n'arrivaient plus à partir. Ils écoutaient. A l'époque ils travaillaient sur la tragédie des Iks, tribu de l'Ouganda massacrée par le progrès.

Ce soir-là le Mahabharata est devenu un projet.

Tout au long de ce qu'ils ont fait ensuite, ensemble ou séparément, le Mahabharata les a accompagnés. Lavastine tout du long, plus savant sur l'Inde que bien des universitaires férus, a répondu à leurs questions, apportant des idées singulières, suggérant des rapprochements instantanés (1).

Dix ans. Entre-temps, cinq ou six spectacles ont vu le jour aux Bouffes du Nord, dont la Conscience des oiseaux. Légende persane à tiroirs - autre boîte gigogne - et bien entendu Carmen, l'opéra (de légende) où il est question de destin...

Aujourd'hui Peter Brook observe une continuité : « Au cœur du Mahabharata, dit-il, il y a la destruction, tout comme avec les Iks on montrait l'effacement progressif d'une civilisation. Jusqu'au suicide de valeurs aussi fortes que l'instinct maternel. De même, je viens de le réaliser, il y a une certaine logique entre Carmen, le livre de Méri-mée, et le Mahabharata. Carmen - Karma... » Et le voilà évoquant Don José, opposé du héros grec qui est, lui, en révolte contre les dieux : « Don José tue Carmen à cet instant où chacun des deux



se rend compte de ce qu'il est. Sa liberté à elle, femme, symbole de la liberté, est de mourir. Elle décide. Ils choisissent l'inévitable. Ainsi dans le Mahabharata, Yudishtira, qui est né roi, met cinquante ans à accepter ce fait, pour parvenir enfin à un règne heureux.

« A son début le Mahabharata ne traite apparemment que des dieux, donne l'impression d'un conte imaginaire, enchanteur, qui au fond ne nous regarderait pas. Puis s'opère une descente. Peu à peu les personnages mythiques s'enracinent dans la terre, entrent dans des conflits d'ambition, des situations de crise. Ça devient du théâtre, ça devient la guerre. Rien de mythique ni de romantique. On touche à la vérité de la violence, de la souffrance, la même guerre de toujours : le Mahabharata est de notre époque. »

« Je me suis longtemps demandé - spécialement l'année où j'avais monté à la fois ma pièce sur le Vietnam, Us, et l'Édipe de Sénèque - qu'est-ce qui est le plus juste et utile, montrer des images du monde contemporain ou ce qui vient de loin ? L'un des films les plus forts que j'aie vus récemment est la Déchirure, mais dans cinq ans, que m'en restera-t-il ? Bien peu, je le crains. Le fait divers, par exemple cette bataille autour d'un match de football à Bruxelles, a sur nous un impact immédiat, puis s'évanouit aussi sec.

« Avec la tragédie grecque, ou le Mahabharata, on efface l'épisode, l'anecdote. Il s'agit des problèmes de toujours, mais masqués par une surface qui rend impossible l'identification au premier degré. Passé le risque

d'esthétisme, un vieux truc en vers va profond, s'imprime davantage dans le souvenir. »

« Si on me donnait l'or du monde pour faire Orange mécanique, je refuserais. Je préfère ne pas participer des forces destructrices. » Jean-Claude Carrière opine : « On vient de passer cinquante ans à se vautrer dans l'incommunicabilité. A moins de savoir être Kafka, Beckett ou Antonin... » Tandis qu'il reprend Brook, ici l'on enseigne à un très jeune roi en train de massacrer tous les serpents du monde, ce que c'est de devenir un bon roi : roi de la terre autant que roi de soi-même. Descartes préconisait à peu près : « Il vaut mieux changer mes desirs que l'ordre du monde ». Un Indien jamais ne penserait en ces termes. Celui qui se retire du jeu ne peut connaître son destin. »

« Autrement dit, chacun doit trouver son « dharma », résume Carrière, c'est-à-dire : « Être bien dans sa peau. » Cela n'exclut pas des lutes féroces, mais c'est plutôt affaire d'éducation. »

Brook commente : « Pour un Indien l'accord avec soi-même commence par l'accord avec l'univers. Dans le Mahabharata il y a la guerre, cette impulsion incompréhensible vers le massacre, mais aussi, continuellement, un appel profond à la compréhension de chacun. A tout moment les héros ont à se situer par rapport à un haut et un bas. A comprendre plus loin que le choc des événements. Dans une absolue absence d'illusion, puisque tout est illusion. »

Et Carrière en écho : « Tout est illusion, sauf la pensée. Même les dieux sont destructibles. Donc pas d'utopie ni d'idéalisme à priori. Rien à voir toutefois avec l'attitude existentialiste, où l'on décrit les choses... l'enfer ici c'est l'égo et non les autres. »

Et Brook encore : « A la différence de toutes les œuvres optimistes, pessimistes ou analytiques. Le Mahabharata ne propose aucune solution. Le Destin collectif et individuel est à tout moment annoncé par Krishna, dieu-homme, qui s'emploie à empêcher la guerre, en affirmant constamment qu'elle aura lieu : un défi à la conscience, mais pas négatif à la façon du fatalisme. L'Occident chrétien a résolu ça

avec le concept de grâce. On me dit que, je suis né pendant la Kaliouga (l'ère de Kali, de la destruction) : comment, alors, me conduire devant cela, quand bien même j'aurais préféré naître avant ? On me dit : le seul biais est d'aller ou bout de soi-même. Et l'on me montre comment chaque Pandava, au terme de l'exil dans la forêt, choisit le déguisement de sa pensée la plus secrète... Arjuna, le guerrier pour échapper à une malédiction se transforme en travesti. »

« L'histoire, ajoute Peter Brook, contient aussi un enseignement spirituel tantôt didactique, à l'égout d'une doctrine pure et dure, tantôt pratique (conseils politiques, religion de tous les jours - comment se conduire avec les femmes, - respecter les divisions des catégories sociales). Certains passages sont très théoriques : Michaux l'a remarqué, l'Indien est volontiers professeur. » Nous avons respecté la logique de l'œuvre, notre forme correspond au contenu. »

Carrière précise : « Le travail a été empirique, pas du tout analytique. Jusqu'à ce que la forme apparaisse, que des choix s'imposent. Si des scènes ont demandé des mois ou des années, d'autres, longues de vingt minutes, se sont mises en place d'elles-mêmes, en une semaine de répétitions. Certaines ont été changées de place, ou fondées avec d'autres. Nous en avons rajouté de nouvelles. On trouve aussi des morceaux du poème restés identiques, comme le jeu de dés par exemple. On a tâté, et tâté, sans a priori. »

Puis Brook : « Nous avons distingué seize personnages principaux, et nous nous sommes appuyés beaucoup sur la présence du conteur, Vaisa, le conteur mythique, annonce qu'il est en train d'écrire et le raconte à un enfant : le récit, dans sa bouche, est ensuite dicté à un scribe. Quelqu'un raconte à quelqu'un. D'entrée, il y a un but, et, de façon inconsciemment brechtienne, plusieurs perspectives, différents points d'observation. »

MATHILDE LA BARDONNIE
[Lire la suite page 18.]

« L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ »

« VOUS raconteriez cette histoire à un vieux bâton, il reprendrait feuilles et racines », a écrit Harin Michaux.

Car le Mahabharata est la grande histoire de l'humanité, « Mahs » en sanskrit veut dire grand : « Bharata » correspond à un nom de famille, mais signifie par extension Hindou ou plus généralement homme.

Deux mille pages, environ quinze fois la Bible, le Mahabharata est « le plus grand livre du monde » et l'un des plus anciens : il y a cinq mille ans que Shila Viasadeva, dieu écrivain, fit halte sur terre pour consigner avec des mots la sagesse védique et sa légende.

On ne résume pas, on ne peut. On ne réduit pas non plus « la furieuse querelle qui oppose deux groupes de cousins germains, les Pandaves et les Kauravas » à un combat entre le bien et le mal.

Pourtant, vous prenant par la main à travers ce labyrinthe, Peter Brook et Jean-

Claude Carrière ont supprimé, ou réduit, élagué quantité des mythes secondaires qui émaillent chacune des dix-huit sections composant l'épopée.

Ce chiffre de dix-huit est sacré en Inde : ainsi verra-t-on onze armées d'un côté et sept de l'autre dans la guerre aux allures de cataclysmes, de nuit noire des temps ténébreux, qui, au cœur du poème, dure dix-huit jours, entraînant la mort de six cent quarante millions d'hommes.

Les Indiens d'aujourd'hui publient, à grand succès, des bandes dessinées ayant pour héros et héroïnes les créatures mythiques du Mahabharata. Ils leur colorent le visage. Blanc pour les gentils, bleu pour les mauvais. Les « devas » contre les « asuras ». Il y a donc, d'un côté, les sympathiques - les cinq frères Pandava, dont Arjuna prince idéal - et, de l'autre, les mauvais avec au premier chef Duryodhana.

Fils du roi aveugle d'Hastinapura - la ville éléphantine - Duryodhana n'a pas moins de quatre-vingt-dix-neuf frères démoniaques et cannibales, plus une âme damnée, en la personne de son oncle maternel.

N'essayons pas de tirer au clair la complexité des liens généalogiques qui unissent les protagonistes du Mahabharata.

« On ne peut pas ramener le Mahabharata à nos habitudes de voir les choses. Il faut l'accepter tout entier, grand fleuve inépuisable, héroïque et sexuel, comique et profond, unissant les princesses aux brahmanes, mettant côte à côte les monstres de la nuit, les ascètes aux pouvoirs magiques, les tricheurs et le fils du Soleil, montrant l'auteur lui-même intervenant dans son poème et aussi des combats fantastiques, des vœux prodigieux, des malédictions des dieux énoncées par les hommes, et la Mort elle-même renonçant à exterminer », écrit Jean-Claude Carrière.

M. L. B.

(1) Lavastine a bien connu René Daumal, qui savait le sanskrit et voyait la poésie comme « une parole animée par une sagesse », et le théâtre comme une « poésie visible ». Daumal, mort à trente-six ans, exécutait les bougeoirs, les fabricateurs d'objets inutiles, les explicateurs.

auteurs

MARTIN MONTAUDO

Travailler en province

LES YEUX FIXÉS SUR L'EXEMPLE LYONNAIS

DANS la jungle des villes, les jeunes compagnies ont changé de manières. La cravate de l'administrateur a remplacé les états d'âme du dramaturge. Les relations publiques ont dissipé les miasmes du militantisme culturel. L'art du dossier requiert les énergies naguère dilapidées dans le vagabondage politico-philosophique. Et même si quelques passésistes, nostalgiques du maître à penser, préfèrent encore Walter Benjamin à François de Closets, les troupes ont cédé la place aux entreprises, les produits théâtraux laissant l'idéologie sinon le style pour le look, le maître-mot n'est plus « création » mais « professionnalisme ».

Il subsiste tout au plus quelques vestiges des mœurs anciennes. D'abord, le quotidien des jeunes compagnies demeure agrémenté de bruits de cour et de rumeurs de coulisses — on commente sans fin les découvertes bancaires des concurrents, les rides des anciens et les humeurs des princes. Ensuite, elles continuent à « faire » courageusement les banlieues — sauf qu'on n'y campe plus au fond de MJC crasseuses, entre le studio de danse et la salle de banquet des anciens combattants : on y descend dans le luxe bourgeois et moqueté de salles toujours modernes, souvent polyvalentes, et quelquefois suréquipées.

Au-delà de ces clichés, les jeunes compagnies vivent, se multiplient, prospèrent médiocrement en apprenant de plus en plus vite à exploiter les filons institutionnels, à assimiler les astuces de gestion, à jongler avec les ASSÉDÉS et les subventions : accessoirement à ruser pour triompher des parrains de la critique dont on prévient les dérobades au gré de délicates stratégies de séduction. Reste-t-il un peu de temps pour penser au public ?

A Lyon, l'évolution a été particulièrement sensible. Au début des années 70, l'étiquette « jeune compagnie » désignait trois ou quatre groupes qui n'envisageaient pas d'être carriéristes, mais de leur modèle, Plançon l'aîné, Maréchal le cadet. Le programme était simple : s'installer sans un sou dans un local minuscule, monter avec des moyens de fortune des auteurs d'avant-garde, relire quelques classiques avec les lunettes de l'université éclairée, savoir dispenser à part égale la réflexion et l'humour. C'était le succès assuré au bout de quelques années : le Théâtre de la Cité, futur TNP pour Plançon ; un centre dramatique national au Théâtre du huitième pour Maréchal. C'est-à-dire un outil de travail, une grande salle, une administration et des finances assorties. La multiplication des candidats à la gloire (et à l'établissement) allait pourtant empêcher la reproduction du processus. Il n'y a toujours qu'un TNP, qu'un centre dramatique.

De ces jeunes gens de talent dont la presse locale, parfois nationale, saluait avec plus ou moins de conviction les promesses, certains ont dévié du côté de l'animation culturelle ou de la gestion (Bauguil, Allombert). D'autres ont joué la carte ingrate de la « décentralisation » dans les cités laborieuses de la périphérie avant de se résoudre à chercher fortune ailleurs (Carlucci). Deux sont restés en compétition. Gilles Charvassieux a réalisé aux Ateliers — ancien théâtre Guignol rénové en partie grâce à des aides privées — un mini-centre dramatique où il mène de front une politique d'accueil modeste, quoique parfois ambitieuse, et des créations dans l'esprit des années 70 — réalisant en quelque sorte une version de poche du prototype des aînés.

L'INCONFORT DU TRAPÉZISTE

Bruno Boeglin, moins pragmatique, un peu trop poète peut-être, n'a pas réussi cette sorte d'installation, bien qu'il ait un temps essayé de faire revivre le beau vieux théâtre de mélodrame qu'est l'Éldorado. Suspecté de « recherche » par deux municipalités successives, traité par l'Etat en adolescent doué qu'on surveille du coin de l'œil en attendant qu'il « fasse ses preuves », c'est-à-dire remplisse les salles, secrètement vénéré par une profession qui, non moins secrètement, s'apprête toujours à lui faire endosser le costume de l'échec, si seyant aux personnages un peu mythiques, Bruno Boeglin a du mal à continuer à faire, simplement, du théâtre, en oubliant qu'on le guette au tournant. Drôle d'inconfort pour

un metteur en scène qui, par ailleurs, fait figure de « nant » sur la place.

Car sa compagnie, le Novothéâtre, est la mieux dotée, au titre de la création, des quatre équipes lyonnaises actuellement « hors commission », autrement dit, estimées dignes d'un financement direct par l'Etat sans qu'il soit tenu compte de l'avis de la commission d'aide aux compagnies dramatiques. Son administrateur peut, de ce fait, établir un budget de petit chef d'entreprise avec l'apparence de respectabilité qui s'ensuit : une entreprise pour ainsi dire singulièrement précaire puisque son sort dépend du pouvoir du créateur d'étonner encore et encore un petit milieu qui lui a dévolu le rôle périlleux du trapéziste.

Roger Plançon vers 1953



RUBRIQUE « RECETTES PROPRES »

Les deux autres compagnies « hors commission », l'Atteupement 2 de Patrick Le Mauff et le Réfectoire de Jean-Louis Marinelli, s'efforcent de conjuguer création et réalisme « pro ». L'un et l'autre ont compris qu'une subvention ne suffisait pas à faire un budget, et que les compagnies en bonne santé sont celles qui multiplient les sources de financement. L'absence de lieu fixe a été pour eux, paradoxalement, un atout, en les forçant à courir les coproductions et les accueils extérieurs. Patrick Le Mauff s'est tourné, comme beaucoup de compagnies, vers ces équipements qui se sont multipliés ces dernières années dans les cités de la périphérie. Feyzin lui fournit pour l'instant une base de travail et un peu d'argent.

Le prétexte de telles implantations temporaires n'est plus l'action culturelle auprès du public local. On accepte l'idée, comme dans les théâtres de la périphérie parisienne, que le public vienne en partie de la grande ville, mais chacun y trouve son compte : la compagnie peut travailler et la municipalité d'accueil achète pour un prix raisonnable des spectacles de bonne qualité.

Marinelli, lui, a cherché au Havre où ailleurs les infrastructures lui permettant de se professionnaliser, comprenant que, dans cette situation, un metteur en

scène doit remplir les salles ou disparaître : s'il y parvient, son administrateur peut développer, dans le budget, la rubrique « recettes propres » : le public venant, on peut se vendre. En 1983, la tournée de l'Opéra de quat' sous a permis à la compagnie de s'autofinancer à 75 %. Exploite difficile à renouveler, bien sûr, mais qui fait prendre conscience de l'importance du rôle économique dans la réussite d'une troupe.

Au fait, faut-il parler de « troupe » ? Existe-t-il véritablement des troupes en cette époque où les instances pourvoyeuses de subventions — l'Etat, la région surtout — jugent en grande partie de la crédibilité d'un créateur à sa capacité de produire des emplois salariés, au moins occasionnels...

Une troupe signifie la présence continue d'un groupe de gens travaillant ensemble. Or aucune compagnie régionale n'a les moyens de supporter des salaires permanents — gestion oblige — sont un ou deux administratifs. Les acteurs ? Ils sont engagés le temps d'un spectacle, avec des salaires suffisamment gonflés pour permettre de faire face ensuite à quelques mois de chômage. Les « poyeurs » sont contents, même si le travail artistique manque de suivi. Mercenaires obligés, les acteurs y perdent peut-être cet approfondissement du travail saison

Des premiers temps de la décentralisation subsistent quelques habitudes. Mais on ne va plus « défricher les déserts culturels ». On s'installe dans les grandes villes et leur périphérie. Lyon, où sont nés Roger Plançon et Marcel Maréchal, reste un centre particulièrement actif. Et un exemple.

après saison dans une même équipe. Et les productions se jouent chaque fois sur la qualité des nouveaux venus.

Pour limiter les risques, les metteurs en scène ont tendance, à tort ou à raison, à chercher loin de Lyon leurs collaborateurs occasionnels, Paris restant considéré comme le meilleur réservoir de talents. Les comédiens lyonnais ont beau se battre, ils ne sont pas pris au sérieux. Laissé-pour-compte ou engagés pour de petits rôles, ils n'ont guère l'occasion de progresser, et leur image continue de se dévaluer. Seuls deux ou trois acteurs « de base » assurent le continu du travail des compagnies : Guillemette Grobon au Réfectoire, Elizabeth Macocco à l'Atteupement... Marinelli compense en construisant l'image de sa compagnie sur d'autres facteurs de permanence : la collaboration avec des peintres, stylistes, musiciens ; ou le recours à la commande de textes à de jeunes auteurs ; politique à hauts risques, mais tentative louable de constitution d'un « répertoire » personnel en un temps où les troupes semblent trop souvent choisir leurs textes au petit bonheur.

Ces compagnies qui « tournent » assez bien, dans tous les sens du terme, sont-elles satisfaites de leur sort ? Leur relative aisance cache quelques difficultés et frustrations. Bruno Boeglin se serait sans doute plus heureux dans une structure de création du type « laboratoire », où on ne lui demanderait pas sans cesse de rendre des comptes. Marinelli voudrait une infrastructure plus solide pour pousser plus loin sa collaboration avec les auteurs et explorer le domaine de la création vidéo, qui l'attire. D'où sa candidature actuelle aux centres dramatiques. Le Mauff aime bien Feyzin, mais il rêve de la convivialité d'une salle comme les

Bouffes du Nord... Toutefois, il a choisi de « faire avec » ce qui lui est donné : « Naus recevons cette année 720 000 F de l'Etat et des collectivités territoriales. Ce n'est pas assez pour monter un spectacle mobilisant, comme le précédent, seize personnes pendant quatorze mois. Pour moi je préfère me débiter pour trouver des coproductions plutôt que me plaindre et ne rien faire. »

Ainsi vivent les « nantis » de cette « prestigieuse » catégorie hors commission. Et les autres ? Rien qu'à Lyon, on compte une bonne vingtaine de compagnies subventionnées par l'Etat et aidées par la région, le département ou la ville. L'objectif (« des conditions de travail plus professionnelles ») indispensable si elles veulent être reconnues et soutenues, semble parfois un peu dangereux. La compagnie L2D vient d'en faire l'expérience. Ce groupe de recherche, marginal dans son fonctionnement et ses programmations, a tenté cette saison de se doter d'un outil administratif et de monter un spectacle dans une vraie salle (à Vaulx-en-Velin). En payant tous les participants. Le résultat : un trou financier qui la paralyse momentanément.

Pour limiter les dégâts, les pouvoirs publics ont mis en place l'ARSEC, un service original qui dispense aux équipes démunies des conseils de gestion. Il existe quand même quelques compagnies débrouillardes, portées souvent par un homme (ou une femme) orchestre : entreprenant. C'est le cas de la compagnie de Françoise Maimone, qui assume en même temps la création de spectacles ambitieux (un *Macbeth*, des montages de textes de Lautréamont, Artaud...) et une efficace gestion qu'on pourrait qualifier — sans antiféminisme — de « ménagère ».

JUSQU'OU GRANDIR

« Je fais moi-même mon budget en démarrant des tournées et des coproductions très longtemps à l'avance. Quand les factures arrivent, je les paie. Je saurais mes collaborateurs : le dernier spectacle a coûté 45 000 F de charges sociales... » Un budget net, des collaborations sans exploitation... « Et c'est bien d'assumer ça. Les chiffres occupent la tête, c'est bon contre l'angoisse... » Un seul problème : Françoise Maimone ne se paie pas elle-même, mais vit sur le salaire de son mari...

Certains ironisent et lui disent : « Tu ne grandiras jamais en fonctionnant de cette façon... » Le fait est que d'autres compagnies ont « grandi » en visant haut et ont brutalement retombées. En déve-

loppant tout ce qui sert l'image — un look de scène et des équipes de relations publiques pour le vendre — Rotatives à eu accès aux grands théâtres, aux festivals, aux tournées à l'étranger. Jusqu'à la catastrophe financière.

Parmi les compagnies qui tiennent le coup : celles qui ont su donner une « spécificité » dans le théâtre de divertissement, l'action culturelle ou une marginalité assumée : ainsi le groupe de Wladislaw Znorok, qui multiplie les interventions ponctuelles en faisant de son nomadisme forcé une philosophie et une esthétique. Mais qu'on ne rêve pas trop : il ne suffit pas toujours d'être pauvre et sans lieu pour être heureux...

BERNADETTE BOST.

Le kathaka



AVIGNON ET MOI

MARIA

Casarès

JOUER AVEC LES ÉTOILES

« A UTREFOIS, c'était en 1954, la scène du palais des Papes à Avignon était nue. Quelques projecteurs seulement, mais les comédiens semblaient monter sur le plateau comme on monte vers le ciel. C'était un endroit où le théâtre jouait avec les étoiles. Un texte qui s'accorde avec un tel environnement peut donner du génie aux comédiens. Après une année de travail au TNP, on avait l'impression de venir à Avignon pour y passer des vacances. Pourtant, cette attirance, ce plaisir, étaient toujours mêlés d'inquiétude. C'est peut-être la ville qui inspire cela ? Comme si les pierres à ses murs, malgré leur beauté, sentaient la peste. »

Plus tard, je ne me souviens plus des dettes, la ville peu à peu s'est étouffée, la cour des Papes a changé elle aussi. On aurait dit un immense couloir sans profondeur. Pour comble de malheur, on ne nous entendait plus ! La fête se transformait lentement en foire. Jean Vilar a senti cette métamorphose. Avec humour, il disait qu'il voulait mettre

aux portes de la ville des écriteaux portant la mention : « Ni smoking ni maillots de bains ! »

Plus récemment encore, j'ai joué les Possédés dans une mise en scène de Denis Llorca. Une fois de plus, le cadre avait changé. Au premier abord, la cour d'honneur du palais des Papes semblait plus souple, mieux adaptée aux différences de mise en scène. Mais on ne voyait plus la cour elle-même ! Dans la ville, il y avait des spectacles partout. Ce n'était plus de l'émulation. Des gens couraient, prenaient des rendez-vous et faisaient des affaires. La plus grave, c'est qu'avait disparu cette alliance à laquelle tenait tant Jean Vilar : celle du spectacle et de son cadre.

Mais le festival se venge. Quand une représentation ne lui convient pas, il l'écrase, ou fait souffler le mistral, ce grand premier rôle. J'ai dialogué avec le vent. Dans la cour d'honneur, c'est inoubliable. »

Propos recueillis par CAROLINE DE BARONCELLI.

YANNIS

Kokkos

SOLEILS DE MINUIT

« A U milieu des années 50, les images du mur d'Avignon, que je découvrais dans les publications qui franchissaient alors les frontières, se confondaient dans mon esprit avec les images, pleines de bruit et de fureur, des films d'aventures moyenâgeux qui envahissaient les écrans des cinémas à la belle étoile, dans les quartiers d'Athènes. »

L'écho lointain des claquements des bannières du TNP et des sonneries des trompettes, ainsi que le dessin anguleux des costumes de Giachia, dont les maquettes aux couleurs vives agrémentaient mes quelques livres sur la théâtre, accrochaient l'imaginaire de l'adolescent que j'étais alors que les visions chatoyantes du tournoi d'Ivanhoé.

Le théâtre lointain, noble et austère, qui s'accomplissait dans des paysages que l'on disait proches de ceux qui m'entouraient, m'apparaissait alors comme familier de l'univers qui m'habitait : la même nuit, les mêmes étoiles, le même frémissement d'un tissu ou d'un geste étaient axés de-

vant le haut mur du Palais de Provence et dans le cercle magique de l'orchestra d'Epidaure, théâtre proche, où à la tombée du jour le marbre sent le laurier.

Pendant les représentations données ces nuits-là en Grèce et en Avignon, je prenais conscience, grâce à la nuit qui unissait ces deux lieux de la vie parallèle du théâtre, de la vraie vie.

En travaillant sur les plans et les photographies de la cour pour Lucrèce Borgia en Avignon, ces souvenirs d'autrefois revenaient.

Aujourd'hui, je sais que j'aimerais regarder la cour d'honneur telle que je l'imaginai jadis. J'aimerais faire briller les acteurs comme de véritables soleils de minuit, mêlant leurs reflets à celui du grand mur fondu dans le dessin tortueux évoquant les châteaux engloutis de l'Histoire rêvée par Hugo.

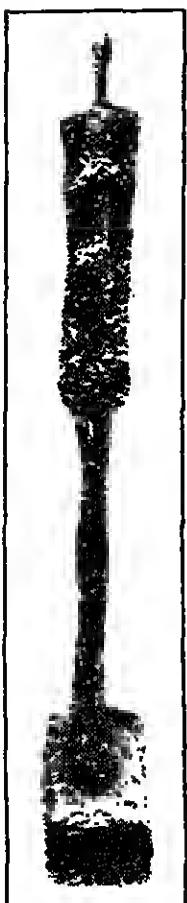
Dessiner l'air autour des comédiens et sous leurs pieds l'univers à l'envers. »

YANNIS KOKKOS.

La collection Maeght

LE XX^e SIÈCLE SOUS LES VOUTES GOTHIQUES

Fernand Léger, Chagall, Hartung, Adami, Bazaine, Miro, Giacometti...
La collection de la Fondation Maeght est
— en partie du moins — dans le palais des Papes.
Une première étape pour un festival
qui ne veut ignorer aucun art.



Alberto Giacometti :
Femme de Venise II.

POUR le festival, le palais des Papes accueille la collection de la Fondation Maeght. Non pas toute la collection qui comporte plus de 6 000 numéros si l'on compte les œuvres graphiques, mais cinquante tableaux choisis par Jean-Louis Prat, le directeur de la fondation, et une vingtaine de sculptures signées Miro, Giacometti, Calder.

C'est la première fois que la collection quitte ainsi les murs blancs du palais dessiné par José Luis Sert. C'est aussi la première fois que le Festival d'Avignon prend une exposition sous son aile (jusqu'à là il y a eu des expositions d'été en Avignon pendant le festival, mais off). Et c'est bien.

Pourquoi, en effet, d'une place de théâtre ne pas faire aussi une scène ou event-scène de la création artistique ? Pourquoi ne pas envisager pour les festivaliers un plus, qui pourrait aussi avoir des rapports avec le théâtre ? Ne pourrait-on imaginer des expositions spécifiques ? Les sujets ne manqueraient pas, même au-delà des thèmes évidents, comme la réalisation des décors par les peintres. Autour de l'espace scénique et de l'espace pictural, par exemple.

A ces questions qui ont dû se poser avec acuité à la direction du Festival, la réponse de cette année est encore hésitante. La collection

Maeght n'a en effet pas grand-chose à voir avec le monde du théâtre, bien qu'on puisse toujours s'amuser à en analyser le contenu en termes de drame et d'intrigues — de la couleur, des lignes, des formes, de la lumière. Par contre, deux autres expositions inscrites au programme, elles, s'expliquent mieux : il s'agit des dessins de Roger Blin et des peintures et dessins de Tadeusz Kantor.

Quant au bel accrochage du palais des Papes, il a quelque chose de troublant. On ne peut regarder les œuvres comme on les regarde dans leurs murs, dans leur lien à l'environnement et aux sculptures qui emplissent les jardins de Saint-Paul toujours hantées par les figures d'Aimé et Marguerite Maeght. Pourtant, malgré les murs épais de la forteresse papale, elles reviennent là-bas, et à la grande époque de la création de la Fondation, en 1964.

L'exposition est pourtant sans commune mesure avec celle qui, il y a trois ans à la Fondation, rendait hommage au couple disparu. Mais elle en respecte l'esprit et les valeurs. Tout en suggérant que cela bouge, que les enrichissements continuent (l'acquisition récente d'un Dubuffet de 1976 — Dubuffet qui emplira tous les étages de la Fondation cet été), qu'il faut aussi s'attacher à la création d'aujourd'hui, qui n'est

pas celle d'il y a dix, vingt, trente et quarante ans. Difficile. Car l'aujourd'hui n'est pas l'hier, car les moyens ne sont plus les mêmes, car l'état d'esprit de la création a changé, car l'introduction de nouvelles recrues, même à la quarantaine et à l'heure de la maturité, dans le temple de l'art d'après guerre, peut paraître profanateur.

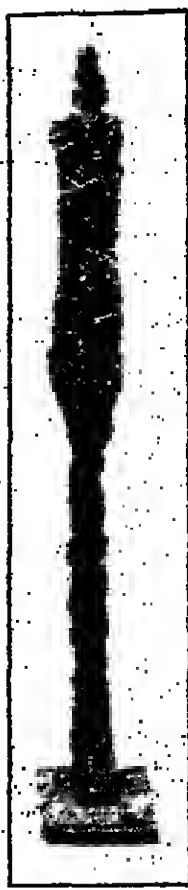
Ils sont presque tous là, les grands disparus, les anciens et les plus jeunes. Les peintres dans la chapelle de Clément VI, à raison d'une toile pour chacun, les sculptures dans deux salles attenantes. Dans la chapelle aux voûtes gothiques, dont on n'a pas voulu casser le beau volume on érigeait des cimaises, c'est Léger avec *la Partie de campagne*, de 1954, presque au face de *la Vie*, le grand résumé de l'histoire personnelle de Chagall (1964). C'est Hartung au-dessus de l'autel (pour son format) et Rebevalle à l'autre bout de la nef ; c'est Soulages, Riopelle, Bazaine d'un côté, Sam Francis, Hantay, Joan Mitchell, de l'autre ; et Adami à côté de Léger, qui se porte très bien de ce voisinage. C'est encore Monory et Klapheck et Moninot non loin de Cane, Viallat et Maurice, les représentants de la génération de la fin des années 60 et du début des années 70.

L'exposition n'était pas facile à faire ainsi, aux quatre murs de la nef unique, sans parler des dimensions mêmes de l'espace, immense. Il est pourtant réussi. On pense à un jour de grande cérémonie. Et puis c'est l'occasion de vérifier combien certaines œuvres respirent et revêtent une ampleur particulière, ainsi confrontées aux vieilles pierres. Le Sam Francis, par exemple, avec ce grand blanc cerné en

lisière de couleurs substantielles. Il y a même des œuvres qui paraissent faites pour les lieux : le Soulages aux grands tracés brun profond, tendus et attachés comme des arcs-boutants. Ou le Tapis, grande surface marron qui fait penser aux portes de bois de l'ancien palais. Et peut-être même l'Alekhinsky, dont le serpent cobra éveillé gentiment le souvenir des monstres et de l'imagerie du Moyen Âge.

Mais le clou, ce sont surtout les deux salles jouxtant la chapelle. Dans la chambre du camériste, où jadis on devait se livrer à des fort peu drôles activités — les comptes et contrats, — c'est la fête de la couleur en folie avec les bronzes peints de Miro, chaises de *Mon-sieur, madame*, femme-oiseau ; jeunes filles et autres personnages féminins faits de brie et de broc, selon la plus haute fantaisie. Y répondent, aux murs, deux toiles de la série *la Naissance du jour* (1964) et une tapisserie quasiment sculptée, à se noyer dans les franges de laine. Chez le camériste encore, on trouve trois petits Calder, *les Acrobates*, *la Danseuse* et *l'Étoile de mer*, en équilibre mobile sur leur axe. Et un Bury craquant, grinçant pour contre-carrer le souffle si présent du mural ; un Bury où les soixante-treize cylindres, mobiles comme des doigts, disposés comme des notes sur une portée, arrachent aussi aux quatre-vingt-deux cordes des sons de harpe.

...L'autre salle, à laquelle on accède depuis la première par une petite antichambre où l'on croise les deux têtes sous le même béret de l'hymne de Braque (broché), est pour Giacometti. Avec un choix de bronzes, depuis la période surréaliste jusqu'à



Alberto Giacometti :
Femme de Venise III.

l'Homme qui marche de 1960. *La Femme-culter*, *le Couple*, *l'Objet invisible* y opposent leurs volumes lisses, sauvages et primitifs aux figures filiformes, pétrées au doigt de la Forêt, et de trois *Femmes de Venise* aux bras collés aux hanches.

La pièce cubique, propice aux lectures et visions d'enfermement, abrite encore *l'Atelier* de Braque (1950-1951), grimeux et sombre, et le *Champ abandonné* de Ubac, paysage de sillons de terre brûlée, dramatique lui aussi. Là, c'est la peinture et la sculpture en abîme.

GENEVIEVE BRÉHERETTE.

* Collection d'art moderne de la Fondation Maeght, Palais des Papes. Jusqu'au 31 juillet.

FRANCIS Ponge

UN AMI INTIME DES PATATES

C'EST un fait : nous vivons sur la Terre, la planète Terre. Mais nous y vivons d'une façon incomplète, un peu honteuse, en ceci que nous sommes très inattentifs à ce que cette terre nous met sous les yeux, sous la main. Les pierres, les plantes, l'eau, les insectes, tant d'autres choses, nous ne nous attardons pas sur eux.

Une pomme de terre, par exemple, vous jetez un coup d'œil dessus, chez le marchand de légumes, et à la maison vous la sortez du cabas, et hop ! vous l'épluchez. Qui prend le peine, durant une heure ou deux, de contempler cette pomme de terre, de la regarder de tous les côtés, de réfléchir à toutes les questions qu'elle pose ?

Une pierre, n'en parlons même pas. Un coup de pied dedans, pour décaler le terrain du jeu de boules. Si vous la prenez dans la main, c'est pour caler le pneu arrière de l'auto dans une pente ou le lancer sur l'eau pour faire des ricochets, mais elle, la pierre, zéro, elle n'existe pas.

Et même les êtres vivants : une guêpe, vous allez lui balancer un coup de revers de la main, pour l'envoyer voler plus loin, vous allez essayer de l'écraser avec le *Monde du samedi* plié en quatre, ce n'est même plus de l'indifférence, de la méfiance, c'est du mépris aveugle, quand êtes-vous allé chercher la loupe sur la table pour regarder un peu longuement une guêpe aspirant du sucre dans la couvercle du pot de confiture de prunes ?

Tout comme ça, tous les jours : on vit sans regarder, sans faire aucune attention.

C'est là qu'intervient Francis Ponge : il croit que cette manière si incroyablement paresseuse et mal élevée de côtoyer et même d'employer chaque jour des centaines de choses sans avoir pour elles un regard, un geste affectueux, est un facteur de dégénérescence. Il pense qu'aucun progrès social, mental, n'est à espérer tant que nous ignorons si grossièrement toutes ces choses et ces êtres qui, l'un sur

Autour du poète Francis Ponge, Christian Rist et Jean-Marie Villégier font surgir le théâtre au verger Urbain V.

l'autre, composent cette Terre sur laquelle nous sommes.

Francis Ponge ose espérer qu'il n'est pas trop tard, que le progrès est encore possible. Il croit que nous pourrions faire connaissance avec ce qui est sur la Terre, et que cela rendrait meilleure la vie des pays et des gens. Et il donne des indications pratiques pour en arriver là.

Il prend un gelat, une ervette, un bout de savon, un cil-

let, n'importe quoi qui se trouve là, et tout le badaboum affaîré des jours ouvrables mis de côté, il s'installe dans un tête-à-tête prolongé, amical, avec cette chose.

Il note par écrit tout ce qui se passe, puisque, si on ne note pas par écrit, on ne se souvient de rien, on n'avance pas. Il note donc par écrit, et nous découvrirons alors, grâce à lui, qu'une simple petite pomme de terre nouvelle sans signe particulier, disons une belle de Fontenay, offre tout un monde de perceptions, de sensations, de méditations. Toute une aventure, tout un cinéma.

C'est ça l'essentiel, avec Francis Ponge : cette tentative opiniâtre d'un progrès des sociétés et des vies privées par la pratique d'une amitié curieuse avec les choses — pratique qu'il indique par des mots simples.

Donc Francis Ponge n'est pas un écrivain, il n'a aucune des intentions, des habitudes, de l'écrivain. Il serait plutôt un meneur d'une sorte de nouveau service d'utilité publique.

Que, dans un deuxième temps, les mots posés par Francis Ponge sur la papier à des fins seulement pratiques, s'organisent entre eux, se répondent et jouent entre eux, hors de la volonté de Francis Ponge, jusqu'à vous intriguer, vous faire cogiter ou rire, ce n'est pas impossible, pourquoi pas. Que même cette nouba des mots chauffe davantage chez le meneur Ponge que chez les écrivains de métier, ce n'est pas impossible non plus. Tout peut arriver.

MICHEL COURNOT.

TADEUSZ Kantor

LE RIRE MACABRE

Tadeusz Kantor vient avec ses dessins et présente son tout dernier spectacle : Qu'ils crèvent les artistes.



Métamorphoses (1949).

UNE exposition de dessins et de peintures récents, un film sur son théâtre, son dernier spectacle : Tadeusz Kantor est trois fois présent.

Seul à dire qu'il est polonais, on se du mal à définir Tadeusz Kantor, qui, à partir de Cracovie, promène d'un continent à l'autre des poupées et des hommes, à l'image les uns des autres. Figures polychromes aux yeux de verre aux côtés de leurs doubles humains. Fantômes bleffards vêtus de noir face à des mannequins de chiffons effilés... Monde crépusculaire animé par un

deus ex machina, silencieux, hors action et terriblement présent : Kantor lui-même, jonglant avec les simulacres et les faux-semblants pour faire naître et développer la réalité. « Le spectacle ne représente pas, il montre. Le théâtre est l'imprévisible chance de vaincre la notion exagérée, insupportable de représentation... Il est la chance du réel... »

Le spectacle que Kantor présente au gymnase du lycée Aubanel est une « revue », sans strass, ni brillantes couleurs, dont les personnages sont des officiers, une mère, un pendu, un homme qui marche à

la rencontre de la mort... La mort est la vedette obsessionnelle de Kantor. Elle va d'un spectacle à l'autre, « comme un dérivé évident de la vie », dit-il. « Pendant mes études au lycée et à l'école des Beaux-Arts, j'étais influencé par le symbolisme, raconte Kantor. Je li-sais passionnément Witkiewicz, qui était considéré comme un destructeur total, et Wyspianski, qui était presque nérophile. Je connaissais par cœur les drames de Maeterlinck. Les formes radicales, telles que la constructivisme, l'abstraction géométrique m'absorbaient... D'ailleurs, l'atmosphère artistique de la

Tadeusz Kantor est né en 1915 à Włocławek. Il suit des études à l'Académie des Beaux-Arts, de 1934 à 1939. Études de peinture et aussi de scénographie avec Karol Frycz, disciple de Gordon Craig. Il monte des spectacles de marionnettes. 1942. La guerre, le terror. Kantor organise un théâtre clandestin dans des appartements. 1944. Le stalinisme impose une marge d'action étroite aux non-conformistes. Kantor casse les conventions de la scénographie, « œuvre en soi, œuvre d'art ». 1956. Il fonde le Cricot 2. 1977. Commence sa carrière internationale avec le Cricot mort, qu'il n'a cessé de jouer.

« La
la
Le
l'ur
1986 :
le thé

مكتبة الأمل

(Publicité)

« Le gouvernement a choisi la logique de la création. » (*)

(*) Le ministre de la culture, le Monde, 20 mars 1984.

Le théâtre français est, dit-on, l'un des meilleurs du monde

1986 : l'Etat s'apprête-t-il à asphyxier le théâtre et les arts de la scène ?

Après l'effort sans précédent de 1982 accompli par l'Etat pour « remettre à flot » l'ensemble des entreprises artistiques et culturelles de notre pays, l'année 1985 a été pour notre profession celle de la plus forte paralysie budgétaire depuis une vingtaine d'années.

Mais, pis encore, si les arbitrages budgétaires actuels sont ceux que l'on redoute, 1986 risque d'être l'année de tous les effondrements. Sans scénario de rechange.

Et pourtant, un peu partout dans l'Hexagone, des centaines d'équipes artistiques ont porté le théâtre français à son plus haut rang dans le monde, permettant l'émergence de générations successives de metteurs en scène, d'acteurs, d'auteurs, de décorateurs, de techniciens...

Une jeune génération de chorégraphes de grand talent vient de naître, capable de rivaliser avec les plus célèbres fondateurs de la danse moderne.

De multiples expériences liant les créateurs de la scène aux créateurs d'images nouvelles, aux musiciens, aux peintres, à la mode... se mettent en place. Avec la part du risque, de l'échec, du plaisir, de la déception, du succès, de l'erreur.

Au fil du temps et de l'histoire, s'est constitué en France un tissu unique d'entreprises artistiques et culturelles : certaines sont en cours de mutation, d'autres au contraire restent en jachère ou s'effondrent, d'autres sont en pleine explosion créatrice.

C'est ce tissu original, cet immense potentiel national, qui est aujourd'hui en péril.

Qu'en sera-t-il en 1986 de l'audacieux pari fait sur la création ?

« Investir dans la culture, c'est investir dans l'économie, c'est du même coup dégager l'avenir », affirmait le Président de la République au colloque de la Sorbonne du 13 février 1983.

Et le théâtre ? Et les arts de la scène ?

COMMUNICATION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU SYNDEAC
(SYNDICAT NATIONAL DES DIRECTEURS D'ENTREPRISES ARTISTIQUES ET CULTURELLES)
DU 17 JUIN 1985

Liste des adhérents par ordre alphabétique :

Philippe ADRIEN (Théâtre de la Tempête), Michel ANSEAUME (Théâtre A. Dejazz), Alfredo ARIAS (Centre dramatique national d'Aubervilliers - Groupe TSE), Pierre ASCARIDE (Compagnie), Gilles ATLAN (Théâtre du Regard), Fanny AUGUIAC (Centre martiniquais d'animation culturelle), Dominique BAGOUE (Centre chorégraphique régional de Montpellier), Pierre BARRAT (Atelier lyrique du Rhin), Bruno BAYEN (Compagnie Pénlope), Daniel BAZILIER (Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse de Saint-Denis), André BENICHO (Théâtre populaire jurassien), Daniel BENOIN (Centre dramatique national de Saint-Etienne), Alain BEZU (Théâtre des Deux-Rives de Rouen), Jacques BLANC (Maison de la culture de Grenoble), Pierre BONGIOVANNI (Centre d'action culturelle de Montbéliard), Dominique BOURDE (Association Voltaire-Athévains), Gildas BRUCKMANN (Centre chorégraphique national de Basse-Normandie), Patrick CAZALS (Centre culturel et artistique Jean-Lucot d'Anthon), André CELLIER (Centre théâtral du Maine), Bernard CHARDÈRE (Institut Lumière), Alysse CHATEAUMINOIS (Centre éducatif et culturel de la vallée de l'Yonne), Gilles CHAVASSIEUX (Théâtre les Ateliers), Richard COCONNIER (Compagnie Farlow et Belcher), Jean-Claude COLLOT (Théâtre d'Alençon - Compagnie du Mai d'Auray), Claude CONFORTE (Compagnie), Joëlle COUSINAUD (Compagnie des Clapiers), Jean DANET (Centre dramatique national - Les Trésors de France), Catherine DASTÈ (Théâtre des Quartiers d'Ivry), Pierre DEBAUCHE (Centre dramatique national du Limousin), Henri DEGOUTIN (Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse de Lorraine), Pierre DELLA TORRE (Compagnie), Jérôme DESCHAMPS (Compagnie), Alain DESPRES (Atelier régional de musique de Lens), Thierry DESTREZ (Théâtre du Quadrant), Jean-Claude DROUOT (Centre dramatique national de Reims), Michel DUBOIS (Centre dramatique national de Caen), Pierre FABRICE (Théâtre populaire de Champagne), Jacques FALGUIÈRES (Compagnie Des Opérations d'Evreux), Jean-Claude FALL (Théâtre de la Bastille), Jean-Paul FARRE (Compagnie des Clapiers), André FELLER (Centre d'action culturelle de Saint-Brieuc), Alain FRANCON (Théâtre éclaté d'Ancey), Pierre FRILOUX (Transcend - Théâtre d'En Face), Jean-Claude GALLIOTTA (Centre chorégraphique national de Grenoble), Gabriel GARRAN (Théâtre international de langue

française), Pierrette GARREAU (Centre d'action culturelle de Villeneuve-d'Ascq), Françoise GEDANKEN (Transcend - Théâtre d'En Face), Gérard GELAS (Compagnie du Chêne noir), Robert GILBERT (Théâtre national populaire), Robert GIRONES (Théâtre de la Reprise II), René GONZALEZ (Théâtre Gérard-Philippe - Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis), Yves GRAFFEY (Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse de Caen), Jean GUICHARD (Théâtre des Pays de Loire), Patrick GUINAND (Compagnie), André GUITTIER (CDN - Théâtre national du Nord-Pas-de-Calais), Daniel-Jacques HANIVEL (Centre d'action culturelle de Saint-Quentin-en-Yvelines), Alain HERZOG (Compagnie Le Chapeau rouge), Pierre-Étienne HEYMANN (Compagnie La Planchette), Jean-Marie HORDE (Centre d'action culturelle de Cergy-Pontoise), Joysane HORVILLE (Théâtre de l'Altière), Michel HUMBERT (Centre de création et d'animation rurale), Brigitte JAKUES (Compagnie Pandora), Fabien JANNELLE (Centre d'action culturelle de Marne-la-Vallée), Christophe JOCEUR-MONROZIER (Centre de développement culturel de Calais), Gaston JUNG (Compagnie Les Drapiers), Paul KANITZER (Centre d'action culturelle de Mulhouse), Henri KOCHMAN (Centre d'action culturelle de Villejuif), Théâtre Romain-Rolland, Jacques KRAEMER (Compagnie), Suzanne LAFAYE (Les Baladins lyriques), Hervé-Pierre LAMBERT (Maison de la poésie de Paris), Patrick LANDRE (Centre d'action culturelle du Creusot), Roger LANDY (Maison de la culture d'Angers), François LAROSE, Jacques LASSALLE (Théâtre national de Strasbourg), Georges LAUDANT (Centre dramatique national des Alpes), Anne-Marie LAZARINI (Compagnie Les Athévains), François LAZARO (Théâtre Espace Marionnettes), Denise LECLERC (Jeune Théâtre national), Brigitte LEFÈVRE (Théâtre du silence - Centre chorégraphique national de Poitou-Charentes), Françoise LETELLIER (Centre d'action culturelle de Sochaux), Gérard LION (Centre d'action culturelle de Saint-Médard-en-Jalles), Denis LORCA (Centre dramatique national de Franche-Comté), René LOYON (Compagnie Je-lis), Claude MALRUC (Centre d'art contemporain d'Orléans), Marcel MARECHAL (Théâtre national de Marseille), Jean-Louis MARTIN-BARBAZ (Centre dramatique national du Nord-Pas-de-Calais), Jean-Louis MARTINELLI (Théâtre du Réfectoire), Henri MASSADAU (Maison de la culture de

Bourges), Alain MERGNAT (Centre dramatique national de Bourgogne), Silvia MONFORT (Centre d'action culturelle de Paris), Gabriel MONNET, Michèle MONTANTIN (Centre d'action culturelle de la Guadeloupe), Patrick MORELLI (Compagnie Organon-Images), Jean MORLOCK (Maison de la culture de Créteil et du Val-de-Marne), Serge NOVELLE (Compagnie Atelier-Théâtre-Image), Guy PARIGOT (Centre dramatique national de Rennes), Olivier PERRIER (Les Fédérés), Françoise PILLET (Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse de Sartrouville), René PILLOT (Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse de Lille), Roger PLANCHON (Théâtre national populaire), Roland POQUET (Centre d'action culturelle de Douai), Jean-Pierre POTTIER (Centre d'action culturelle d'Angoulême), Pierre PRADINAS (Compagnie Le Chapeau rouge), Charles PRAGER (Centre d'action culturelle de Miconi), Dominique QLEHEC (Centre dramatique national de Rennes), Michel RAFFAELLI (Centre dramatique musical de la Corse), Alain RAIS (Spectacles de la vallée du Rhône), Edith RAPPOPORT (Centre d'action culturelle de Malakoff), Claude REGY (Compagnie Les Ateliers contemporains), Guy RÉTORÉ (Théâtre de l'Est parisien), Jean et Colette ROCHE (Compagnie), Jacques ROSNER, Quentin ROUILLE (Centre chorégraphique national de Basse-Normandie), Jean-Pierre ROUZE (Centre culturel de Brancion), Claude SAGEOT (Maison de la culture de Nevers et de la Nièvre), Pierre SANTINI (Théâtre des Boucles de la Marne), Maurice SARRAZIN (Centre dramatique national de Toulouse), Jean-Louis SARTHO (Compagnie Tavaras/Sarthou), Claude SEVENIER (Centre d'action culturelle de Sartrouville), Jean-Marie SIMON (Compagnie), Claude SIMSEN (Centre culturel de l'Yonne), Bernard SOBEL (Centre dramatique national de Gennevilliers), Daniel SONZIN (Centre d'action culturelle d'Annecy), Léo STANDARD (Centre chorégraphique national de Grenoble), Arlette TEPHANY (Compagnie), Jacques TEPHANY, Jean-Louis THAMIN (Centre dramatique national de Nice), Charles TORDJMAN (Théâtre populaire de Lorraine), Jean-Pierre VINCENT, Jacques VINGLER (Espace pluriel de Besançon), Antoine VITEZ (Théâtre national de Chaillot), Jacques WEBER (Centre dramatique national de Lyon), Alain WEISS (Centre d'action culturelle de Villeneuve-d'Ascq), Maurice YENDT (Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse de Lyon).

SYNDEAC, 7, rue du Helder, 75009 Paris

USA LANGUAGE

Attrapez l'accent américain

Juliet/Aout

Stages d'été anglo-américain

Sessions de 2 semaines le soir

+ Sessions d'1 mois le matin

Nouveau en juillet:

Ateliers de création en anglais

Art workshop du 1^{er} au 14 juillet

Creative writing workshop

du 15 au 28 juillet

COUNCIL

Centre Franco-Américain

1, place de l'Odéon, 75006 Paris

Tél. : 634.16.10

STAGE INTENSIF

ART

DRAMATIQUE

du 8 au 12 juillet

à Paris, 361-34-68

MAISON DU DANEMARK

142, Champs-Élysées - M^o Etoile

TRACES

sculptures - collages - gravures

INGE-LISE KOEFOED

Tous les jours, de 13 h à 19 h - Dimanches et fêtes de 15 h à 19 h

JUSQU'AU 1^{er} SEPTEMBRE 1985 - Entrée libre

GALERIE CAILLEUX

136, Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

ŒUVRES DE JEUNESSE

de WATTEAU à INGRES

du 3 juin au 12 juillet

GALERIE SCHMIT

396, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS 260.36.36

DE COROT A PICASSO

exposition : jusqu'au 20 juillet

MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne (7^e) - M^o Varenne

KIRILI

Sculptures présentées

dans les jardins du Musée

Tous les jours, sauf mardi, 10 h-17 h 45

20 juin - 18 septembre

GALERIE LOUISE LEIRIS

47, rue Monceau, 75008 PARIS

Tél. : 563-28-85/37-14

HENRI LAURENS

60 œuvres

1915-1954

12 juin - 20 juillet

Tous les jours sauf dimanches et lundis

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS

11 rue Payenne - 3^e

CARL KYLBERG (1878-1952)

peintures, aquarelles, dessins

UN ART DU FEU

verrière contemporaine en Suède

jusqu'au 14 juillet

lundi-vendredi 12 h/18 h

samedi-dimanche 14 h/18 h

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen de repas - J. H. : ouvert jusqu'à 2 heures

DINERS

RIVE DROITE

L'ÉPI D'OR 236-38-12 F. dim. Le vrai bistrot parisien qui sert ses plats régionaux jusqu'à 1 h du matin ; jambonneau

CAVEAU FRANÇOIS-VILLON 236-10-92 F. dim. Caves du XV^e. Déj. soup. j. 24 h, soirée animée par troubadour. Barbecue aux sauternes et

CHEZ DIEP 256-23-98 et 563-52-76 F. dim. Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie

LE SARRIADAIS F. sam. midi, dim. Déjeuners, dîners j. 22 h. Cuisine périgourdine. CASSOLET, CONFIT, FOIE

TV COZ F. dim. lundi 35, rue Saint-Georges, 9^e 878-42-95 F. dim. Son étonnant menu à 105 F. service compris. Vins de Loire. Décor 1880. Salons de

PALEIS DU TROCADÈRE 727-05-02 F. dim. Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor féerique. Cuisine faite par

LE CHALUT 387-26-84 F. dim. grillé, Bouillabaisse, Délicie du chef ! M. Menu 150 F. jusqu'à 20 h (repas d'affaires).

EL PICADOR 387-26-87 F. dim. Déj., dîner j. 22 h 30. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zambale, gambas,

RIVE GAUCHE

AUBERGE DES DEUX SIGNES F. dim. 46, rue Galvade, 9^e 325-46-56/325-00-46 F. dim. /lundi midi

RAFFATIN ET HONORINE 354-22-21 F. dim. /lundi midi

LE MAHARAJAH 325-12-84 F. dim. 15, rue J.-Chaplain, 6^e

CHEZ FRANÇOISE 705-49-03 F. dim. C'est votre fête, aujourd'hui, Madame. ou vous, Monsieur ? Valable toute l'année.

CHATEAU DE LA CORNICHE (31 093-21-24) 31 093-21-24 F. dim. Dans son panorama exceptionnel, Nouvelle salle à manger sur terrasse suspendue. Bar. F. dim.

LES MAGNOLIAS 872-47-43 F. dim. La nouvelle « bonne table » du Val-de-Marne où Gérard Royant vous propose : ses

SOUPERS APRÈS MINUIT

CHARLOT, « ROI DES COQUILLAGES » 12, place Clichy - 874-49-64 Accueil jusqu'à 2 h du matin

LE CLOS SAINT-HONORÉ 100, rue Saint-Honoré, 261-39-72 F. dim. De 19 à 6 h du matin FORMULE 52.50 F. s.d.c.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

LES IMMATÉRIELLES Espaces communs, 9 étages. Jusqu'au 15 juillet.

HOMMAGE À JEAN DUBUFFET Jusqu'au 1^{er} septembre.

JEAN-PIERRE BERTRAND - DAVID TREMBLETT Desautels.

PALESTINE Rétrospective. - UNE AUTRE COLLECTION POUR LE MUSÉE. - ATELIER POLAROID.

Jusqu'au 19 août. Galeries contemporaines.

LUMIÈRES Je pense à vous. Jusqu'au 5 août. LA MODE EN DIRECT. Jusqu'au 23 septembre. CCI.

LIVRES D'ARTISTES - PARIS AUTREMENT. De 28 juin au 2 septembre. Jusqu'au 1^{er} octobre. BPI.

OPÉRA BASTILLE Avant-première. Grand foyer. Jusqu'au 12 h 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (277-12-33).

Musées

RENOIR Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10). Sauf

mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. le samedi : 16 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 2 septembre.

SALON DES INDÉPENDANTS De la Ville à nos jours. 3 000 ans d'art. Grand

Palais (256-45-08). T.l.j. de 10 h à 20 h ;

mardi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 26 juillet.

JAMES TISSOT, 1834-1902 Petit

Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.

Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 juin.

GUSTAVE DORÉ et la peinture religieuse et monumentale. Petit Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 septembre.

LE PASSÉ COMPOSÉ Les 6 x 13 de J.-L. Lantier. Grand Palais, avenue

Winston-Churchill (296-10-34). T.l.j. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES Peintures des musées nationaux. - LE DES-

SIR A GRÈS du XVII^e au XVIII^e siècle. PASTELS FRANÇAIS DU XVIII^e SIÈ-

CLE. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Janvier (260-39-26). Sauf

mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 13 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.

RONSDARD Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-83). T.l.j. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15

septembre. Poésie de la nature. Serres

d'Auteuil, 5, rue de la Porte-d'Auteuil (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.

Entrée : 4,25 F. Jusqu'au 8 septembre.

MARC RIBOUD Photos choisies, 1953-1985. Musée d'art moderne de la

Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 9 F. Jusqu'au 8 juillet.

RETROSPECTIVE ROBERT ET SONIA DELAUNAY Musée d'art

moderne de la Ville de Paris (voir ci-

dessus). Jusqu'au 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 8 septembre.

GIOVANNI ANSELMO - ANGE

LECCIA. Séance - LAWRENCE WIE-

NER. Sculptures. Arc, au Musée d'art

moderne de la Ville de Paris (voir ci-

dessus). Du 27 juin au 22 septembre.

PARANT & Co Cont mille et une

boules. Musée des enfants au Musée d'art

moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de

New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 29

octobre.

LIVRES CONSTRUCTIVISTES

RUSSES DES ANNÉES 20. Bibliothèque du

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

(voir ci-dessus). Sauf dim. et lundi, de 10 h

à 13 h ; mer., de 10 h à 13 h et de 14 h à

18 h. Jusqu'au 26 juillet.

JEAN-FRANÇOIS DE TROY L'his-

toire d'Édgar. EDMOND ABOUT, écri-

vaire et critique d'art, 1828-1885. AFFI-

CHES RÉCENTES DE MUSÉES. -

ARTS VIVANTS PAR VILLI VONNIS. -

METROPOLIS. Photographies d'un tom-

beau. Musée d'art et d'essai, Palais de

Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson

Sauf mardi, de 10 h à 18 h et de 14 h à

17 h 15. Entrée : 12 F. dim. : 6 F. Jusqu'au

13 juillet.

JEAN AMADO Le docteur et la pierre.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de

Rivoli (260-32-14). Sauf lundi et mardi, de

12 h 30 à 18 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h.

Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 juillet.

FÉLICIEN ROPS (1833-1898) Pein-

tures, gravures, illustrations. Musée de

l'Art et d'Essai, Palais de Tokyo, 13, avenue

du Président-Wilson (277-27-00). Sauf

lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F.

Jusqu'au 15 septembre.

LES NOCES CATALANES Barcelone-Paris

1876-1970. Jusqu'au 27

juillet. KENNETH ARMITAGE. Sculp-

tures, dessins 1948-1984. Jusqu'au 20

juillet. Artcurial, 9, avenue Matisse

(295-16-16).

MEURTRE DANS UN CHATEAU

ANGLAIS. Galerie Polaris, 25, rue Michel-

Comte (272-21-27). Jusqu'au 31 juillet.

BRANCUSI - DEGOTTI 6/7

Médias, 54, rue de Valenciennes, 14, rue de

la Verrerie (274-38-00). Jusqu'au 27

juillet.

IMAGES DU JUDAÏSME du XV^e au

XX^e siècles. Galerie Saphir, 84, bd Saint-

Germain (262-56-23). Jusqu'au 31 juillet.

DES ARTISTES AU TÉLÉPHONE

Galerie P.-Léon, 153, rue Saint-Martin

(887-81-71). Jusqu'au 12 juillet.

J'AI LE DESSIN Carte blanche à

Guy Boyer. Galerie C.-Chenais, 30, rue de

l'École (563-13-19). Jusqu'au 31 juillet.

BÉRENGÈRE ABBOT Photographie.

New-York les années 30. Galerie Gerry

Selzer, 18, rue Littré (222-45-92). Jus-

qu'au 15 juillet.

CARL ANDRÉ Traversée. Galerie

De Temples, 10, rue Beaumont (272-

14-10). Jusqu'au 12 juillet.

LYDIE ARICKX Galerie Jean Bricard,

23-25, rue Guénégaud (326-85-51). Jus-

qu'au 12 juillet.

GARDY ARTIGAS Sculptures, des-

seins. Galerie M. Chénais, 30, rue de

l'École (563-13-19). Jusqu'au 31 juillet.

HONORATA BLICHARSKA Tapis et

tapisseries. Galerie A. Blondel, 2, rue du

Temple (271-83-86). Jusqu'au 27 juil-

let.

BRACONNIER Galerie L. Durand,

19, rue Mazarine (326-25-35). Jusqu'au

6 juillet.

BRAQUE SCULPTEUR Galerie

Adrien Maugé, 42, rue du Bac (548-

45-15). Jusqu'au 27 juillet.

VICTOR BRAUNER Galerie Samy

Kings, 54, rue de Valenciennes (261-19-07).

Jusqu'au 12 juillet.

JOHN CHAMBERLAIN Galerie

Gillespie-Lange-Salomon, 57, rue du

Temple (278-17-11). Jusqu'au 13 juillet.

EMILE CHAMPON Peintures 1958-

1970. Galerie A. Blondel, 2, rue Aubry-

le-Boucher (278-66-67). Jusqu'au 27 juil-

let.

GENEVÈVE CLAISSE Les aveux.

Galerie D. René, 196, boulevard Saint-

Genès (278-17-11). Jusqu'au 27 juillet.

JEAN CLAREBOUDT Sculptures

récentes. Galerie Faridh Cadot, 77, rue

des Archives (278-08-36). Jusqu'au 12 juil-

let.

DAVID CONNEARN Dessins. Galerie

M.-Guil, 22, rue de Poitou (271-00-06).

Jusqu'au

THEATRE

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.
* Spectacles sélectionnés par le Club de « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPERA (742-57-50). mer. 19 h 30 : Bal-IV (Washington Square) ; le Chant de la terre ; jeu. sam. 19 h : Robert le Diable.
SALLE FAVART (296-06-11). jeu. lun. 19 h 30 : Le Barbier de Séville ; Concert : mer. 20 h : Les Arts Florissants et W. Christie (Haendel, Scarlatti).
COMEDIE-FRANCAISE (296-10-20). mer. dim. mar. 20 h 30 : L'Impromptu de Smyrne ; jeu. ven. lun. 20 h 30 : dim. 14 h : Feydeau (Comédies en un acte) ; sam. 20 h 30 : Bérénice.
CHAILLOT (727-81-15). clôture annuelle.
DEON (325-70-32). (dim. soir, lun.). 20 h 30 : dim. 15 h : Ballet théâtre français de Nancy.
PETIT-ODON (325-70-32). (lun.). 18 h 30 : Jardin sous la pluie, d'A. Lantier.
TEP (364-80-80). mer. 20 h 30 : Groupe Khamsa (les deux vins du Sultan Mahmoud).
REAUBOURG (277-12-33). (mar.). 20 h 30 : « Dis, téléphone-moi un mot » ou « Photocopier, télécopier » ; Jeu. 18 h 30 : Aspects de la pensée sur l'art contemporain : l'Admiration vue par l'Allemagne : Exorcisme et Catharsis, conférence-musée de B. Bistène ; 21 h : Joël Hubaut « Ne pleurez pas Jeanette » ; Clémence : Nouveaux films : BPI (sauf mar.) : 13 h : Léo Ferré, de R. Scandola ; 16 h : César Vallejo : Cançons de Hogar, de N. Pereira ; 19 h : Vingt ans de suite, de J.-C. Lalor ; que : Maria Karmiz, éditeur de films à Paris : Salle Garance, rez-de-chaussée (278-37-29) : mer. 14 h 30 : Sept jours ailleurs, de M. Karmiz ; 20 h 30 : Muriel, d'A. Varda ; Jeu. 14 h 30 : Neuf mois, de M. Meszaros ; 17 h 30 : Maria et Léo, d'A. Varda ; 20 h 30 : Le Conquête du peuple, de J. Sajnina ; ven. 14 h 30 : Camarades, de M. Lutin ; sam. 14 h 30 : Voyage en Grande Tarrarie, de J.-C. Tacchella ; 17 h 30 : L'Impromptu Yang Kwei Fei, de K. Mizoguchi ; 20 h 30 : Simone Barba ou la vertu, de M.-Cl. Treilhou ; dim. 14 h 30 : La Femme gauchère, de P. Handke ; 17 h 30 : Le Saut dans la vie, de M. Bellochio ; 20 h 30 : L'Esprit de la rue, de V. Enrie ; lun. 14 h 30 : Femmes de la nuit, de K. Mizoguchi ; 20 h 30 : Local Hero, de B. Forsyth ; Roumages à Nicole Vétris (sauf lun. et mar.) ; 15 h : Paris 1900, le Vie communisme : Les contemporains : Histoires des collections : 18 h, mer. jeu. : Richard Serra (plastique et cinéma) ; ven. sam. dim. : Minimal Art : Cinéma : 17 h : mer. ven. : luo. : (programme à l'accueil) ; Théâtre : Théâtre international de langue française ; mer. sam. 18 h 30 et 21 h ; jeu. 15 h et 21 h ; ven. 15 h et 18 h 30 et 21 h (programme à l'accueil).
THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). Concert : mer. 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : Myung Whun Chung, piano : B.-L. Gelber (Tchaikowski).
THEATRE DE LA VILLE (274-22-77). mer. jeu. ven. sam. 18 h 30 : K. Zimmermann, piano, Kyung Whang, violon.
CARRE SILVIA-MONFORT (531-26-24). mer. 20 h 30 : Paris ouverte : mime ; jeu. ven. sam. dim. 20 h 30 : Cinquante ans de claquettes (J. Bense et ses danseurs).

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34). 20 h 45 : Fast et Food au théâtre ; (dern. le 29) ; 22 h 30, dim. 19 h : Renseignements généraux (dern. le 29) ; 23 h 15, 23 h 18 h 30 : 30 à 17 h 30 : Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée ; les 27, 28, 29 à 15 h : la Mort d'Agrippine ; les 1^{er}, 2 à 22 h : le Regard observé.
ANTOINETTE-SIMONE HERRIAU (208-77-71). 20 h 30 : le Sablier (dern. le 29).
ARCANE (338-19-70). (L. Mar.). 20 h 30, dim. 19 h : l'île de Satan.
ARTISTIC-ATHEVAINS (379-06-18). (D. soir). 20 h 30, dim. 16 h 30 : les Amoureux (dern. le 30).
ARTS-HERBERTOT (387-23-23). (J. D. soir). 21 h, mar. dim. à 15 h : Doin et le dire ? (dern. le 30).
ASTELLE-THEATRE (238-53-53). (D. L. Mar.). 20 h 30 : Adrien roi de Carthage ; 21 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar ; 21 h, dim. 17 h : Route 1 and 9 (dern. le 30).
CARTOUCHERIE. Théâtre de la Tempête (328-36-36). 20 h 30 : place de Breteuil (dern. le 29).
CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69). Grand Théâtre. 20 h 30 : la Machine infernale (dern. le 29).
CITHEA (357-99-26). 22 h : Passions (dern. le 29).
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (723-37-21). (D. soir, L.). 20 h 45, dim. 15 h 30 : L'ocadia (dern. le 30).
COMEDIE ITALIENNE (321-22-22). (D. soir). 20 h 30, mer. dim. 15 h 30 : le Baiser d'amour (dern. le 30).
DAUNOU (261-69-14). (Mer. D. soir). 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30 : le Canard à l'orange.
DECHARGEURS (236-00-02). 20 h 15 : Hiroshima mon amour (dern. le 29).
DIX-HEURES (606-07-48). (D.). 22 h : Soirées de ménage.
ECUME-THEATRE (542-71-61). (D. L.). 20 h 30 : Une parfaite analyse donnée par un perroquet.
EDOUARD VII (742-57-49). (D. soir, L.). 20 h 30, mat. dim. 15 h 30 : Chapitre II.
ESCALIER D'OR (523-15-10). 21 h : Chez Pierrot (dern. le 29).
ESPACE MARAIS (271-10-19). (D. L.). 18 h 30 : Trench Aïda-zar : (D. soir). 20 h 30, mat. dim. 16 h : le Secret du bonheur (dern. le 30) ; les 26, 28 à 21 h 30 : le 30 à 20 h : la P. respectueuse ; les 27, 29 à 21 h 30 : Deux oiseaux de jeunesse.
ESPACE THEATRE DU MOULIN VERT (329-74-71). (D. soir). 20 h 30, dim. 17 h 30 : Luigi, vous avez dit Pirandello ?
ESSAIDN (278-46-42). (D. L.). 20 h 30 : Exposition : 21 h 45 : Annie Bell et Cécilia.
FONTAINE (874-82-34). (D. L.). 20 h 30, sam. 17 h et 21 h : Triple Mente.
GALERIE 55 (326-63-51). (D. L.). 21 h : Madame's Late Mother.
HUCHETTE (326-38-99). (D.). 19 h 30 : la Contre-écluse ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, un concert ? (dern. le 29).
JARDIN SHAKESPEARE (255-45-55). 20 h 30 : Songe d'une nuit d'été (dern. le 28) ; à partir du 29 à 20 h 30 : les 29, 30 à 15 h : Very Midsummer Madness.
LA BRUYERE (874-76-99). (D.). 21 h : Mort d'un supporter (à partir du 27).
LUCERNAIRE (444-57-34). (D.). L. 18 h : Et les passants des ruines aux fleurs ; 20 h : C'est rigolo, IL 18 h : Paroles françaises ; 20 h : Commedia del Arte la partie du 1^{er} ; 21 h 45 : Sketches satiriques (dern. le 30).
LYS-MONTARNASSE (327-88-61). 21 h : Créanciers (dern. le 30).
MARGNY (256-04-41). (D. soir, L.). 20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar ; 21 h : Tous aux abris (dern. le 29).
MATHURINS (265-00-00). (J. D. soir). 20 h 45, dim. 15 h 30 : Hélène 1927 (dern. le 30).
MICHEL (265-35-02). (D. soir, L.). 21 h 15, sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : On dînait au lit.
MICHOIERE (742-95-22). (D. soir). 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Buffleur (dern. le 30).
MOGADOR (285-28-80). (D. soir, L.). 21 h, dim. 16 h 30 : le Journal d'Anne Franck.
MONTARNASSE (320-89-90). Grande salle (D. L.). 21 h : Tchekhov Tchekhov.
NOUVEAUTES (770-52-76). (J. D. soir). 20 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi (dern. le 30).
OLYMPIA (874-42-52). (D. soir, L.). 21 h, dim. 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.
PALAIS-ROYAL (297-59-81). (D. soir, L.). 20 h 45, sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Dindon.
PLACE DES VOSGES, Chapiteau (277-19-90). (S.). 21 h 30 : Lucrèce Borgia.
POCHE-MONTARNASSE (548-92-97). (D. soir). 21 h 15, dim. 15 h 30 : la Part du rêve (dern. le 30).
PORT DE GENTILLY (580-20-30). les 26, 28, 29, 30 à 15 h et 20 h 30 : Un inspecteur vous demande.
POTINIERE (261-44-16). (D. soir, L.). 21 h, dim. 15 h : En camarades.
RANELAGH (288-64-44). (D. L.). 21 h : la Seconde Surprise de l'amour.
RENAISSANCE (208-18-50 - 203-71-39). (643-46-63). (D. L.). 20 h 30 : Roy Blas (dern. le 30).
STUDIOS DES CHAMPS-ELYSEES (723-36-82). (D. soir, L.). 20 h 45 : De si tendres liens (dern. le 29).
TAI THEATRE D'ESSAI (278-10-79). (D. L.). 20 h 30 : l'Écluse des jours ; sam. 18 h, mer. 22 h : la Vie du gars qui nait - Il Mer. jeu. ven. sam. 20 h 30 : Huis clos ; mer. 22 h 15, sam. 16 h : Heraklitos Express.
THEATRE D'EDGAR (322-11-02). (D.). 20 h 15 : les Babas-caïres ; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.
THEATRE DE L'ILE-SAINT-LOUIS (643-46-63). (D. L.). 20 h 30 : Astro Folies Show ; mer. 21 h : Tremplin.
THEATRE SAINT-LEON (855-32-63). (Mer. soir, D. L.). 20 h 30, mer. 16 h : Amour et colère.
THE TEMPS (355-10-88). (S. D.). 21 h : Solomé ; sam. 21 h : Vol d'oiseaux.
THEATRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16). (D. L.). 20 h : la Nuit et le Moment ; 22 h : Relax.
THEATRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle (D. soir, L.). 20 h, dim. 15 h : Cinq où nié.
THEATRE 13 (588-16-30). 20 h 30 : la Collection (dern. le 29).
THEATRE 33 (874-70-56). mer. jeu. mar. 20 h 15, ven. sam. 18 h 15, dim. 15 h : Une soirée presque comme les autres.
LE TINTAMARRE (887-33-82). (D. L.). 20 h 15, sam. 24 h : Phébé ; 21 h 30 : L'île crevette l'écran.
TOURTOUR (887-82-48). (D. L.). 18 h : Les Neuf heures éponymiques ; 22 h 30 : Tango pile en face.
VARIETES (233-09-92). (D. soir, L.). 20 h 45, dim. 15 h 30 : N'écoutez pas mesdames.
VINAIGRIERS (245-45-34). mer. lun. mar. 20 h : Le jour se lève à l'aube ; dim. 20 h : Obé à-bas, le clown cheval ; Armistice au port de Grouelle.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35). (D.). 20 h 30 : Chansons ; 21 h 30 : Baby or not to Baby ; 23 h : Crazy Cocktail.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84). (D. L.). 20 h 15 : Arouh = MC2 ; 21 h 30 : les Dames joujou ; 22 h 30 + sam. 24 h : les Sarras Mousers - IL 20 h 15 : le Cri du chapeau ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle.
BOURVIL (373-47-84). (D. L.). 21 h 15 : Y'a un mari... et vous ?
CARRE D'EDGAR (320-85-11). (D. L.). 20 h 15 + sam. 23 h 45 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manguettes d'hommes ; 22 h 30 : Ordes de secours. IL 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : Le chronomètre chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
CAFÉ DE LA GARE (549-27-78). (D. L.). 22 h : Riez, riez, profitez-en...
PETIT CASINO (278-36-50). (D.). 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Des gâteaux dans la crème fraîche.
POINT-VIRGULE (278-67-03). (D.). 20 h 15 : Mille grâces, mes parents respectueux ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Napalm Academy.

SENTER DES HALLES (236-37-27). (J. D. L.). 20 h : Les dieux sont tombés sur la scène (dern. le 29) ; (D. L.). 21 h 30 : Pas de venue pour Dracula (dern. le 29).
SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93). (D. L.). 21 h : Nuit d'ivresse.
TINTAMARRE (887-33-82). sam. 16 h : la Zimble.

Le music-hall

CAVEAU DES DUBLETTES (354-94-97). 21 h : Chansons françaises.
LUCERNAIRE (544-57-34). (D. L.). 21 h 45 : Areski et Fontaine ; IL 21 h 45 : S. Varégués.
MAISON DE LA POESIE (236-27-53). (D. L.). 21 h 30 : D. soir, L.). 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30 : La nuit remue, d'après H. Michaux.
OLYMPIA (742-52-49). jeu. ven. mar. à 20 h 30, mer. dim. à 15 h : L'opérette à l'olympia.
RADIO-FRANCE, Grand Auditorium (524-15-16). le 27 à 20 h 30 : Musiques et danses traditionnelles d'Irlande.
STUDIO BERTRAND (783-64-06). jeu. ven. sam. à 20 h 30 : L'œuvre d'art presque parfaite.
LA TANIÈRE (337-74-39). - 1 : les 26, 27, 28, 29 à 20 h 45 : G. Pitiot ; à 21 h 30 : G. Lacroix ; - 11 : les 26, 27, 28, 29 à 20 h 45 : le Drague.
TROU NOIR (578-84-29). 21 h, le 26 : M.-J. Vilar ; le 27 : Ch. Grimm, L. Capart ; les 28, 29, 30 : J.-L. Roudière, B. Sainteff.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41). (D. mar.). 21 h et 23 h : Los Pucci.

La danse

BASTILLE (357-42-14). les 26, 27, 28, 29 à 19 h : M. Moquinaro.
CAFÉ DE LA DANSE (607-79-08). les 26, 27, 28 à 20 h 30 : C. C. Allain.
CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69). les 26, 27 à 20 h 30 : Révérence pastorelle.
CENTRE MANDAPA (589-01-01). le 26 à 20 h 30 : R. Manet ; le 27 à 20 h 30 : E. Petit.
CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (271-26-16). 20 h 45 : Orage provisoire (dern. le 29).
ESPACE RONSARD (264-31-31). les 1^{er}, 2 à 20 h 45 : concours des jeunes compagnies.
LA MENAGERIE DE VERRE (338-33-44). le 1^{er} à 18 h 30 : Il pleut des cordes.
PALAIS DES CONGRES (266-20-75). (D. soir). 20 h 30, dim. 16 h : Carmen (dern. le 30).
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (723-47-77). les 27, 29, 30 à 20 h 30, le 30 à 14 h 30 et 17 h 30 : Babel Babel.
THEATRE DU JARDIN (745-23-72). le 26 à 15 h, les 27, 28 à 10 h et 14 h 30, le 28 à 20 h 30, le 29 à 15 h et 20 h 30, le 30 à 15 h : Ensemble Beijing de Chine.

En région parisienne

CACHAN, Maison des jeunes (665-66-12). le 26 à 21 h : Orchestre de l'île-de-France, dir. : J. Mercier (Haydn, Mozart, Mendelssohn).
LA COURNEUVE, Parc paysager, les 29, 30 à 19 h 30 : B. Springsteen.
LA DEFENSE (796-25-53). le 28 à 12 h 30 : D. Akli coplanade.
FONTENAY-AUX-ROSES, Espace Travelling (661-27-47). le 27 à 22 h : Ch. Canavese, Cl. Carrière, M. Gaudy.
NANTERRE, Auditorium M.-Ravel (774-93-01). le 27 à 21 h : F. Ganiot, N. Brochoi, X. Julien-Laferrère, F. Gneri, Ch. Roy.
RIS-ORANGES, Le Plan (943-11-14). le 26 à 21 h : Dops, le 28 à 21 h : Carrouche, le 29 à 21 h : Splen L. Borigné.
SAINT-DENIS, Festival (243-00-59). Basilique, le 27 à 20 h 30 : Philharmonia de Londres, Th. G. Philippe, le 28 à 20 h 30 : Kronos Quartet, Palais des Sports, le 29 à 20 h 30 : S. Keita, Irakere.
VINCENNES, Th. D. Soussa (374-81-61). les 26, 27, 28, 29 à 21 h, le 30 à 18 h : les Précoptes : Tour du Village (365-63-61) (D. soir) 21 h : LMS, der. le 30.
VILLEJUIF, Th. R.-Rolland (726-15-02). le 28 à 19 h : Poésie chantée.

Festival de l'île-de-France, (723-79-16)

SAVIGNY-LE-TEMPLE, Grange de la Prédicté, le 26 à partir de 18 h : Les Musiciens de France, dir. : M. Bigot (Schubert, Auber, Rossini...)
PARIS, Eglise Sainte-Clotilde, le 27 à 21 h : Quatuor Parisi ensemble instrumental J.-W. Audouin (Debussy, Vivaldi, Haydn).
MANDRES-LES-ROSES, Ferme de Moissier, le 26 à partir de 15 h : 30 : Aniquus Musica, dir. : J. Roussel (Haendel, Bach).

XXII^e Festival du Marais (887-74-31)

THEATRE
Com d'honneur de l'hôtel d'Anson (D). 21 h 30 : Manganonville.
Cave godique de l'hôtel de Beaurais (D). 22 h, le 26 à 19 h 30 : A quelque chose de bon ; le 26 à 21 h 30 : la Légende des siècles.
CONCERTS
Eglise Saint-Merri, le 26 à 21 h 15 : S. Kujken (Bach) ; le 27 à 21 h 15 : English concert (Haendel, Bach).
JEUNES PUBLICS
Hôtel de Marie, les 27, 28 à 14 h 30, les 26, 29 à 15 h 30 : La partie commencera à l'heure ; les 1^{er}, 2 à 14 h : Mon frère, mon frère ; 3 à 15 h 30 : la Page.
Th. des Toulpères, les 27, 28 à 14 h 30 : Catherine et l'armoire ; les 1^{er}, 2 à 15 h : A l'ombre des géants.

Mairie de Paris
THEATRE MUSIQUE ET DANSE DANS LA VILLE
du 10 juin au 13 juillet 1985, à 21 h 30
saut les 17, 21, 29 juin et 8 juillet
6, Place des Vosges - devant la Maison de Victor Hugo
LUCRECE BORGIA
de Victor Hugo
mise en scène de Robert MANUEL
décor et costumes de D. CARDWELL et Y. OLLIER
Prix des places : 40 F, 25 F (réduits)
Renseignements : 277-19-90

Centre Georges Pompidou
prolongation jusqu'au 15 juillet inclus
MARIN KARMITZ
éditeur de films à Paris
films de KARMITZ, VARRA, MESZAROS, CAVALIER, SANJUNES, LITVIN, TACCHELLA, MIZOGUCHI, TREILHOU, HANDKE, BELLOCCHIO, ERICE, FORSTYTH, BUNUEL, TAVIANI, DURAS, FASSBINDER, RADFORD, REUSSER, KUROSAWA, OLMI, GUNY, GOUPIL, HAUFF, OKTEN, CASSAVETES, SKOLIMOWSKI, GOREN, MICKLIN SILVER, BRASCH, GIROD, GREENAWAY.
SALLE GARANCE 14 H 30 - 17 H 30 - 20 H 30 - TEL. 278.37.29

AMERICAN CENTER
261, boulevard Raspail
75014 PARIS
AMERICAN IN V.O.
AMERICAN LANGUAGE PROGRAM
JULY SUMMER SESSIONS
(1) 335.21.50

INSTRUMENTS HEUGEL
en kit du montés
Clavicorde «ANTHONY SIDÉY»
Epinette «HUBERT BEDARD»
Clavécins «HUBERT BEDARD»
Pour recevoir le catalogue détaillé demandez la documentation 240
INSTRUMENTS HEUGEL
c/o EDITIONS A. LEDUC
175, rue Saint-Honoré - 75004 PARIS CEDEX 01

DEUXIEME SAISON
SEPT. 85 / JUIN 86
LIEU A DETERMINER
27, 28, 29 septembre 85
LE DEFILE
Régine Chopinot / Jean-Paul Caultier
CENTRE WALLONIE-BRUXELLES
du 12 au 17 novembre 85
CREATIONS 1
Brigitte Farges - Jacqueline de Bussac
Laurent Van Kote
du 19 au 24 novembre 85
CREATIONS 2
Dominique Boivin / Grand Magasin
Bernard Glandier - Yves Musard
THEATRE GERARD PHILIPPE
du 26 novembre au 1^{er} décembre 85
ROMANCE EN STUC
Daniel Larrieu
THEATRE DE LA BASTILLE
du 3 au 8 décembre 85
LIE
Catherine Diverres
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
le 17, 18 janvier 86
ROSSIGNOL
Régine Chopinot
THEATRE DE PARIS
du 4 au 9 mai 86
LE ROYAUME MILLENAIRE
Joëlle Bouvier / Régis Obadia
du 20 au 25 mai 86
QUARTZ
Gigi Caciuleanu
du 27 mai au 1^{er} juin 86
SALOME, Parabole du désir
Hideyuki Yano
du 3 au 8 juin 86
PRINCES DE PARIS
STRADA FOX
Beau Geste : Dominique Boivin /
Christine Erbe / Christine Graz /
Isabelle Job / Philippe Prasso
THEATRE DE LA VILLE
du 11 au 14 juin 86
Thème :
Une danse comme au «cinéma» et
le cinéma comme une chorégraphie.
Karine Saporta
ABONNEZ-VOUS : 40 F
Tél. : 824.40.26
Si vous souhaitez recevoir toutes les informations, veuillez retourner ce bulletin au THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE 18, rue de Chabrol - 75010 PARIS
Nom _____ Prénom _____
Profession _____
Adresse _____ Code postal _____
Ville _____

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
idé h à 21 h sauf dimanches et jours fériés
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

A l'initiative du Ministère de la Culture
THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE
18 rue de Chabrol 75010 PARIS
Tél. : 824.40.26

LE LATINA 20 rue du Temple - 4^{ème}
12h. 14h. 16h. 18h. 20h. 22h.

MONSIEUR de POURCEAUGNAC

"MOULIERE vu par MITRANI et joué par GALABRU...
UN FILM CHEF D'ŒUVRE" Aurore BUSSET, NICE-MATIN.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

WOODY ALLEN CREVE L'ECRAN.
LA PRESSE UNANIME

LA ROSE POURPRE DU CAIRE

SELECTION OFFICIELLE
GRAND PRIX DE LA CRITIQUE

En V.O. : MONTE-CARLO - ST-GERMAIN HUCHETTE - LES PARNASSIENS
En V.F. : LUMIERE FAUVETTE.

FANNY ARDANT

DESIDERIO

Après "la scène du viol" Desiderio reste dans notre mémoire comme une évocation visionnaire chargée de nostalgie...
Alberto MORAVIA

V.O. Dolby 70 mm : MARIGNAN PATHE - KINOPANORAMA - V.O. Dolby : PUBLICIS ÉLYSÉES
UGC DANTON - GAUMONT HALLES - GRAND BRETAGNE (écran géant) - V.F. Dolby : GAUMONT-SUD
FAUVETTE - WEPLER - GAUMONT CONVENTION - NATIONS - MONT-PARNASSE PATHÉ
GRAND REX - FRANÇAIS - V.F. : GAMBITTA - VICTOR HUGO - V.F. Dolby : Gaumont ouest
BOULOGNE - 4 Temps LA DÉFENSE - Pathé BELLE ÉPINE - Pathé CHAMPIGNY - François ENGHEN
Alpha Gamma ARGENTEUIL - Gaumont Evry - Tricycla le ASNIÈRES - Carrefour PANTIN
V.F. : Cyrano VERSAILLES - VELIZY - PARVY AULNAY - Artel ROSNY - Artel CRETEIL
Artel MARNE-la-VALLÉE - ARIAL RUEIL

après "DELIVRANCE" et "EXCALIBUR"

LA FORET D'EMERALUDE

Un film de JOHN BOORMAN

CAST : POWERS BOOTH, MEG FOSTER, CHARLEY BOORMAN
Producteur : EDGAR E. GROSS, Directeur : MICHAEL DRYBURST

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-24)
MERCREDI 26 JUIN
16 h. Le Chant du marin, de C. Gallone;
19 h. Invasion, de H. Santiago; 21 h. 15.
L'Aventurier du Rio Grande, de R. Parrish.

JEUDI 27 JUIN
16 h. Dorothée cherche l'amour, de
E.T. Greville; 19 h. Troubles-moi ce soir,
de R. Baker; 21 h. Tales of Manhattan, de
J. Duvivier.

VENDREDI 28 JUIN
16 h. Nuits d'été, de L. Marbot; 19 h.
Jours tranquilles à Clichy, de J.-J. Thorsen;
21 h. L'Eden et après, de A. Robbe-Grillet.

SAMEDI 29 JUIN
15 h. La Fille du diable, de H. Decoin;
17 h. Ma cousine de Varsovie, de C. Gallone;
19 h. Dillinger est mort, de M. Ferreri;
21 h. Voyage en Italie, de R. Rossellini.

DIMANCHE 30 JUIN
15 h. Le Joueur d'échecs, de J. Dreville;
17 h. Le Signal rouge, de E. Neubach; 19 h.
Inspecteur de service, de J. Ford; 21 h.
Derrière le miroir, de N. Ray.

LUNDI 1^{er} JUILLET
20 h. 30. 100 jours du cinéma espagnol :
Rio Abajo, de J.-L. Borau.

MARDI 2 JUILLET
16 h. Retour à l'aube, de H. Decoin;
19 h. Sunday too far away, de K. Hannam;
21 h. Histoire de déesses, de W. Wyler.

BEAUBOURG (278-35-57)
MERCREDI 26 JUIN
15 h. Classiques du cinéma mondial : les
Révoltes d'Alvaredo, de F. Zinneman;
P. Strind et M. Gomez; 17 h. Simba, de
B.D. Hunt; 19 h. Cent jours du cinéma espagnol :
Cousine, je t'aime, de F. Trueta.

JEUDI 27 JUIN
15 h. Classiques du cinéma mondial :
Perdu dans la brousse, de A. Nimmins;
17 h. La Vallée de l'or noir, de R. Thomsen;
19 h. Cent jours du cinéma espagnol : Sus
anos Dorados, de E. Martinez-Lazaro.

VENDREDI 28 JUIN
15 h. Classiques du cinéma mondial : So-
ledad, de E. Gras et M. Craveri; Cent jours
du cinéma espagnol : 17 h. le Vent brûlant
de l'été, de M. Carrus; 19 h. Los Dias del
Pasado, de M. Carrus.

SAMEDI 29 JUIN
15 h. Classiques du cinéma mondial : l'
Empire du soleil, de E. Gras et M. Craveri;
Cent jours du cinéma espagnol : 17 h. la
Crime de Cuenca, de P. Miro; 19 h. la
Plaza del Diamante, de F. Betriu; 21 h.
Volter à Empezar, de J.-L. Garcia.

DIMANCHE 30 JUIN
15 h. Classiques du cinéma mondial : le
Paradis des hommes, de F. Quilic; Cent
jours du cinéma espagnol : 17 h. la Col-
mena, de M. Carrus; 19 h. le Sud, de
V. Erice; 21 h. Ferroz, de M. Gutierrez-Ar-
agon.

LUNDI 1^{er} JUILLET
15 h. Classiques du cinéma mondial :
Gotha - le simple -, de J. Barlat; 17 h.
Oasis, de V. Allégret; 19 h. la Cinéma-
thèque créatrice présente : les Nouveaux du ci-
néma (Emlé Cohl).

MARDI 2 JUILLET
Relâche.

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Franco-
Egyptien) : Cluny Palace, 1^{re} (354-
07-76); Colisée, 8^{ème} (359-29-46).
A. K. (Fr.) : Logos II, 5^{ème} (354-42-34).

AMADEUS (A. v.o.) : Vendôme, 2^{ème} (742-
97-52); Lucernaire, 6^{ème} (544-57-34);
George V, 8^{ème} (562-41-46); Parnassien,
14^{ème} (320-30-19).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.) : Grand
Pavé (H. sp.), 1^{re} (554-46-85).
ASSOIFFE (Indien, v.o.) : Saint-
André-Arts, 6^{ème} (326-80-25).

L'AVENTURE DES EWOKS I.A., v.f. :
Saint-Ambroise, 11^{ème} (700-89-16); Grand
Pavé, 1^{re} (554-46-85); 14-Juillet Beau-
glenelle, 15^{ème} (575-79-79).

**LE BAISER DE LA FEMME ARA-
GNEE** (Bré. v.o.) : Ciné Beaubourg,
12^{ème} (331-56-86); Olympe Saint-Germain, 6^{ème}
(222-87-23); UGC Odéon, 6^{ème} (225-
10-30); Pagode, 7^{ème} (705-12-15); UGC
Barriz, 8^{ème} (574-95-40); 14-Juillet Beau-
glenelle, 15^{ème} (575-79-79).

LE BÉBÉ SCHTROUMFF (Belge)
Templiers, 3^{ème} (772-94-56); Grand
Pavé, 1^{re} (554-46-85); Boite à films,
17^{ème} (622-44-21).

BIRDY (A. v.o.) : Forum, 1^{re} (297-
53-74); Hauteville, 6^{ème} (633-79-38);
Marignan, 8^{ème} (359-92-82); Parnassien,
14^{ème} (320-30-19). V.F. : Français, 9^{ème}
(770-13-88); Montparnasse Pathé, 14^{ème}
(320-12-06).

BRAZIL (Bré. v.o.) : Parnassien, 14^{ème}
(320-30-19).

CARMEN (Saura) (Esp. v.o.) : Calypso,
17^{ème} (320-30-11).

CHALEUR ROUGE (All. v.f.) : 1^{re};
Lumière, 9^{ème} (246-49-07); Maxéville, 9^{ème}
(770-72-86); Pathé Clichy, 18^{ème} (522-
46-01).

CHOCOLATE ME (A. v.o.) : Forum Orient
Express, 1^{re} (233-42-36); Paramount
Marivaux, 2^{ème} (296-80-40); Paramount
Odéon, 6^{ème} (325-99-83); Paramount Mer-
cur, 8^{ème} (552-75-00); Action La
Fayette, 9^{ème} (329-79-89); Olympe entre-
pôt, 14^{ème} (544-43-14); Paramount Mont-
parnasse, 14^{ème} (335-30-40).

COCAINE (A. v.o.) : Ciné Beau-
bourg, 3^{ème} (271-52-36); Saint-Germain
Studio, 5^{ème} (633-63-20); Marignan, 8^{ème}
(359-92-82). V.F. : Impérial, 2^{ème} (742-
72-52); Maxéville, 9^{ème} (742-72-86); Fau-
vette, 13^{ème} (331-56-86); Montparnos, 14^{ème}
(327-52-37); Gaumont Convention, 15^{ème}
(825-40-33); Pathé Clichy, 18^{ème} (522-
46-01); Gambetta, 20^{ème} (636-10-96).

LE CONSUL (A. v.o.) : UGC Odéon, 6^{ème}
(225-10-30); UGC Barriz, 8^{ème} (574-95-40).

COTTON CLUB (A. v.o.) : Studio de la
Contrescarpe, 5^{ème} (325-78-37).

LA DÉCHIRURE (A. v.o.) : Cinéoches, 6^{ème}
(633-10-82); Publicis Matignon, 8^{ème}
(359-31-97). V.F. : Opéra Night, 2^{ème}
(326-46-01).

DETECTIVE (Fr.) : Studio Cujas, 5^{ème}
(354-89-22).

DROLE DE SAMEDI (Fr.) : Forum
Orient Express, 1^{re} (233-42-36); Arcades, 2^{ème}
(233-54-58); Paramount Marivaux, 2^{ème}
(296-80-40); Ciné Saint-Germain, 5^{ème}
(633-79-38); George V, 8^{ème} (562-41-46);
UGC Gobelins, 13^{ème} (336-23-44); Para-
mont Orléans, 14^{ème} (540-55-31); Parnas-
sien, 14^{ème} (320-30-19); Gaumont
Convention, 15^{ème} (828-42-27).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) :
Gode, 19^{ème} (245-66-00).

EMMANUELLE IV, George V, 8^{ème} (562-
41-46).

LES ENFANTS (Fr.), Saint-André-des-
Arts, 6^{ème} (326-80-25); 14-Juillet-
Fauvette, 6^{ème} (326-80-25).

ESCALIER C (Fr.) : Forum 1^{re} (297-
53-74); Paramount Marivaux, 2^{ème} (296-
80-40); Paramount Odéon, 6^{ème} (325-
99-83); Marignan, 8^{ème} (359-92-82);
St-Lazare Pasquier, 9^{ème} (357-35-43);
Paramount Opéra, 9^{ème} (327-56-31);
Nation, 12^{ème} (343-04-67); Paramount
Gaiety, 13^{ème} (380-18-03); Gaumont
Sud, 14^{ème} (327-84-50); Paramount Mont-
parnasse, 14^{ème} (335-30-40); Convention
Saint-Charles, 15^{ème} (579-33-00); Passy,
16^{ème} (jusqu'à 30 images) (268-54-34);
Paramount Maillot, 17^{ème} (758-24-24).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A.
v.o.) : Marignan, 8^{ème} (359-92-82). V.F. :
Paramount Marivaux, 2^{ème} (296-80-40).

FRENCH LOVER (A. v.o.), Ambassade,
8^{ème} (359-19-08); Paramount Opéra, 9^{ème}
(327-56-31); Montparnos, 14^{ème} (327-
52-37).

GIGOLO (All. am. v.o.) : Cinéoches Saint-
Germain, 6^{ème} (633-10-82).

**GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TAR-
ZAN, SEIGNEUR DES SINGES** (A.
v.f.) : Opéra Night, 2^{ème} (326-46-01).

L'HISTOIRE SANS FIN (All. v.f.) :
Boite à Films, 17^{ème} (622-44-21); Saint-
Ambroise (H. sp.), 11^{ème} (700-89-16).

JE VOUS Salue Marie (Fr.) : Studio
de la Contrescarpe, 5^{ème} (325-78-37).

**LES JOURS ET LES NUITS DE
CHINA BLUE** (A. v.o.) : Ciné Beau-
bourg, 3^{ème} (271-52-36); UGC
Odéon, 6^{ème} (225-10-30); UGC Champe-
Elysées, 8^{ème} (574-95-40); V.F. : Rex, 2^{ème} (236-
83-93); UGC Montparnasse, 6^{ème} (574-
95-40); UGC Boulevard, 6^{ème} (574-
95-40); UGC Gare de Lyon, 12^{ème} (343-
01-59); UGC Gobelins, 13^{ème} (336-
23-44); Mistrail, 14^{ème} (339-52-43); UGC
Convention, 15^{ème} (828-42-27); Mistrail, 16^{ème}
(651-77-99); Paramount Maillot, 17^{ème}
(758-24-24); Images, 18^{ème} (522-47-94);
Secrétan, 19^{ème} (241-77-99).

JOY AND JOAN (Fr.) : Forum
Orient Express, 1^{re} (233-42-36); George
V, 8^{ème} (562-41-46); Marignan, 8^{ème} (359-
92-82); Saint-Lazare Pasquier, 9^{ème} (357-
35-43); Français, 9^{ème} (770-33-88);
Maxéville, 9^{ème} (770-72-86); Montpar-
nasse Pathé, 14^{ème} (320-12-06); Pathé Clichy,
18^{ème} (522-46-01).

LE MEILLEUR DE LA VIE (Fr.), Tem-
pliers, 3^{ème} (272-94-56).

MISHIMA (A. v.o.) : Saint-Germain
Huchette, 5^{ème} (633-63-20); Espace Gaîté,
14^{ème} (327-95-94).

MONSIEUR DE POURCEAUGNAC
(Fr.) : Latina, 4^{ème} (278-47-86).

**NASDINE HODJA AU PAYS DU
BUSINESS** (Fr.) : Studio 43, 9^{ème} (770-
63-40).

NOSTALGHIA (It. v.o.) : Bonaparte, 6^{ème}
(326-12-12); UGC Marbeuf, 8^{ème} (561-
94-55).

LA NUIT PORTE-JARRETTES
(Fr.) : Bergère, 9^{ème} (770-77-58);
République Cinéma, 11^{ème} (805-51-33);
Saint-Ambroise, 11^{ème} (700-89-16).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE
(Fr.) : République Cinéma, 11^{ème} (805-
51-33).

PARIS, TEXAS (A. v.o.) : UGC Mar-
beuf, 8^{ème} (561-94-55).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Mar-
beuf, 8^{ème} (561-94-55).

PATROUILLE DE NUIT (A. v.o.) :
Paramount City Triomphe, 8^{ème} (562-
45-76). V.F. : UGC Marbeuf, 8^{ème} (561-
94-55).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Tem-
pliers, 3^{ème} (272-94-56); Studio 43, 9^{ème}
(770-63-40).

PHENOMENA (A. v.o.) : UGC
Ermitage, 8^{ème} (563-16-16). V.F. :
Mistrail, 14^{ème} (339-52-43); Montparnos,
14^{ème} (327-52-37).

LES PLAISIRS INTERDITS (It. v.f.)
(***) : Paris Ciné 1, 10^{ème} (770-21-71).

LES POINGS FERMÉS (Fr.) : Latina, 4^{ème}
(278-47-86).

PORTES DISPARUS (A. v.o.) : Forum
Orient Express, 1^{re} (233-42-36); UGC
Normandie, 6^{ème} (563-16-16). V.F. : Rex,
2^{ème} (236-83-93); UGC Montparnasse, 6^{ème}
(574-95-40); UGC Danton, 6^{ème} (225-
10-30); UGC Boulevard, 6^{ème} (574-
95-40); UGC Gobelins, 13^{ème} (336-
23-44); Mistrail, 14^{ème} (339-52-43); UGC
Convention, 15^{ème} (828-42-27); Tournefort, 20^{ème}
(364-51-98).

ASPERN, film français de Eduardo
de Gregorio : Studio 43, 9^{ème} (770-
63-40).

DESIDERIO, film italien de Anna-
Maria Taito (v.o.) : Forum Orient Ex-
press, 1^{re} (233-42-36); Môme-Carlo,
8^{ème} (225-00-93); Parnassien, 14^{ème} (320-
30-19); V.F. : Lumière, 9^{ème} (246-49-07);
Fauvette, 13^{ème} (331-56-86).

LA FORÊT D'EMERALUDE, film
américain de John Boorman (v.o.) :
Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70);
Bretagne, 6^{ème} (222-57-97); UGC
Danton, 6^{ème} (225-10-30); Marignan,
8^{ème} (359-92-82); Publicis Champe-
Elysées, 8^{ème} (574-95-40); Kinopano-
rama, 15^{ème} (306-50-50); (v.f.) : Grand
Rex, 2^{ème} (236-83-93); Français, 9^{ème}
(770-33-88); Nation, 12^{ème} (343-04-67);
Fauvette, 13^{ème} (331-56-86); Gaumont
Sud, 14^{ème} (327-84-50); Montparnasse
Pathé, 14^{ème} (320-12-06); Gaumont Con-
vention, 15^{ème} (828-42-27); Victor Hugo, 16^{ème}
(727-49-75); Pathé Wepler, 18^{ème}
(522-46-01); Gambetta, 20^{ème} (636-
10-96).

GROS DÉCUEULASSE, film fran-
çais de Pierre Zuccato : Forum, 1^{re}
(297-53-74); Rex, 2^{ème} (236-83-93);
Ciné Beaubourg, 3^{ème} (271-52-36);

POULET AU VINAIGRE (Fr.) : UGC
Marbeuf, 8^{ème} (561-94-55).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : Ciné Beaubourg,
3^{ème} (271-52-36); UGC Danton, 6^{ème} (225-
10-30); UGC Roulotte, 6^{ème} (574-95-40);
UGC Barriz, 8^{ème} (562-40-40); UGC
Boulevard, 9^{ème} (574-95-40).

REPO MAN (A. v.o.) : UGC Barriz, 8^{ème}
(562-40-40).

LE RETOUR DES MORTS VIVANTS
(A. v.f.) : Paris Ciné 1, 10^{ème} (770-
21-71).

LES RIPOUX (Fr.) : Rex, 2^{ème} (236-
83-93); UGC Danton, 6^{ème} (225-10-30);
UGC Barriz, 8^{ème} (562-40-40); Para-
mont Montparnasse, 14^{ème} (335-30-40).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A.
v.o.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70);
Studio de la Harpe, 5^{ème} (634-25-52);
Paramount Odéon, 6^{ème} (325-99-83);
Pagode, 7^{ème} (705-12-15); Gaumont
Champs-Élysées, 8^{ème} (574-95-40);
14-Juillet Bastille, 11^{ème} (357-90-81);
Eccurial Panoram, 13^{ème} (370-28-04);
Miramar, 14^{ème} (523-99-21); 14-Juillet
Beauglenelle, 15^{ème} (575-79-89); Mayfair,
16^{ème} (525-27-06); V.F. : Richelieu, 2^{ème}
(233-56-70); Paramount Opéra, 9^{ème} (327-
56-31); Alhambra, 12^{ème} (343-00-65);
Nation, 12^{ème} (343-04-67); Paramount
Gobelins, 13^{ème} (336-23-44); Gaumont
Sud, 14^{ème} (327-84-50); Miramar, 14^{ème}
(523-99-21); Paramount Montparnasse,
14^{ème} (335-30-40); Gaumont Convention,
15^{ème} (828-42-27); Paramount Maillot, 17^{ème}
(758-24-24); Pathé Clichy, 18^{ème} (522-
46-01).

LA ROUTE DES INDES (A. v.o.) : Hau-
teville, 6^{ème} (633-79-38); Parnassien,
14^{ème} (320-30-19); V.F. : Berlioz, 2^{ème} (742-
60-33); Delta, 9^{ème} (878-01-18).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-
Ambroise, 11^{ème} (700-89-16).

SHOAH (Fr.) : Olympe Luxembourg, 6^{ème}
(633-97-77); Olympe, 14^{ème} (544-43-14).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Berlioz, 2^{ème}
(742-60-33); Ambassade, 8^{ème} (359-
19-08); Grand Pavé (H. sp.), 15^{ème} (554-
46-85).

STARFIGHTER (A. v.o.) : Gaumont
Ambassade, 8^{ème} (359-19-08); V.F. : Richelieu,
2^{ème} (233-56-70); Paramount Opéra, 9^{ème}
(327-56-31).

LES FILMS NOUVEAUX

**LES ANGES SE FENDENT LA
GUEULE**, film boswanais de Jam-
ie Uys (v.o.) : Forum Orient Ex-
press, 1^{re} (233-42-36); Quintette, 5^{ème}
(633-79-38); Marignan, 8^{ème} (359-
92-82); (v.f.) : Capri, 2^{ème} (508-
11-59); Impérial Pathé, 2^{ème} (742-
72-52); St-Lazare Pasquier, 9^{ème}
(357-35-43); Bastille, 11^{ème} (307-

SPECTACLES

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 26 JUIN
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : V. Askenazy (Schubert, Chopin).
Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. : Ch. Dutoit (Vivaldi, Mendelssohn, Brahms).
Sorbonne, amph. Richelieu, 20 h 30 : P. Gililov (Chopin, Szymanowski, Debussy...)
Saint-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris.
La Table verte, 22 h : G. de Talhouët, E. de Brul (Mozart, Debussy, Mozart...)
Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : Bach et son temps.
Lucernaire, 20 h : C. Hinojosa, J. Villey (musique du XVI^e siècle espagnole et méridionale).
Eglise St-Julien-le-Pauvre, 20 h 30 : R. Gratien (Walton, Bach, Ponce...)
Duo, 20 h 30 : Petits Chanteurs de Saint-François de Versailles (Victoria, Lasso, Palestrina...)
Eglise des Billettes, 20 h 45 : Tricentenaire Bach-Händel, sonates (R. Landy, violon ; F. Doublier, piano).

JEUDI 27 JUIN
Lucernaire, 20 h : voir le 26.
Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : D. Contois-Cibien (W.F. Bach).
Sorbonne, grand amphithéâtre, 21 h : Chœur et orchestre Paris-Sorbonne, dir. : J. Grimbart (Bach).
LA TABLE VERTE, 22 h : voir le 26.
Eglise St-Julien-le-Pauvre, 21 h : G. Fumet, R. Siegel (Albinoni, Marcello, Stanley...)
Duo, 20 h 30 : Ensemble vocal et instrumental, Ch. Paillard (Lotti, Vivaldi, Bach).
Sainte-Chapelle, 20 h 30 : C. Rocca (Bizet, Cocteau, Turina...).

VENREDI 28 JUIN
Eglise St-Julien-le-Pauvre, 21 h : voir le 27.
Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. : Ch. Dutoit (Vivaldi, Lalo, Tchaïkovski).
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Nouvel Orchestre Philharmonique, dir. : M. Janowski (Lalo, Saint-Saëns).
La Table verte, 22 h : voir le 26.
Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : E. Buckley (Frederick, Buxtehude, Scarlatti...)
Lucernaire, 20 h : voir le 26.
Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : voir le 26.

Nouveaux-Denis, 14 h : North Texas Choral.
Eglise St-Julien-le-Pauvre, 20 h 30 : R. Parrot (Vivaldi, Albinoni, Geminiani...)
Duo, 20 h 30 : Ensemble vocal F. Herr (Händel, L'Esclave, Abail).

SAMEDI 29 JUIN
Eglise St-Julien-le-Pauvre, 20 h : voir le 28.
Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : Ch. Chénier, ensemble Continuo (Quanz, Bach, Mozart).
La Table verte, 22 h : voir le 26.
Eglise St-Julien-le-Pauvre, 21 h : voir le 27.
Eglise St-Merri, 21 h : Quatuor Cantabile, J.-L. Beaumadier (Bach, Vivaldi).
Eglise apostolique St-Georges, 18 h 30 : Ensemble vocal et instrumental Saint-Georges, dir. : A. Shaw (Händel).

DIMANCHE 30 JUIN
Eglise St-Merri, 16 h : Choral oratoire de Halimstad, dir. : P. Turvefon.
Théâtre 3 sur 4, 20 h : voir le 29.
Eglise St-Julien-le-Pauvre, 20 h : voir le 28.

LUNDI 1^{er} JUILLET
Sainte-Chapelle, 18 h 45 : voir le 26.
Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : M. Thierry (Bach).

EGLISE ST-JULIEN-LE-PAUVRE, 20 h : voir le 28.
Eglise St-Julien-le-Pauvre, 20 h 45 : Ch. Schneider, F. Huber, O. Bensa (Vivaldi).

MARDI 2 JUILLET
Eglise Saint-Séverin, 21 h : Orchestre et choral, P. Kuentz (Bach).
Eglise St-Julien-le-Pauvre, 20 h : voir le 28.
Théâtre 3 et 4, 18 h 30 : M. Thierry (Bach, Telemann).
Eglise St-Julien-le-Pauvre, 20 h 45 : voir le 1^{er}.

Jazz, pop, rock, folk

BAINS-DOUCHES (837-01-80), les 26, 27 à 23 h : Lemon Rock Band ; les 28, 29 à 21 h : Yasuaki Shimizu ; le 2 à 23 h : Cheese Variety.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Ch. Slide (dern. le 26) ; à partir du 27 : G. Collier's London All Stars.
DUNOIS (584-72-00), les 29, 30 à 20 h 30 : P. Carlini.

FONDATION A-ARTHAUD (582-66-77) : le 27 à 21 h : Ado y sus Vallores ; les 28, 29 à 21 h : Attila Zamboni.
GIBUS (530-03-87), les 28, 29 : Vertiges.
MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : mer. : H. Gulbay ; jeu. : Samy et Sion ; ven. : A. Levy ; sam. : Y. Vincent ; dim. : R. Elig ; mar. : Y. Chelala ; mer. : M. Silva ; ven. : L. Louwa ; sam. : Worthy Funk ; lun. : Betina ; mar. : J. Bonard.
MONTANA (548-91-08) (D.), 22 h : J. Gourley, D. Lemerle (dern. le 29).
MUSICALLES (261-96-30), 22 h : F. Lockwood, J.-M. Jafet, A. Romane (dern. le 29).
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : le 26 : D. Lockwood ; les 27, 28 : Pharaoh Sanders ; le 29 : Ch. Baker, Ph. Catherine, J.-L. Rassinou ; les 1^{er}, 2 : Jassadien Jacuma Quintet.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30, mer. : Watergate Seven + One ; jeu. : M. Slim ; ven. : Cyril Jazz Band ; sam. : JCJB Old Time Stompers ; lun. : Kangourou Swing Orchestra ; mar. : M. Zanini, S. Woodard.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : J.-L. Folgentreich, P. Sausson, D. Roussier, M. Maingourd, P. Lemaux.
QUAI DE LA GARE (583-95-26), le 30 à 20 h 30 : Exhibition.
QUOTIDIEN (271-44-54), 21 h 30, les 27, 28 : F. Jeannet Quartet.

RADIO-FRANCE, Auditorium 105 (524-15-16), le 28 à 19 h : C. Tissandier.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : le 26 : G. Collier's London ; les 27, 28, 29 : Ch. Slide ; le 2 : D. Doriz.
SUNSET (261-46-60) (D.), 23 h : S. Grossman, Ph. Joe Jones, A. Jean-Marie, A. Collaz (dern. le 29).
TH. 14 J.-M. SERREAU (545-49-77), 20 h 30 : S. Kessler, H. Bourde (dern. le 29).

JARDIN DU SACRÉ-CŒUR (277-19-90), le 29 à 23 h 30 : Urban Sax.

PHILHARMONIA ORCHESTRA
direction **ESA-PEKKA SALONEN**
MOUSSORGSKI
Chœurs et Dances de la Mort
soliste **AAGE HAUGLAND** basse
SIBELIUS Symphonie n° 5
FESTIVAL DE ST-DENIS
BASILIQUE ILLUMINÉE
jeudi 27 juin 20 h 30
LOCATION 3 FNAC ET TOP 243.00.59

85-86 une saison sans fausse note
ABONNEZ-VOUS !
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS
562.67.57
252, Fg. St-Honoré
75008 PARIS
JEAN-PIERRE WALLEZ

ABONNEMENTS 85/86: 260.94.77
IRCAME
BARENBOIM / BOULEZ
EUROPE : JEUNES COMPOSITEURS
KAGEL
FESTIVAL DE QUATUORS
SCHÖENBERG PLUS

A VOIR

« Qui a tué Ranucci ? »

L'émission consacrée à l'affaire Ranucci, que FR3 doit diffuser le 27 juin au soir, commence à susciter des réactions. Deux lettres de protestation signées de l'avocat toulonnais M^{re} Henri Pironi et adressées, l'une au président de la République, l'autre au président de la chaîne, viennent d'être rendues publiques.

M^{re} Pironi, qui défend les intérêts de M. et M^{me} Pierre Remble, parents de la petite victime Marie-Dorothée (huit ans), réclame la présence de son client, ainsi que la sienne, sur la plateaux au moment de la diffusion du montage intitulé « Qui a tué Ranucci ? ». Cette démarche tend à donner le contrepoint aux déclarations que doivent faire les trois avocats de Ranucci au cours de l'émission.

Histoire d'une exécution

Que l'enquête et l'instruction de l'affaire Ranucci aient été saccagées est une évidence. Ce garçon de vingt ans a été guillotiné le 28 juillet 1976, sans avoir été entendu. Le livre de Gilles Perrault, *Le Pull-over rouge* (Ramsay éditeur, 1978), l'a établi. Le refus des policiers et du magistrat instructeur de participer à l'émission de Philippe Alfonsi, « Histoire d'un jour », sur la sujet, en est une preuve pour ainsi dire surabondante.

Christian Ranucci n'a pas davantage été entendu. A l'instruction, cette tâche a été confiée à un avocat qui venait à peine de revêtir la robe, mais qui devait soutenir un dossier d'empêchement quasiment national. A l'audience, la défense de l'avocat en titre a donné le résultat que l'on sait.

Christian Ranucci, enfin, n'a pas été jugé. Mais plutôt, à travers lui, un autre meurtrier, indiscutable celui-là, Patrick Henry, assassin d'un autre enfant. Ce même Patrick Henry qui inspira à un présentateur du journal télévisé l'inoubliable formule : « La France a peur ».

Cette succession de carences et de fautes, que l'émission illustre bien, rendrait presque sans objet l'hypothèse de l'erreur judiciaire tant Christian Ranucci a été privé d'un procès loyal, le fair trial anglo-saxon. M. Giscard d'Estaing, alors président de la République, pour lui refuser la grâce, a même écarté l'avis obligatoirement fourni du président de cour d'assises, qui la recommandait en raison des insuffisances de la défense. L'opinion de la foule et de la plupart des journaux fut mieux entendue.

L'actualité justifie sans contexte la diffusion d'une telle émission, alors que la France donne à l'abolition de la peine de mort le force d'un traité international. Quant à l'opportunité, c'est l'affaire de chacun ; le bon goût aussi. Mais il peut y avoir un doute.

Malheureux auteur du calamiteux « La France a peur », Roger Gicquel commente ainsi son propos dans l'émission de Philippe Alfonsi : « Les choses qui se vendent bien, ce sont souvent les crimes sordides. » Le taux d'écoute de cette émission devrait le dire.

Ph. B.
* « Histoire d'un jour, 28 juillet 1976 », qui a été présentée par Philippe Alfonsi et Maurice Dugowson, FR3, jeudi 27 juin, 20 h 30.

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 26 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 Série : *Dalles*.
21 h 25 Série : *L'histoire secrète du pétrole*.
Réal. J.-M. Charlier, N° 7. Le temps des règlements de comptes.
Début 1973, une nouvelle dévaluation du dollar déclenche de nouvelles exigences de l'OPEP. La guerre du Kippour, l'embargo pétrolier, le marché libre de Rotterdam... La crise s'installe dans le monde industrialisé, les réunions de l'OPEP se succèdent. Une série historique très documentée.
22 h 25 *Cette affaire*.
China Crisis, les Bandits, Serge Gainsbourg...
23 h 10 Journal.
23 h 25 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Téléfilm : *Le Monde désert*.
D'après le roman de P.-J. Jouve, réal. P. Beuchot, avec O. Carli, D. Ollivier, J.-L. Vitrac.
Le Monde désert, adapté d'une œuvre de P.-J. Jouve, a conservé la finesse et la gravité du roman. Cet opéra de chambre à trois personnages révèle, au détour d'images calmes, de terribles passions, à la crotte de l'âme et de la mort.
22 h Document : *Vidéo sur sable*.
Réal. O. Amiralay.
Les pays du Golfe à la recherche d'une nouvelle culture à base de vidéo. Un document tourné au Koweït, qui montre bien le formidable bouleversement des mœurs et l'adaptation des images avec la réalité d'un peuple.
23 h Journal.
23 h 15 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Série : *Marin*.
De G.A. Larson, réal. R. Mayberry, avec S. Mac Corkindale, M. Anderson, M. D. Roberts et R. Santoni.
Premier numéro d'une série qui se retrouvera ensuite, le vendredi. Un professeur de criminologie qui a le pouvoir de se transformer en animal aide la police de New-York avec une ravissante détective. Un grand succès télévisé aux Etats-Unis en 1984.
21 h 45 Journal.
(Édition compromise par un ordre de grève.)

22 h 5 *Le Mur de l'Atlantique*.
Emission de J.-J. Mallemanche, réal. J. Pouilloux.
Fin 1942, l'entrée en guerre des Etats-Unis accentue la probabilité, à plus ou moins longue échéance, du débarquement allié sur les côtes européennes. Hitler décide de faire construire la plus spectaculaire des lignes fortifiées : près de quinze mille ouvrages bétonnés de la Norvège à Hendaye. L'émission cherche à expliquer le pourquoi et le comment du mur de l'Atlantique, à mettre en lumière la désintégration d'un système de défense réputé invulnérable. Traiter en quarante-cinq minutes une période aussi complexe est un pari impossible à tenir. Pourtant ce document mêle avec bonheur archives, interviews et analyses...
22 h 50 Ext des lieux.
23 h 30 Prélude à la nuit.

FR 3-PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Les énergies nouvelles ; 17 h 15, Pic et Pat (et à 18 h 7) ; 17 h 20, Woody Woodpecker ; 17 h 55, Le club des puces ; 18 h 10, BD 3 ; 18 h 25, Il y a cent ans... les paquebots ; 18 h 40, Bal au centre ; 18 h 55, Atout Pic ; 19 h, le petit journal d'un curé de campagne ; 19 h 15, Journal.

CANAL PLUS

21 h, le Survivant d'un monde parallèle, film de D. Hemmings ; 22 h 5, Signes extérieurs de richesse, film de J. Moanet ; 0 h, Passeur d'hommes, film de J. Lee Thompson ; 1 h 35, Document : Venise sous les masques.

FRANCE-CULTURE

20 h Musique, mode d'emploi.
20 h 30 Antipodes : écrits au Québec.
21 h 30 Paléontologie : bande à part à propos du réseau cassette mondial.
22 h 30 Naïfs magiques : bruits du monde.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Concerto pour violon et orchestre en la mineur, de Vivaldi ; Concerto pour violon et orchestre en mi mineur, de Mendelssohn ; Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, de Brahms, par l'Orchestre national de France, dir. C. Dutoit.
23 h Les soirées de France-Musique : Judy Garland - les films et les années 50 ; à 24 h, Heitor Villa-Lobos.

Jeudi 27 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

13 h Journal.
13 h 50 A pleine vie.
17 h 30 La science aux châteaux.
18 h Le village dans les nuages.
18 h 20 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 35 Série : *Cœur de diamant*.
18 h 10 Jeu : Anagramme.
19 h 40 Faillitons : Les Bergeot.
20 h Journal.
20 h 35 Série : *Quelques hommes de bonne volonté*.
D'après Jules Romains, adaptation Marcel Jullian et F. Villiers, avec J.-C. Brialy, J.-C. Dauphin (rediff.).
Deuxième épisode, le meilleur de cette adaptation de l'œuvre de Jules Romains avec ses thèmes, ses milieux d'efforts pris dans le champ collectif de l'histoire. Qui n'est, libère-releur postérieur, se transforme peu à peu en assassin maniaque et insolent.
21 h 30 Les Judois de l'information : Questions à domicile.
Avec M. François Liotard, secrétaire général du Parti républicain, député, en direct de Fréjus.
22 h 45 Journal.
23 h 5 Étoiles à la une.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilletton : Des lauriers pour Lila.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
14 h 50 Découverte du golf.
15 h Tennis à Wimbledon.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord (INC).
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 35 Expression directe.
20 h Journal.
20 h 35 Série : *La troisième guerre mondiale*.
De R.-L. Joseph, réal. D. Groene.
Deuxième et dernier épisode. Conséquences des dangers d'un affrontement militaire qui pourrait conduire à une troisième guerre mondiale. Washington et Moscou maintiennent cependant leur position dure...
22 h 5 Mégaforme : Carte de presse.
La beauté, service (non compris) : les Français ont laissé cette année 14 milliards et demi de francs lourds dans les produits cosmétiques. Trois millions d'entre eux pratiquent la gymnastique. La beauté devient une industrie rentable... mais où les armées se multiplient sans que la loi ait toujours prévu des recours.
23 h 15 Journal.
23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14 h 25 Questions au gouvernement.
17 h Télévision régionale.
18 h 55 Dessin animé : il était une fois l'homme.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Histoire d'un jour : 28 juillet 1976, qui a tué Christian Ranucci ?

Emission de P. Alphonsi et M. Dugowson. Avec la collaboration de G. Perrault, R. Colombani, R. Gicquel et F. Poncher.
(Lire « A voir » ci-contre.)
22 h 20 Journal.
22 h 45 Bleu outre-mer.
23 h 35 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

10 h 45, Dans la ville blanche, film d'A. Tanner ; 12 h 30, Calzon Cadet (et à 17 h 5) ; 13 h 5, Rue des Cases (et à 17 h 30) ; 13 h 30, Série : *L'été en folie* ; 14 h, Retenez-vous ou je fais un malheur, film de M. Gérard ; 15 h 30, Sanherm, film de R. Sarafian ; 18 h, Jeu : 4C+ ; 18 h 40, Jeu : Tout s'achève ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 35, L'Am, film de J.-P. Mocky ; 22 h 40, Mademoiselle Chénier, film de F. Miquel ; 0 h 20, Histoire de Pierre, film de M. Ferreri ; 2 h, Michel Serrault au Palais des congrès.

FRANCE-CULTURE

7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance ; 9 h 5, Les mathématiques, une vie, une œuvre ; 10 h 30, Musique ; 11 h 10, Répertoire, dit le maître ; 11 h 30, Feuilletton ; 12 h, Panorama : arts plastiques ; 12 h 45, Littérature française ; 13 h 40, Poésie et sciences ; Jacqueline Durand ; 14 h, Un livre, des voix : « Les Rats », de Bernard Frank ; 14 h 30, Radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour ; 15 h 30, Muséon : à l'UNESCO ; 17 h, Le pays d'ici, à Boulogne-sur-Mer ; 18 h, Subjectif : Agnès (Ladislav Kijno) ; 18 h 35, Tire la langue ; 19 h 30, Les progrès de la science : de la médecine : congrès de Montpellier ; 20 h, Musique, mode d'emploi.
20 h 30 « Etrange », de R. David. Avec C. Hubert, C. Laborde, M. Rayer...
21 h 30 Voynich : la voix dans l'œuvre de Iannis Xenakis.
22 h 30 Naïfs magiques.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique ; 7 h 10, L'imprévu ; 9 h 8, Le matin des musiciens ; 12 h 5, Le temps du jazz ; 12 h 30, Concert ; 14 h 2, Répertoire contemporains : « Jacob Lez » de Mozart ; 14 h 45, Sonates de Scarlatti ; par Scott Ross ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Jean-Louis Barreau ; œuvres de Mozart, Legrand, Lehar ; à 16 h, Hélène Bosch, pianiste ; œuvres de Bach, Schumann, Mozart ; à 17 h, Passion et fidélité : le sage d'Engelberg Ormandy ; œuvres de Bartok, Walton ; 18 h 2, C'est jardin, magazine de l'opéra ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : le bloc-notes ; 19 h 15, Rouesse : magazine de la guitare.
20 h Concert (en direct de la Philharmonie de Berlin) : Concerto pour piano et orchestre n° 9 en mi bémol mineur, de Beethoven ; Symphonie n° 9 au ut mineur, de Schubert, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. R. Muti, sol. E. Guille, piano.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : les entretiens de Claude Rostand avec Darius Milhaud ; à 23 h 5 Judy Garland : les incontournables ; à 24 h, écoles américaines : Buenos-Aires.

EN BREF

● M. Gérard Carreyrou, directeur de la rédaction d'Europe 1 : M. Jacques Aberger, directeur général d'Europe 1, a nommé, mardi 25 juin, M. Gérard Carreyrou directeur de la rédaction, et M. Charles Villeneuve directeur adjoint. Directeur de l'antenne, M. Philippe Gildas - qui était en même temps à la tête de la rédaction - assurera la coordination des programmes et de l'information.

● Le palmarès de L'Œil. - Le jury de l'association de critiques de radio-télévision et journalistes des médias L'Œil, qui regroupe une dizaine de titres, vient de décerner son palmarès, trois prix d'honneur et un « bonnet d'âne » :

- Prix « L'Œil ouvert », qui récompense la meilleure émission documentaire : « terroristes » à la retraite, de Mosco, programmé le 2 juillet sur Antenne 2 ;

- Prix de défense des missions de service public de l'audiovisuel à M. Jean-Noël Jeanneney, PDG de Radio-France ;

- Prix « Bon pied, bon œil » à « Télématin », la trêve matinale

d'Antenne 2, « pour son rythme et sa vivacité ».
- Prix « L'Œil fermé », à « C'est à lire » de Luce Perrot (TF 1), « pour son caractère soporifique ».

● Bourse Jean D'Arcy. - La bourse Jean D'Arcy, récompensant par un stage de trois mois à la rédaction de TF 1 un jeune journaliste issu des écoles reconnues par la convention professionnelle, revient cette année à Jean-Marie Michel du CELSA. Cette bourse, créée l'an dernier par TF 1, réunissait trois finalistes (représentant l'ESJ de Lille, l'UT de Bordeaux, et le CELSA de Nanterre), effectuant un stage dans les conditions des tournages réels.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 27 JUIN

- M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, est l'invité de l'émission « Parlons vrai », sur Europe 1, à 8 h 15.

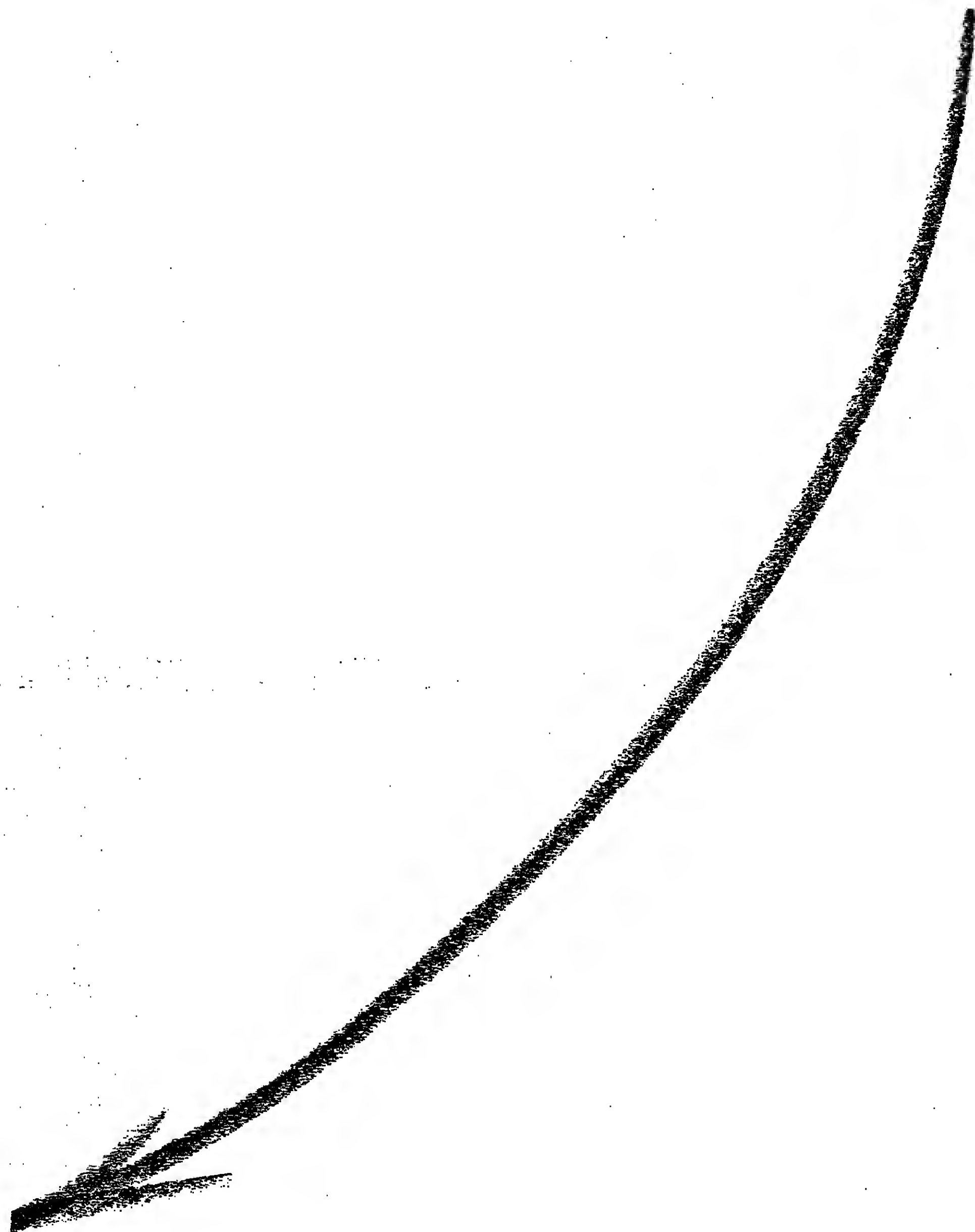
vient de paraître

Les nouvelles télévisions hertzienne
Rapport au Parlement

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai Voltaire, Paris 7

150 من الأمل

POUR UNE FOIS PARLONS DE NOUS.



PUBLICIS

D'habitude, nous ne sommes qu'un nom en petits caractères, en bas et à gauche de l'annonce: Publicis. Pardon d'en faire aujourd'hui une annonce tout entière, mais nous venons d'être élus Meilleure agence de l'année, au VI^e Grand prix EMP des agences de publicité et de promotion. Et être les meilleurs, c'est justement notre orgueil. Car nous avons une idée très personnelle de ce que cela signifie. Avant tout, faire gagner nos clients. Amener leurs marques

au premier rang, en leur inventant une communication efficace, simple, belle, spécifique, et qui dure longtemps. Très longtemps. C'est cela pour nous la meilleure publicité. Celle que nous défendons depuis bientôt 60 ans. Celle que vivent avec leur cœur les 430 professionnels de Publicis. Très heureux que cette conception du métier soit aujourd'hui honorée. Et très désireux de vous la faire partager. Si nous n'avons pas encore travaillé ensemble, appelez-nous. Et cette fois, c'est de vous que nous parlerons.

LA
BOOMERANG
FRANÇAISE

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,78
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

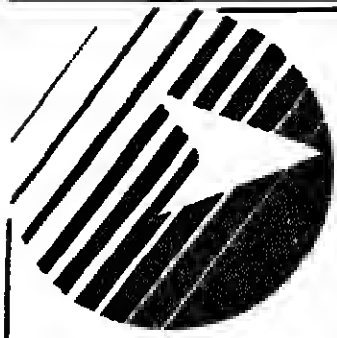
* Dégrevé selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



LA PUISSANCE DU GROUPE MATRA ET L'ALLIANCE TECHNOLOGIQUE AVEC NORSK DATA

Une gamme de produits informatiques ultra-performants et la confiance de nombreux clients dynamiques notamment dans les secteurs : AERONAUTIQUE/ESPACE - RECHERCHE/EDUCATION - DEFENSE/ARMEMENT - INGENIEUR/INDUSTRIE - TRANSPORTS/TRAVAUX PUBLICS.

Pour la région parisienne, nous recherchons notamment des : H/F

Ingenieurs Commerciaux expérimentés

Ao sein de notre agence de Paris, assisté par des ITC, vous prenez en charge le développement d'un ou plusieurs de ces grands comptes industriels.

De formation supérieure, une solide expérience de la vente de mini a confirmé vos qualités de négociateur. Le professionnalisme que vous avez acquis vous permet d'exiger des objectifs de CA et de pénétration de marché ambitieux. Il vous confère l'autonomie et l'autorité pour animer et encadrer des Ingénieurs Commerciaux Débutants à qui vous communiquerez votre passion du métier.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV et rémunération en indiquant la référence 381M à DRRH MATRA DATASYSTÈME - BP 77 - 78391 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA DATASYSTÈME

L'INFORMATIQUE POUR L'INDUSTRIE ET LA RECHERCHE



SNECMA - LE DÉFI TECHNIQUE

NOTRE DIRECTION FINANCIÈRE recherche un

CHEF DE DÉPARTEMENT

qui prendra en charge :
- le financement et le suivi des contrats exports
- les relations avec les organismes d'assistance à l'exportation
- le recouvrement des créances sur les clients étrangers.

Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une solide expérience des financements internationaux acquis, soit dans une banque, soit dans un groupe industriel tourné vers l'exportation. Anglaise courante indispensable.

Merci d'adresser, sous référence 165/85, curriculum vitae et prétentions à SNECMA - Département Encadrement - 2, bd Victor 75724 Paris Cedex 15.

GROUPE SNECMA

emplois régionaux

emplois régionaux

CONSEIL GÉNÉRAL DES LANDES
LE SERVICE D'ACTION ÉCONOMIQUE
ENVISAGE DE RECRUTER

DES CHARGÉS DE MISSION

(Création d'entreprises, Entreprises en difficulté, Recherche d'investisseurs.)

Formation juridique, économique et financière type ESCAE, Sc. Po. ou IEP section Eco. et FI

Grande disponibilité au niveau de l'action. Anglois, Espagnol. Dégagé obligations militaires. Lieu de résidence administrative : Mont-de-Marsan. Adresser curriculum vitae le plus rapidement possible au :

Conseil Général des Landes Bureau du Personnel B.P. 259 40005 Mont-de-Marsan Cedex

Organisme régional Amiens (80)
110 personnes recrutent

CHARGÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

(planification et financement)
140/200 000 F.
Il sera en contact avec les sociaux professionnels, les élus, les collectivités et des techniciens de l'organisme. Nous recherchons un(e) sciences-éco, sciences-po ou équivalent avec une première expérience de 3 ans.

Envoyer c.v. + lettre + photo à : APEC PICARDIE M. DE FORCART B.P. 204, 80002 AMIENS Cedex.

VILLE DE DIEPPE (76)
pour la médiathèque intégrée dans un centre d'action culturelle

1 SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE
pour s'occuper du secteur vidéo et participer au projet culturel global du centre. Connaissances techniques souhaitées.

Envoyer C.V. à O. Bailion, LALANDE, B.P. 47, 76202 DIEPPE Cedex.

Banque de données biologiques créée par un organisme international recherche

RESPONSABLE DE SON CENTRE EUROPÉEN SITUÉ À NICE

Formation biochimique et immunologique, perfectionnement bilingue anglais, connaissances informatiques et fiscales.

Solide fonction expérience et diplôme, conseil deux ans, possibilité renouvellement.

NE PAS SE PRÉSENTER NI TÉLÉPHONER.

Adresser c.v., Labo immunologie faculté de médecine, avenue Valombrose, 06000 NICE.

VILLE DE MARTIGUES (Bouches-du-Rhône)
45.000 habitants

UN (E) DOCUMENTALISTE
pour mise en place d'un Service de Documentation par voie de concours sur titres.

Expér. dans Collectivité Territoriale et conseils, informaticien, connaissances techniques, Diplôme professionnel indisp. (I.H.T.O., I.U.T., etc.)

Candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et d'une photocopie des titres et diplômes à faire parvenir avant le 31 AOUT 1985 à M. le Maire

Service du Personnel B.P. 101, 13694 MARTIGUES CEDEX.

SOCIÉTÉ PROCHE GRENOBLE recherche

INGÉNIEUR

formation :
- Electronique, électrotechnique pour :
- Développement de convertisseurs électroniques ;
- Intégration de matériels électroniques dans les systèmes ;
- Expérience en électronique de puissance et bonnes connaissances en micro-informatique souhaitées.

Envoyer sous réf. 2 954 Havas, 33, rue du Colonel-Dougaud, 38100 GRENOBLE.

SOCIÉTÉ PÉTROLIÈRE quartier SAINT-LAZARE rech.

URGENT 1 INGÉNIEUR

formation mécanique et génie civil (tous et métiers, ENSI ou équivalent). Débutant ou de préférence 1 à 2 ans d'expérience dans ingénierie ou distribution pétrolière. Bonnes connaissances anglaises. 2e langue appréciée. Expérience prévue à court terme.

Env. c.v., photo et présent. à n° 30 251 Centre d'Annonces, 121, rue Réaumur, 2e.

Etablissement d'enseignement supérieur recherche

PROFESSEUR DE MARKETING

ENSEIGNANT SPÉCIALISÉ DANS LA GRANDE DISTRIBUTION

Ecrire à D.V.L., 4, bd de Bellevue 92500 Boulogne-Billancourt, mentionnant C.V. et prétentions.

Institut Privé Enseignement Supérieur recherche ENSEIGNANTS VACANTIAIRES QUALIFIÉS

Histoire, Géographie, Culture Générale, Anglais, Allemand, Espagnol, DIPLOME L.E.P., EXIGE

Ecrire sous le n° 303, 180 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

CROIX ROUGE FRANÇAISE MARGENCY recherche

INFIRMIÈRE OU MÉDECIN

pour garde nuit infirmier Adresser pour pourvoir à n° 1125 sur enveloppe à LT ASSOCOM, 51, bd Bonaparte, 75002 Paris

EDITEUR JURIDIQUE recherche

DOCTEUR EN DROIT

bonne connaissance de droit des sociétés et de la fiscalité pour ex. la direction de la r.d. et des mises à jour d'ouvrages spécialisés dans ce domaine.

Ecrire avec CV détaillé à RÉGIE PRESSE sous référence 307784, 7, rue de Montesson, 75007 Paris.

Recherches

FORMATEURS EN ALPHABÉTISATION et PROFESSEURS D'ANGLAIS

de langue maternelle. Expér. pédagogique exigée.

Env. CV sous réf. 307781 à Régie Presse, 7, rue de Montesson, 75007 Paris.

VILLE DE JUVISY

RECHERCHE RESPONSABLE SERVICE ENFANCE-JEUNESSE

(y compris scolaire et PAJO) Ayant expérience animation et capacité de gestion dans un cadre municipal.

Recrutement niveau attaché. Env. candidature au Maire, 91255 JUVISY CEDEX

SOCIÉTÉ JAUNICHEN 27, rue de Turenne, Paris-6

Verte-composants électronique (passifs) et outillages, recherche

UN TECHNICIEN COMMERCIAL Secteur PARIS

Se présenter vendredi 28 ou lundi 1er juillet, de 9 h 30 à 16 h.

Jeune P.M.E. dynamique en pleine expansion sur un marché porteur

CRÉE LE POSTE DE

AGENT DE MATRISE

- H/F. - B.T.S. - ELECTROMÉCANIQUE, AUTOMATISME, CONNAISSANCES APPROFONDIES USINAGE EN CONVENTIONNEL.

- EXPERIENCE SOUHAITABLE.

Envoyer dossier de candidature complet à : Service du Personnel - TRIP - B.P. 82 93102 MONTREUIL CEDEX.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES recherche

INGÉNIEURS GDES ÉCOLES OU UNIVERSITAIRES

pour assurer des développ. - Langage C/UNIX ou Assemblage, Pascal - Logiciel de base - Assemblage Motorola.

Ecrire ou téléphoner au : 78/90, avenue Gallieni, Tour Gallieni 1 93174 BAGNOLET CEDEX Tél. : 3900-13-44-55.

Import cabinet fiscal recherche

COLLABORATEUR TRES EXPERIMENTE

Ecr. avec CV et prêt. n° 1125 sur enveloppe à LT ASSOCOM, 51, bd Bonaparte, 75002 Paris

L.S.L.A. propose pour l'année 1985/86 (niveau bas + 2) la recherche d'un premier emploi.

UN STAGE GRATUIT et rémunéré de 6 mois dans FORMATEUR MONITEUR MICRO-INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

Début du stage : 24 JUIN 1985. Téléphones : L.S.L.A. Michèle ZILBERMAN 572-02-08.

Recherche

COMPTABLE

1 an d'expérience minimum. De préf. GARAGE DE LA GARE 92400 COURBOVOIE (10 km de la gare Saint-Lazare) ou téléphoner au : 333-45-78.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE recherche URGENT

ANALYSES-PROGRAMMEURS

expérimentés en PLI sous VMS, réels - exigés. Tél. pour R.-VOUS 784-74-82.

INOVENSA (transfert technologique) Les Chânes Pourpres 95000 CERGY

recherche

JEUNE INGENIEUR

Electronique, informatique. - Ecrire -

secrétaires

Première revue française d'urbanisme

recherche pour durée déterminée min. 6 mois

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION-MAQUETTISTE

Expérience confirmée et sérieux références. Lettre manuscrite et C.V. Rue Urbaine, 62, rue Ampère, 75017 PARIS.

propositions diverses

Ingénieurs, cadres et assimilés, aide au recrutement, du à recherche de missions.

Permanences Information : mardi et vendredi (9h30 à 12h), 14 h 30 à 16h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h, 101h, 102h, 103h, 104h, 105h, 106h, 107h, 108h, 109h, 110h, 111h, 112h, 113h, 114h, 115h, 116h, 117h, 118h, 119h, 120h, 121h, 122h, 123h, 124h, 125h, 126h, 127h, 128h, 129h, 130h, 131h, 132h, 133h, 134h, 135h, 136h, 137h, 138h, 139h, 140h, 141h, 142h, 143h, 144h, 145h, 146h, 147h, 148h, 149h, 150h, 151h, 152h, 153h, 154h, 155h, 156h, 157h, 158h, 159h, 160h, 161h, 162h, 163h, 164h, 165h, 166h, 167h, 168h, 169h, 170h, 171h, 172h, 173h, 174h, 175h, 176h, 177h, 178h, 179h, 180h, 181h, 182h, 183h, 184h, 185h, 186h, 187h, 188h, 189h, 190h, 191h, 192h, 193h, 194h, 195h, 196h, 197h, 198h, 199h, 200h, 201h, 202h, 203h, 204h, 205h, 206h, 207h, 208h, 209h, 210h, 211h, 212h, 213h, 214h, 215h, 216h, 217h, 218h, 219h, 220h, 221h, 222h, 223h, 224h, 225h, 226h, 227h, 228h, 229h, 230h, 231h, 232h, 233h, 234h, 235h, 236h, 237h, 238h, 239h, 240h, 241h, 242h, 243h, 244h, 245h, 246h, 247h, 248h, 249h, 250h, 251h, 252h, 253h, 254h, 255h, 256h, 257h, 258h, 259h, 260h, 261h, 262h, 263h, 264h, 265h, 266h, 267h, 268h, 269h, 270h, 271h, 272h, 273h, 274h, 275h, 276h, 277h, 278h, 279h, 280h, 281h, 282h, 283h, 284h, 285h, 286h, 287h, 288h, 289h, 290h, 291h, 292h, 293h, 294h, 295h, 296h, 297h, 298h, 299h, 300h, 301h, 302h, 303h, 304h, 305h, 306h, 307h, 308h, 309h, 310h, 311h, 312h, 313h, 314h, 315h, 316h, 317h, 318h, 319h, 320h, 321h, 322h, 323h, 324h, 325h, 326h, 327h, 328h, 329h, 330h, 331h, 332h, 333h, 334h, 335h, 336h, 337h, 338h, 339h, 340h, 341h, 342h, 343h, 344h, 345h, 346h, 347h, 348h, 349h, 350h, 351h, 352h, 353h, 354h, 355h, 356h, 357h, 358h, 359h, 360h, 361h, 362h, 363h, 364h, 365h, 366h, 367h, 368h, 369h, 370h, 371h, 372h, 373h, 374h, 375h, 376h, 377h, 378h, 379h, 380h, 381h, 382h, 383h, 384h, 385h, 386h, 387h, 388h, 389h, 390h, 391h, 392h, 393h, 394h, 395h, 396h, 397h, 398h, 399h, 400h, 401h, 402h, 403h, 404h, 405h, 406h, 407h, 408h, 409h, 410h, 411h, 412h, 413h, 414h, 415h, 416h, 417h, 418h, 419h, 420h, 421h, 422h, 423h, 424h, 425h, 426h, 427h, 428h, 429h, 430h, 431h, 432h, 433h, 434h, 435h, 436h, 437h, 438h, 439h, 440h, 441h, 442h, 443h, 444h, 445h, 446h, 447h, 448h, 449h, 450h, 451h, 452h, 453h, 454h, 455h, 456h, 457h, 458h, 459h, 460h, 461h, 462h, 463h, 464h, 465h, 466h, 467h, 468h, 469h, 470h, 471h, 472h, 473h, 474h, 475h, 476h, 477h, 478h, 479h, 480h, 481h, 482h, 483h, 484h, 485h, 486h, 487h, 488h, 489h, 490h, 491h, 492h, 493h, 494h, 495h, 496h, 497h, 498h, 499h, 500h, 501h, 502h, 503h, 504h, 505h, 506h, 507h, 508h, 509h, 510h, 511h, 512h, 513h, 514h, 515h, 516h, 517h, 518h, 519h, 520h, 521h, 522h, 523h, 524h, 525h, 526h, 527h, 528h, 529h, 530h, 531h, 532h, 533h, 534h, 535h, 536h, 537h, 538h, 539h, 540h, 541h, 542h, 543h, 544h, 545h, 546h, 547h, 548h, 549h, 550h, 551h, 552h, 553h, 554h, 555h, 556h, 557h, 558h, 559h, 560h, 561h, 562h, 563h, 564h, 565h, 566h, 567h, 568h, 569h, 570h, 571h, 572h, 573h, 574h, 575h, 576h, 577h, 578h, 579h, 580h, 581h, 582h, 583h, 584h, 585h, 586h, 587h, 588h, 589h, 590h, 591h, 592h, 593h, 594h, 595h, 596h, 597h, 598h, 599h, 600h, 601h, 602h, 603h, 604h, 605h, 606h, 607h, 608h, 609h, 610h, 611h, 612h, 613h, 614h, 615h, 616h, 617h, 618h, 619h, 620h, 621h, 622h, 623h, 624h, 625h, 626h, 627h, 628h, 629h, 630h, 631h, 632h, 633h, 634h, 635h, 636h, 637h, 638h, 639h, 640h, 641h, 642h, 643h, 644h, 645h, 646h, 647h, 648h, 649h, 650h, 651h, 652h, 653h, 654h, 655h, 656h, 657h, 658h, 659h, 660h, 661h, 662h, 663h, 664h, 665h, 666h, 667h, 668h, 669h, 670h, 671h, 672h, 673h, 674h, 675h, 676h, 677h, 678h, 679h, 680h, 681h, 682h, 683h, 684h, 685h, 686h, 687h, 688h, 689h, 690h, 691h, 692h, 693h, 694h, 695h, 696h, 697h, 698h, 699h, 700h, 701h, 702h, 703h, 704h, 705h, 706h, 707h, 708h, 709h, 710h, 711h, 712h, 713h, 714h, 715h, 716h, 717h, 718h, 719h, 720h, 721h, 722h, 723h, 724h, 725h, 726h, 727h, 728h, 729h, 730h, 731h, 732h, 733h, 734h, 735h, 736h, 737h, 738h, 739h, 740h, 741h, 742h, 743h, 744h, 745h, 746h, 747h, 748h, 749h, 750h, 751h, 752h, 753h, 754h, 755h, 756h, 757h, 758h, 759h, 760h, 761h, 762h, 763h, 764h, 765h, 766h, 767h, 768h, 769h, 770h, 771h, 772h, 773h, 774h, 775h, 776h, 777h, 778h, 779h, 780h, 781h, 782h, 783h, 784h, 785h, 786h, 787h, 788h, 789h, 790h, 791h, 792h, 793h, 794h, 795h, 796h, 797h, 798h, 799h, 800h, 801h, 802h, 803h, 804h, 805h, 806h, 807h, 808h, 809h, 810h, 811h, 812h, 813h, 814h, 815h, 816h, 817h, 818h, 819h, 820h, 821h, 822h, 823h, 824h, 825h, 826h, 827h, 828h, 829h, 830h, 831h, 832h, 833h, 834h,

économie

REPÈRES

Dollar : stabilité à 9,33 F

Affairés ces derniers jours par des ventes bénéficiaires, le dollar s'est stabilisé, mercredi 26 juin dans la matinée, sur toutes les grandes places financières internationales. A Paris, son cours oscillait entre 9,3250 F et 9,3270 F (contre 9,3320 F la veille). A Francfort, la devise américaine se traitait sans grand changement à 3,0610 DM (contre 3,0604 DM). De l'avis des cambistes, la hausse inattendue des commandes de biens durables aux Etats-Unis en mai (+4,1 %) n'a pas eu d'effet particulièrement stimulant sur la spéculation. D'une façon générale, les affaires étaient très calmes.

Textile : l'administration américaine contre le protectionnisme

Cinq hauts responsables de l'administration Reagan viennent d'écrire à tous les membres du Congrès, leur demandant de ne pas voter de restrictions à l'importation de produits textiles aux Etats-Unis. Les défenseurs du projet de loi estiment insuffisants les accords en vigueur avec les principaux pays exportateurs, notamment avec les gros producteurs d'Asie du Sud-Est. Ils veulent protéger une industrie de deux millions de personnes aux Etats-Unis, et qui a perdu trois cent mille emplois au cours des cinq dernières années. Le déficit textile a atteint, en 1984, le montant record de 16 milliards de dollars. Selon l'administration, des restrictions aux importations entraîneraient une croissance de 4 % à 5 % de la production américaine. Or cet effet bénéfique serait plus que compensé par le renchérissement des produits aux Etats-Unis. — (AFP.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ haut	Rep. + ou dép.	-	Rep. + ou dép.	-	Rep. + ou dép.	-
S E-AL	9,3260	9,3280	+ 195	+ 210	+ 370	+ 408	+ 975	+ 1 075
Scm	6,8473	6,8538	+ 33	+ 54	+ 61	+ 97	+ 167	+ 264
Yen (100)	3,7431	3,7454	+ 131	+ 140	+ 251	+ 268	+ 744	+ 794
DM	3,0447	3,0464	+ 134	+ 134	+ 234	+ 251	+ 404	+ 421
Franc	2,7084	2,7018	+ 79	+ 87	+ 154	+ 166	+ 472	+ 509
FR (100)	15,1273	15,1355	+ 286	+ 255	+ 391	+ 477	+ 1 063	+ 1 348
ES	3,6387	3,6409	+ 143	+ 158	+ 226	+ 267	+ 385	+ 447
L (1 000)	4,7755	4,7783	+ 154	+ 133	+ 291	+ 258	+ 477	+ 425
S. franc	11,9714	12,0065	+ 282	+ 235	+ 498	+ 421	+ 1 046	+ 963

TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-IL	DM	Franc	FR (100)	L (1 000)	S. franc
1 1/2	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 7/8	7 13/16	7 15/16
5 1/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8
6 1/4	6 1/4	6 3/4	6 3/4	6 7/8	6 11/16	6 13/16
8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 3/4	8 9/16	8 11/16
10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 3/4	10 9/16	10 11/16
12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 3/4	12 9/16	12 11/16
14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 3/4	14 9/16	14 11/16
16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 3/4	16 9/16	16 11/16
18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 3/4	18 9/16	18 11/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

LE PLAN DE REDRESSEMENT DE RENAULT

M. Besse, l'anti-Hanon

Je me désengage, tu te désengages... M. Besse se lance, à la Régie Renault, dans un exercice qu'il connaît bien, pour s'y être entraîné chez Pechiney. Cession de Renix (filiale à 51 % dans les camions électriques pour l'automobile), recherche de coopération avec General Motors pour Rimex (filiale mexicaine de production de moteurs), filialisation de la division machinisme agricole : à des degrés divers, M. Besse pratique au sein de la Régie Renault le même jeu de séduction et de séduction. Les décisions annoncées le 25 juin en conseil d'administration ne sont pas une surprise. Dès le comité central d'entreprise du 17 juin, M. Besse avait affirmé que, malgré les actions entreprises pour redresser l'exploitation (le Monde du 19 juin 1985), des « risques d'impasse financière » restaient importants et nécessitaient des cessions d'actifs.

Ce faisant, M. Besse prend le contre-pied de M. Hanon, son prédécesseur à la tête de la Régie. M. Hanon, surnommé « l'Américain », pratiquait une politique à l'Américaine, seule digne d'un constructeur mondial : intégration de la fabrication de tous les composants nécessaires à l'automobile et présence sur tous les grands marchés internationaux. Renault, avec 12,5 milliards de francs de pertes en 1984 et 40 milliards d'endettement, n'en a plus les moyens.

La cession de Renix procède de ce raisonnement. Renault ne peut plus se payer le luxe d'être à la fois fournisseur et fabricant. Outre les investissements qu'elle exige (200 millions de francs pour Renix depuis son lancement en 1979), cette ambivalence a gêné le développement de Renix, trop marquée, aux yeux des autres constructeurs automobiles, par son appartenance à Renault. Il n'est que de voir l'évolution de son chiffre d'affaires (277 millions en 1984 contre 336 millions en 1983) et de ses résultats (1 million de bénéfices en 1984 contre 21 millions en 1983) pour y retrouver la chute de l'activité de Renault. Renix sera donc désormais dans le giron de Bendix (son actionnaire actuel à 49 %). Une cession (le Monde du 18 mai) qui correspond bien aux intentions d'expansion dans l'automobile et en Europe de la société mère de Bendix, le groupe Allied.

La recherche d'un partenariat avec General Motors au Mexique, dont la forme reste encore à déterminer — de la coopération industrielle à une éventuelle prise de participation financière dans Rimex, filiale à 100 % de Renault, — semble se limiter pour l'instant à réduire les coûts d'amortissement d'une usine qui ne tourne pas aux cadences souhaitables économiquement. L'usine de Gomez-Palacio, mise en service fin 1984, et qui a exigé 400 millions de dollars d'investissement sur trois ans, ne sortira que 100 000 moteurs à la fin de 1985, alors que le projet avait été lancé pour une production de 300 000 moteurs par an. Il faut dire que l'usine, tournée à 80 % vers le marché américain (elle produit des moteurs pour l'Alliance et l'Encore), se ressent de la dégradation des ventes d'AMC.

AMC proposé à Chrysler

General Motors se contentera peut-être de faire produire des moteurs à Gomez-Palacio. Mais qu'est-ce qui empêche de penser que le constructeur américain ne se paie — un jour complètement cette usine moderne ? Un avenir qui dépendra de la stratégie nord-américaine de Renault. Si, pour

l'heure, M. Besse a réaffirmé le maintien de la participation de la Régie dans AMC, est-ce par volontarisme ou par impossibilité de faire autrement ? Le PDG de Renault avait en effet fait des travaux d'approche auprès de Chrysler pour un désengagement d'AMC. Si l'issue en est actuellement négative, rien ne dit que M. Besse, dans son imitation du modèle italien (le Monde du 19 juin), ne choisira pas un jour, à l'image de Fiat, de se retirer des Etats-Unis.

Quant à la filialisation de la division machinisme agricole, en regroupant l'ensemble des activités de ce secteur dans la holding SMATP (filiale à 100 % de Renault), elle ne fait jamais que préparer le terrain.

la aussi, à un éventuel désengagement. Outre le fait que M. Besse n'a sans doute pas encore trouvé de partenaire, il n'a pas la possibilité, tant pour des raisons juridiques que politiques, de dire aujourd'hui que Renault abandonnera le machinisme agricole. Ce ne serait pas le premier secteur que l'on verrait à faire perdre du jour au lendemain sa nature « stratégique » sur le plan national.

Fidèle à son image, M. Besse a ainsi fait quelques « petits pas » de plus dans la politique de restructuration de la Régie. Le CCE du 11 juillet et le conseil d'administration du 23 juillet lui permettront sans doute de poursuivre sa « longue marche ».

CLAIRE BLANDIN.

M. Laurent Denis quitte l'Institut national de la consommation

Limogé. Viré. Remercé. On peut, à son gré, choisir l'adjectif. M. Laurent Denis, directeur de l'Institut national de la consommation (INCI) depuis le 19 janvier 1982, a appris le 18 juin, de la bouche de M. Frédéric Saint-Gours, directeur de cabinet de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé du budget et de la consommation, qu'il devait quitter ses fonctions. Aucune raison ne lui a été donnée. Son successeur devrait être M. Philippe Belaval, actuellement chargé de mission auprès de M. Emmanuelli.

Comment expliquer une telle décision ? En l'absence de commentaire du ministère de tutelle de l'INCI, force est de se livrer aux hypothèses. Certes, M. Denis était en faveur de la publicité comparative, dont il pensait qu'elle pouvait, si elle était utilisée, inciter à une plus grande qualité des produits. Au sein du gouvernement, la doctrine en la matière était peu établie. M. Béreny était pour. M. Emmanuelli, contre, tout comme les professionnels, ligés contre une autorisation qui n'instituerait pourtant aucune obligation. La publicité comparative a disparu du dispositif sur la concurrence.

Autre affaire récente, celle de la direction de la rédaction de 50 Millions de consommateurs. M. Denis a embauché, il y a quelques semaines, M. Jean-François Dupiquier, un journaliste qui avait certes travaillé

au *Matin*, mais qui l'avait quitté pour le *Quotidien de Paris*, journal connu pour ses sympathies envers l'opposition. Cela n'aurait pas eu l'heur de plaire en haut lieu. Avec les organisations de consommateurs, seules présentes au conseil d'administration de l'Institut depuis la réforme mise en œuvre par M. Laurent Denis, l'ambiance n'a que rarement été au beau fixe. Le président du conseil d'administration, M. Michel Pain, issu de la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), ne cache pas que se posait un problème de confiance entre le conseil et le directeur de l'INCI, jugé trop « parisien ». à qui l'an reprochait des prises de position non avouées par le conseil et une insuffisante reconnaissance dans 50 Millions de consommateurs des actions entreprises à la base par les « consommateurs organisés ». Pour M. Pain, il n'y a « pas tellement de différence entre Denis et Belaval : ce sont tous deux des techniciens, des hommes de l'appareil ».

Quant à M. Denis, âgé de quarante-trois ans, il souligne « l'immense privilège » qui est le sien comme fonctionnaire de ne pas se retrouver « un chômeur comme les autres ».

J. D.

LE PC SE DÉMOCRATISE.

17.950 F HT*

Seul Commodore, N° 1 de la micro-informatique pouvait sortir un PC aussi performant à un prix aussi concurrentiel.
COMPATIBLE : il a accès à des milliers de logiciels ayant fait leur preuve sur le marché.
EXTENSIBLE : sa puissance peut s'accroître par ajouts de mémoire à un prix plus accessible que ceux de la concurrence.
RAPIDE : il est presque 2 fois plus en accès disque.
ERGONOMIQUE : notamment, son moniteur est d'une excellente définition.
ESTHÉTIQUE : il s'intègre harmonieusement à tous les bureaux.
DÉMOCRATIQUE : il s'adresse par son prix et ses qualités à tous : artisans, professions libérales, petites et grandes entreprises.
D'autant qu'il existe en 2 versions : PC10 et PC20.*

commodore
COMPUTER
8, rue Copernic - 75116 Paris

CHAPEAU
COMMODORE!

* PC10: 17950 F comprenant : 256 Ko mémoire, 2 unités disquettes 360 Ko, 1 sortie série, 1 sortie parallèle, 1 moniteur inclus, MS-DOS 2.11 - GW Basic.
* PC20: 28950 F comprenant : 256 Ko mémoire, 1 unité disquette 360 Ko, 1 disque dur 10 Mo usagé, 1 sortie série, 1 sortie parallèle, 1 moniteur inclus, MS-DOS 2.11 - GW Basic.

AFFAIRES

La prise de participation de IBM dans MCI

Poisson pilote

Le paysage vient de s'éclaircir dans la confuse détermination des télécommunications aux Etats-Unis : IBM a signé, le 25 juin, un vaste accord avec MCI Communications, la deuxième société de téléphone outre-Atlantique, concurrente d'American Telephone and Telegraph. La lutte sera désormais frontale, IBM contre ATT, avec peu de place pour les autres.

Le numéro un mondial de l'informatique va prendre une participation initiale de 20 % dans le capital de MCI, qui, en échange, va acquérir Satellite Business System (SBS), filiale actuellement d'IBM et de la compagnie d'assurances Aetna Life and Casualty, spécialisée dans les télécommunications par satellite. IBM disposera ainsi d'un réseau de télécommunication en complète concurrence avec ATT sur les transmissions longues distances (ville à ville), mais également internationales, puisque MCI a pris pied en Europe depuis quelques mois (en Belgique notamment).

MCI et SBS sont nées à la fin des années 70 dans les petites fractures que laisse à l'époque le monopole d'ATT. A partir de 1982, puis plus encore du 1^{er} janvier 1984, la concurrence a été libérée par le gouvernement et les deux sociétés ont grandi. MCI, en misant sur des prix bas, mais aussi une qualité de services moindre que celle d'ATT (elle contrôle environ 5 % du marché des communications longues distances avec 2,5 millions de clients), et SBS privant en revanche les communications « de luxe » des grandes entreprises par satellite. Toutes deux ont, en réalité, des difficultés parce qu'ATT a réagi avec une volonté assez maternelle et surtout parce que les Américains n'ont pas encore vraiment mesuré les avantages des sociétés concurrentes de Mama Bell (ATT) qu'ils avaient utilisée avec satisfaction depuis un siècle. SBS fait des pertes (123 millions de dollars en 1983)

et MCI voit ses marges se réduire au point que de nombreux analystes prévoient des déficits pour les années à venir. Aucune des dizaines d'autres sociétés concurrentes d'ATT comme GTE-Sprint, n'a vraiment réussi à décoller et toutes sont dans une position très fragile.

L'accord IBM-MCI éclaircit donc la situation en faisant du numéro un de l'informatique également le numéro deux du téléphone. IBM entre cette fois de plain-pied sur le marché d'ATT. Celui-ci n'a d'ailleurs pas tardé à réagir en demandant au gouvernement américain de lever les multiples contraintes qui pèsent encore sur elle du fait des traces de son ancien monopole (taxes diverses, tarifs contrôlés...) et cela afin de rétablir une vraie concurrence. Pour ATT l'accord IBM-MCI « élimine définitivement tout doute » de la concurrence qu'IBM lui livre directement.

Pour de nombreux spécialistes, MCI a toujours été « un poisson pilote » d'IBM dans le long processus de déréglementation des télécommunications américaines et internationales qui, entamé en 1968 et abouti au démantèlement du « monopole » séculaire d'ATT sur le téléphone américain, IBM voulait depuis quinze ans élargir sa suprématie aux télécommunications, domaine désormais inséparable des ordinateurs. Avec ce qu'il faut bien considérer comme le « soutien objectif » du gouvernement américain, la multinationale y est parvenue. A relire l'histoire de la déréglementation aujourd'hui le résultat est sans ambiguïté. Vraisemblablement les autres concurrents d'ATT vont disparaître ou être relégués à un rôle marginal. Face à ATT, il y aura IBM, c'est tout. Les belles intentions libérales du gouvernement américain de « rétablir la concurrence » se résument à un seul résultat : IBM voulait une place et l'a eue.

E. L.B.

ENTREPRISES

Ingénierie : 430 licenciements chez Technip et 310 chez CLE

Le licenciement de 430 personnes (sur 2 300 salariés) sera annoncé, le 3 juillet prochain, au cours d'un comité d'entreprise extraordinaire de Technip. De plus, CLE (Crouzet-Lore Entrepris), filiale du groupe, va réduire ses effectifs de 310 personnes (sur 2 100 salariés), dont 297 seront licenciés. Les syndicats CGT et CFDT s'indignent d'autant plus de cette décision que Technip vient de recevoir 2 milliards de francs de ses actionnaires et des banques. Considérant que « l'entreprise a des marchés, du travail et des fonds propres », ils estiment que « le plan de licenciement envisagé par la direction risque d'entraîner Technip dans la spirale d'une politique d'abandon des activités... ».

● **Bidermann** : des bénéfices grâce aux Etats-Unis.

Les bénéfices du groupe Bidermann (habillement) ont un peu diminué en 1984. De 106 millions de francs l'année précédente, leur montant est descendu à 101 millions de francs. Mais cette baisse des profits est essentiellement due à son effort d'investissement (60 millions de francs) aux Etats-Unis pour développer de nouvelles griffes (Karl Lagerfeld, Daniel Cremieux). Cet effort est compréhensible dans la mesure où la majeure partie des résultats provient de ce pays, où le groupe réalise notamment 68 % de son chiffre d'affaires (3,8 milliards de francs au total). Le fait nouveau est que les activités françaises ne perdent plus d'argent avec le redressement des sociétés Balsan et Ugecom. Déficitaires de 26 millions de francs en 1983, ces deux affaires ont même dégagé un résultat positif (6 millions).

● **Prouvost** double ses profits, malgré les pertes de l'habillement.

A cause de la baisse du pouvoir d'achat, l'industrie de l'habillement continue à perdre de l'argent. Le groupe Prouvost, « numéro un » du textile français, avec un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de francs (+15 %), n'est pas épargné. Il se refuse à communiquer le montant de ses pertes dans cette activité, mais assure avoir entamé la redressement. L'effort consiste à réduire le nombre d'unités et les effectifs (quatre cents personnes en moins dans le vêtement depuis le début de l'année), à rénover le produit, à moderniser l'appareil de distribution, à lancer une vaste campagne de publicité (16 millions de francs). Prouvost mise tout sur sa marque Rodier et table sur une croissance annuelle de 10 %. Indépendamment de ces handicaps, le groupe se porte bien. Son bénéfice net (part lui revenant) a plus que doublé, en 1984, pour atteindre 122,9 millions de francs (contre 53,4 millions l'année précédente et 4,7 millions en 1982), dépassant ainsi les prévisions les plus opti-

mistes. Prouvost recueille ainsi les fruits d'une intensive restructuration, dont le mûrissement a été accéléré par les effets du plan textile mis en place par les pouvoirs publics. Le groupe en profite pour augmenter son capital, afin de financer ses nouveaux investissements. Il va amasser 812 255 actions nouvelles de 50 F nominal au prix unitaire de 200 F (une pour cinq). Le produit de cette opération financière lui rapportera 162,46 millions de francs.

● **Air France** augmente son capital de 13,6 %.

Les actionnaires de la compagnie Air France ont décidé, le 28 juin, d'augmenter de 13,6 % le capital social de l'entreprise. Celui-ci, qui est détenu à 99,9 % par l'Etat, a été porté de 1,73 milliard de francs à 1,97 milliard de francs. La dernière modification du capital était intervenue en juin 1983. D'autre part, l'assemblée générale des actionnaires a affecté les 533,2 millions de francs de bénéfice de l'exercice 1984 de la façon suivante : 404,9 millions de francs en « report à nouveau » ; 75 millions de francs pour le versement de dividendes et 53,3 millions de francs pour la réserve légale.

● **Opel** a perdu 695 millions de deutschemarks en 1984.

Opel, filiale ouest-allemande de General Motors et deuxième constructeur automobile de RFA, a perdu 695 millions de deutschemarks (environ 2 milliards de francs) en 1984, après un bénéfice de 299 millions de deutschemarks en 1983. Ce sont les plus mauvais résultats jamais enregistrés par Opel. M. Beickler, son président, les a attribués à deux facteurs principaux : la grève des métallurgistes ouest-allemands en mai-juin 1984, responsable de 300 millions de deutschemarks de pertes, et les incertitudes sur les « voitures propres ». Le chiffre d'affaires (12,9 milliards de deutschemarks) est en diminution de 12,4 % sur 1983. Les perspectives restent sombres pour 1985, selon le PDG d'Opel.

CEE

La bataille des normes de pollution automobile va commencer à Luxembourg

La fixation des normes de pollution automobile, dont les ministres de l'environnement doivent discuter le jeudi 27 juin à Luxembourg, est une nouvelle source de conflit entre la France et la RFA. Le PDG du groupe français PSA, M. Jacques Calvet, dans une interview au *Matin*, qualifie d'« hystériques » ceux qui, en Allemagne, veulent qu'on accélère la réduction des pollutions : « L'Allemagne est en train de sacrifier l'ensemble de l'industrie automobile européenne en pensant sans doute que la sienne sera épargnée », a-t-il déclaré.

Ce qui est en cause, c'est l'éventuelle adoption de normes comparables à celles des Etats-Unis et du Japon, qui donneraient aux constructeurs de ces pays des avantages comparatifs sur le marché européen. La riposte allemande a été vive, puisque le porte-parole gouvernemental qualifie la déclaration du patron de PSA de « réaction hystérique ».

D'autre part, à la suite de certaines compagnies pétrolières, les marques ELF et Antar vendront, à compter du 1^{er} juillet, de l'essence sans plomb dans une trentaine de stations-service d'autoroutes.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de l'environnement de la CEE se réunissent, le jeudi 27 juin à Luxembourg, pour tenter de fixer les taux d'émission des gaz d'échappement pour les véhicules automobiles. L'engagement avait été pris, en mars dernier, lors de l'accord général des Dix sur les « voitures propres », d'arrêter les normes européennes avant la fin juin.

Les propositions formulées par la Commission de Bruxelles il y a trois semaines ont été mal accueillies par les principaux Etats membres. La polémique s'est surtout engagée au sujet de la réduction des gaz toxiques pour les moyennes cylindrées (entre 1 400 et 2 000 cm³).

L'Allemagne fédérale, qui est à l'origine de l'accord du printemps dernier, estime que les normes souhaitées par Bruxelles ne sont pas assez sévères (notamment pour l'oxyde d'azote), tandis que la France, l'Italie et le Royaume-Uni les considèrent trop basses. Paris, Rome et Londres, qui veulent échapper, pour cette catégorie, au pot catalytique à trois voies et à l'injection électronique, les jugent, en effet, inaccessibles pour les nouvelles technologies envisagées (principalement le moteur à « mélange pauvre »).

Aussi le pessimisme était-il général à la veille de la réunion des Dix dans les milieux communautaires. Le respect de l'échéance du 30 juin est impératif pour la RFA, même si les normes communes ne doivent entrer en vigueur qu'au 1^{er} octobre 1991. Aux termes de l'accord de mars, les autorités fédérales ne pourront pas accorder, à partir du 1^{er} juillet prochain, les dérogations fiscales promises aux utilisateurs ouest-allemands de « voitures propres ». La position de Bonn est peut-être tactique pour cette raison.

LOGEMENT

Selon la FNAIM

LES PARTICULIERS RETROUVENT DU GOUT POUR LA PIERRE

Comme ils voudraient y croire, à la reprise, les agents immobiliers ! Depuis 1983, ils ne cessent, dans les études de conjoncture semestrielle de la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM), d'en annoncer les signes avant-coureurs.

Au premier semestre de cette année, ils ont observé un « certain revirement des particuliers vers la pierre » qui « se trouve malheureusement confronté à un blocage du marché ». Il s'est vendu 70 à 90 appartements neufs par mois à Paris intra-muros pour un stock de 600 appartements, et, en Ile-de-France, 1 100 pour un stock disponible de 11 500. Les prix de certains programmes mal conçus stagnent, mais les appartements « au goût du jour », bien situés, ont vu leurs prix augmenter de 10 % à 20 %, contre seulement 6 % en banlieue.

Dans l'ancien comme dans le neuf, dans la région parisienne comme en province, ce qui se vend bien, ce sont les appartements de luxe. Pour le reste, le grand obstacle reste la modicité des ressources des candidats à l'accession à la propriété : difficulté de trouver acquéreur pour l'appartement qu'on veut quitter (car l'ancien sans travaux ne bénéficie d'aucun prêt privilégié), crainte de s'engager dans un investissement à long terme dans l'incertitude économique actuelle, s'y ajoutent.

Quant aux résidences secondaires, on constate un « encéphalogramme plat », dit M. Jean-Pierre Dumur, de Nancy, qui préside à la FNAIM la commission « transactions ».

CONJONCTURE

LA LIBERTÉ DES PRIX

M. Giscard d'Estaing veut abroger les ordonnances de 1945

M. Valéry Giscard d'Estaing va déposer, dans les prochains jours, une proposition de loi en vue d'abroger les ordonnances du 30 juin 1945, qui permettent au gouvernement de contrôler les prix et de réprimer les infractions à la législation économique. Cette proposition est d'ores et déjà consignée par les secrétaires généraux des partis de l'opposition siégeant à l'Assemblée nationale : MM. Jacques Toubon, François Léotard, Jacques Barrot et André Rossinot. Dans son exposé des motifs, l'ancien président de la

République explique que, si cette législation pouvait se comprendre au lendemain de la guerre, lorsqu'il s'agissait de « gérer la pénurie », elle n'est plus adaptée à la situation de la France d'aujourd'hui. Il propose, donc, de la remplacer par une législation qui ait comme base le « libre jeu de la concurrence et de la négociation », la Commission de la concurrence devant être seule juge du « bon fonctionnement de la concurrence, de sa protection contre les ententes et les abus de position dominante ».

Le projet de budget pour 1986

(Suite de la première page.)

On le verra au fait que dix mille postes de fonctionnaires seront supprimés (on ne remplace que trois fonctionnaires sur quatre) ; au fait qu'une hausse des salaires de 3,7 % seulement en masse a été retenue pour la fonction publique ; au fait aussi que l'ensemble des aides de l'Etat aux entreprises publiques (51 milliards de francs prévus en 1985, dont 16,6 milliards à l'industrie) sera réduit l'année prochaine et que le budget des armées sera insuffisant pour respecter strictement les objectifs fixés.

L'acharnement mis par la Rue de Rivoli à économiser partout (seules la sécurité, la recherche, la formation, sont épargnées) n'est pas tant le résultat d'un choix que le poids d'une contrainte. La dette publique progresse fortement chaque année : 614 milliards de francs en 1982, 775 milliards en 1983, 916 milliards en 1984, probablement plus de 1 000 milliards cette année, plus de 1 100 milliards l'année prochaine, représentant plus de 20 % du produit intérieur brut (2). Du coup, les intérêts de cette dette occupent dans le budget une place de plus en plus importante : 80 milliards prévus pour cette année (chiffre qui sera dépassé), quelque 100 milliards de francs l'année prochaine.

Le poids de cette charge est telle que le gouvernement fait des efforts désespérés pour l'alléger : en essayant de faire baisser les taux

d'intérêt (un point représente une économie de plus de 10 milliards de francs, et l'on retiendrait un taux moyen de 8 % ou 8,5 %), en reportant à plus tard le paiement de certains. D'où le recours aux O.R.T. (Obligations renouvelables du trésor) remboursables, capital et intérêt, au bout de six ans. Il a été émis pour 30 milliards d'O.R.T. en 1984 et pour 7,5 milliards depuis le début de l'année.

En fait, la croissance des charges de la dette dévore complètement l'accroissement — très ralenti — des recettes fiscales. C'est la raison fondamentale pour laquelle le gouvernement a dû limiter à 3 % en francs courants la progression des dépenses de fonctionnement (salaires et niveaux d'emplois publics) et à 1 % la progression des dépenses d'intervention économique et sociale. Ce qui correspond bien sûr à des baisses en francs constants. Comme baisseront, mais dans des proportions plus importantes, les crédits d'équipement public.


Quant aux recettes de l'Etat, il faudra attendre la fin du mois d'août pour savoir comment le gouvernement pourra concilier son double objectif de baisse des impôts et de limitation du déficit budgétaire.

ALAIN VERNHOLLES.

(2) 15 % de 1976 à 1980, 16 % en 1981, 17,2 % en 1982, 19,7 % en 1983, 21,4 % en 1984.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PECHINEY INVESTIT...



Pièce de train d'atterrissage en alliage d'aluminium

PRINCIPAUX CHIFFRES CONSOLIDÉS 84

CHIFFRES CARACTÉRISTIQUES	VALEUR AJOUTÉE PAR AGENT
Chiffre d'affaires	35 532
Résultat courant	2 711
Bénéfice net	546
Marge brute d'autofinancement	3 174

(en millions de francs)

PECHINEY INVESTIT DANS LES MATÉRIELS DU PROGRES

Dispositif de bases financières optimisées et d'un fort potentiel technologique et humain. Pechiney investit pour produire les meilleurs matériaux destinés à l'industrie mondiale.

Dans ses activités traditionnelles — aluminium, ferro-alliages, produits carbonés, cuivre — Pechiney modernise ses usines, rationalise ses productions, développe ses activités de transformation, étend son implantation internationale en s'appuyant sur un réseau commercial qui couvre 65 pays.

Simultanément, Pechiney accroit la présence dans les produits à haute intensité technologique et à forte valeur ajoutée. Avec les alliages d'aluminium et les éléments de turbine, il impose dans l'aéronautique. Rupture technique au développement de l'emballage en proposant de nouvelles conceptions de moteurs. Dans la nucléaire, il s'affirme comme le spécialiste du combustible des réacteurs à eau pressurisée. Enfin, pour la fabrication du circuit, du titane, des céramiques et des fibres de carbone, Pechiney se place d'ores et déjà dans la course aux matériaux de demain.

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

Ventes en France	Ventes hors de France	Exportations	Filiales à l'étranger
34 %	66 %	39 %	27 %

GRANDS SECTEURS D'ACTIVITÉ

Chiffre d'affaires
Aluminium
Métallurgie fine et matériaux nouveaux
Électrometallurgie et produits carbonés
Transformation du cuivre

(en millions de francs)

La baisse de mettra d'économ

La baisse de mettra d'économ

La baisse de mettra d'économ

La baisse de mettra d'économ

La baisse de mettra d'économ

La baisse de mettra d'économ

La baisse de mettra d'économ

La baisse de mettra d'économ

La baisse de mettra d'économ

La baisse de mettra d'économ

La baisse de mettra d'économ

La baisse de mettra d'économ

La baisse de mettra d'économ

La baisse de mettra d'économ

55 من الأول

CONJONCTURE

Un accord d'Etat... les ordonnances de...

Le projet de budget...

La plupart des intervenants au cours des trois premiers jours de débats ont souligné... Le véritable défi auquel l'industrie du gaz se voit actuellement confrontée est le marché... a déclaré M. Klaus Lien, président de Rubgaz, le plus grand acheteur de gaz européen. De même, M. Pierre Alby, président de Gaz de France, a-t-il, mercredi, insisté sur la concurrence nouvelle de l'électricité d'origine nucléaire, particulièrement vive en France. Pour préserver la relative des prix indispensable au maintien de la part du gaz sur le marché, il faut... des à présent... prendre en compte le prix de l'électricité, lui-même fortement influencé par celui de l'électricité nucléaire; ce n'est ni un choix ni un calcul, mais une donnée de fait à laquelle on ne saurait échapper... a-t-il dit. De fait, ce marge du congrès, Gaz de France, venu en

ÉNERGIE

La baisse des prix du gaz soviétique permettra d'économiser 900 millions de francs en 1985

Gaz de France a réussi à s'entendre avec l'Union soviétique pour réviser les deux contrats de livraison de gaz naturel signés en 1976 et 1980, qui représentent environ 4 milliards de mètres cubes par an. Les Soviétiques ont accepté de modifier la formule de fixation des prix, ce qui se traduira par une baisse et permettra d'aligner les prix d'achat de ces contrats sur ceux de 1982, récemment révisés (environ 3,5 dollars par million de BTU (1)). Une souplesse plus grande dans le rythme de livraison a également

Munich. - Affluence record de trois mille six cents personnes, une cinquantaine de nations et plusieurs centaines d'entreprises représentées : le seizième Congrès mondial du gaz qui se tient à Munich, du 24 au 27 juin, est, selon les organisateurs, la plus grande conférence internationale jamais consacrée à ce combustible. Ce n'est pas un hasard, car derrière les exposés techniques et les débats solennels se cache une immense activité commerciale. L'industrie gazière est en effet, depuis un an, en pleine période de renégociation de contrats. Les Pays-Bas, l'URSS, la Norvège, tous les principaux fournisseurs de l'Europe, à l'exception, jusqu'ici, de l'Algérie, sont contraints d'accepter une révision des contrats signés à la fin des années 70 pour tenir compte des nouvelles données du marché mondial du gaz : baisse des prix pétroliers et de la demande mondiale d'énergie, concurrence accrue de l'électricité, notamment nucléaire, etc.

La plupart des intervenants au cours des trois premiers jours de débats ont souligné... Le véritable défi auquel l'industrie du gaz se voit actuellement confrontée est le marché... a déclaré M. Klaus Lien, président de Rubgaz, le plus grand acheteur de gaz européen. De même, M. Pierre Alby, président de Gaz de France, a-t-il, mercredi, insisté sur la concurrence nouvelle de l'électricité d'origine nucléaire, particulièrement vive en France. Pour préserver la relative des prix indispensable au maintien de la part du gaz sur le marché, il faut... des à présent... prendre en compte le prix de l'électricité, lui-même fortement influencé par celui de l'électricité nucléaire; ce n'est ni un choix ni un calcul, mais une donnée de fait à laquelle on ne saurait échapper... a-t-il dit. De fait, ce marge du congrès, Gaz de France, venu en

Reste l'Algérie, qui fournit un bon quart de l'approvisionnement français en gaz naturel et semble, pour l'instant, peu disposée à ouvrir des négociations. Selon la direction de Gaz de France, ses prix demeurent supérieurs de 25 % (y compris les frais de transport) aux nouveaux tarifs acceptés par les Pays-Bas et l'URSS. Cela bien que la diminution des prix officiels du pétrole brut, sur lesquels le gaz algérien est indexé, ait entraîné depuis le début de l'année une légère diminution de ses tarifs (3,5 % environ). Globalement, le montant des approvisionnements de Gaz de France (25 milliards de francs en 1984) pourrait nettement diminuer cette année. Si le dollar demeure au niveau actuel, il n'est pas invraisemblable, assure l'opinion de la délégation de Gaz de France, que l'établissement puisse ramener son déficit de 3,2 milliards de francs aux environs de 1 milliard de francs cette année.

On est encore loin de l'équilibre financier souhaité par les pouvoirs publics; cela nécessiterait soit une

De notre envoyée spéciale force avec l'une des plus importantes délégations (quatre-vingt personnes), multiplie les contacts avec ses fournisseurs.

Après avoir obtenu des Pays-Bas, au début de l'année, une révision de son contrat, qui réduira cette année le montant de ses achats de 800 millions de francs environ, puis, de l'URSS, la révision du troisième contrat de gaz sibérien, qui représentera une économie d'un peu plus de 200 millions de francs en 1985, l'établissement public a réussi à arracher de nouvelles concessions à ses fournisseurs soviétiques. Au total, l'ensemble de ces révisions de contrats devrait faire baisser le coût des approvisionnements de Gaz de France de plus de 1,5 milliard de francs.

Reste l'Algérie, qui fournit un bon quart de l'approvisionnement français en gaz naturel et semble, pour l'instant, peu disposée à ouvrir des négociations. Selon la direction de Gaz de France, ses prix demeurent supérieurs de 25 % (y compris les frais de transport) aux nouveaux tarifs acceptés par les Pays-Bas et l'URSS. Cela bien que la diminution des prix officiels du pétrole brut, sur lesquels le gaz algérien est indexé, ait entraîné depuis le début de l'année une légère diminution de ses tarifs (3,5 % environ). Globalement, le montant des approvisionnements de Gaz de France (25 milliards de francs en 1984) pourrait nettement diminuer cette année. Si le dollar demeure au niveau actuel, il n'est pas invraisemblable, assure l'opinion de la délégation de Gaz de France, que l'établissement puisse ramener son déficit de 3,2 milliards de francs aux environs de 1 milliard de francs cette année.

On est encore loin de l'équilibre financier souhaité par les pouvoirs publics; cela nécessiterait soit une

MOINS DE GAZ QUE PRÉVU DANS LE CHAMP DE FRIGG

Le groupe ELF-Aquitaine a annoncé, mardi 25 juin, qu'il avait révisé en baisse les réserves de gaz naturel du champ de Frigg, le principal champ qu'il exploite en mer du Nord.

Selon les derniers forages effectués par un audit indépendant, ce champ, dont ELF est opérateur avec une participation de 51 %, aux côtés de 25,8 % de Norsk Hydro (19,9 %) et Statoil (3,4 %), ne contiendrait environ que 185 milliards de mètres cubes de gaz naturel, soit 16 % de moins que prévu (220 milliards de mètres cubes).

Si le rythme actuel de production (13,6 milliards de mètres cubes l'an) est maintenu, l'exploitation du champ de Frigg pourrait être arrêtée en 1989 au lieu de 1992. La totalité du gaz extrait de Frigg est vendue à la Grande-Bretagne, dont il couvre environ un tiers des besoins en gaz.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

... INVESTISSEZ PECHINEY

ÉMISSION DE CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT

Le certificat d'investissement privilégié vous permet d'être associé à la vie de Pechiney, non par le droit de vote, mais par une participation à ses résultats:

1

DIVIDENDE PRIORITAIRE

Sur le bénéfice distribuable, il sera prélevé un dividende prioritaire égal à F 9,50 soit F 14,25 y compris l'impôt fiscal. En cas d'insuffisance du bénéfice de l'exercice, la fraction non payée du dividende prioritaire sera prélevée en priorité sur le bénéfice du ou des exercices ultérieurs jusqu'à complet paiement.

2

DIVIDENDE COMPLÉMENTAIRE

Fixé sur proposition du Conseil d'Administration et en fonction de l'évolution des résultats consolidés du Groupe, ce dividende complémentaire ne pourra être inférieur à 10 % du bénéfice net de la Société Pechiney, hors plus ou moins-values de cessions de titres de participation, par titre composant le capital.

3

SUPER DIVIDENDE

Le solde disponible après paiement des dividendes prioritaire et complémentaire, dotations aux réserves et rémunération des actions ordinaires, sera distribué aux certificats d'investissement privilégiés et aux actions ordinaires, proportionnellement à leur part dans le capital.

Émission de 4.250.000 certificats d'investissement privilégiés (C.I.P.), de F 100 nominal. Prix d'émission: 190 F. Jours: 1^{er} juillet 1985. Cotation: Bourse de Paris.

PECHINEY



LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE DE LA FRANCE

De 1950 à 1982, les décès par cancer ont augmenté de 70 %

Dans la lutte continue contre la mort, qui caractérise les sociétés modernes, la France a remporté d'importants succès au cours des dernières décennies : le quatorzième rapport sur la situation démographique de la France, préparé par l'INED (Institut national d'études démographiques), que M^{me} Georgina Duloux vient d'adresser aux parlementaires, en analyse les étapes et les effets. Ainsi, pour nos concitoyens, comme l'écrit le démographe Michel Lévy, « les décès précoces apparaissent comme des scandales intolérables » (1).

Malgré l'augmentation de la population française et son vieillissement, le nombre de décès est resté pratiquement stable depuis 1946. En 1984, il a même diminué, passant de 559 000 à 545 000, ce qui amène un taux de mortalité de 9,9 pour 1 000, le plus bas de notre histoire. L'âge « modal » (normal en quelque sorte) de la mort est passé, en trente-cinq ans, de 76,6 à 82,5 ans, et à toutes les tranches d'âge, jusqu'à 75 ans, les décès sont devenus moins nombreux.

Cette évolution est largement due aux progrès sanitaires. Mais les causes de décès ont évolué de façon contrastée. C'est la « diminution spectaculaire » de la mortalité infantile qui explique en grande partie la baisse générale du taux de mortalité. En 1950, la France se trouvait encore à un niveau relativement élevé (51,9 pour 1 000) par rapport à la Grande-Bretagne et à la Suède. L'amélioration de la surveillance de la grossesse et de l'accouchement, éliminant les agressions extérieures et les traumatismes, a permis de dépasser la Grande-Bretagne — malgré ses propres progrès — en 1970 et d'approcher du taux suédois avec 8 pour 1 000 en 1984, ce qui place la France au cinquième ou sixième rang dans le monde. La diminution des grossesses à risques peut encore à baisser le chiffre.

Les progrès de la médecine ont fait pratiquement disparaître la

mortalité due aux maladies infectieuses, notamment chez les jeunes enfants (un à trois ans). La mortalité par tuberculose a été divisée par dix, tombant de 54,7 à 4,8 pour 100 000. Les maladies du cœur et des vaisseaux ont fortement diminué, mais restent encore la première cause de décès (40 %).

En revanche le nombre des décès provoqués par le cancer a augmenté de plus de 70 %, passant de 76 500 en 1950 à 131 300 en 1982. Même en tenant compte du vieillissement, le taux est passé de moins de 15 % à près de 25 %. A augmenté aussi le nombre des morts violentes — 10 % des décès aujourd'hui — celles dues aux accidents de la circulation ont plus que doublé de 1950 à l'année record de 1972; en 1984, elles atteignent encore le chiffre de 11 685 — chiffre comparable à celui des suicides.

LÉGÈRE REMONTÉE DES NAISSANCES

Le rapport de l'INED confirme la légère remontée des naissances en France en 1984 : 760 000 contre 749 000 en 1983, ce qui ramène l'indice de fécondité du « plancher » de 1,79 à 1,81. Une remontée qui devrait se poursuivre en 1985, puisqu'on prévoit une augmentation comparable du nombre des naissances. Tandis que le nombre de mariages continuait à baisser (285 000 contre 300 000 en 1983), le nombre d'avortements déclarés a légèrement diminué, confirmant la stabilisation intervenue en 1981.

L'indice de fécondité — inférieur depuis 1974 au seuil de renouvellement des générations (2,1) — maintient la France au-dessus des pays d'Europe occidentale (Portugal et Grèce exceptées — où les taux se situent entre 1,4 et 1,6). La RFA détenant, le record avec 1,27, ce qui entraînera une diminution de moitié de sa population en quarante ans. A l'est (y compris les Républiques soviétiques d'Europe) les taux sont plus élevés, mais seuls la Pologne (2,4) dépasse le seuil fécond.

Les taux français sont faiblement influencés (de 0,9 point en 1982) par la présence de communautés étrangères (6,8 % des femmes, mais 10,9 % des naissances), notamment portugaise, algérienne et marocaine; les femmes ont des taux de fécondité plus élevés (2,17, 4,3 et 5,2 respectivement), mais inférieurs à ceux constatés dans leur pays d'origine. D'autre part, on a constaté en 1984 une baisse du solde migratoire 114 000 personnes contre une moyenne de 37 400 pour la période 1974-1982, faisant suite à une diminution des naturalisations en 1983 (moins de 20 000 contre plus de 32 000 en moyenne les années précédentes).

cides, en forte croissance depuis 1976. Ces évolutions ne sont pas sans liens avec la consommation de tabac et d'alcool, responsables aussi d'autres décès : le nombre de morts par alcoolisme et cirrhose a crû jusqu'à 1978; quoiqu'en régression depuis, il approche encore les 18 000 par an.

Manœuvre et professeur

Cette évolution a élargi l'inégalité d'espérance de vie entre hommes et femmes : ce sont les hommes qui sont le plus victimes des nouvelles maladies de la civilisation, comme les cancers ou le diabète, des accidents de la circulation (particulièrement aux alentours de la vingtième année) ou des suicides. Depuis le début du siècle, les femmes ont gagné 26,5 ans d'espérance de vie à la naissance, les hommes 22 ans seulement : alors que les premières atteignent 79,3 ans en 1984, les seconds ne parviennent qu'à 71,2 ans.

L'inégalité s'est accrue aussi entre les catégories socio-professionnelles : à 35 ans, un manœuvre n'a encore aujourd'hui que 34,3 ans d'espérance de vie tandis qu'un professeur en a 43,2 ans. Mais l'écart se resserre avec l'âge : à 55 ans, les écarts entre catégories extrêmes sont deux fois moins élevés qu'à 35 ans.

Ces inégalités sont plus fortes en France que dans d'autres pays industrialisés : ainsi l'espérance de vie des femmes met notre pays en très bon rang dans le monde, alors qu'il n'occupe qu'une place médiocre pour l'espérance de vie des hommes. Mais on constate le même tendance à l'élargissement des écarts entre sexes et entre catégories socio-professionnelles dans la plupart des pays industrialisés.

Cette tendance semble résister à la prise en charge collective des dépenses de santé. La montée de l'alcoolisme et des suicides peut même entraîner dans certains pays, comme en l'Union soviétique ou en Europe de l'Est, une remontée paradoxale de la mortalité, tandis que de petits pays en développement, comme Singapour, Hongkong, Cuba ou le Costa-Rica, atteignent l'espérance de vie des Etats industriels. Un ensemble d'études publiées par l'INED (2) met en évidence la complexité des facteurs de la mortalité : conditions sanitaires, mais aussi répartition des ressources entre les catégories sociales, climat (la situation de la Scandinavie est plus favorable que celle des pays tropicaux), régime alimentaire, importance de la population, degré d'urbanisation (ou lutte plus facilement contre la maladie et la pollution dans de petits pays très urbanisés).

GUY HERZLICH.

(1) Population et sociétés, bulletin de l'INED n° 192, juin 1985.
(2) La lutte contre la mort. Influence des politiques sociales et des politiques de santé sur l'évolution de la mortalité. INED, Travaux et Documents, n° 108, PUF.

(Publicité)

Fondation J.J. Goupil

sous l'égide de la Fondation de France

Un nouvel effort pour l'encouragement de la Recherche scientifique et médicale en France

Le mercredi 5 juin 1985, la première Assemblée Générale de la FONDATION JEAN-JACQUES GOUPIL, sous l'égide de la FONDATION DE FRANCE, s'est tenue au siège de cette dernière, 40 avenue Hoche à Paris 8ème.

Le Comité Directeur de cette nouvelle fondation régie selon les statuts de la FONDATION DE FRANCE (établissement privé reconnu d'utilité publique) a été élu à mains levées et à l'unanimité des 18 membres.

Il est ainsi composé :

Président : Mme Le Docteur N. Forest, Doyen de la Faculté de Chirurgie Dentaire de l'Université de Paris VII.

Vice-Présidents : Docteur Ch. Grupper, Professeur associé honoraire au collège de médecine de Paris et Président honoraire de la Société Française de Dermatologie.

Docteur H. Szpunglas, Professeur à l'Institut de Stomatologie et de Chirurgie Maxillo-Faciale et Chef du Département d'Oncologie et de Stomatologie Médicale C.H.U. Pitié-Salpêtrière.

Secrétaire Général :

M. Cl. Rispaud, Directeur des Relations Extérieures des Laboratoires Goupil S.A.

Treasury :

M. M. Bary, Pharmacien, Directeur de la Recherche aux Laboratoires Goupil S.A.

Le postulat de la FONDATION JEAN-JACQUES GOUPIL est défini comme suit :

"Encouragement de la Recherche dans tous les domaines intéressant la Santé Publique, notamment en Odontologie et Stomatologie et en Dermatologie".

M. N.

